هكذا من الاصل

En Espagne

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 277 DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 3 - LUNDI 4 MAI 1981

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris ; Irlande, 55 p. ; Italie, 880 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,60 fl. ; Portugal, 48 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,20 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Le marché de l'automobile

Tokyo accepte de limiter ses ventes aux États-Unis

La cible européenne

Les Etats-Unis l'ont donc emporté dans la partie de bras de fer qui, depuis plusieurs mois, les opposait aux Japonais à propos des exportations automobiles nippones.

Que Japonais et Américains soient parvenus à un accord n'est finalement guère surprenant. Les Japonais se devaient de faire un geste face à la montée d'un courant protectionniste de plus en plus puissant aux Etats-Unis. Ne pas accepter cette limitation volontaire c'était prendre le risque de voir le Congrès américain se saisir du dossier et imposer par la loi — peut-être en l'étendant à d'autres secteurs de l'activi . économique — un blocage des importations plus sévère encore. Les Japonais l'ont compris, et ont accepté de céder d'autant plus facilement qu'ils se sont d'ores et déjà assuré plus de 20 % du marché américain de l'automobile.

L'administration Reagan a, pour sa part, tout lieu de se féliciter de l'accord intervenu. Elle réussit là où l'équipe Carter avait échoué et pourra ainsi valablement s'opposer à un protectionnisme dont on sait où il commence mais dont on ignore où il s'arrête.

Que l'on ait appris le même j r que Mitsubishi et Chrysler désiraient renforcer leur coopération apparaît symbolique : face à la crise, Américains et Japonais entendent manifestement se ménager, sinon coopérer lorsque l'occasion se présente.

Pour l'Europe, l'avertissement est clair : elle devient la cible privilégiée. On voit mal en effet les Japonais ne pas tenter d'augmenter leurs ventes d'automobiles vers le Vieux Continent pour compenser la limitation de leurs exportations outre-Atlantique. Or l'industrie européenne traverse une passe difficile, marquée par une baisse des ventes, exception faite de l'Italie. La France n'échappe pas au mouvement : pour les trois premiers mois de l'année, la production, comparée à celle du premier trimestre 1980, a baissé de 20,7 %, les exportations de 15 %, les immatriculations de 11,3 %. Chiffres inquiétants...

L'Europe peut-elle espérer du Japon une « compréhension » égale à celle dont il a fait preuve à l'égard des Etats-Unis ? Le premier ministre nippon a déjà répondu que « les Européens ne devaient pas s'attendre au même traitement de faveur », car « ils n'ont pas de plan de redressement de leur industrie automobile comparable à celui des Américains et ils ne font pas d'efforts pour pénétrer le marché japonais ».

Le propos prêterait à sourire — l'industrie européenne n'était heureusement pas dans l'état de l'industrie américaine — s'il ne contenait une menace voilée. La déclaration vigoureuse — c'est un euphémisme — de M. Suzuki amènerait-elle l'Europe à comprendre qu'il est temps de changer de ton à l'égard de Tokyo ? La réponse à cette question se trouve pour une large part à Bonn, où l'on continue de défendre un libre-échange dont l'accord conclu entre Japonais et Américains montre pourtant bien les limites.

Cédant aux pressions américaines, le gouvernement japonais a annoncé, vendredi 1er mai, qu'il allait imposer à ses constructeurs automobiles une limitation de leurs exportations vers les Etats-Unis pendant deux ans. Pour l'année fiscale 1981 (avril 1981-1982), les ventes japonaises seront limitées à 1 680 000 voitures (contre 1 820 000). En 1982, ce plafond sera relevé proportionnellement à l'accroissement du marché américain.

Cette décision a été accueillie avec une satisfaction prudente aux Etats-Unis. Le premier ministre japonais a, d'autre part, affirmé que les Européens « ne devaient pas s'attendre au même traitement de faveur ».

(De notre correspondant)

Washington. — La décision japonaise n'a pas été accueillie aux Etats-Unis avec un enthousiasme débordant : « C'est un pas modeste, mais positif », a déclaré le syndicat des travailleurs de l'automobile, résumant l'ensemble des réactions. On souhaitait ici des restrictions plus importantes et surtout plus durables, car le principal problème des constructeurs américains est le temps : il leur faut plusieurs années pour tirer le bénéfice des investissements énormes qui ont été programmés pour produire des voitures plus petites, moins gourmandes et mieux finies.

Les Japonais se sont engagés à n'exporter aux Etats-Unis que 1,68 million de véhicules entre le 1er avril 1981 et le 1er avril 1982 au lieu de 1,82 million pendant les douze mois précédents. C'est le seul chiffre sûr. Après avril 1982, on prévoit de revenir au total de 1,82 million, mais ce plafond pourrait être dépassé si l'automobile américaine se porte mieux. Aucune précision n'est fournie pour la troisième année.

D'autres incertitudes son soulignées à Detroit. En premier lieu quel sort sera réservé aux petits véhicules à quatre roues motrices, qualifiés de camions par les Japonais, mais considérés comme des voitures aux Etats-Unis ? Il y a aussi les 400 000 véhicules déjà arrivés sur le territoire américain mais non encore vendus. Les inclue-t-on dans le total ? Enfin, le geste de Tokyo ne s'étend pas à Porto-Rico. Or la frontière est ouverte entre cet Etat associé qui a importé 65 000 voitures japonaises l'an dernier et les autres Etats.

Le gouvernement nippon voulait empêcher l'adoption de mesures protectionnistes par le Congrès américain, objectif atteint semble-t-il puisque le sénateur John Danforth, républicain du Missouri, a immédiatement retiré sa proposition de loi, qui prévoit un plafond de 1,6 million de véhicules japonais pendant trois ans. La Maison Blanche était opposée à toute disposition restrictive, mais il lui aurait été difficile de mettre son veto à une loi aussi populaire dans les Etats industriels.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

La crise libanaise

Israël estime n'avoir pas de preuves de la présence de missiles syriens

Considérée comme « très inquiétante » à Washington et « explosive » à Moscou, la situation au Liban — nous câble notre correspondant à Beyrouth — pourrait évoluer vers une détente, les diverses parties au conflit étant disposées à envisager un « modus vivendi ». Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Khaddam, reprendra à cet effet ses consultations à Beyrouth le dimanche 3 mai.

Le premier ministre israélien a largement contribué à réduire la tension en démentant le porte-parole de l'armée, qui avait assuré avoir la preuve de l'introduction au Liban, par l'armée syrienne, de fusées anti-aériennes SAM-2 et SAM-6. Il semble que M. Begin veuille donner à la Syrie la possibilité de retirer les missiles sans perdre la face.

Malgré les attaques de la presse soviétique contre les Etats-Unis, accusés de chercher à anéantir la résistance palestinienne et à morceler le Liban, l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, M. Dobrynine, a assuré, vendredi, que son gouvernement voulait contribuer au rétablissement de la paix dans cette partie du monde.

De notre correspondant

Beyrouth. — Un calme étrange règne à Beyrouth et dans l'ensemble du Liban. La semaine s'est achevée, ce samedi 2 mai, sur une note relativement optimiste, après avoir commencé par une sérieuse escalade marquée par l'intervention aérienne d'Israël, dans le nord du pays, et des mises en garde menaçantes à la Syrie.

La réplique de Damas consistant à introduire des batteries de missiles SAM-2 et 6 dans la vallée de la Bekaa et les premières réactions israéliennes indiquant que l'escalade allait se poursuivre dangereusement, le premier ministre israélien a contribué à calmer les esprits en déclarant « ne pas avoir de preuve satisfaisante » de la présence de tels missiles en territoire libanais, alors qu'au moins trois batteries et un radar avaient été vus par des voyageurs qui avaient emprunté une route secondaire menant à Rayack. Les troupes syriennes ne prenaient même pas la peine d'interdire la circulation autour de ces batteries.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Le durcissement de la campagne

• M. Giscard d'Estaing recherche la réconciliation avec les gaullistes

• M. Mitterrand compte sur l'élan unitaire

M. Giscard d'Estaing participe, dimanche 3 mai, à une manifestation présentée comme « la fête de la liberté », à la porte de Pantin. M. Mitterrand n'envisage pas de meeting avant le 8 mai à Mulhouse, mais il interviendra, ponctuellement, dans plusieurs domaines, tout au long de la semaine précédant le scrutin du second tour.

En fait, cette semaine sera dominée par les émissions électorales des deux candidats et, s'ils arrivent à surmonter leur désaccord sur les conditions d'organisation, par le face-à-face télévisé envisagé pour mardi 5 mai.

La polémique qui a surgi à ce sujet n'est qu'un signe supplémentaire du durcissement de la campagne qu'ont illustré les déclarations de M. Giscard d'Estaing dans le Pas-de-Calais, en Seine-Maritime et dans les Alpes-Maritimes, et de M. Mitterrand à Montpellier.

Faute d'informations plus précises sur l'état de l'opinion, la bataille du second tour redémarré sur la base d'un sondage réalisé au début de la semaine et qui, à ce moment-là, prévoyait le succès de M. Mitterrand le 10 mai.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 6.)

Deux mutations

Deux mutations s'observent dans la campagne pour l'élection présidentielle. M. Giscard d'Estaing a cessé d'être le président sortant injustement *attaqué par ses neuf « concurrents »* du premier tour pour devenir un candidat à part entière soucieux de résister à la pression de son *« adversaire » unique du second tour.* M. Mitterrand est moins que jamais le représentant du seul P.S., et il retrouve les accents et l'élan du candidat des *forces de gauche et même* de tous les « républicains » qu'il avait déjà été en 1974 et 1965. D'où *un double durcissement.*

M. Giscard d'Estaing pratique la défense offensive pour *mobiliser un électorat qui,* selon les sondages du début de la semaine, ne lui donnait pas *la majorité* face à son adversaire. Comme tous les *suffrages* du *R.P.R.* ne viennent pas spontanément, il faut aller les chercher. Il apparaît que *M.* Jacques Chirac a eu raison de dénoncer l'extension de *la* bureaucratie et d'exalter la responsabilité individuelle : on en tiendra *compte, comme de tout ce* qui s'est exprimé au cours de la campagne. Des états généraux de la majorité seront réunis à cet effet.

Encore faut-il que M. Giscard d'Estaing soit réélu, c'est-à-dire que les gaullistes *n'acceptent pas que la France* soit le seul pays d'Europe dirigé par un président élu *avec des voix communistes et* que les Français ne soient pas tentés par *« un petit tour de valse avec le risque ».* Des promesses et un avertissement *qui provoquent déjà de surprenants* ralliements dans l'entourage de M. Chirac.

M. Mitterrand est plus à l'aise, désormais, comme seul adversaire *de celui qui,* à ses yeux, incarne les *« forces réactionnaires ».* Pour autant, *et même lorsqu'il évoque pour* les gaullistes les souvenirs de *la Résistance,* il ne s'écarte pas de la ligne socialiste. Il lui faut non seulement conserver *les suffrages communistes* ou P.S.U. qu'il a obtenus au premier tour, mais aussi motiver les électeurs qui se sont abstenus. Entreprise toute en *nuances, car il ne faut pas* inquiéter avec le soutien du parti communiste, sur lequel M. Mitterrand reste plus discret.

Point de vue

Les champs de la droite

par JEAN-DENIS BREDIN (*)

On ne s'en étonnera pas : M. Giscard d'Estaing souhaite enfermer M. Mitterrand dans deux débats, l'un sur la politique économique, l'autre sur la politique étrangère. *Ainsi* se prolongerait au second tour un rétrécissement du débat politique plus commode au pouvoir que la gauche ne le pense : comme s'il n'y avait pour identifier droite et gauche et pour juger sept ans de règne que la crise de l'emploi et les relations de la France avec l'U.R.S.S.

1) Le chômage ? La plupart des Français le côtoient. Ils savent les misères, les désespoirs qu'il entretient. Dans une société où chacun n'est occupé que d'organiser le champ clos de sa propre survie, où il n'y a de vraie dignité que dans le statut normal, il est affreux d'être sans travail, sinistre d'être non seulement pauvre, mais exclu. Viennent les solutions du discours politique : parce qu'il faut simplifier, et tout dire en chiffres, symboles de compétence, elles traitent le travail comme une marchandise qui se vend à l'heure, le chômage comme l'avanie d'une marchandise qui s'offre et ne trouve plus d'acquéreur. La semaine à trente-cinq ou quarante heures ? La retraite à cinquante-cinq ou soixante ans ? Comme si le travail se ramenait à sa durée, en heures ou en années. Comme s'il n'était pas tout, dans notre société : intérêt, jeu, passion, ou au contraire souffrance, servitude. Le meilleur de la vie, ou une pédagogie de la mort.

L'essentiel est tu, dans ce débat, caricaturé à force d'être simplifié. Que dans les emplois pénibles, humiliés, la semaine de trente-cinq heures est encore insupportable. Que bien des patrons connaissent le moyen de faire accomplir en trente-cinq heures le travail de quarante.

(Lire la suite page 7.)

(*) Professeur à l'université de Paris - I.

AU JOUR LE JOUR

T.V. CORRAL

Le duel télévisé tant attendu entre les deux candidats prend de plus en plus les allures d'un western.

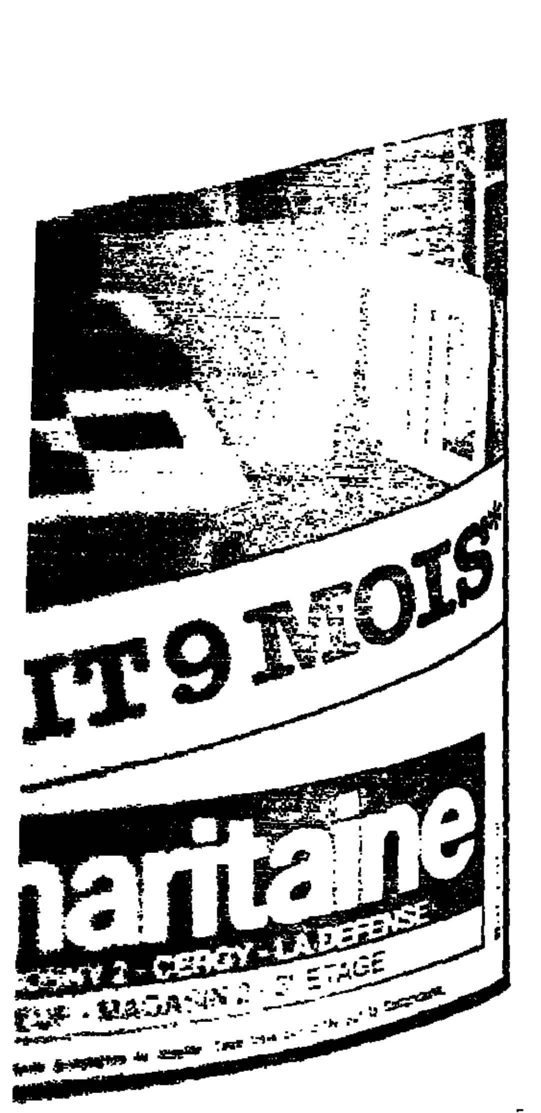
Dans le rôle du shérif, Valéry Giscard d'Estaing a commencé par défier son rival. Celui-ci a relevé le défi, mais, soucieux d'éviter de tomber dans un guet-apens préparé par les adjoints de son adversaire, a demandé de venir avec ses hommes. Le shérif, habitué depuis sept ans à des séances de tir en solitaire et qui ne dégaine peut-être plus aussi vite qu'autrefois, le prévient alors : « Je serai mardi soir, à 20 h. 30, au salon de la radio, seul, pour un duel à la loyale. » Il aurait même pu ajouter, comme dans un film de cow-boy : « Il y en a un de nous deux qui est de trop ici. »

Bref, ce n'est plus « Cartes sur table », ni « Le Grand débat », c'est bien « Règlement de comptes à T.V. Corral ».

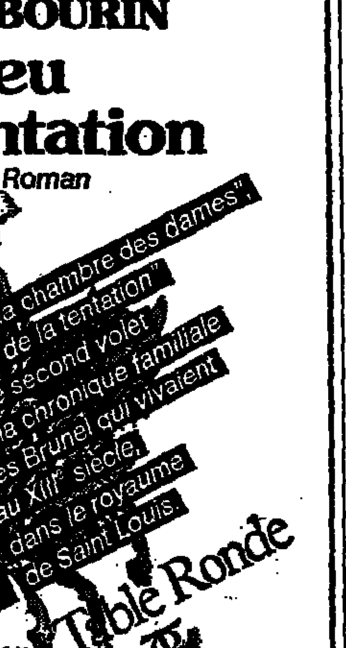
BERNARD BRIS.

MOSCOU ET TRIPOLI DÉVELOPPENT LEUR COOPÉRATION DANS LE DOMAINE ÉNERGÉTIQUE

(Lire page 3.)







AU MIP-T.V. A CANNES

Conservatisme et technique

Caravansérail de l'audiovisuel, Babel des temps modernes, supermarché de la communication de masse, le dix-septième MIP-T.V., Marché international des programmes de télévision, qui s'est achevé à Cannes le 30 avril, a battu cette année tous les records d'affluence : quatre cent quarante stands et trois mille six cents professionnels venus de cent six pays.

Certains festivals ont bâti leur succès sur des colloques de réflexion ou de prospective. *Le MIP, lui,* annonce fièrement la couleur : il s'agit d'argent, et d'argent seulement, et la monnaie la plus convoitée est le dollar : il faut vendre aux Américains. Ce qui n'était qu'un mythe prend un commencement de réalité grâce aux réseaux de télévision par câble dont se sont dotés la plupart des *networks,* ces géants transcontinentaux qui font la loi.

Les câbles s'installent en ce moment et cultivent soigneusement une image de marque différente, comme le font les réseaux payants, auxquels il faut s'abonner. Leurs représentants à Cannes étaient nombreux. [illegible] ont déclaré s'intéresser à l'Europe et à sa culture. Ils ont par conséquent demandé aux Français [illegible] produire pour eux des émissions [illegible] la revue du Lido ou du Paradis Latin.

Cette image stéréotypée du « gay Paris » sera cependant contrebalancée par leurs achats à l'INA de tous les programmes de ballets et de concerts dont il disposait.

…ETTE STROUMZA.

(Lire la suite page 8.)

هكذا من الاصل

Le Monde

étranger

EUROPE

Espagne

La publication d'un récit des préparatifs du coup d'État manqué suscite de nouveaux remous

Le général José Leon Pizarro, qui avait été arrêté au lendemain de la tentative de putsch du 23 février, a été remis en liberté, a-t-on appris, vendredi 1er mai à Madrid. Aucune inculpation n'a été retenue contre lui. Chef de la division blindée de Valence au moment du coup d'Etat, il pourrait même bénéficier d'une prochaine promotion. En revanche, le général José Juste Fernandez, commandant de la division blindée d'élite, serait bientôt relevé de ses fonctions en raison de ses liens avec certains auteurs de la tentative du 23 février. Quant au capitaine Gil Sanchez-Valiente, qui a disparu de Madrid au lendemain du coup d'Etat, il va être rayé des cadres de la garde civile.

Les défilés du 1er mai ont eu lieu, en Espagne, dans un climat de malaise politique et militaire, qu'illustrent la publication, par différents journaux, d'un récit des préparatifs du putsch manqué et les réactions que cette publication a suscitées, notamment de la part de la police. Un conseil des ministres restreint et extraordinaire s'est réuni vendredi, à Madrid, pour examiner ces révélations.

De notre correspondant

Madrid. — La presse a commencé *à publier, jeudi 30 avril, un long récit* des préparatifs du coup d'Etat manqué du 23 février dernier, récit établi, *semble-t-il, grâce à la déposition* du lieutenant-colonel Tejero au juge d'instruction militaire. Le quotidien *Diario 16*, qui a découpé ce texte en plusieurs « épisodes », a vu la police cerner ses bâtiments dans la nuit de jeudi pour empêcher la parution d'informations violant le secret de l'instruction. N'ayant pas obtenu l'autorisation judiciaire de saisir le *journal, les policiers se sont retirés* au bout de quelques heures. Mais l'affaire a causé un beau scandale, et le parti socialiste a demandé au gouvernement d'expliquer qui était à l'origine de cette intervention.

El Pais, qui, lui, a publié le récit en une seule fois vendredi, estime que la « fuite » provient de milieux favorables au coup d'Etat. Le but de l'opération serait de présenter le roi, dont la fermeté a fait, le 23 février, échouer la rébellion, comme un personnage hésitant, favorable à une intervention de l'armée à la turque. Ces révélations viseraient aussi à compromettre certains officiers supérieurs considérés comme loyalistes, afin de diluer les responsabilités des inculpés.

D'autre part, pour la première fois, le syndicat d'extrême droite Fuerza *Nueva del Trabajo avait convoqué* ses adhérents à manifester pour le 1er mai. Parmi les quelque cinq *mille personnes — selon la police —* qui ont défilé dans le centre de Madrid, beaucoup ont demandé la libération du lieutenant-colonel Tejero. Lorsqu'un orateur a interrogé la foule : « *Il nous faut un homme pour tirer l'Espagne de la crise, qui est cet homme ?* », des cris ont fusé : « *Tejero, Tejero !* ». Embarrassé, l'orateur s'est empressé d'ajouter : « *Cet homme est Blas Piñar* » (chef du parti Fuerza Nueva).

La manifestation de la gauche a réuni moins de cent mille personnes à Madrid — deux fois moins que l'an dernier — et s'est déroulée sans incident. Au Pays basque, en revanche, la police a dispersé les manifestations convoquées par les syndicats « abertzale » (nationalistes) à Saint-Sébastien, Vitoria et Bilbao, où plusieurs personnes ont été blessées.

Autre sujet d'inquiétude pour le gouvernement : en Andalousie, les protestations pacifiques des journaliers *en chômage* continuent de s'étendre *(le Monde* du 2 mai), touchant maintenant près de deux cents villages, selon le syndicat des ouvriers agricoles (SOC). Mille cinq cents personnes au total feraient actuellement la grève de la faim. Le secrétaire général du SOC, M. Paco Casero, a été hospitalisé jeudi, au trente et unième jour de son jeûne.

(Intérim.)

Autriche

UN CONSEILLER MUNICIPAL SOCIALISTE DE VIENNE EST ASSASSINÉ

(De notre correspondante.)

Vienne. — Un conseiller municipal *socialiste* de Vienne, M. Heinz Nittel, a été tué vendredi matin 1er mai d'une balle de pistolet au moment de quitter son domicile pour participer aux manifestations de son parti à l'occasion du 1er mai. L'assassin a réussi à s'enfuir et l'attentat n'a jusqu'à présent a été revendiqué. M. Nittel, âgé de cinquante ans, membre du conseil municipal de Vienne depuis 1969, était chargé des questions d'énergie et de construction routière. On n'exclut pas que l'attentat soit en rapport *avec ses activités politiques, sévèrement critiquées par les « verts ».*

M. Nittel a été aussi président de l'Association austro-israélienne et n'a pas hésité à plusieurs reprises à critiquer la politique pro-palestinienne du chancelier Kreisky. M. Nittel et plusieurs personnalités politiques avaient reçu ces derniers temps des lettres de menace.

M. Kreisky a estimé que cet assassinat « *commis contre un des meilleurs hommes politiques socialistes doit être considéré de ce fait comme un attentat politique* ».

Mais tout le monde ne partage pas cet avis. La police estime que l'assassin, qui a minutieusement planifié son « coup », est un « professionnel » plutôt qu'un psychopathe.

WALTRAUD BARYLLI.

Irlande du Nord

L'intransigeance de Londres dans l'affaire Sands paraît approuvée par une large majorité de l'opinion britannique

L'envoyé personnel du pape à Belfast, le Père Magee, a regagné Rome, jeudi soir 30 avril, sans avoir convaincu M. Sands et ses amis de renoncer à leur grève de la faim. La mère du *jeune député, nous signale notre correspondant* à Dublin, a déclaré que son fils se préparait à mourir et qu'elle-même respecterait son désir en ne demandant aucune intervention médicale lorsqu'il serait dans le coma.

Le Père Magee, ajoute notre correspondant, a également rendu visite aux familles de deux victimes de l'IRA. Deux autres personnes assassinées par l'organisation nationaliste ont été enterrées, jeudi ; au cours de la cérémonie, l'évêque protestant qui officiait a souligné que « leur droit à la vie leur a été enlevé en un instant » et que, « dans ce cas, il n'y a eu aucune publicité ».

A Washington, trente-trois membres du Congrès ont adressé à Mme Thatcher un télégramme lui demandant d'engager des négociations pour mettre un terme aux grèves de la faim des *prisonniers* de l'IRA.

A Londonderry et à Belfast, des groupes de jeunes manifestants se sont à nouveau affrontés aux forces de l'ordre, ce samedi matin, et un policier a été blessé par une bombe à acide.

De notre correspondant

Londres. — Les rapports sur l'état de santé de M. Bobby Sands, qui entame ce samedi son soixante-troisième jour de grève de la faim, sont devenus quelque peu discordants. M Carron, son agent électoral, a *déclaré vendredi, à l'issue d'une* nouvelle visite à la prison de Maze, que M. Sands, pratiquement aveugle, n'avait plus que vingt-quatre heures, « *peut-être plus, peut-être moins* », à vivre. Mais M. Cancannon, représentant du parti travailliste, qui avait, lui aussi, rencontré le prisonnier quelques heures auparavant, a *déclaré qu'il avait eu une discussion brève* mais animée avec lui et l'avait trouvé « *mentalement alerte* »...

M. Cancannon était venu faire part à M. Sands d'un message de M Foot, leader travailliste, réaffirmant l'opposition *des parlementaires du Labour* à tout statut spécial pour les extrémistes détenus. M. Cancannon a déclaré, néanmoins, que M Sands était résolu à continuer son jeûne jusqu'à la mort. D'une manière générale, à l'exception d'une quinzaine de personnalités de la gauche travailliste et de petits groupes minoritaires, l'attitude ferme du gouvernement de Londres a le soutien de la grande majorité des Britanniques.

Les groupements mobilisés pour la défense des grévistes de la faim *continuent d'affirmer que le gouvernement de Londres a fait preuve de duplicité en n'observant pas les engagements* qu'il avait pris en décembre dernier, et que les détenus de l'IRA *avaient acceptés de* bonne foi en mettant fin à leur mouvement et en renonçant en outre à leur très longue « grève de l'hygiène » : les prisonniers avaient accepté de se laver, de se raser, de se couper les cheveux, et avaient consenti à l'installation de meubles dans leurs cellules. *Mais le* gouvernement *refusa*, en janvier, de leur faire remettre les habits civils *qui leur avaient été envoyés*.

L'argument essentiel des prisonniers, affirmant qu'ils ne demandent *pas à proprement parler un statut poli*tique, mais plutôt un « *statut spécial* » fondé sur les réformes du régime *pénitentiaire acceptées en décembre*, est contredit par une déclaration du 5 février, dans laquelle ils exigent d'« *être traités en prisonniers politiques* ». Le gouvernement, estimant que les demandes des prisonniers visent à obtenir un statut équivalent à celui de prisonniers de guerre, refuse toujours énergiquement. Il souligne que la notion de crime politique *n'est pas acceptable, et n'a d'ailleurs* pas été acceptée par la Commission européenne des droits de l'homme. Londres souligne qu'en République d'Irlande les détenus de l'IRA ne sont pas non plus considérés comme des prisonniers de guerre.

HENRI PIERRE.

● *« Occupation » des bureaux de la British Airways à Paris.* — Une quarantaine de militants des Jeunesse communistes révolutionnaires ont occupé pacifiquement, samedi matin 2 mai, à Paris, les bureaux de la British AirWays, situés sur les Champs-Elysées. Cette action a été décidée en solidarité avec Bobby Sands et les autres détenus d'Irlande du Nord. Les membres de la J.C.R. ont distribué un tract accusant : « *Thatcher assassin, Giscard complice* ». Ils annoncent une manifestation « *contre la répression en Irlande* » le mardi 5 mai, à 18 heures, à la gare Saint-Lazare. En *fin de matinée, samedi*, la police n'était pas intervenue. Les « occupants » n'ont pas entravé les activités du bureau et les *clients ont pu continuer à entrer* et sortir.

Grande-Bretagne

● *DE NOUVEAUX INCIDENTS*, dans deux communes de la banlieue de Londres, ont fait trois blessés chez les policiers, jeudi 30 avril. Un premier affrontement a été causé par une manifestation de jeunes Noirs contre la tenue d'un meeting du Front national (extrême droite). D'autre part, deux policiers ont été attaqués dans un « pub ». — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Tunisie

LE CONGRÈS DE L'U.G.T.T.

La centrale syndicale confirme avec éclat sa volonté d'autonomie à l'égard du pouvoir

De notre envoyé spécial

Gafsa. — L'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), dont le congrès extraordinaire s'est terminé le vendredi 1er mai à Gafsa, a évité de défier un pouvoir crispé sur son veto à l'égard du retour à la vie syndicale de M. Habib Achour, mais en ne renonçant à aucun de ses principes, à aucune de ses revendications qui ont été réaffirmées avec vigueur.

Le souci de préserver l'autonomie de la centrale a trouvé sa meilleure illustration dans l'élection des treize membres du nouveau bureau exécutif où l'on retrouve onze responsables arrêtés puis condamnés après les émeutes du 26 janvier 1978 et, peut-être plus encore, dans la désignation de M. Taieb Baccouche en tant que secrétaire général. Universitaire *se réclamant d'une tradition* de gauche indépendante, M. Baccouche est le premier chef des syndicats à ne pas être issu du parti *socialiste destourien (P.S.D.)* depuis la création de l'U.G.T.T. en 1944.

Le congrès a tenu à faire savoir très fermement que, s'il avait dû plier devant le « diktat » frappant M. Achour, il n'en *demeurait pas moins solidaire* de l'ancien secrétaire général et a mandaté le nouveau bureau exécutif pour qu'il « *agisse avec détermination* » en vue d'obtenir la levée de son assignation à résidence et son rétablissement dans ses droits civils, politiques et syndicaux.

En outre, une motion politique vient en quelque sorte rappeler que les syndicalistes n'ont pas encore tourné la page des tragiques émeutes du « jeudi noir » dans lesquelles, affirment-ils, « *l'U.G.T.T. est innocente de toute responsabilité* ». Cette motion recommande la mise sur pied d'une commission d'enquête et revendique une amnistie générale non seulement pour tous les syndicalistes, mais aussi pour tous les condamnés politiques, ainsi que le retour des exilés.

La motion économique qui réaffirme l'option socialiste à laquelle est attachée l'U.G.T.T. constitue un *sévère réquisitoire sur l'aggravation* des inégalités sociales et régionales (que le gouvernement s'attache à résorber) et la gestion du *secteur public*.

Ces textes ne rendront sans doute pas toujours aisé le dialogue avec le gouvernement. Toutefois, le premier ministre, M. Mzali, qui s'est rendu à Gafsa pour célébrer la *fête* du travail, s'est félicité des résultats du *congrès qui, a-t-il dit*, a rendu force et représentativité à l'U.G.T.T. dans un esprit démocratique.

La tâche de la nouvelle direction syndicale se révèle aussi difficile à l'intérieur même de la centrale, après le boycottage du congrès par cent vingt-sept des cinq cent quarante-quatre délégués représentant pour la plupart des courants d'extrême gauche *qui refusaient de tenir compte de* l'exclusive frappant M. Achour. La menace d'une scission ne paraît cependant pas imminente puisqu'ils ont affirmé que leur attitude, dictée seulement par une question de principe et non de personne, ne signifiait pas qu'ils envisageaient de quitter l'U.G.T.T.

MICHEL DEURÉ.

[M. Taleb Baccouche est né le 13 avril 1944 à Djemal, dans le Sahel. Licencié ès lettres arabes, docteur en linguistique, il est professeur de lettres à l'Ecole normale supérieure de Tunis.

Il a été successivement secrétaire général du Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en 1973 (puis réélu à ce même poste en novembre 1980) et de 1973 à 1975 secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale. Elu membre du bureau exécutif de l'U.G.T.T. en mars 1971, *il a été arrêté le lendemain des* émeutes du 26 janvier 1978. Condamné neuf mois plus tard pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat à six ans de travaux forcés, M. Baccouche a été libéré en mars 1980. Il devait bénéficier par la suite d'une mesure de grâce présidentielle.]

République Sud-Africaine

Les résultats définitifs des élections

M. Botha pourra difficilement sauvegarder l'unité du parti nationaliste

De notre correspondant

Johannesburg. — Un peu plus de 30 % des 2,10 millions d'électeurs blancs sud-africains (sur 27 millions d'habitants) se sont abstenu de voter, mercredi 29 avril, pour le renouvellement du parlement et des assemblées provinciales (35,3 % en 1977). Sur 1,46 million de votants 53,32 % (contre 64,78 % en 1977) des voix se sont portées sur les candidats du parti national au pouvoir depuis 1948, ce qui assure au gouvernement de M. P.-W. Botha une écrasante majorité parlementaire de 79 % des sièges grâce à un très avantageux découpage des circonscriptions.

Sur les cent soixante-cinq sièges qui étaient en jeu (douze sont attribués d'office, dont onze aux nationalistes), le parti afrikaner, qui en détenait cent trente-huit, en a gagné un et perdu huit, dont un au Cap, qui était détenu par M. Dawie de Villiers, ministre de l'industrie. C'est la première fois depuis trente-trois ans qu'un membre du gouvernement nationaliste en exercice est battu dans une consultation.

Les huit sièges perdus par les nationalistes ont été remportés par *le* parti *fédéral* progressif (P.F.P.), qui en a conquis un neuvième sur le Parti de la nouvelle République (N.R.P.). Au total, avec 18,17 % des voix (contre 16,71 % en 1977), le P.F.P. aura vingt-six députés. Le chef de file des « *Progs* », comme les appellent les Afrikaners, *entend profiter de ce succès pour* pousser le gouvernement à accélérer les changements en faveur des Noirs.

Le Parti de la nouvelle République, qui se situe entre les nationalistes et les progressistes, a perdu plus de vingt mille suffrages par rapport à 1977, et deux de ses dix sièges. M. Vause Raw, a déclaré qu'il « *poursuivrait la lutte* ». Mais de nombreux observateurs estiment que beaucoup de ses militants rejoindront tôt ou tard les nationalistes, avec lesquels *ils ont* plus de points communs que le P.F.P.

Dans les deux partis d'extrême droite, le N.C.P. de M. Connie Mulder, ancien ministre exclu du parti nationaliste en 1979, et le H.N.P. de M. Jaap Marais, créé en 1969 par une poignée de dissidents également nationalistes, aucun de leurs candidats n'a été élu. Le groupuscule de M. Mulder sera *sans* doute rapidement dissous, ses fidèles rejoignant le H.N.P., dont la politique n'est pas différente et qui a bénéficié *d'une indéniable dynamique* pendant toute la campagne. Certes, le H.N.P. n'a remporté aucun siège, mais sur le plan du nombre de voix, la percée a été spectaculaire, passant de 34 000 en 1977 à 191 249 cette année.

Ce succès reflète une opposition croissante aux projets « *réformistes* » annoncés par le premier ministre. Il complique d'autant plus la situation politique que 95 % des électeurs du H.N.P. sont, comme les nationalistes, des Afrikaners. L'indéniable scission de la vieille Afrikanerdom historique, si monolithique jusque-là, précède-t-elle la division du parti national lui-même, qui sonnerait le glas du pouvoir afrikaner ? C'est que ce souhaitent les anglophones du P.F.P. Le premier ministre a souvent répété qu'il « *ne serait pas l'homme de la scission du parti national* ». Mais, pour la plupart des analystes, celle-ci est déjà amorcée et pourrait se *concrétiser lors du dépôt* du premier projet de loi « *réformiste* » par le gouvernement. Sauf à renoncer totalement aux changements promis, on ne voit guère comment M. P. W. Botha pourrait sauvegarder l'unité de son parti.

L'annonce des résultats n'a guère passionné les foules noires constitutionnellement privées du droit de dvote. Le dernier quotidien à audience africaine, autorisé dans la région de Johannesburg, le *Sowetan*, souligne que « *le soutien apporté au H.N.P. semble démontrer que l'Afrique du Sud se dirige vers une politique de confrontation* ».

PATRICE CLAUDE.

Aux Nations unies

LONDRES, PARIS ET WASHINGTON S'OPPOSENT A DES SANCTIONS CONTRE PRETORIA

New-York (Nations unies). *(A.F.P., Reuter).* — Le Conseil de *sécurité* a rejeté jeudi soir, à la suite de vetos des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, une série de résolutions africaines demandant des sanctions « *globales et obligatoires* », contre l'Afrique du Sud en raison de sa politique en Namibie.

Les membres permanents occidentaux ont été seuls à voter *contre ces textes. La résolution* qui affirmait que l'attitude de l'Afrique du Sud constitue une menace contre la paix et la sécurité, et celle qui proposait des sanctions économiques complètes, ont recueilli neuf voix contre trois et trois abstentions (Espagne, Irlande et Japon). Une résolution qui décrétait un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud a obtenu onze voix contre trois avec une abstention (Japon). Enfin, un texte visant à renforcer l'embargo sur la fourniture d'armes à *l'Afrique du Sud décrété* unanimement par le Conseil de sécurité en novembre 1977 a recueilli douze voix, contre les trois voix *occidentales. Les* représentants américain, français et britannique, ont fait observer que cet embargo était en vigueur et strictement observé par leurs gouvernements.

Rancœur des pays africains

Selon de nombreux observateurs, cette « *nuit des vetos* » pourrait susciter parmi les pays africains rancœurs et rancunes à l'égard des puissances occidentales. Une vingtaine de ministres africains des affaires étrangères étaient venus à New-York pour cette affaire.

Le représentant de la France, M. Leprette, a déclaré après les votes que l'adoption de sanctions *serait allée « à l'encontre du but recherché, qui est la reprise et l'intensification des négociations destinées à assurer l'accession pacifique de la Namibie à l'indépendance »*.

Le représentant de l'Ouganda, M. Otunnu, membre du Conseil et président du groupe africain de l'ONU, a suscité les applaudissements par son réquisitoire, en *s'écriant que les forces qui ont eu* raison des nazis chasseront les Sud-Africains de Namibie. « *La nuit dernière a constitué un moment très triste de notre histoire et de l'histoire de l'ONU* », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse en annonçant que les membres du groupe africain allaient demander la réunion d'une assemblée générale extraordinaire.

PROCHE-ORIENT

La crise libanaise

(Suite de la première page.)

En dépit d'une déclaration du secrétaire d'État américain, M. Haig, faite le 1er mai devant le Congrès, qualifiant la situation d'« *extrêmement grave (...) l'équilibre des forces ayant été altéré par l'introduction au Liban des SAM-6 de fabrication soviétique* » et d'une prise de position du chef de l'opposition travailliste en Israël, M. Shimon Pérès exigeant le retrait de ces missiles, plusieurs indices disponibles à Beyrouth laissent espérer une détente qui, sans toucher au fond de la crise, pourrait déboucher sur un nouvel accommodement.

Principale partie concernée, la Syrie peut, en effet, considérer avoir marqué plusieurs points : elle s'est assuré le contrôle de Zahlé, même si ses troupes n'y ont pas pénétré ; elle a écarté l'hypothèse d'une intervention occidentale au Liban, donné une leçon aux « forces libanaises » (chrétiennes), riposté à l'intervention israélienne par l'introduction de missiles et, enfin, elle a rompu son isolement dans le monde arabe.

Israël peut se targuer d'avoir, à peu de frais, « sauvé » les chrétiens du Liban tout en faisant preuve de retenue avant et après son intervention militaire directe. Les « forces libanaises » (chrétiennes) de M. Bechir Gemayel sont en mesure de se prévaloir d'avoir résisté à la mainmise syrienne et d'avoir obtenu l'ouverture d'un dialogue avec Damas. Tout autant que les autres parties libanaises, elles ont pris conscience de l'impérieuse nécessité d'une *entente ou du moins d'un modus vivendi* permettant de « *gérer la crise* » à défaut de la régler. Auquel cas, l'État libanais sortirait renforcé du *présent épisode. Quant à la résistance palestinienne*, elle a soigneusement évité de se laisser entraîner dans la guerre.

Le *ministre syrien des affaires* étrangères, M. Kaddam, revient dimanche à Beyrouth pour parachever la mise en place d'un processus d'entente. Si Israël devait s'abstenir de relancer l'affaire des missiles — lesquels pourraient alors être discrètement retirés, — une trêve moins précaire que les précédentes ne serait pas impossible au Liban.

LUCIEN GEORGE.

L'AGENCE TASS DÉNONCE L'« HYPOCRISIE » DE WASHINGTON

De notre correspondant

Moscou. — *Après avoir condamné toute tentative d'internationalisation de la crise libanaise comme contraire aux intérêts de la cause* arabe et de la paix, lors de la visite du colonel Kadhafi à Moscou, *l'U.R.S.S. ne semble pas disposée* à faire des efforts communs ou parallèles avec les États-Unis pour *modérer les ardeurs de leurs alliés* respectifs. L'agence Tass a, en effet, dénoncé l'« hypocrisie » de Washington, qui, d'une part, affirme accomplir de grands efforts diplomatiques pour arrêter les combats et qui, d'autre part, encourage les « expansionnistes » israéliens.

Les Soviétiques considèrent que les États-Unis veulent, par l'intermédiaire d'Israël, « liquider le mouvement *palestinien de résistance* et les forces patriotiques nationales du Liban ».

« C'est pratiquement avec la bénédiction de Washington qu'Israël, les phalangistes et les séparatistes libanais réalisent des opérations terroristes contre le peuple palestinien, *opérations*, qui prennent les dimensions d'un génocide », écrit l'agence Tass, qui prête, en outre, à la Maison Blanche l'intention de démanteler la République libanaise pour favoriser la création d'« un *État fantoche entièrement docile à* la volonté de l'impérialisme américain et de son allié israélien ».

Sans doute les Soviétiques sont-ils d'accord avec les Américains pour considérer que la situation au Liban est « vraiment explosive », mais ils assurent que leurs alliés syriens jouent un « rôle stabilisateur », « Ce contingent a été introduit au Liban à la demande du gouvernement légal du pays pour empêcher sa division », précise l'agence Tass.

Pour Moscou, toute solution de la crise libanaise passe par un règlement global du conflit israélo-arabe. — D. V.

A travers le monde

Australie

- M. MALCOLM FRASER, *PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN*, a annoncé jeudi 30 avril devant le Parlement que, *dans le cadre de sa politique* de lutte contre l'inflation et d'élimination de « *l'ingérence de l'État dans les affaires privées* », plusieurs entreprises et services publics allaient être confiés au secteur privé. Plusieurs attributions du gouvernement fédéral seront dévolues aux États, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. — *(A.F.P.)*

Équateur

- L'ANCIEN PRESIDENT OTTO AROSEMENA a *été* arrêté. Il avait été accusé par la Cour suprême de l'Équateur, jeudi *30* avril, d'avoir *blessé* par balles deux députés, lors d'un débat parlementaire en novembre 1980. — *(Reuter.)*

États-Unis

- LE PRESIDENT REAGAN a *nommé jeudi 30* avril le général en retraite Edward L. Rowny chef de la délégation *qui sera chargée de reprendre* avec l'Union soviétique les négociations sur la limitation des armes nucléaires. Le général Rowney faisait partie de la délégation qui négocia les accords SALT 2 et avait démissionné pour marquer sa désapprobation des clauses du traité. Il passe pour être encore plus hostile à ce dernier que le nouveau directeur de « l'agence pour le contrôle des armements et du désarmement », M. *Eugène Rostow* (*le Monde* du 24 avril), dont il dépendra.

- UN VETERAN DU SENAT AMERICAIN a *été* reconnu *coupable vendredi 1er mai de* corruption dans le scandale « Abscam », la vaste opération *montée par le F.B.I. dans* les milieux politiques et qui a déjà abouti à la condamnation de six membres du congrès. M. William, sénateur démocrate du New Jersey depuis vingt-deux ans, ancien président de commission, a été reconnu coupable par un jury fédéral de New-York *d'avoir accepté* des pots de vin. Il risque une peine de prison de quinze ans. Le sénateur et l'un *de ses proches* collaborateurs avaient accepté à titre de pot de vin une participation dans une mine de titane de Virginie. Le parlementaire devait en contrepartie user de son influence pour *aider cette société* à décrocher de lucratifs contrats avec l'armée américaine. — *(A.F.P.)*

Après la visite du colonel Kadhafi

L'U.R.S.S. ACCROITRA SA COOPÉRATION AVEC TRIPOLI DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

(De notre correspondant.)

Moscou. — L'agence Tass a donné des précisions sur le protocole de coopération économique *et technique signé entre* l'U.R.S.S. et la Libye à l'occasion de la visite à Moscou du colonel Kadhafi. Le développement de la coopération touche en premier *lieu le domaine de l'énergie.* L'U.R.S.S. s'est déclarée prête à participer aux travaux d'exploitation du centre de recherches atomiques *construit antérieurement en Libye* avec son concours. L'aménagement d'une centrale atomique d'une capacité de 800 000 kW ainsi que la *construction de centrales thermiques* sont également à l'étude.

Les deux pays se sont mis d'accord pour développer leur coopération dans le domaine du gaz et du pétrole. *L'exploitation* et la prospection de gisements *sont prévues* « *sur une base bilatérale* ». L'U.R.S.S. livrera des installations de forage à *la Libye* et elle lui accordera son assistance *technique* dans l'aménagement de deux gazoducs et de deux réservoirs souterrains.

Les autres projets de coopération concernent la sidérurgie, la pétrochimie et l'irrigation. *Le commerce* soviéto-libyen a atteint 450 millions de roubles (plus de 3 milliards de francs) en 1980. La Libye livre à l'U.R.S.S. des *combustibles*, des minerais et du métal. — D. V.

- Le colonel *Kadhafi* est rentré à Tripoli, le vendredi 1er mai, à l'issue d'une visite de trois jours à Belgrade suivant son séjour à *Moscou et au cours de laquelle* il a rencontré les principaux dirigeants yougoslaves. — *(Reuter.)*

L'ARABIE SAOUDITE : paradis ou poudrière ?

IV. — Secousses telluriques

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Désagrégation de la société et des valeurs traditionnelles, afflux d'ouvriers expatriés, polarisation sociale : la surproduction du pétrole et les investissements massifs qu'elle entraine bénéficient surtout à une minorité (« le Monde » des 29 et 30 avril et 2 mai).

Djeddah. — Deux événements *survenus coup sur coup*, en novembre 1979, ont secoué le régime wahabite jusqu'aux fondations. Accidents sans lendemain ou secousses telluriques ? C'est la question que l'on débat encore dans les salons de l'intelligentsia saoudienne et de la communauté diplomatique près d'un an et demi après l'insurrection de La Mecque et la révolte de la population chiite dans la province orientale.

Par son caractère tout à la fois spectaculaire, sacrilège et symbolique, le premier des deux événements est sans précédent dans l'histoire du royaume. Symboles : ce sont des militants musulmans, se réclamant de l'intégrisme wahabite qui, le premier jour du quinzième siècle de l'hégire (le 20 novembre) ont défié et la famille d'Al Saoud, qualifiée de « *bande de mécréants* », et les membres du clergé, « *soucieux seulement de leurs postes, de leur avancement et de leurs privilèges* » : le chef spirituel des insurgés, Mohamed Al Qahtani, présenté comme étant le *Mahdi (le Messie)*, appartenait à la tribu du Prophète dont il portait le prénom.

L'entreprise sacrilège, qui a dû choquer les musulmans à travers le monde, a commencé par l'occupation, les armes à la main, du Haram el Cherif, la grande mosquée de La Mecque, saint des des saints de l'islam, d'où la violence, par définition, est bannie. Les révolutionnaires, des illuminés, croyaient que le sol s'ouvriraient sous les pieds des forces de l'ordre pour les engloutir, tandis que la population, de proche en proche, se soulèverait. Ils avaient néanmoins pris la précaution, avant de se barricader, d'entreposer des mitraillettes, des fusils, des poignards, des munitions et des vivres dans quelque deux cents cellules qui longent les 7 kilomètres de couloirs souterrains de la mosquée.

Pour les déloger, les forces de l'ordre ont eu recours aux bombes lacrymogènes et aux canons. Les insurgés ont riposté en tirant du haut des toits et des minarets. La résistance farouche d'un millier d'hommes, des Saoudiens mais aussi des Arabes de diverses nationalités, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, a duré quatorze jours au prix de dizaines de morts, selon les autorités, de centaines, selon des témoins oculaires, tant dans les forces de l'ordre que parmi les insurgés, dont le Mahdi. Le *chef politique du groupe*, âgé de vingt-sept ans comme le précédent, Jouhaymane El Oteiba, a *été décapité*, avec soixante-deux de ses compagnons, le 9 janvier 1980. Ses partisans, eux, sont bien vivants. L'une *des inscriptions* que l'on pouvait lire ce printemps dans les toilettes de l'Université de Ryad le glorifiait : « *Jouhaymane, notre martyr, pourquoi n'as-tu pas pris d'assaut les palais ? La lutte ne fait que commencer !* »

Les objectifs mystico-politiques des insurgés ont eu, dit-on un faible écho approbateur au sein d'une population projetée, bon gré mal gré, dans le vingtième siècle et qui a jugé pour le moins irréaliste l'anathème lancé par Jouhaymane contre diverses manifestations (radio, télévision, etc.) du progrès. Mais les griefs contenus dans ses proclamations et ses diatribes, diffusées par haut-parleur du sommet de la mosquée, et dont les enregistrements continuent à circuler clandestinement, suscitent sympathie ou compréhension, y compris dans les milieux modernistes. Le rebelle ne réagissait-il pas, à sa manière, aux traumatismes *infligés* par la « *technologie occidentale* » — qu'il a condamnée — laquelle a, entre autres, désagrégé le tissu et les valeurs d'une société naguère traditionnelle, rurale et *nomade* ?

La révolte des chiites

Ne s'était-il pas fait l'interprète de ceux, « *occidentalisés* » ou non, *qui dénonçent l'« hypocrisie » du* gouvernement, lequel, d'une part, se présente comme le centre *mondial d'un islam rigoriste et*, de l'autre, favorise l'« *impiété* », l'« *injustice* » et la « *corruption* » ? *Jouhaymane a pris comme cible* les princes, qui « *accaparent les terres* » et « *gaspillent les deniers publics* », les « *ivrognes* » qui mènent « *une vie dissolue dans les belles demeures et les palais* ». D'où son projet de restaurer sous *l'égide du « Mahdi »*, *le régime* en vigueur lors du premier siècle de l'hégire, quand les *premiers califes faisaient régner la* justice (al adl) conformément au consensus populaire (al choura).

Jouhaymane a porté un grave préjudice, peut-être irréparable, à la famille d'Al Saoud. Non *seulement* parce *qu'il* a été le premier à la défier d'une manière aussi spectaculaire, mais aussi *et surtout* parce que son entreprise a mis en lumière l'érosion des deux piliers sur lesquels la *dynastie a fondé sa* légitimité : l'islam et les tribus. Nombre d'insurgés, en effet, *appartenaient à ces mêmes tribus* (en particulier la nombreuse et puissante confédération des *Qahtanis) qui avaient servi à Ibn* Saoud d'abord à forger, par le cimeterre et le Coran, l'unité *du royaume, et ensuite* à asseoir le pouvoir de sa famille.

Le second événement qui ébranla l'ordre établi était encore plus inquiétant : les révoltés de la province orientale, des chiites qui peuplent la région la plus *stratégique du pays*, celle des champs pétrolifères, étaient beaucoup plus nombreux (*plusieurs dizaines de milliers*) et plus politisés que les insurgés sunnites de La Mecque. Ce sont eux, *prolétarisés depuis des décennies* par l'industrie du « brut » et voués généralement aux *emplois subalternes, qui avaient* créé des syndicats clandestins, animé grèves et manifestations *politiques, notamment anti-américaines*, en 1947, 1953, 1956 et 1967. Leur appartenance à une *branche de l'islam jugée hérétique* par les tenants du pouvoir sunnite, les situe doublement *dans la catégorie des « parias »* du royaume.

Enhardis par l'insurrection de La Mecque, *les chiites décident de* passer outre à l'interdit de l'État en commémorant publiquement, le 27 novembre, le deuil *religieux de* l'Achoura. La garde nationale s'y oppose par la force. Des marées humaines, portant des portraits de Khomeiny, déferlent alors à Qatif et dans d'autres agglomérations de la province *orientale*, attaquent des casernes et tuent des bédouins de la garde nationale. Cette *dernière réagit férocement* : elle tue trente-six manifestants — selon une source *sûre* — et en *blesse des dizaines* d'autres. Les foules se déchainent trois jours durant : elles incendient des entreprises et des banques, scandant des slogans antiroyalistes. Des tracts appellent le peuple à renverser le « *régime oppresseur* » et à établir une république. Le calme revenu, à la suite de centaines d'arrestations, *une délégation transmet au roi et* aux princes Fahd et Saoud un mémorandum énumérant respectueusement les *revendications* de la communauté chiite — *forte* de quelque deux cent mille à trois cent mille personnes — dont la principale est l'abolition des discriminations économiques, sociales et religieuses *dont elle est* l'objet. Mais aucune d'elles ne sera satisfaite. Les chiites ne peuvent *même pas importer des livres* de leur culte.

Pour parer à la montée des périls, le pouvoir, un moment désemparé par le double coup de semonce de la sédition chiite et de l'insurrection de La Mecque, prend deux séries de mesures, les unes destinées à l'apaisement, les autres de caractère *répressif*. Nombre de généraux, dont les chefs des trois corps d'armée et celui de la sûreté *générale*, sont destitués pour incompétence ou négligence. Des milliers d'ouvriers *immigrés en situation irrégulière* sont traqués et expulsés. Un dirigeant politique de l'opposition réfugié à Beyrouth, M. Nasser El Said, disparaît le 17 décembre sans laisser de traces.

Le respect des « formes extérieures de la piété » — selon la formule d'un diplomate — est *renforcé pour satisfaire* le clergé, devenu plus exigeant depuis les événement de La Mecque.

Les élèves musulmans sont retirés des établissements étrangers, en pleine année scolaire ; *instituts* de beauté, salons de coiffure pour dames, associations féminines, *sont fermés* ; *les présentatrices de* la télévision, pourtant pudiquement vêtues, sont congédiées : un *nouveau règlement interdit* désormais aux filles de poursuivre leurs études à l'étranger. *L'alliance de l'État et du clergé ainsi* consolidée, toute critique de l'un est considérée, plus que jamais, *comme étant dirigée aussi contre* l'autre.

A l'intention des modernistes, technocrates, chefs d'entreprise, intellectuels qui aspirent à être associés au pouvoir, le prince *héritier Fahd a annoncé l'élaboration d'une « loi fondamentale »* qui comporterait la désignation *d'une assemblée « consultative »*. L'Arabie Saoudite est, sauf erreur, le seul État au monde qui n'a *comme Constitution que le Coran*. La promesse du défunt roi Feyçal, au début des années 60, de doter *le royaume d'une législation plus* élaborée qui servirait d'appoint au Livre saint était tombée dans l'oubli. *Celle du prince Fahd*, formulée en décembre 1979, de la promulguer avant mars 1980 n'a *pas eu de suites à ce jour...*

Le spectre de l'Iran

Hantés par le spectre de l'Iran, des responsables américains redoutaient naguère *que la « libéralisation »* du régime wahabite — en d'autres termes, l'adaptation d'institutions *politiques désuètes* aux mutations économico-sociales — ne survienne trop tard. C'est du moins ce que confiait, en janvier 1980, à *Newsweek* et au *Washington Star* un porte-parole de la C.I.A., qui ajoutait imprudemment que le *président Carter* avait été averti que « *la survie du régime saoudien ne pouvait être garantie au-delà de deux ans* ». Cette confidence et d'autres indiscrétions avaient provoqué, *deux mois plus tard, l'expulsion* d'Arabie Saoudite du chef du poste de la C.I.A. L'accession au *pouvoir de M. Ronald Reagan a* vraisemblablement tranché le débat — qui se poursuivait jusqu'*au sein de la famille royale* — en faveur des partisans d'une politique « musclée ».

Les services de sécurité ont été développés et renforcés, grâce notamment aux conseillers de la C.I.A. et aux experts de la République fédérale d'Allemagne mis à la disposition du gouvernement de Ryad. Plusieurs milliers de militaires américains, anglais, français, pakistanais contribuent, pour leur part, au développement *des forces armées*. Des instructeurs d'outre-Atlantique ont, en particulier, assumé la tâche de créer quatre brigades supplémentaires de la garde nationale, qui seraient spécialement entraînées à défendre les champs pétrolifères, où l'on s'efforce par ailleurs de réduire la proportion de chiites parmi les travailleurs. Autrefois *majoritaires, ils ne représentent* plus actuellement que 25 % environ du personnel de l'Aramco.

Les militaires, ceux de l'armée régulière comme ceux de la garde nationale (dont le recrutement est tribal), ont été comblés d'avantages matériels : en outre, leurs soldes ont été doublées ces derniers mois, tandis que les autorités ferment les yeux sur les *activités lucratives auxquelles se* livrent, parallèlement, nombre d'officiers. Les autorités demeurent *néanmoins vigilantes. Les* forces régulières sont éparpillées le long des frontières, les blindés tenus *loin des villes*, les munitions fournies avec parcimonie. Tous les postes de commandement dans l'armée et dans la garde nationale, comme les ministères-clés de la défense et de l'intérieur, sont, en outre, confiés à des membres de la famille royale.

Si la situation intérieure paraît relativement rassurante aux dirigeants saoudiens, la conjoncture proche-orientale, en revanche, les inquiète vivement. La guerre irako-iranienne, notamment, pourrait, si elle devait se prolonger, rejaillir sur toute la région. Par-dessus tout, le pourrissement du conflit palestinien risque, à terme, de mettre à rude épreuve les « *relations privilégiées* » entre Ryad et Washington. Or l'affaire est indispensa*ble à l'économie*, aux *finances*, à la sécurité du régime wahabite.

Les *facteurs* d'instabilité ne *manquent donc pas, tant* à l'intérieur, où ils mûrissent inéluctablement, qu'à l'extérieur de *l'Arabie Saoudite. Poudrière ?* Sans doute, à moins que les dirigeants de Ryad ne se montrent capables *de s'adapter, en s'y résignant*, aux impératifs politiques et sociaux engendrés par le développement *débridé*.

Tel est le raisonnement que tiennent en privé certains grands commis de l'État et aussi, dit-on, certains princes formés à l'étranger ; ils auraient pu reprendre à leur compte la boutade de Tancrède, *qui, dans le Guépard* de Lampedusa disait à son oncle légitimiste, le prince Salina : « *Si nous voulons que les choses restent comme elles sont, il va falloir qu'elles changent* »

FIN

Iran

Qualifiés « d'agents sionistes »

TROIS BAHAÏS SONT EXÉCUTÉS A CHIRAZ

Téhéran (A.F.P.). — Trois « *agents sionistes* », membres de la secte Baha'i, ont été exécutés jeudi à Chiraz (900 kilomètres au sud de Téhéran), a annoncé, le samedi 1er mai, l'agence Pars.

Le colonel en retraite Yadollah Vahdat et MM. Sattar Khochkku et Ehsanollah Mehdizadeh avaient été accusés « *d'efforts pour consolider le régime despotique des Pahlevi, d'appartenance à l'organisation d'espionnage d'Asie occidentale en liaison avec l'impérialisme et le sionisme, et de participation active à l'organisation des Baha'i sionistes* », indique l'agence.

Trois responsables de la secte, dont un colonel, avaient déjà été exécutés à Chiraz, en mars. *Ils* avaient été condamnés soit pour espionnage soit pour « *corruption* ».

[*Les trois bahaïs exécutés avaient été arrêtés il y a onze mois, jugés par un tribunal révolutionnaire à huis clos, et ont été fusillés sans que leurs proches n'en soient avisés préalablement. Des dizaines de bahaïs sont incarcérés et risquent d'être mis à mort pour les mêmes motifs, dont celui d'appartenir à une religion non-reconnue par la Constitution.*]

Le Monde

politique

La campagne de M. Giscard d'Estaing

Le président sortant est entré dans le rôle du candidat

Les meetings au cours desquels est intervenu le chef de l'Etat depuis le premier tour ont témoigné, notamment à Cagnes-sur-Mer et à Toulon, d'une mobilisation et surtout d'une chaleur plus marquées que ceux qui avaient précédé.

Le chef de l'Etat poursuit désormais deux objectifs évidents : attaquer sans relâche celui qu'il nomme maintenant non plus son « concurrent » mais son « adversaire » et surtout rassembler sur son nom l'électorat de la majorité tout entière, donc amener les gaullistes à le soutenir. Pour cela il ne ménage pas ses efforts. A Yvetot, jeudi, pour la première fois, il avait prononcé le nom de Jacques Chirac. Il l'a prononcé à nouveau vendredi. Il a aussi souligné à plusieurs reprises que, pour lui, il n'y aurait pas de « bien-aimés du premier tour et de mal-aimés du second tour ». Il a même annoncé des « états généraux de la majorité » pour les lendemains de l'élection. Ces états généraux permettraient de dégager les axes d'une œuvre commune. Enfin, les hommages à la famille gaulliste « qui a toujours servi la France » étaient particulièrement appuyés.

Le taux de report des voix obtenues par Jacques Chirac au premier tour est, bien sûr, le premier sujet de préoccupation du président de la République et de son état-major. Aux sondages défavorables, ses conseillers répondent que si les prévisions concernant ce taux de report étaient très basses il y a quelques jours, elles sont relativement hautes maintenant. Ils espèrent que, le 10 mai, 80 % à 85 % d'électeurs gaullistes voteront pour le président sortant.

Faut-il que le président de la République aille au-delà des hommages à Jacques Chirac et des petites phrases sur l'unité de la majorité ? Certains de ses proches semblent, actuellement, lui conseiller un geste plus spectaculaire. Certains jugent même nécesasire une « poignée de main ». Mais il semble que l'on ne soit pas allé encore, en ce domaine, au-delà des supputations. « Encore faudrait-il qu'il y ait quelqu'un en face. »

Le fait nouveau de cette campagne du deuxième tour est que M. Valéry Giscard d'Estaing n'oscille plus entre deux registres. Jusqu'au 26 avril, sa campagne hésitait : il était tantôt un président en exercice, tantôt un candidat. Il est maintenant complètement entré dans le rôle du candidat, au point même qu'il donne parfois l'impression d'être non plus le tenant du titre mais le « challenger ». C'est bien d'ailleurs un tel état d'esprit que traduit cette volonté de se rendre, mardi soir, dans les studios de la télévision, quelle que soit la décision prise par M. Mitterrand en ce qui concerne le face-à-face. A cela s'ajoute un optimisme sans doute un peu forcé, mais qui témoigne aussi d'un désir plus marqué de se battre : « 52 % ou 53 % » pour M. Giscard d'Estaing le 10 mai ? Peu nombreux étaient, le 1er mai, ceux qui prenaient le pari. — N.-J. B.

A CAGNES-SUR-MER : Jacques Chirac a eu raison

De notre envoyé spécial

Toulon. — A Cagnes-sur-Mer, en fin d'après-midi, devant plus de dix mille personnes, puis à Toulon, en début de soirée, devant deux mille personnes rassemblées dans un théâtre municipal archicomble (la foule s'était aussi rassemblée sur une petite place proche de l'édifice), M. Valéry Giscard d'Estaing a tenu des propos politiques identiques. Ces propos étaient eux-mêmes semblables à ceux entendus la veille. A Yvetot, notamment, le chef de l'Etat a déclaré : « *Vous m'avez placé en tête de tous les candidats malgré l'usure bien connue du pouvoir et malgré l'ouragan des critiques. Maintenant vous avez une décision grave à prendre, et c'est tout le problème de la semaine qui vient. Cette décision doit être prise dans la clarté. Et c'est la clarté que je veux apporter au cours de cette semaine. D'ailleurs, si les Français disposaient des mêmes informations que moi, ce n'est pas une majorité de 52 % ou de 53 % que nous aurions le 10 mai, mais une majorité de 70 %. Les électeurs ont droit au débat démocratique entre les deux candidats. C'est pourquoi j'ai accepté, mardi soir, un face-à-face avec mon adversaire.* »

Après avoir souligné que l'élection de M. Mitterrand provoquerait la dissolution de l'Assemblée, dont le désordre politique, le gâchis économique et social, puis l'abaissement de la France, le président sortant a souligné : « *Certains ont dit : « Le P.C. a » baissé. » Il faudrait d'abord savoir si le parti communiste a effectivement baissé ou si ce ne sont pas des voix communistes qui se sont, dès le premier tour, portées sur le candidat socialiste pour éviter son élimination. En fait, le parti communiste, si mon adversaire était élu, demeurerait un partenaire qui ferait sentir son poids et peser ses exigences.* »

M. Giscard d'Estaing a ensuite déclaré : « *Le premier tour est fini. Ne le prolongeons pas. Je représente aujourd'hui tous ceux qui n'appartiennent pas aux familles marxistes. Ceci me crée un devoir. Et ceci vous crée un devoir. Mon devoir je le ferai sans aucune arrière-pensée, cordialement et simplement. Il n'y aura pas les bien-aimés du premier tour et les mal-aimés du second tour. Il n'y aura que ceux et celles qui auront combattu et gagné.*

» *Votre devoir est de vous battre pour la majorité, car la majorité ne peut être battue que par elle-même. Regardez les résultats du premier tour : seule la désunion peut nous faire perdre.* »

Se tournant vers les élus gaullistes, le chef de l'Etat a souligné : « *Mon devoir est donc d'attendre et de comprendre ce que vous avez voulu dire au premier tour. Votre devoir est de vous battre pour la majorité. Nous devons effacer sans arrière-pensée les conséquence de la compétition normale du premier tour.* »

Le président de la République a poursuivi : « *La famille gaulliste est l'un des grands courants permanents de la politique française. Elle a toujours servi la France, dans la guerre comme dans la paix. C'est pourquoi j'ai besoin de son concours actif pour assurer le maintien des institutions de la Ve République. La Ve République repose sur l'union et l'entente des familles majoritaires, compte étant tenu de leurs sensibilités particulières. La désunion serait la fin des institutions de la Ve République. Elle serait aussi la fin de la majorité lors des élections législatives car on peut imaginer qu'alors les rancœurs et les rancunes prévaudraient. Il faut l'unité de la majorité pour l'unité de la France.* »

Après avoir souligné que tous les courants de la majorité devraient « *examiner ensemble les enseignements de la campagne et les traduire en trois séries d'action (emploi des jeunes, libération de l'initiative et des forces productives, réexamen des charges et de certaines contraintes)* », le président sortant a souligné : « *A ceux qui disent comme mon adversaire : « Davantage d'Etat », moi je réponds : moins d'Etat ! C'est d'ailleurs la tendance universelle. Au cours de la campagne, les Françaises et les Français se sont largement exprimés contre la bureaucratie et pour la responsabilité individuelle. Jacques Chirac a développé ce thème et je dis qu'il a eu raison de le faire* (des applaudissements saluent cette phrase). *Nous devons lutter contre une sorte de socialisme rampant qui se traduit, pour les personnes comme pour les entreprises, par un excès de réglementation et de charges, mais, sous prétexte de barrer la route au socialisme rampant il ne faut pas ouvrir le chemin au socialisme galopant* ».

Le chef de l'Etat a alors indiqué qu'il proposerait une « série d'allégements des charges héritées du passé ». Et il a proposé comme objectifs la poursuite de l'effort d'indépendance énergétique, la réforme de la taxe professionnelle, le renforcement des investissements, le renforcement de l'effort pour les personnes âgées, etc.

A la fin de son discours, M. Giscard d'Estaing est apparu au balcon du théâtre, où il a prononcé quelques mots à l'adresse de la foule rassemblée dans la rue.

Dans les Alpes-Maritimes, les deux députés R.P.R. du département étaient présents. Ainsi que M. Jacques Médecin, qui, au premier tour, avait soutenu M. Chirac (à son entrée sous le chapiteau, à Cagnes-sur-Mer, Jacques Médecin avait été accueilli par quelques sifflets). A Toulon, dans le Var, tous les parlementaires étaient présents, mais aucun du R.P.R.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

A MONTREUIL-SUR-MER : vous êtes défendus par un homme aux nerfs d'acier

De notre envoyé spécial

Montreuil-sur-Mer. — C'est à Yvetot, chef-lieu de canton du pays de Caux, que M. Giscard d'Estaing, lançant un nouvel appel aux électeurs gaullistes, jeudi soir 30 avril, avait prononcé, pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, le nom de M. Chirac.

MM. Jean Lecanuet, sénateur U.D.F., maire de Rouen, et Antoine Rufenach, député R.P.R., avaient donné le ton unitaire de cette soirée dès le début du meeting organisé au palais du Viking — la salle des fêtes locales — en soulignant la présence, à leurs côtés, des autres parlementaires de la Seine-Maritime appartenant à la majorité : MM. André Bettencourt (U.D.F.), Charles Ferrant (U.D.F.) Geoffroy de Montalembert (R.P.R.), sénateurs, Charles Revet (U.D.F.), Georges Delatre (R.P.R.) et Roger Fossé (R.P.R.), députés. Quand M. Fossé s'était à son tour avancé vers le micro, en sa qualité de député de la circonscription d'Yvetot, quelques sifflets avaient jailli de la salle où étaient rassemblées près de quinze cents personnes, mais l'élu gaulliste s'était rapidement attiré des applaudissements en exprimant son soutien au président sortant : « *Il existe non pas des divergences dans la majorité, mais certaines nuances, et nous savons très bien que vous arrangerez les choses pour que celles-ci s'effacent. Le 10 mai, nous aurons le plaisir de vous saluer une fois de plus comme président de la République.* »

« Arranger les choses » ? M. Giscard d'Estaing s'y était déclaré aussitôt d'autant plus disposé qu'il se considère comme le seul capable de sauvegarder l' « *héritage institutionnel du général de Gaulle* ». Il avait proposé « *à tous ceux qui refusent la voie marxiste* » un contrat à définir après l'élection, « *dans une sorte d'état généraux de la majorité* » qui seraient réunis, à sa demande, par le chef du gouvernement et comprendraient, outre les parlementaires, « *éventuellement des élus régionaux et locaux* ».

C'est alors que le président sortant avait dénoncé les excès de la bureaucratisation et déclaré que M. Chirac avait eu « raison » de « *développer ce thème* » au cours de sa campagne.

M. Giscard d'Estaing avait tenu le même discours, deux heures plus tard, à Montreuil-sur-Mer, devant plus de deux mille personnes rassemblées à l'intérieur et autour d'un chapiteau dressé sur la place centrale de cette localité située dans la zone la plus agricole du Pas-de-Calais. Evoquant les résultats des décisions prises par le gouvernement en faveur de la région à l'occasion de sa visite dans le Nord-Pas-de-Calais en octobre 1980, ainsi que sa rencontre, à cette époque, avec M. Pierre Mauroy, M. Giscard d'Estaing avait adressé une pique au porte-parole de M. Mitterrand : « *Le maire de Lille, auquel j'avais proposé le dialogue républicain dont j'aurais souhaité qu'il se déroulât avec plus de sérénité dans la vérité, a été mal inspiré de contester ces résultats en des termes injustes. La sanction ne s'est pas fait attendre. Il a été battu le 26 avril dans sa propre ville où je suis arrivé devant le candidat qu'il soutient* » (1).

Le président sortant s'était aussi adressé aux agriculteurs et aux pêcheurs de la région préoccupés par l'évolution du Marché commun et, surtout, par la politique britannique conduite par Mme Thatcher. Lui, que ses adversaires accusent volontiers de mollesse en politique étrangère, s'était dépeint en homme fort : « *Si l'on essaie de vous intimider en vous parlant d'une Dame de fer, répondez que vous êtes défendus par un homme aux nerfs d'acier. On ne m'a jamais vu céder. On ne m'a jamais vu impressionné dans aucune des circonstances récentes que j'ai traversées.* »

Puis, à Montreuil comme ailleurs, M. Giscard d'Estaing avait mis les électeurs en garde contre la tentation « *de faire un petit tour de valse avec le risque* » et prédit le pire en cas de victoire du candidat socialiste : « *la France abaissée, désorganisée, humiliée* ».

Malheur à qui ose croire le contraire ! A Yvetot, un contradicteur anonyme s'était entendu vertement reprocher sa « *grossièreté* » pour avoir crié : « *c'est pas vrai !* », du fond de la salle, alors que l'orateur venait d'affirmer que si M. Mitterrand est élu : « *la France redeviendra, avant la fin de 1981, l'homme malade de l'Europe* ». Ce qui prouve qu'on peut avoir des « *nerfs d'acier* » et la fibre chatouilleuse...

ALAIN ROLLAT.

(1) A Lille, M. Giscard d'Estaing a recueilli au premier tour 22 235 voix (30,06 % des suffrages exprimés) et M. Mitterrand 22 144 voix (29,97 %).

UNE NAVETTE FRANÇAISE ?

Dans son discours d'Yvetot, jeudi 30 avril, M. Giscard d'Estaing a indiqué que la France pourrait réaliser bientôt sa propre navette spatiale. Evoquant Colombia, la navette américaine, le président sortant a déclaré : « On me dit : ce septennat nouveau, en quoi différera-t-il du premier septennat ? Ma réponse est l'image de la fusée ou l'image de la raison. La fusée, vous l'avez vue partir. Il y avait la fusée porteuse, puis il y avait la navette. La fusée porteuse, c'était le premier septennat ; la navette, ce sera le second septennat. Et, d'ailleurs, j'y reviendrai dans une autre circonstance : peut-être aurons-nous à décider, au cours du prochain septennat, d'entreprendre la construction d'une *navette* spatiale française. »

● MISE AU POINT. — Le Conseil constitutionnel nous demande de préciser que les pourcentages indiqués en regard des résultats officiels du premier tour de l'élection présidentielle publiés dans *le Monde* du 2 mai n'ont pas été calculés par ses soins mais par la rédaction du *Monde*.

[N.D.L.R. — Cette mise au point ne constitue en aucune manière une mise en cause des pourcentages que nous avons publiés. La Haute Assemblée se borne toujours à donner les résultats officiels en chiffres absolus. Elle n'avait jamais jugé nécessaire, depuis 1965, de le faire préciser.]

« JE SERAI L'HOMME LE PLUS POPULAIRE DE FRANCE... »

M. Giscard d'Estaing, qui s'exprimait, jeudi 30 avril, au cours d'un déjeuner, devant cinq cents représentants des professions libérales réunis à Paris, a souligné qu'il ne conçoit pas que des gaullistes envisagent de voter pour le candidat socialiste. « *S'il y a des gaullistes qui pensent que la France puisse être le seul pays d'Europe qui ait un président élu avec des voix communistes, c'est un raisonnement que je ne peux pas comprendre* », a-t-il déclaré en réponse à certaines questions. « *Si vous pensez que l'héritage de la Ve République sera mieux conservé par un homme que j'ai vu se lever, seul, à l'Assemblée nationale, en 1958, contre le général de Gaulle, si vous le croyez, alors, je n'y peux rien.* »

Le président sortant s'est flatté d'avoir maintenu la France « *en dehors de toute secousse économique et sociale, malgré la plus grave crise mondiale depuis les années 30.* » « *Les Français s'en rendront compte si je ne suis pas élu* », a-t-il ajouté. « *Dans ma retraite du Val-de-Loire, je serai l'homme le plus populaire de France.* »

La campagne de M. Mitterrand

A MONTPELLIER : aux travailleurs

La campagne pour le premier tour de l'élection présidentielle avait permis à M. François Mitterrand de participer à des meetings. Celle du second tour lui donne l'occasion de provoquer de véritables « ferias ». A Montpellier, au cœur d'une région Languedoc-Roussillon acquise aux socialistes, M. Mitterrand a été accueilli et porté, tout au long de son discours, par une foule de vingt mille à vingt-cinq mille personnes mas-

De notre envoyé spécial

Montpellier. — M. François Mitterrand indique tout d'abord que « *chaque fois qu'il a fallu en appeler à la République le peuple s'est toujours levé* ». Il ajoute : « *Voilà que j'ai la charge, pour le temps qui vient, d'assumer la responsabilité de la République.* » Puis il lit un « *Appel aux travailleurs* » dans lequel il rappelle que le 1er mai a plus de deux mille ans d'histoire, puisque « *déjà dans le monde rural il correspondait à la fête du renouveau des saisons* ». Il poursuit : « *Depuis un siècle et demi, le 1er mai est symbole d'unité, de lutte et d'espérance. Héritier de cette longue et puissante tradition historique, je souhaite que le 1er mai 1981 soit celui de l'espérance et de l'unité retrouvée. Un 1er mai d'espérance se dressant contre les fausses fatalités propagées par le pouvoir finissant, un 1er mai d'espérance fondé sur la reconnaissance de deux droits : le droit au travail, le droit à la responsabilité (...).* » M. Mitterrand salue ensuite « *la fête du travail dans un pays gouverné encore pour quelques jours par les maîtres du chômage* ». Il conclut cet appel en affirmant : « *Aux travailleurs de mon pays, je dis : L'espérance est entre vos mains. Rassemblez-vous ! Unis vous pouvez tout. Unis vous pouvez rassembler toutes les forces de la France pour les travaux de l'avenir.* »

Le candidat socialiste remercie ensuite l'ensemble des forces politiques et syndicales qui lui ont apporté leur soutien après le premier tour de scrutin. Il remercie, nommément, M. Michel Crépeau et Mmes Bouchardeau et Laguiller. Puis il indique : « *Comment n'aurais-je pas remarqué qu'autour de moi, parce que c'était moi en cette circonstance, nous sommes si nombreux, nous, la gauche retrouvée.* » Il ajoute : « *Je suis heureux, libre de ma démarche et de mes engagements, heureux de retrouver la totalité des forces qui, déjà, il y a sept ans, dans l'enthousiasme, voulaient, ensemble, gouverner la France. Je remercie les électrices et les électeurs communistes qui ont décidé de se joindre à nous (...). On croit quelquefois que ces choses me gênent. J'entends dire : « Otage ! » Mais je suis le seul à avancer d'un pas libre.* »

Après avoir réaffirmé que, candidat des socialistes au point de départ, il le serait également au point d'arrivée, il cite tous les syndicats qui lui ont apporté leur soutien, puis un certain nombre de personnalités, parmi lesquelles MM. Michel Jobert, Roger Garaudy, Pierre Emmanuel, Léo Hamon et le colonel Passy. Puis il évoque ceux qui, au sein des partis de l'actuelle majorité, « *préfèrent aller vers le rassemblement contre les privilèges* ». « *Je les salue eux aussi et je leur dis : « Camarades, bienvenue ! »* »

L'optimisme l'emporte

M. François Mitterrand a saisi l'occasion du 1er mai pour lancer depuis Montpellier un « appel aux travailleurs » dans lequel il insiste sur les bienfaits de l'unité. « Rassemblez-vous », leur a-t-il dit, au cours d'une harangue destinée à galvaniser la « gauche retrouvée ». Le discours de M. Mitterrand était aussi empreint d'une réelle tranquillité, comme si le candidat socialiste était assuré de remporter la victoire le 10 mai. « *Voilà que j'ai la charge, pour le temps qui vient, d'assumer la responsabilité de la République* », a-t-il d'ailleurs déclaré d'entrée.

Sans doute faut-il faire la part d'une certaine prudence comme si les socialistes, qui avaient cru à la victoire en 1974, voulaient se prémunir cette fois-ci contre toute mauvaise surprise. Sans doute aussi n'ignorent-ils pas que M. Giscard d'Estaing dispose « de votes acquis d'avance dans des terres lointaines » ; dans un duel serré, les suffrages d'outre-mer, qui se sont portés massivement au premier tour sur le nom du président sortant, pourraient donc être décisifs. Il n'empêche. L'optimisme l'emporte et conditionne l'objectif et le contenu de la campagne pour le second tour. Il s'agit pour M. Mitterrand de « *gagner avec une marge telle que ce soit la France, et pas seulement une partie de la France, qui sera rendue demain à elle-même* ».

« Le candidat finissant »

Pour y parvenir, le candidat socialiste semble considérer qu'il faut en quelque sorte figer les choses, préserver l'état d'une opinion qui semble lui être favorable, du moins si l'on en croit les sondages. C'est pourquoi il a réduit au minimum ses déplacements en province : après Montpellier, il n'y aura pas d'autre meeting, sinon le 8 mai prochain, jour où sa campagne s'achèvera à Mulhouse, puis à Nantes. De même, ses thèmes restent « l'emploi, la paix, la liberté et la France ». Dans l'intervalle, il s'emploiera chaque jour, comme il le fait depuis le lendemain du premier tour, à multiplier les propositions en direction de groupes sociaux particuliers. A Montpellier, il s'est notamment adressé aux rapatriés et aux jeunes.

Même s'il affirme ne pas les redouter, M. Mitterrand ne laisse d'autre ressource à son « *ultime concurrent* », « *s'il veut s'en tirer* », que des artifices tels que « *les provoca-*

M. LIONEL JOSPIN : nos réponses aux écologistes ont été fournies avant la campagne.

(De notre correspondant.)

Lyon. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, était, jeudi 30 avril, dans le Rhône, où il a notamment présidé un meeting à Saint-Fons. Au cours d'une conférence de presse préalable à l'hôtel de ville de Villeurbanne il a déclaré, à propos de l'attitude des électeurs R.P.R., qu'il « *ne décide pas à leur place* » mais que « *la politique tellement brutale de Valéry Giscard d'Estaing à leur égard peut entraîner des réactions de révolte* ».

Les trois questions prioritaires posées par les écologistes (le nucléaire, le référendum d'initiative populaire, la représentation proportionnelle) ont entraîné de sa part la mise au point suivante : « *Nos réponses ont été fournies avant la campagne et ne peuvent donc être suspectées d'électoralisme.* » Sur les deux dernières, l'accord paraît possible. Pour le nucléaire, M. Jospin a indiqué qu'il s'agissait « *d'infléchir vers le bas la politique nucléaire* » en « *terminant les sites où doivent être établies des centrales classiques* » et en « *arrêtant* » les programmes dont les travaux n'ont pas débuté. Il a, d'autre part, exprimé des réserves sur la poursuite du chantier du surrégénérateur de Creys-Malville.

M. ROCARD : fausses convergences.

Interrogé, à propos de la dernière réunion du comité central du R.P.R., sur un éventuel soutien de l'état-major gaulliste à M. Mitterrand, M. Michel Rocard a notamment déclaré, jeudi 30 avril, au micro de France-Inter : « *Je ne crois pas aux fausses convergences, mais je suis sûr qu'un certain nombre d'hommes et de femmes de bonne foi dans ce pays, qui souhaitent une France debout, qui souhaitent que la France retrouve l'affirmation de son indépendance et sache aussi mettre de l'ordre dans ses affaires économiques, planifier, sont prêts à reconnaître que dans les options des socialistes, qui ne sont pas soumises à négociation (...) mais qui sont ce qu'elles sont, il y a des choses dans lesquelles ils peuvent se reconnaître. Mais je ne suis pas, pour ma part, partisan des compromis boiteux de fin de période électorale. C'est le contraire de la conception que j'ai de la vie politique.* »

de M. Mitterrand

IER : aux travailleurs

imisme l'emporte

je dis : « Rassemblez-vous ! »

sées sous deux chapiteaux et alentour. Celle-ci lui a fait un véritable triomphe.

Le candidat socialiste, qui paraissait avoir récupéré des fatigues de la campagne du premier tour, a pu déployer toutes ses qualités de tribun, alternant le lyrisme (lorsqu'il en appelle aux travailleurs et à leur unité), l'ironie (il n'avait pas de mots assez durs pour flétrir son « ultime concurrent ») et une redoutable pugnacité.

Il ajoute : « *Il est vrai qu'il y en a d'autres qui ont préféré choisir mon ultime concurrent, je veux dire le candidat finissant auprès duquel se tient le général en chef, M. François Ceyrac. Ça me gênerait plutôt si celui-là avait fait le choix inverse. Mais on ne sait jamais ce qui peut arriver avec ce type d'homme.* »

M. Mitterrand évoque ensuite des questions d'intérêt régional (les paysans, les viticulteurs et les rapatriés). Il affirme à l'adresse de ces derniers, « *qui attendent la solidarité nationale promise il y a vingt ans* », que « *le droit est pour eux* » et que « *ce droit sera servi* ».

S'adressant ensuite à la jeunesse, il dénonce « *ceux qui ont organisé le chômage des jeunes et qui n'en chantent pas moins l'hymne à la jeunesse* ». Il propose à celle-ci deux moyens pour s'affirmer : l'école et le travail. S'agissant ensuite des artisans, petits commerçants, petits et moyens entrepreneurs, qui, dit-il, « *me regardent avec méfiance* », il indique : « *Ce n'est pas d'ici au 10 mai que je réformerai leur jugement. C'est une cause que je gagnerai dans l'avenir parce que j'assurerai leur survie.* »

Après avoir évoqué la question du face-à-face avec M. Giscard d'Estaing, M. François Mitterrand ironise sur celui qu'il nomme le « *candidat finissant* » et le compare à « *un diable sorti de sa boîte avec le visage marqué par l'inquiétude, ayant perdu tout son sang-froid, réduit à se tourner du côté de Jacques Chirac, pour lui dire : « Mais enfin, nous étions » tellement bons amis ! »* Il ajoute : « *Tout cela a déjà été écrit dans la littérature et généralement sous la forme comique. Que peut souhaiter mon concurrent ? Grignoter notamment les voies acquis d'avance dans les territoires lointains. Il est obligé de faire le gagne-petit.* »

M. Mitterrand conclut : « *Moi, j'entends l'emporter. J'entends entraîner un immense courant populaire qui fasse bientôt déborder les frontières de la politique française. J'entends qu'un front immense emportant toutes les forces créatrices se constitue et s'élargisse. Je veux gagner avec une marge telle que ce soit la France et pas seulement une partie de la France qui sera demain rendue à elle-même. J'ai réuni la gauche. Je veux, demain, rassembler les Français. (...) Je ne redoute ni les provocations, ni les craintes de la Bourse, ni les menaces contre le franc, dernières entreprises d'un pouvoir indigne de l'être. Qui serait aujourd'hui assez puissant pour nous arrêter en chemin ?* »

Alors que pendant toute la campagne qui a précédé le premier tour de scrutin les meetings de M. Mitterrand s'achevaient aux accents de l'*Internationale*, celui-ci s'achève par une vibrante *Marseillaise*.

Avant de se rendre à Montpellier le candidat socialiste avait déjeuné, près d'Arles, chez des éleveurs de chevaux camarguais.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

sur la prudence

tions, les menaces de la Bourse ou les menaces contre le franc ». En d'autres termes, le candidat socialiste redoute que celui qu'il nomme « *le candidat finissant* » ne parvienne à créer l'événement au cours des derniers jours de la campagne.

L'essentiel est à ses yeux que les trois paris qu'il a engagés sont en passe de réussir. S'agit-il du rejet du *président sortant* ? Le candidat socialiste estime qu'il touche au but, et *il n'hésite pas à forcer le trait comme* pour entraîner les derniers hésitants. Selon lui, M. Giscard d'Estaing est dans un tel état qu'il est « *obligé de faire le gagne-petit* ». M. Mitterrand s'emploie également chaque jour davantage à marquer à droite son adversaire. Il se présente comme « *le candidat des forces populaires* » contre « *le candidat des forces réactionnaires* ». Il le fait d'autant plus *volontiers qu'il s'agit aussi de s'assurer* d'un bon report des suffrages de gauche, et *d'abord* des voix communistes. La position prise par M. Georges Marchais, qui semble avoir pris acte de la réalité de l'aspiration unitaire qu'incarne M. Mitterrand, paraît de nature, sinon à encourager un tel report, du moins à ne pas y faire obstacle.

M. Mitterrand n'ignore pas qu'au *premier tour une partie de l'électorat* communiste s'est abstenue. Son appel à l'unité des travailleurs vise à mobiliser ces abstentionnistes. Le candidat socialiste n'ignore pas que le président sortant utilise un seul et même argument : la crainte de « l'ordre communiste ». Le fait qu'il se soit abstenu de remercier nommément M. Marchais, comme il l'a fait pour les autres candidats qui ont *pris position en sa faveur*, l'affirmation répétée qu'il est lui-même « *libre de sa démarche et de ses engagements* », n'ont donc d'autre but que de rassurer.

Enfin, M. Mitterrand *mise*, pour réussir, sur l'état du camp adverse et escompte un mauvais report de voix gaullistes sur le président sortant. Il s'est efforcé à Montpellier d'encourager ce mouvement, en évoquant la Résistance, en remerciant ceux qui, au sein du R.P.R., « *préfèrent aller vers le rassemblement contre les privilèges* », et en annonçant « *un immense courant populaire qui va bientôt déborder les frontières de la politique française* ».

J.-M. C.

Neuf propositions pour le logement

M. François Mitterrand a saisi l'occasion que lui donnait l'ouverture du Salon du logement, qui s'abrite pour la deuxième fois à la Foire de Paris, pour annoncer son programme en la matière. Affirmant que « le logement des Français sera une préoccupation centrale du prochain septennat », *qu'il* « ne doit plus être un bien de consommation comme un autre » *et que* « le droit à un habitat de qualité » *est* « un droit essentiel », *le candidat à la présidence de la République a formulé neuf propositions.*

Trois sont de nature législative et six de nature réglementaire, et donc plus immédiates.

Trois projets de loi — dont le Parlement serait saisi d'ici un an — *prévoient* :

● UNE REFORME FONCIERE « *visant à accroître l'offre de terrains constructibles* » ;

● UNE REFORME DES AIDES AUX LOGEMENTS, avec quadruple objectif : maintien d'une aide à la pierre importante pour les logements sociaux, modification de la fiscalité du logement « *pour protéger les petits patrimoines et mettre fin aux privilèges qui profitent aux investissements spéculatifs* », véritable liberté de choix du logement, prise en compte des charges locatives pour l'attribution des aides.

● UNE REFORME DU DROIT DES LOCATAIRES, assortie de l'allongement de la durée des baux, de la réglementation des dépôts de garantie et de la reconnaissance de conventions collectives de location. Les associations représentatives de locataires « *seront reconnues et aidées* ». Il s'agit de permettre « *aux locataires de traiter d'égal à égal avec les propriétaires, en particulier pour la fixation des loyers* ».

Ces projets de loi « *viseront à renforcer le rôle des collectivités locales dans l'élaboration du cadre de vie et s'appuieront sur le mouvement H.L.M. garanti et renforcé* ».

Quant aux mesures réglementaires, *elles comprennent* :

1) Le lancement de 100 000 logements sociaux supplémentaires, dont 50 000 financés par les crédits du Fonds d'action conjoncturel (FAC).

2) Un vaste programme de travaux sur l'habitat ancien : le parc H.L.M. doit être *réhabilité* en dix ans, sans obligation de *conventionnement*.

3) Assorti de la réduction des charges des P.M.E. locales du bâtiment, ce programme « *permettra de créer, d'ici à 1982, deux cent mille emplois dans le secteur* ».

4) L'allégement du poids du logement dans le budget des familles par l'augmentation de 50 % de l'allocation logement, la revalorisation de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.), la création d'un forfait chauffage pour les accédants à la propriété dans le secteur social.

5) Une dotation de 300 millions de francs aux bureaux d'aide sociale afin de soulager la condition des locataires les plus défavorisés : chômeurs, femmes seules, personnes âgées...

6) Financé sur fonds d'Etat, un moratoire des loyers et charges impayés en H.L.M. pour les locataires les plus défavorisés.

« L'autre politique » à domicile

Sous le titre *Logement, l'autre politique*, un volume publié sur le Club socialiste du livre précise à la fois les principes d'actions et les modalités d'application du programme présenté par M. Mitterrand.

En matière foncière, le parti socialiste prévoit la création de périmètres d'urbanisation, dans lesquels le droit de préemption peut être exercé par les collectivités locales, l'Etat ou les agences foncières. A l'intérieur de ces périmètres, une « *taxe spéciale d'urbanisation* », impôt foncier déclaratif qui ne peut excéder 2 %, permet de financer les réserves foncières que se constituent les collectivités locales et les agences foncières.

Le financement des aides au logement est assuré grâce à une caisse nationale du logement et assorti d'une double condition : les aides publiques sont obligatoirement liées à des conditions *de ressources (pour les personnes)* et à des caractéristiques techniques *et de prix (pour l'aide à la pierre)* ; les régimes fiscaux particuliers — et notamment l'épargne-logement — sont supprimés s'ils ne respectent pas un plafond de ressources. Les prêts conventionnés sont donc supprimés.

Quant aux droits des usagers, qui doivent aller à long terme vers une autogestion du logement (avec centres locaux d'information, conseils de gestion tripartites dans les ensembles de plus de cinquante logements, comités municipaux du logement), ils passent dans un premier temps par l'obligation de baux écrits d'une durée minimale de trois ans, la limitation à deux mois de loyer du montant du dépôt de garantie, la limitation des congés donnés aux locataires, la négociation de « *conventions collectives de location* » entre propriétaires et associations de locataires, conventions qui constitueront un cadre juridique nouveau, l'élaboration d'un nouvel indice national du prix du logement qui servira de référence, l'*obligation pour le propriétaire* de justifier le montant des charges réclamées.

JOSÉE DOYERE.

M. D'ORNANO : l'irresponsabilité budgétaire et financière.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a, dans un communiqué, donné son sentiment sur les *intentions* de M. Mitterrand en matière de logement : « *Le programme de M. Mitterrand, c'est le retour à des formules dépassées et injustes, c'est la méfiance à l'égard de l'accession à la propriété individuelle, c'est l'ignorance totale des progrès déjà accomplis et des mesures déjà décidées, c'est enfin l'irresponsabilité budgétaire et financière.* »

M. Defferre souhaite une coalition P.S.-P.C.-R.P.R. sur la base d'un programme

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée national, maire de Marseille, a été interrogé le 30 avril par les journalistes et les auditeurs de Radio-Monte-Carlo. Au cours de la conversation, il a été conduit à poser la question suivante en y apportant aussitôt la réponse :

« *Est-ce que vous croyez qu'un accord est possible entre socialistes, communistes et R.P.R. ? Cela existait après la libération (...) avec le général de Gaulle ; et si cette coalition est possible ça donnerait alors au gouvernement qui serait constitué, sur la base du programme que nous définirions ensemble, une assise, une allure qui seraient, je crois, de nature à inspirer confiance à beaucoup de Français.*

» *Je souhaite une coalition à condition qu'un accord précis soit établi sur le programme que nous définissons nous-mêmes ; c'est-à-dire que d'abord on fasse les grandes réformes de structures, les nationalisations ; ensuite sur le plan social l'augmentation du SMIC, le rajeunissement de l'âge pour la retraite, enfin tout ce que nous proposons. Je suis par contre en total désaccord pour un gouvernement de coalition sans un programme précis parce que, ce qui se passerait, c'est ce que nous avons vu depuis sept ans : l'impuissance ; et, cela, ce n'est pas supportable ni pour le pays ni pour ceux qui ont le goût de gouverner, c'est-à-dire d'agir.* »

M. Defferre a précisé qu'il n'avait jamais parlé, même à titre personnel, d'un tel projet avec des gaullistes ou des communistes, mais, a-t-il ajouté, c'est « *dans ma petite tête...* ».

Cette déclaration a provoqué une certaine émotion, car, dans une première transcription diffusé dans la soirée du 30 avril mais rectifiée le lendemain, l'Agence France-presse avait fait état d'une « *coalition R.P.R.-P.S.* » en omettant le P.C.F. M. Defferre a publié une mise au point pour rappeler la teneur exacte de ses déclarations et la direction de l'A.F.P. lui a présenté ses excuses pour « *l'erreur matérielle de transmission* » qui avait déformé le sens de ses propos.

« L'HUMANITÉ » : manque de sérieux.

Dans *l'Humanité* du 2 mai M. René Andrieu commente les déclarations (complètes) de M. Defferre en ces termes :

« *Disons-le tout de suite : une telle proposition manque de sérieux pour une série de raisons dont chacune serait suffisante seule (...)*

» *Aujourd'hui, le programme du R.P.R. est un programme de droite marqué notamment par le refus des nationalisations et l'octroi de nouvelles subventions au grand patronat.*

» *Du reste les dirigeants socialistes ne se sont pas privés au cours de la campagne d'en dénoncer la démagogie. (...)*

» *Alors par quel obscur miracle électoral le plomb vil se serait-il transformé soudain en or pur ? Si l'on ajoute à cela que M. Chirac lui-même a tenu à préciser qu'il ne pouvait être question d'envisager un rapprochement entre le R.P.R. et les socialistes tant que ceux-ci n'auraient pas publiquement répudié toute espèce d'accord avec le parti communiste, on est obligé de remarquer que le projet de Gaston Defferre — comme le notaient deux autres dirigeants socialistes à propos d'une profession de foi analogue — est parfaitement* utopique, confusionniste, périlleux, sans principes, *car* « on ne lutte pas contre le » diable en signant un pacte avec » Méphisto ».

» *Moralité, c'est le cas de le dire, une alliance avec le R.P.R. n'aboutirait qu'à la poursuite du gâchis. La seule solution conforme à l'intérêt des travailleurs réside dans la constitution d'un gouvernement comprenant des ministres socialistes et communistes chargé de mettre en œuvre une politique nouvelle.*

» *La prise de position de Gaston Defferre est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne de déclarations convergentes d'autres dirigeants socialistes sur l'attitude de François Mitterrand au cas où il serait élu. Tout se passe comme si leur souci essentiel était de rassurer la droite.* »

LES P.M.E. JUGENT « EXCELLENTES » LES PROPOSITIONS DE M. MITTERRAND MAIS « CONTRADICTOIRES » AVEC SON PROGRAMME.

Huit organisations de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises (1) qui déclarent représenter ensemble un million et demi de P.M.E., et huit cent mille artisans jugent « excellentes » les douze mesures annoncées en leur faveur par M. Mitterrand (*le Monde* du 2 mai) « *pour le simple motif qu'elles ont été prises dans la liste de leurs revendications professionnelles traditionnelles qu'elles défendent depuis toujours* ». Cependant, faisant observer que ces mesures sont « *en contradiction flagrante* » avec les programmes du P.S. et du P.C. (maintien des ordonnances de 1945 sur les prix, blocage et contrôle des prix, nationalisation du crédit, accroissement du nombre des fonctionnaires et du domaine de l'Etat, planification autoritaire de l'économie), *ces organisations* demandent « *solennellement* » à M. Mitterrand de démentir « *ces mesures collectivistes qui sont autant de menaces directes contre les entreprises privées de structure familiale* ». Et de conclure : « *Faute de démenti, elles considéreront les douze propositions comme une péripétie de campagne électorale.* »

(1) Confédération générale des P.M.E., Confédération générale de l'alimentation de détail, Union professionnelle commerciale, Fédération des P.M.E. de Paris, Comité de l'alimentation parisienne et de l'Ile-de-France, Unions nationales P.M.E. du commerce, de l'industrie et des prestataires de services.

هكذا من الأصل

L'attitude des communistes

La direction du P.C.F. ne s'engage que modérément pour faire appliquer son appel en faveur du candidat socialiste

M. Georges Marchais participera à la campagne du parti communiste pour le second tour de l'élection présidentielle en prenant la parole dans son département, le Val-de-Marne, le 7 mai, au cours d'un meeting organisé à Gentilly. M. Charles Fiterman, député du même département, y prendra la parole deux fois, le 6 mai à Choisy-le-Roi et le 7 mai à Chevilly-Larue. C'est également dans sa fédération, celle de la Seine-Maritime, que M. Roland Leroy, membre du bureau politique, contribuera, au cours de deux réunions organisées le 7 mai dans la banlieue de Rouen, à réunir des suffrages en faveur de M. Mitterrand.

Les premiers meetings annoncés, en application des décisions prises par le comité central le 28 avril, indiquent un engagement modéré de la direction du P.C.F. pour rassembler son électorat sur le nom du candidat socialiste le 10 mai. Deux réunions seulement sont annoncées, à ce jour, dans le Midi méditerranéen, où le recul du P.C.F. avait été important le 26 avril : M. Guy Hermier, membre du bureau politique, doit prendre la parole le 4 mai à Marseille, mais la réunion prévue le lendemain à Nice est confiée à un membre du comité central, M. Charles Caressa, premier secrétaire de la fédération des Alpes-Maritimes. Deux membres du secrétariat du comité central, Mme Gisèle Moreau et M. Paul Laurent, prendront la parole à Paris le 7 mai, mais, dans la Seine-Saint-Denis, où le P.C.F. avait perdu plus de 6,5 points le 26 avril et où quatre meetings sont prévus le 8 mai, un seul membre du bureau politique se déplacera, M. René Le Guen à Romainville, de même que dans les Hauts-de-Seine, où M. Philippe Herzog doit prendre la parole, le 7 mai, à Nanterre et à Suresnes.

L'appel du comité central à voter pour M. Mitterrand provoque, chez les militants communistes, des réactions diverses. Certains estiment que le résultat obtenu par M. Marchais au premier tour est la marque d'un « vote-sanction », qui appelle un réexamen de la politique suivie par leur parti, mais nombreux sont ceux pour qui la décision du comité central s'inscrit dans la continuité de la campagne menée par le P.C.F. pour le premier tour et qui, tout en insistant sur les risques que comportait l'orientation du candidat socialiste et sur la nécessité de renforcer le parti communiste, appelait à battre le président sortant.

L'attitude des cadres

D'autres militants, en revanche, retiennent surtout le lien qui était établi entre ces deux axes de la campagne : on ne peut battre vraiment M. Giscard d'Estaing et sa politique qu'avec un parti communiste fort. Le résultat du premier tour, marqué par la défection d'un quart de l'électorat communiste, montre que cette condition n'est pas remplie. Certains participants aux assemblées de communistes réunies depuis la session du comité central de mardi n'ont pas manqué de faire valoir cet argument, si l'on en croit tel responsable d'une ville de Seine-Saint-Denis ou tels participants à des réunions dans plusieurs arrondissements de Paris, à Bordeaux, à Clermont-Ferrand ou à Lille. Il est à noter que ces réunions ont rassemblé une assistance relativement nombreuse par rapport à celle qu'attiraient, dans la dernière période, les réunions du même type.

L'Humanité du samedi 2 mai reproche aux animateurs du « manifeste », qui réunit d'anciens et d'actuels membres du P.C.F., d'avoir annoncé qu'ils rendraient publiques les manifestations de mauvaise volonté dans l'application des décisions du comité central dont ils auraient connaissance (*le Monde* du 1er mai). Le quotidien du P.C.F. reproche à ces opposants de vouloir « *empêcher le débat entre militants dans les réunions de leur parti* », ce qui confirme qu'un débat a lieu et que, aux yeux des responsables de *l'Humanité*, il convient qu'il se développe.

Les positions prises par les cadres communistes dans ce débat sont diverses. Si les décisions du comité central sont toujours exposées, elles ne sont pas toujours défendues face à ceux qui expriment leur désaccord et leur intention de ne pas voter pour le candidat socialiste, voire de faire obstacle à son élection en favorisant son adversaire. Certains responsables n'hésitent pas à dire qu'on ne peut pas tenir la main de l'électeur dans l'isoloir et que, en tout état de cause, la résolution du comité central maintient les préventions à l'égard de M. Mitterrand. M. André Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, souligne, samedi, dans le quotidien du P.C.F., que certaines prises de position des dirigeants socialistes sont peut-être susceptibles de « *rassurer l'électorat de droite* », mais qu'il est « *certain, en revanche, qu'elles ne sont pas de nature à susciter l'enthousiasme de l'électorat communiste et qu'elles ne créent pas les meilleures conditions pour la défaite de Giscard au second tour* ».

C'est également *l'Humanité* qui, le 29 avril, accordait une large place à la critique de la position de M. Mitterrand sur le transfert des cendres de Pétain à Douaumont (le candidat socialiste s'est prononcé pour la réunion d'une « table ronde ») et qui, samedi, écrit que M. Mitterrand peut difficilement refuser le débat télévisé « *sans condition aucune* » que lui propose M. Giscard d'Estaing, alors que « *les Français attendent certaines clarifications de cette confrontation publique* ».

La section des intellectuels du P.C.F., que dirige M. Hermier, a rédigé le texte d'un appel à voter pour M. Mitterrand le 10 mai, mais elle fait en sorte que ce texte recueille un nombre restreint de signatures. Sont surtout sollicités des intellectuels qui n'avaient pas signé l'appel en faveur de M. Marchais lancé au mois de décembre dernier. Il apparaîtrait ainsi que la plupart de ceux qui se prononcent pour M. Mitterrand aujourd'hui ne s'étaient pas mobilisés pour leur parti dans la campagne du premier tour.

L'attitude de la direction communiste contraste, par sa tiédeur, avec les perspectives que M. Marchais avait semblé ouvrir, le 28 avril, à la télévision, lorsqu'il avait déclaré que le P.C.F., si M. Mitterrand était élu, ne soutiendrait pas un gouvernement auquel il ne participerait pas, mais voterait les projets de loi qu'un gouvernement socialiste pourrait présenter et qui iraient dans le sens de la satisfaction des revendications sociales.

PATRICK JARREAU.

L'attitude des gaullistes

M. CHABAN-DELMAS DEMANDE DES ASSURANCES

M. Jacques Chaban-Delmas a demandé, jeudi 30 avril, à M. Giscard d'Estaing, de donner des « *assurances formelles* » aux électeurs qui n'ont pas voté pour lui au premier tour et qui « *refusent une société collectiviste* ».

Ces assurances, dans l'esprit du président de l'Assemblée nationale, doivent porter sur le respect des institutions. — « *avec la reconstitution d'une majorité dont tous les représentants au Parlement seront également considérés et traités comme tels* », le développement de la politique d'indépendance nationale et de défense autonome, une politique économique de croissance, la résorption du chômage, la réduction des inégalités et une action gouvernementale « *conduite selon des méthodes de concertation, de participation et de décentralisation* ».

M. BONHOMME (R.P.R.) DEMANDE UNE RÉUNION DES DÉPUTÉS DE SON GROUPE

M. Jean Bonhomme, député R.P.R. du Tarn-et-Garonne, a écrit à M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, pour lui demander de réunir, avant le *second tour*, l'ensemble des députés qui siègent au Palais Bourbon sous cette étiquette. M. Bonhomme ne se satisfait pas de la réunion du bureau de ce groupe qui a eu lieu mardi 28 avril. Ce bureau « *n'est pas et ne peut pas être une instance de décision* » s'agissant « *d'un événement national aussi considérable* », estime le député du Tarn-et-Garonne, qui a pris position pour M. Giscard d'Estaing. Il ajoute que « *la situation est trop grave pour que l'on puisse se tenir sur l'Aventin* ».

Le durcissement de la campagne

(Suite de la première page.)

Selon l'enquête, les électeurs s'apprêtaient à porter le candidat socialiste à la présidence de la République, mais sans croire à son succès. Le décalage qui existait alors entre l'appréciation des intentions de vote et le pronostic disparaît, mais on n'ira pas plus loin puisque la publication des sondages retombe sous le coup de l'interdiction pendant la semaine précédant le scrutin.

Les deux candidats se préoccupent d'assurer au mieux le rendement des reports de voix en leur faveur et de mobiliser les abstentionnistes du premier tour. A cette fin, M. Giscard d'Estaing s'est lancé sans hésitation dans la voie de la réconciliation avec les gaullistes. Son amabilité à l'égard du R.P.R. et de son leader, M. Chirac, n'a d'égale que la sévérité avec laquelle il met en garde ceux qui s'accommoderaient d'un succès socialiste.

Selon le sondage de l'IFOP publié par *le Point*, le président sortant peut espérer recueillir [illegible] % des suffrages obtenus par le maire de Paris le 26 avril. Tout le problème est de réduire la proportion de ceux (18 %) qui se reporteraient sur le nom de M. Mitterrand le 10 mai.

A cet égard, le soutien de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., député d'une circonscription de l'Essonne où il résiste à l'expansion communiste, celui de M. Bonhomme, député gaulliste égaré dans le Tarn-et-Garonne, celui encore de M. Lipkowski, député R.P.R. de la Charente-Maritime, qui vient du gaullisme de gauche, sont de nature à encourager le président sortant à poursuivre sa tentative de réunification de la majorité et, éventuellement, à faire plus par quelque geste spectaculaire.

M. Mitterrand reçoit, de son côté, de nombreux soutiens. Le sondage sur les reports de voix le crédite, outre des 18 % des suffrages de M. Chirac, de 84 % de ceux de M. Marchais et de 50 % de ceux de M. Lalonde. Le candidat socialiste semble considérer qu'il continuera à bénéficier au second tour de l'élan unitaire qui l'a porté au premier tour dans l'électorat communiste. Il se préoccupe surtout de ceux qui, ailleurs, souhaitent un changement qu'il est désormais le seul à incarner.

On voit bien, toutefois, comme en témoigne *l'Humanité* du 2 mai (et comme le montre l'article de Patrick Jarreau ci-contre) que les responsables du P.C. sont au moins aussi portés à recenser ce qui peut retenir le vote communiste en faveur de M. Mitterrand qu'attachés à mobiliser pleinement leurs électeurs, comme ils ont su si bien le faire dans le passé, pour le candidat d'union.

Les électeurs se déterminent surtout par eux-mêmes et à travers ce que leur disent les candidats. C'est la raison pour laquelle le principe d'une confrontation télévisée, bien qu'elle n'ait rien de traditionnel et *a fortiori* d'institutionnel, est populaire. M. Mitterrand n'écarte pas l'éventualité d'un tel débat, mais il pense que, M. Giscard d'Estaing étant le demandeur, il fera tout pour qu'il ait lieu.

Dans l'entourage du président sortant, on fait valoir que l'organisation de la rencontre reste juridiquement possible, mardi ou un autre jour, et qu'il appartient à la commission de contrôle de fixer les modalités de l'arbitrage, celui-ci pouvant être assuré par un ou deux journalistes. La seule condition posée reste celle de l'égalité du temps de parole. S'il en est bien ainsi, le débat sur le « débat » a peut-être avancé.

ANDRÉ LAURENS.

Le face-à-face télévisé

La controverse est au point mort

La controverse sur un éventuel face-à-face télévisé entre M. Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand, dans la soirée du 5 mai, était, en fin de semaine, au point mort.

La lettre que le président sortant a adressée, jeudi après-midi, à M. Mitterrand, et les propos que celui-ci a tenus vendredi à Montpellier laissent entier le différend sur la présence de journalistes dans le studio de télévision, présence que le premier refuse et que le second exige.

Tandis que l'entourage de M. Giscard d'Estaing, et notamment M. Lecat, accuse le candidat socialiste de chercher à « camoufler sa dérobade », M. Mitterrand se déclare plus déterminé que jamais à refuser tout « diktat ».

Dans l'avion qui le ramenait de Montpellier à Paris, dans la nuit de vendredi à samedi, le candidat socialiste a confié aux journalistes qui l'accompagnaient que, selon lui, le débat « *finira par se faire* », dans la mesure même où M. Giscard d'Estaing semble placer beaucoup d'espoirs dans cette confrontation.

M. Mitterrand ne s'est pas ému de la décision annoncée par son adversaire d'être présent mardi, à 20 h. 30, « dans le studio de télévision ». Il fait valoir que les émissions de la campagne électorale doivent être enregistrées et qu'en bonne logique et en bonne légalité les responsables de la télévision devraient lui interdire l'accès des studios.

M. Giscard d'Estaing : avec vous et avec vous seulement

M. Valéry Giscard d'Estaing a fait porter, jeudi 30 avril, à 18 heures, au siège du parti socialiste, la lettre suivante :

« Monsieur le premier secrétaire,

» Vous m'avez fait proposer de participer à une émission télévisée, le mardi 5 mai, à 20 h. 30, mais, à des conditions qui dénaturaient le débat clair et direct que j'accepte d'avoir avec vous. Je prends l'initiative de vous écrire personnellement afin de vous confirmer mon intention de débattre entre nous et sans intermédiaire, devant les Français, de l'avenir que nous proposons chacun pour notre pays. Je ne pose aucune condition et je souhaite qu'on cesse de finasser à propos des modalités de cette émission capitale pour l'information et le choix de nos compatriotes.

» C'est avec vous que je veux parler et non avec des tiers. Vous pouvez compter sur ma loyauté dans ce débat. Tous les Français en seront témoins. Je suis persuadé qu'après avoir lu ma lettre vous accepterez ce face-à-face. Je vous suggère de nous en remettre au président de la commission nationale de contrôle pour désigner lui-même un répartiteur des temps de parole, qui siégera à la table et devra avoir votre agrément. Je me trouverai donc au jour et à l'heure que vous avez vous-même choisis, le mardi 5 mai, à 20 h. 30, dans le studio de télévision pour y débattre avec vous, et avec vous seulement, des sujets qui concernent l'avenir de notre pays.

» Je vous prie d'agréer, monsieur le premier secrétaire, l'expression de ma haute considération. »

M. Mitterrand : j'accepte tout débat loyal

Au cours du meeting qu'il a tenu à Montpellier, M. François Mitterrand a notamment déclaré : « *Le pouvoir déclinant du candidat sortant s'accroche à toutes les branches. Le 26 avril, j'étais à Château-Chinon et j'observais d'un œil distrait la télévision, quand je vis apparaître le président sortant. Il n'avait qu'une pensée, une seule : celle de me convoquer à domicile. Je veux dire au sien, c'est-à-dire à la radio-télévision. Et le voilà qui, avec les mauvaises habitudes prises dans l'exercice solitaire du pouvoir, décide de ce qu'il conviendra de faire : un, puis deux débats. On parlera de ceci et de cela. Moi, je suis toujours à Château-Chinon. Lui s'agite à Paris, ayant décidé de mander son concurrent à domicile, sous le contrôle de ses gens ou plutôt de ses agents, ces messieurs libres comme vous le savez, nommés par lui et qui ont quand même un dernier service à lui rendre. (...) Me voilà, moi, toujours dans mon bled, sommé de comparaître à l'heure dite. Mais quand on nous dépêche un ordre ce n'est pas acceptable ou alors on se trompe de monde. Ce n'est pas dans mon caractère d'obéir de la sorte. On me fait des propositions. J'y réponds : qu'est-ce que je dis ?* (à ce moment M. Mitterrand est interrompu par la foule, qui crie : « *Non !* »)... *J'accepte tout débat qui ne sera pas truqué. Je refuse le trucage qui consiste à considérer que les gens du pouvoir peuvent arbitrer entre le pouvoir d'aujourd'hui et celui de demain. Je ne demande pas grand-chose : je demande, comme dans tout débat, à des gens qui ont la confiance de l'un et de l'autre d'exercer un honnête arbitrage. Je veux pouvoir intervenir dans le choix de ceux qui, sur le plan de la discussion comme sur le plan de l'image, auront à décider de ce débat. Je demande que ces personnes soient des journalistes..., des journalistes qui ont de l'honneur. Il semble bien qu'il soit insupportable à M. Giscard d'Estaing d'avoir à répondre à leurs questions. Si le candidat sortant a énoncé, sur un ton comminatoire, sous forme de diktat, des propositions, si j'ai énoncé à mon tour les miennes, nul n'est autorisé à dire que les siennes sont des propositions et que les miennes sont des conditions. J'accepte tout débat loyal. Je veux m'assurer de cette loyauté.* »

M. FABIUS : la présence de journalistes libres.

En marge du meeting de M. Mitterrand à Montpellier, M. Laurent Fabius, porte-parole du P.S., a déclaré : « *François Mitterrand a, dès le début, proposé à M. Giscard d'Estaing un face-à-face égal qui informe et qui soit démocratique. Valéry Giscard d'Estaing a repoussé nos propositions. Il dit qu'il n'a qu'une seule condition : c'est que toutes les conditions de François Mitterrand soient repoussées. M. Giscard d'Estaing veut un débat à la Giscard, non à la française. Il a peur de la présence de journalistes libres qui lui posent de vraies questions. François Mitterrand, lui, veut un vrai face-à-face.* »

Le responsable socialiste a enfin qualifié de « *faux-fuyant publicitaire* » le projet de M. Giscard d'Estaing de se rendre, le 5 mai, à 20 h. 30, sur les lieux du débat. Selon M. Fabius, François Mitterrand, pour ce qui le concerne, est « *prêt à un débat, dès lors qu'il est loyal, qu'il est un débat d'information, qu'il n'est pas du cirque* ».

M. LECAT : la dérobade.

Le porte-parole de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing, M. Jean-Philippe Lecat a, dans une déclaration publiée le 1er mai, accusé M. François Mitterrand de vouloir « *camoufler sa dérobade* ».

M. Lecat ajoute : « *J'ai entendu avec stupeur plusieurs responsables du parti socialiste parler des conditions mises par Valéry Giscard d'Estaing à un face-à-face avec François Mitterrand.*

» *M. Giscard d'Estaing ne met aucune condition à ce face-à-face sinon la stricte égalité de temps entre les candidats. C'est au contraire le candidat du parti socialiste qui pose vingt-deux conditions destinées à camoufler sa dérobade.* »

L'AFFAIRE DANS LA PRESSE

Tout autant que les titres qui font actuellement la « une » des journaux, les appréciations portées par les éditorialistes sur le projet de face-à-face télévisé — devenu l'« affaire » de la campagne pour le second tour de scrutin — traduisent souvent les penchants politiques de leurs auteurs.

« *A l'évidence, M. Mitterrand ne veut pas de ce débat ou il ne l'accepte que vidé de sa portée et de son contenu*, écrit Guy Baret dans *l'Aurore* du samedi 2 mai. *Il semble donc que la « force tranquille » ne soit pas si tranquille que ça à l'idée de retrouver Valéry Giscard d'Estaing.* » « *Mitterrand ne relève pas le gant* », titre *le Figaro* du même jour, qui juge « *dilatoire* » l'attitude du candidat socialiste. Dans *France-soir*, Claude Vincent estime que le face-à-face proposé par M. Mitterrand « *n'en serait pas un* » et pose une question : « *François Mitterrand prendra-t-il le risque d'être accusé d'avoir peur du président sortant ?* » Pour *l'Humanité*, le candidat socialiste devrait se rendre, mardi, dans les studios de la télévision : « *On voit mal François Mitterrand répondant maintenant par la négative, d'autant plus que les Français attendent certaines clarifications de cette confrontation publique.* »

Dans *le Quotidien de Paris*, qui titre « Mitterrand se défile », Philippe Tesson souligne : « *Quoi qu'il en soit, on retiendra que le candidat du P.S. n'a pas jugé bon de pousser son souci du dialogue et de l'information jusqu'à son terme logique et élémentaire.* »

Le Matin de Paris exprime un autre point de vue : « *Considérer que le sort d'une élection aussi importante doive se jouer en deux heures de face-à-face télévisé relève d'une conception de la démocratie qui privilégie la politique spectacle.* ». C'est également le sentiment de Paul-Jacques Truffaut qui écrit dans *Ouest-France* : « *Est-il raisonnable d'engager le destin du pays durant sept ans sur un débat d'une heure ou deux, où la prestance des acteurs, la vivacité d'une repartie, la tonalité d'une voix, font souvent la décision ?* »

LA CAMPAGNE OFFICIELLE RADIO TÉLÉVISÉE

Le *Journal officiel*, daté samedi 2 mai, a publié les arrêtés fixant le nombre, la durée et les horaires des émissions des candidats à l'élection présidentielle sur les antennes des sociétés nationales de programme de radio et de télévision, en métropole et outre-mer.

FR 3 rediffusera les émissions transmises par TF 1 et Antenne 2.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, ministre de la culture et de la communication, a indiqué, comme l'avait précisé la commission nationale de contrôle de la campagne, que cette « grille » pourrait être modifiée si un accord intervenait entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand sur un débat télévisé. M. d'Ornano a précisé qu'il est prêt « *à prendre un nouvel arrêté pour en permettre l'organisation en direct le jour convenu* ». « *Ce face-à-face*, a-t-il ajouté, *pourrait être retransmis simultanément sur les antennes des quatre sociétés nationales de programme de radiodiffusion et de télévision.* »

	FRANCE-INTER	TF 1 et ANTENNE 2	FR 3
LUNDI 4	20 h 20 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)	20 h 20 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)	22 h 45 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)
MARDI 5		20 h 20 : Valéry Giscard d'Estaing (30 min.) François Mitterrand (30 min.)	22 h 45 : Valéry Giscard d'Estaing (30 min.) François Mitterrand (30 min.)
MERCREDI 6	13 h 30 : Valéry Giscard d'Estaing (30 min.) François Mitterrand (30 min.)	20 h 20 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)	22 h 45 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)
JEUDI 7	13 h 30 : François Mitterrand (15 min.) Valéry Giscard d'Estaing (15 min.)	12 h 50 : Valéry Giscard d'Estaing (20 min.) François Mitterrand (20 min.)	22 h 45 : Valéry Giscard d'Estaing (20 min.) François Mitterrand (20 min.)
VENDREDI 8	13 h 30 : Valéry Giscard d'Estaing (20 min.) François Mitterrand (20 min.) 20 h 20 : François Mitterrand (10 min.) Valéry Giscard d'Estaing (10 min.)	20 h 20 : François Mitterrand (10 min.) Valéry Giscard d'Estaing (10 min.)	22 h 45 : François Mitterrand (10 min.) Valéry Giscard d'Estaing (10 min.)

Les « cibles » du second tour

UNE ÉTUDE D'OPINION

par ROLAND CAYROL et JÉROME JAFFRE (*)

On le sait depuis longtemps : le sort des urnes dépendra d'abord, le 10 mai, du choix des électeurs de Georges Marchais et de Jacques Chirac. Les premiers voteront pour l'essentiel pour François Mitterrand, et dans leur plus grande masse les chiraquiens choisiront Valéry Giscard d'Estaing. Mais l'ampleur des défections, d'un côté ou de l'autre, peut faire pencher le plateau de la balance à gauche ou à droite. Dès lors, *toute stratégie de conquête de suffrages* de la part des deux candidats restés en lice doit se fonder sur le « maillon faible » du partenaire.

Qui sont donc ces électeurs qui préféraient *Marchais ou Chirac*, mais ont du mal à faire, au second tour, le même choix que leurs leaders ? Des enquêtes conduites avant le premier tour permettent d'en mieux cerner les contours (1). Assurément, le nombre de ces électeurs doit se réduire ces jours-ci, tant la simple connaissance des résultats du 26 avril et des prises de position des leaders peuvent être de nature *à hâter les reclassements*. Mais il est intéressant de brosser, en deux tableaux, le portrait de ces réticents d'il y a quelques semaines, car ce sont eux qui seront les plus difficiles à convaincre, dans chaque camp, d'ici au 10 mai. *Ce sont eux qui, par excellence*, constituent les « cibles » des deux candidats.

Les jeunes électeurs « décisifs »

Du côté des électeurs de Georges Marchais, les différences socio-professionnelles ne sont guère explicatives. On aurait pu s'attendre que les ouvriers se prononçant, à la mi-avril, pour le *secrétaire général du P.C.* soient, par rapport au second tour, dans un état d'esprit différent des autres catégories sociales. Il n'en est rien. Ils ne se révèlent ni moins, ni plus unitaires que les cadres moyens, employés ou *inactifs*.

Deux *éléments* méritent en revanche d'être notés. Un phénomène de génération d'abord. C'est chez les plus jeunes partisans de Georges Marchais — les moins *de trente-cinq ans — que la proportion* des électeurs acquis d'avance à François Mitterrand est la plus faible, tombant au-dessous des deux tiers. Plus « *radicaux* » sans *doute* que leurs aînés, ils sont les plus méfiants *a priori* à l'égard du député de la Nièvre, et celui-ci devra savoir les convaincre de sa volonté de « changer vraiment » le cours de la politique. Surtout, la résistance au report sur le nom de François Mitterrand caractérise d'abord ceux des électeurs de Georges Marchais qui se sentent les plus proches du parti communiste. Si, avant *même de voter au premier* tour, les électeurs de Georges Marchais se disant assez peu, voire pas du tout, proches du P.C.F., étaient à l'avance d'accord pour donner *leurs suffrages* à François Mitterrand, en revanche, le noyau des électeurs « très proches » du P.C.F. ne l'acceptait qu'à une faible majorité. C'est à eux qu'il sera le plus difficile d' « avaler la couleuvre *socialiste* », *mais peut-être* aussi le feront-ils d'autant plus aisément que, désormais, les consignes de vote de leur parti préféré sont claires et sans équivoque.

Un phénomène de nature se retrouve — *fortement atténué*, il est vrai — *chez les partisans de* Jacques Chirac. Plus ceux-ci se sentent proches du R.P.R. (2), plus il s'en trouve pour être tentés par l'abstention au second tour, voire pour le vote Mitterrand : on enregistre ici, au niveau du *cercle concentrique* des électeurs chiraquiens les plus proches du R.P.R. une attitude voisine de celle de ces militants qui applaudissaient leur chef de file lorsque celui-ci annonça qu'il laissait la liberté de vote à ses *supporters. Nous notions qu'une* différenciation s'installait, dans l'électorat, entre une partie des chiraquiens et le gros des giscardiens (3) : il est intéressant pour la suite du débat politique *de constater que c'est le noyau* le plus proche du R.P.R. qui, au niveau même des électeurs de base, renferme les citoyens les plus opposés au président sortant.

Contrairement au cas communiste, il convient d'ajouter, pour ce qui concerne les chiraquiens interrogés en avril, qu'une différenciation socio-démographique se *fait également* jour à propos du second tour. Notre tableau le montre clairement : plus les électeurs chiraquiens sont âgés, plus ils sont fidèles au report sur Valéry Giscard d'Estaing. Les moins de trente-cinq ans constituent en revanche une « cible » beaucoup moins acquise au président sortant. Décidément, les jeunes électeurs seront décisifs dans ce second tour.

Si *les agriculteurs*, les retraités, les cadres supérieurs chiraquiens étaient, dès la mi-avril, assez nettement acquis à Valéry Giscard d'Estaing pour le second tour, en revanche, parmi les salariés (les cadres moyens, les *employés et les ouvriers*) l'attirance pour l'abstention et pour le vote Mitterrand était très significative.

Telles sont donc les catégories d'électeurs les moins « accrochées » d'avance à un vote de *second tour, celles qui expliquent* que la compétition apparaisse aujourd'hui aussi ouverte. Il faudrait sans doute y ajouter deux dernières « cibles ». Celle des abstentionnistes du *premier tour* : à cet égard, l'analyse du scrutin *au niveau des bureaux de vote* fait apparaître que des réserves existent, dans les deux camps. Et celle de ces fameux électeurs mouvant du « centre-gauche » qui ont voté Crépeau voire Mitterrand dimanche dernier : certains *feront-ils une nouvelle fois défaut* à la gauche au moment décisif, par crainte du P.C.F., ou bien, soulagés par le recul communiste, viendront-ils confirmer leur appui au courant socialiste ?

(*) Respectivement chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et directeur des études politiques de la SOFRES.

(1) Les chiffres cités ici résultent du cumul de trois enquêtes effectuées par la *Sofres* auprès d'échantillons nationaux représentatifs de mille personnes, par la méthode des quotas, respectivement les 3-7, 10-13 et 14-15 avril 1981.

(2) Le nombre des personnes se disant « très proches » du R.P.R. n'étant pas statistiquement assez significatif, on a ici regroupé les électeurs se disant « très » ou « assez » proches du R.P.R.

(3) Le Monde du 16 avril 1981.

INTENTIONS DE REPORT AU SECOND TOUR DES ÉLECTEURS DE J. CHIRAC A LA MI-AVRIL (en %)

	V. Giscard d'Estaing	F. Mitterrand	Abstent (ou sans opinion)
SEXE :			
— Hommes	56	21	23
— Femmes	59	18	23
AGE :			
— Moins de 35 ans	50	21	29
— 35 à 49 ans	60	19	21
— 50 ans et plus	62	18	20
CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DU CHEF DE FAMILLE :			
— Agriculteurs	64	15	20
— Petits commerçants, artisans	56	15	29
— Industriels, professions libérales, cadres supérieurs, gros commerçants	62	16	22
— Cadres moyens, employés	51	22	27
— Ouvriers	51	26	23
— Inactifs, retraités	61	19	20
PROXIMITE AVEC LE R.P.R. :			
— Se sentent très ou assez proches du R.P.R.	54	21	25
— Ne se sentent pas très ou assez proches du R.P.R.	59	19	22

ÉLECTEURS DE G. MARCHAIS ACCEPTANT, A LA MI-AVRIL DE VOTER POUR M. MITTERRAND AU SECOND TOUR (en %)

SEXE :	
— Hommes	69
— Femmes	65
AGE :	
— Moins de 35 ans	63
— 35 à 49 ans	72
— 50 ans et plus	67
CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE DU CHEF DE FAMILLE :	
— *Cadres moyens, employés*	65
— Ouvriers	64
— Inactifs, retraités	65
PROXIMITE AVEC LE P.C.F. :	
— *Se sentent très proches du P.C.F.*	57
— Ne se sentent pas très proches du P.C.F.	73

SELON UN SONDAGE IFOP - « LE POINT »

M. Mitterrand bénéficie de 51,5 % des intentions de vote

Un sondage effectué par l'IFOP pour l'hebdomadaire *le Point*, les 27 et 28 avril, auprès de mille huit cent quatre-vingt-douze personnes âgées de dix-huit ans et plus, indique que 51,5 % des intentions de vote pour le second tour de l'élection présidentielle se portent sur M. François Mitterrand et 48,5 % sur M. Valéry Giscard d'Estaing.

Selon ce sondage, 84 % des *électeurs communistes* sont décidés à voter pour le candidat socialiste au second tour (contre 78 % lors d'une précédente enquête, effectuée par l'IFOP les 13 *et 14 avril*) et 71 % (contre 63 % précédemment) des suffrages chiraquiens se reporteraient, désormais, sur la candidature du président sortant. Cette enquête fait apparaître un certain *flottement* chez les électeurs des « petits » candidats de gauche, 63 % d'entre eux (contre 75 % précédemment) indiquant leur intention de reporter leurs voix sur M. Mitterrand. Enfin, un écologiste sur deux s'apprêterait toujours à voter pour le candidat socialiste, 26 % (contre 18 % précédemment) prenant position en faveur de *M. Giscard d'Estaing*.

Une nette majorité des personnes interrogées (50 %) pronostiquent la victoire du président sortant, tandis que 22 % d'entre elles estiment que le candidat socialiste l'emportera. 41 % des personnes interrogées déclarent souhaiter le succès de M. Mitterrand et 40 % appellent de leurs vœux le succès du président sortant.

Sept *sondages* avaient été réalisés et publiés entre le premier et le second tour de l'élection présidentielle de mai 1974.

Les intentions de vote recueillies par la Sofres avaient été successivement de 51 % pour M. Giscard d'Estaing contre 49 % à M. Mitterrand (enquête des 6 et 7 mai), de 51,5 % pour M. Giscard d'Estaing contre 48,5 % à M. Mitterrand (enquête du 11 mai) et de 50 % pour chacun des deux candidats (enquête du *14 mai*).

Celles recueillies par l'IFOP donnaient l'avantage à M. Giscard d'Estaing avec 51 % contre 49 % à son adversaire (enquête du 7 mai), puis plaçaient les deux candidats à égalité 50-50 (enquête du 13 mai).

Publimétrie avait d'abord placé M. Mitterrand en tête avec 51 % contre 49 % à M. Giscard d'Estaing (enquête des 7 et 8 mai), puis M. Giscard d'Estaing avec un score identique (enquête des 14 et 15 mai).

Rappelons que M. Giscard d'Estaing avait été élu avec 50,81 % des suffrages exprimés contre 49,19 % à M. Mitterrand.

● *Les parlementaires socialistes de la région Aquitaine* considèrent la prise de position de M. Chaban-Delmas en faveur de M. Giscard d'Estaing comme « *un ralliement tardif* ». Selon eux, le maire de Bordeaux, « *sans doute très atteint par le score de François Mitterrand en Aquitaine, renie son passé et utilise des termes qui sont étonnants dans la bouche d'un homme qui déclarait à Bordeaux voici deux mois à peine* : « Si Valéry Giscard d'Estaing est réélu, je ne lui en donne pas pour douze mois. »

Les champs de la droite

(Suite de la première page.)

Que, pour ceux dont le travail est la vraie vie, quarante heures sont trop vite passées. Que les uns travaillent dans la dignité, d'autres dans l'orgueil, beaucoup dans l'humiliation. Que les uns regardent leur montre pour découvrir qu'il est déjà 5 heures, d'autres pour vérifier qu'il est seulement 5 heures. Que partir *à la retraite* est ici une délivrance, et là un désespoir. Comment *traiter le temps de travail* sans regarder en face tout ce qui fait le travail : et du coup traiter, en discours uniforme, en propositions égalitaires, des situations qui n'ont rien de commun ?

Une crise de civilisation

Et il n'est guère possible de discuter du chômage en taisant, par pudeur, *le changement survenu* dans la relation des jeunes Français *et du travail*. Voici que bon nombre de nos enfants le jugent autrement que nous : qu'ils refusent d'y voir un dogme moral, un devoir social ; qu'ils observent que cette liberté à tous les caractères d'une servitude : qu'ils mesurent le prix qu'il faut le payer : en souffrance, en ennui, ou simplement en temps pris au temps. Et sans doute le modèle social garde-t-il encore chez nous, en 1981, sa prééminence. Il faut vivre. Et il ne reste de normalité que du travail. La plupart des jeunes *s'y soumettent ou voudraient s'y soumettre*. D'autres *n'osent ou ne peuvent* aller au bout de leur révolte : ils *cherchent des compromis*. Certains inventent des métiers nouveaux. Certains n'acceptent du travail que l'irréductible, refusant promotion ou ambition, pour se contenter — aux moindres frais — de ses moindres fruits. Mais qui ne voit les effets d'un tel bouleversement ? Seul le discours politique continue de parler de l'emploi comme on parle du lait ou de la viande, en termes de marché : alors que le travail — et le non-travail — ne sont pas seulement, dans notre *société*, les produits du système économique : ils expriment une crise de civilisation.

⁂

2) On pourrait en dire autant de la politique extérieure. Nos candidats se disputent pour décider si la France a été assez ferme dans l'affaire de l'Afghanistan, et si le président de la République devait se rendre à Varsovie, et quel langage il y devait tenir. Très informés de ce qu'ils sont mal informés, les Français hésitent à apprécier leur politique étrangère. Fallait-il que le président de la République parlât plus crânement à M. Brejnev ? Ou *qu'il ne lui parlât pas ? Nous* avons peine à démêler ce qui est fermeté, bravade, faiblesse, habileté. En revanche quel silence — unanime *et* têtu — sur la politique française là où la France pèse et agit ! *Que faisons-nous en* Centrafrique, au Togo, au Tchad, en Ouganda, en Mauritanie ? Que faisons-nous pour les peuples du tiers-monde ? Comment jouons-nous de leurs souffrances et de leur fierté ? Comment nous comportons-nous à l'égard du monde arabe, discriminant entre pauvres et riches ? A *l'égard des dictatures sud-américaines*, les flattant *si elles nous profitent ? Nous n'en* parlerons pas. Mais l'accord est facile pour affirmer que la France doit être terriblement susceptible, volontiers agressive, à l'égard des États-Unis et de l'U.R.S.S. C'est que là, *d'évidence, notre marge* d'influence est étroite : sur le *terrain de nos impuissances nous* pouvons étaler notre vertu.

Et cette France que flattent dans le droit fil d'un siècle de proclamations politiques la plupart de nos candidats, elle mériterait aussi réflexion. Que pensent vraiment les Français de la France, de cette France-là ? Ils respecteraient sans doute une patrie qui serait ouverte au monde, une communauté qui serait fraternelle à l'espèce *humaine* tout entière, ni pourvoyeuse d'armes ni quémandeuse *de grands marchés ! Mais cette* France orgueilleuse, qui *voudrait donner des leçons à tous*, et hisse, en Afrique ou ailleurs, les trois couleurs de ses gloires anciennes, cette vieille France qu'exalte la symphonie des discours politiques, étouffant fièrement le bruit de ses vilains trafics, elle intéressera de moins en moins de gens en ce pays : sinon ceux dont le métier restera d'en parler.

Les Français *et* leur travail ? Les Français et leur patrie ? Vraies questions que le discours politique — enfermé dans les chiffres, les recettes et les invectives — n'affronte guère. Mais l'avantage est, pour la droite, que ce débat est maintenu dans sa propre logique : sur *le terrain* de sa gestion, et dans la seule *perspective* de la société *qu'elle* aménage. Et ce concert a aussi ce *profit pour la droite qu'il lui* évite d'être jugée sur le terrain *de ses vraies responsabilités*.

Le pouvoir d'une caste

3) L'évidence est *qu'une caste* — pas même une classe — tient en France l'essentiel des pouvoirs : le gouvernement, les commandes de l'administration, les rênes de l'économie, les principaux réseaux d'influence des médias. Cette caste identifie, progressivement, la France à son idéologie : au point qu'un jour tout retournement politique et culturel deviendra *invraisemblable*, au moins par le jeu des institutions. Cela n'est pas le résultat d'un projet diabolique de la droite mais le *fruit d'une forte concentration et* d'une longue conservation des pouvoirs essentiels : par quoi la droite, réduisant ou contournant les résistances, façonne un peuple à son image.

Que la propriété privée est le fondement de notre civilisation : raison de vivre, et de survivre par l'héritage. *Que* le meurtre peut légitimement sanctionner l'atteinte à la propriété.

Que la famille et la propriété se rejoignent, se consolident dans la forteresse du chez-soi : famille repliée sur ses plus petites dimensions, à quatre places, comme la voiture, famille très solidaire à l'intérieur des cloisons du groupe, très méfiante à l'extérieur, famille « *possession jalouse du bonheur* », *source exclusive de joies, de souffrances et de rêves*.

Qu'il faut se méfier de tout ce qui est étrange, étranger, différent, *de ce qui a autre couleur*, autres mœurs, autres nourritures, autres *projets*, images *dérangeantes*, désordres en puissance.

Que les libertés sont bonnes tant qu'elles participent du *bonheur de vivre* : liberté d'aller et venir, de parler, de critiquer, d'élire un chef ; mais que ne servent à rien les libertés sans agrément ; que de toute manière les libertés doivent s'incliner aussitôt *qu'elles contrarient* l'ordre établi : parce qu'elles sont moins *confortables que lui*.

Que l'école n'est pas faite pour développer la liberté de l'esprit, les disciplines qui l'aèrent, la réflexion contestatrice et tous les ferments de la critique : mais pour former des mentalités conformes et transmettre des savoirs spécialisés, utiles à l'organisation sociale.

Que les affaires privées sont, dans le monde moderne, bien assez compliquées pour nous occuper : qu'il est absurde de s'encombrer des affaires publiques, *qu'il est donc bien de remettre* celles-ci à des professionnels : *spécialistes dont c'est le métier et* le goût, souverain qui veille sur nous tandis que nous vaquons à nos soucis.

4) C'est, à peine caricaturée, l'idéologie dominante : nos gouvernants *y* voient la sensibilité de la France profonde ; ils la développent à leur goût, pour se dire obligés de la respecter. Et sans doute cette idéologie est-elle cultivée en un terrain très fécond. Sans doute aussi le président de la République, la caste qui l'entoure, ne sont-ils pas les seuls responsables, ni même les principaux acteurs de cette pédagogie antidémocratique. *La société* industrielle, les appétits de *consommation et d'imitation* qu'elle nourrit, dont elle se nourrit, *encouragent le grignotage* des libertés, le discrédit des esprits libres, le pourrissement des révoltes. Mais le président de la République, qui disposait des pouvoirs et du prestige que lui donnait le sacre du suffrage universel, des chances d'une bonne culture et d'une intelligence hors du commun, a malheureusement accepté de ne pas contrarier cette patiente destruction de la maturité démocratique d'un peuple. Dans les dernières années de son règne, il a même choisi de tirer profit de cette entreprise qui veut bercer *les Français dans le confort de* l'assoupissement et de la sécurité : projet non d'un fascisme mais d'un ordre fondé sur la soumission des esprits, préservant la part agréable des libertés, grignotant celles qui gênent, rarement brutal, anesthésiant doucement la capacité de critique et de résistance de citoyens peu à peu transformés en sujets.

Cette propédeutique de l'abaissement, il n'est pas raisonnable de penser que *le pouvoir en place* y renoncerait demain, fût-ce par ascèse. Elle *est trop enracinée* dans son idéologie, et elle sert trop bien son confort, il n'y a d'espoir de marcher debout que dans l'élection de M. Mitterrand.

Mais le péril serait que la gauche épouse cette idéologie et que, par contamination ou peur de déplaire, elle ne se reconnaisse d'autre *avenir que de mieux* labourer les champs de la droite. Victorieuse, la gauche ne changera pas grand-chose en ce pays si elle n'est pas une autre manière d'être ensemble ; le privilège ridiculisé ; la révérence proscrite ; le règne des empêsements emporté par son grotesque ; l'agonie de la vulgarité, les hommes et les femmes redressés, à la peine et à la joie.

Si elle n'est pas libération de l'esprit, idée neuve, main tendue, joie contagieuse, la gauche ne sera, sous d'autres princes, avec d'autres hiérarchies, que la droite recommencée.

JEAN-DENIS BREDIN.

Les prises de position

En faveur de M. Giscard d'Estaing

● *M. Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R., indique, dans une déclaration publiée jeudi 30 avril par l'hebdomadaire *le Républicain*, qu'il « *ne peut apporter son suffrage qu'à Valéry Giscard d'Estaing* ». Le député de l'Essonne « *rejette catégoriquement la conception collectiviste de la société que, à travers le projet socialiste et avec l'appui communiste, François Mitterrand prétend nous imposer* ». M. Pons ajoute que « *le second tour de l'élection présidentielle est une fois de plus un choix de société* » et que « *le pire ne sera évité que dans la mesure où seront prises sans délai des initiatives concrètes témoignant de la volonté exprimée par les cinq millions deux cent mille électeurs qui ont fait confiance à Jacques Chirac* ».

● *Pour sa part, M. Jean de Lipkowski*, député R.P.R. de Charente-Maritime, auquel nous avions prêté l'intention de prendre position en faveur de M. Mitterrand (*le Monde* du 29 avril) nous a précisé : « *Je démens formellement cette information totalement fantaisiste. Fidèle au contrat que j'ai passé avec mes électeurs en 1978 et dans l'esprit défini clairement par Jacques Chirac, je voterai Giscard d'Estaing.* »

● *M. Jacques Soustelle*, ancien ministre, nous a indiqué jeudi 30 avril : « *François Mitterrand, depuis vingt-trois ans, s'efforce de détruire les institutions de la Vᵉ République. Il ne peut parvenir au pouvoir qu'avec le vote des communistes et de toute l'extrême gauche. Il ne peut gouverner qu'avec des ministres communistes et à leurs conditions (...) La décision finale est trop grave pour que l'on joue la politique du pire(...) Face aux deux candidats restés en lice, j'estime que seul Valéry Giscard d'Estaing doit se voir accorder les suffrages de ceux qui veulent la paix civile, la sécurité et la liberté.* »

● *M. Marcel Dassault*, député R.P.R. de l'Oise, qui avait indiqué sa préférence pour M. Debré, publie, en exergue d'un *appel* en faveur du président sortant diffusé par *l'Oise liberté dimanche*, ce texte cosigné Jean de La Fontaine et Marcel Dassault : « Un bon tiens, vaut mieux que deux tu l'auras, l'un est sûr, l'autre ne l'est pas. »

En faveur de M. Mitterrand

● *M. René Dumont*, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974 : « *L'action de la France en Afrique, épaulée par l'armée française, prolonge le pillage du tiers-monde et l'exploitation des paysans, des chômeurs et des démunis par les privilégiés. En tant que militant tiers-mondiste, j'appelle à voter contre le responsable de cette politique.* »

● *Le Collectif national pour l'union dans les luttes*, qui réunit des socialistes et des communistes, déclare que « *l'appel à voter François Mitterrand s'inscrit dans le combat pour les revendications les plus urgentes.* » « *Cet appel s'inscrit dans notre démarche constante d'union à la base et d'intervention des travailleurs pour un changement profond et durable* », ajoute le Collectif.

● *M. Pierre Bauby*, secrétaire politique du parti communiste marxiste léniniste (P.C.M.L.), a déclaré que M. François Mitterrand « *n'a jamais renié son passé de ministre sous la IVᵉ République* », que, « *en Allemagne, en Italie, ses amis mènent une politique identique à celle de Giscard-Barre* », et que « *ses engagements par rapport aux revendications des travailleurs sont quasi nuls* ». « *Mais*, a ajouté M. Bauby, *l'élection de Mitterrand marquerait une pause dans l'offensive du grand capital et redonnerait espoir aux travailleurs qui enfin auraient obtenu une victoire.* »

● *Une trentaine de scientifiques*, parmi lesquels MM. François Gros, Marc Ferro, Jacques Ruffié, Alain Touraine, se prononcent pour M. Mitterrand en manifestant leur « *accord avec son projet de reconnaissance de la recherche* ».

● *La Confédération synd*[illegible] *des familles* se prononce [illegible] candidat socialiste en [illegible] que « *seul le* [illegible] *toutes les forces popu*[illegible] *exclusive assurera* [illegible] *10 mai* ». *François Mitterrand*

● *L'Union* [illegible] *de médecine*, qui regroupe notamment les syndicats de [illegible] générale de la médecine hospitalière et des médecins du travail, invite ses adhérents à porter *leurs voix sur le candidat de la gauche, François Mitterrand* ».

culture

FESTIVALS

Paysages sonores de Guanajuato

L'Orchestre philharmonique de la cité de Mexico n'a encore que deux ans et demi d'existence, ce qui est bien jeune pour un organisme aussi délicat à roder, mais il progresse, semble-t-il, avec rapidité. L'ayant entendu l'an passé au Festival d'Echternach, j'ai été surpris de constater sa nette amélioration lors du concert où il accompagnait Birgit Nilsson, à l'église de la Compania. Les cordes en particulier ont acquis une belle qualité onctueuse, et l'ensemble paraît animé d'un grand bonheur de jouer. Son chef, le Mexicain Fernando Lozano, lui a communiqué un réel souffle dans les ouvertures de Tannhäuser et de la Force du destin, une richesse d'expression qui faisait oublier parfois que la cohésion laissait à désirer, ce qui est sans doute la qualité la plus longue à acquérir.

Les habitants de Guanajuato ont accueilli Birgit Nilsson dans un grand enthousiasme justifié par la joie de voir une immense artiste. Le timbre reste exceptionnel, et la beauté de cette voix donne le frisson, avec son grain sauvage, sa force d'airain, mais l'on sait qu'elle n'a plus une souplesse suffisante pour conduire son phrasé avec la souveraineté d'autrefois ; les beaux accents, certes, ne sont pas rares, tout en étant de plus en plus problématiques, et l'on suivait avec quelque anxiété l'air d'Elisabeth, le Madre Pietosa et le Pace, pace de la Force du destin. *Elle retrouva plus d'aisance dans* le Vissi d'arte de la Tosca, *qui permet un appui du timbre presque sur chaque note, et alors ce fut superbe.*

Le second concert de la Philharmonique de Vienne fut plus beau encore que premier (le Monde *du 29 avril). Si la* Symphonie en si bémol K. 319 *gardait une sorte de distance, comme si Mozart se retranchait derrière l'admirable pureté de cet orchestre qui est une perfection vivante, Carlos Kleiber fut cette fois au niveau des plus grands chefs avec une ouverture de Coriolan toujours assez rapide, mais intense, d'une énergie motrice fabuleuse dans ce combat pathétique serré et fort. Et surtout l'on retrouva dans la* Cinquième Symphonie *de Beethoven toute la splendeur de son fantastique enregistrement Deutsche Grammophon. C'est le génie beethovénien dans ce qu'il a de solaire et de prométhéen qui lui permet de s'accomplir pleinement, et il était au milieu de ses musiciens comme une sorte de Napoléon exultant sous la mitraille. Mais non moins magistral fut l'andante mené avec une fermeté et une souplesse exceptionnelles, comme une seule phrase à travers ces « compartiments » sonores où tant de chefs trouvent leur Waterloo.*

Toutes fenêtres ouvertes

On ne quitte pas Guanajuato sans mélancolie, tant la ville et les gens font assaut de charme pour vous retenir. L'hospitalité célèbre des Mexicains s'exprime ici avec une gentillesse et une douceur qui tiennent sans doute à l'atmosphère détendue de la cité. Même si la situation de la langue française se dégrade dangereusement dans les jeunes générations, la France jouit toujours d'un grand prestige, qu'il serait prudent de consolider, et la venue prochaine de la Comédie-Française, après celle de la compagnie Renaud-Barrault l'an passé, est une excellente chose. Il faut espérer que les relations de nos artistes se développeront avec ce festival de premier ordre, en pleine expansion, qui reçoit cette année deux mille quatre cents comédiens, instrumentistes et danseurs.

Murray Schafer, entre autres, nous invite depuis quelque temps à être attentifs au « paysage sonore » des villes. Ecoutons donc une dernière fois Guanajuato toutes fenêtres ouvertes. Il y a naturellement des radios qui hurlent dans la nuit, et les invraisemblables encombrements de voitures, dont les klaxons vous poursuivent jusqu'à 2 heures du matin, parfois avec les premières notes de la Cinquième Symphonie. *Mais il y a aussi la beauté des cloches qu'on n'a pas le cœur de maudire quand elles vous réveillent de bon matin pour vous dire l'heure, et vous tenir au courant du déroulement des offices, tant elles ont une sonorité magique. Quand, deux, puis trois cloches se superposent, c'est toute la vallée qui semble chanter.*

Et puis il y a la vie du soir, les cortèges estudiantins, les rumeurs de guitares, les effluves de voix lointaines. Le mardi, le kiosque de la petite place de l'Union (tout près du théâtre Juarez), coiffé d'un frondaison épaisse, reçoit la musique militaire et ses accents déchirants ou détonnants. N'oublions pas les Mariachis, avec leurs trompettes, leurs violons et leurs guitares de diverses tailles (dont une presque aussi grosse qu'une contrebasse) qui font soudain irruption à l'hôtel ou au restaurant, couvrant à coup sûr les conversations les plus animées.

Mais, quittant la ville dans l'air sec du matin, il ne reste plus que les cris ardents et impérieux des oiseaux, qui se marient avec l'éclat des bougainvillées et les violets entêtants des jacarandas, superbes comme un vaste déploiement symphonique de la musique de chambre de nos lilas, dans la profusion florale des grandes haciendas.

JACQUES LONCHAMPT.

JAZZ

Mort du trompettiste « Cat » Anderson

Le trompettiste de jazz William « Cat » Anderson est mort jeudi 30 avril à l'hôpital de Norwalk, en Californie, d'un cancer généralisé. Il était âgé de soixante-quatre ans

[*Né à Greenville, en Caroline du Sud, le 12 septembre 1916, William « Cat » Anderson avait appris à jouer de la trompette dans un orphelinat. D'abord fortement influencé par le style de Louis Amstrong, il joue au milieu des années 30 avec des orchestres alors en vogue comme les Carolina Cottonpickers et le Sunset Royal, avant d'entrer dans le grand orchestre d'Erskine Hawkins puis dans celui de Lionel Hampton. Mais c'est chez Duke Ellington, où il devient un des piliers à partir de 1944 — il y restera jusqu'en 1970 avec quelques fugues — que « Cat » Anderson donne toute la mesure de son talent, avec notamment des solos dans le registre aigu admirablement construits, d'une virtuosité et d'une précision extrême. Les meilleurs titres de « Cat » Anderson, c'est bien sûr avec Duke Ellington qu'on les trouve :* Take the A train, Stompy zones, El Gato. *Sous son propre nom, il faut relever :* Black and tan fantasy, Ain't Misbehavin, Concerto for Cootie.

Conservatisme et technique

(Suite de la première page.)

L'INA négocie, de plus, la vente des *Rois Maudits*, qui représentent le combie du culturel pour les Américains. Si cette négociation aboutit, ce sera la première série française diffusée aux Etats-Unis.

Pour l'Institut national de l'audiovisuel, le MIP est aussi un lieu privilégié susceptible d'élargir l'assistance technique qu'il fournit dans le domaine des truquages et des effets spéciaux. Les accords se multiplient avec l'Amérique latine, en particulier le Venezuela, et, même si l'INA n'en est pas à vendre de l'équipement, il est en mesure d'offrir des prestations de service appréciées. Du côté des chaînes françaises, il est évident que l'on vend aux uns, alors que l'on achète aux autres. A TF 1, on jubile discrètement. Les rendez-vous avec les acheteurs étrangers se succèdent à un rythme accéléré, derrière des portes closes et des rideaux tirés. Les affaires sont les affaires.

Principaux acheteurs cette année, l'Australie et l'Italie ; c'est le traditionnel qui se vend le mieux. *Au plaisir de Dieu*, toujours, et la série du *Commissaire Moulin*. Les achats sont conservateurs également : treize nouveaux épisodes de *Dallas*, de *Starsky et Hutch*, *Startrek*, qui a fait ses preuves. Parmi les acquisitions plus prestigieuses, *Shogun*, douze épisodes de soixante minutes sur le Japon, et un téléfilm soviétique intitulé *la Leçon de français* où l'on voit un enfant découvrir l'univers du sensible à travers l'apprentissage de notre langue.

Pour M. Zbinden, l'acheteur de TF 1, les séries historiques ont fait leur temps. Le public réclame du « complet-veston », des sagas familiales contemporaines, du style *Dallas*, dont le succès se confirme après un démarrage difficile. Interrogé sur les futures orientations de TF 1, son président, M. Jean-Louis Guillaud, indique qu'il souhaite développer la retransmission des grands événements en direct et les coproductions avec les Etats-Unis dans le domaine des variétés : « *Les Etats-Unis sont d'accord sur le principe du partnership*, dit-il. *Maintenant, il faut être présent et compétitif.* » Ce sera l'un des rôles d'Inter-audiovisuel, un organisme officiel à but non lucratif qui a déjà fait progresser considérablement les ventes des trois chaînes françaises à l'étranger.

Ces efforts de promotion ne feront pas l'affaire du GICA (Groupement intersyndical de la communication audio-visuelle), qui représente les intérêts de la plupart des sociétés privées productrices, et qui multiplie les avertissements aux services publics. La première cible du GICA est la S.F.P. (Société française de production), dont il dénonce le quasi-monopole qui fait courir des risques considérables aux petits producteurs. Contre l'étatisation des moyens de production en France, le GICA souhaite la libéralisation de la télévision et l'établissement d'une libre concurrence sur le marché de l'audiovisuel. Si ses arguments étaient entendus, l'on pourrait craindre l'invasion du marché par des produits commerciaux aux ambitions discutables...

Les exigences américaines

Les producteurs privés présents au MIP semblent pourtant avoir de nombreuses raisons de se réjouir. Les affaires des « grands » vont bien. Gaumont vient d'acquérir les droits de *Lucky Luke* et va réaliser cinquante-deux dessins animés de trente minutes, vraisemblablement pour A 2, coproduits avec un important partenaire américain dont on tait le nom pour l'instant. Gaumont adaptera également *Louisiane*, le best-seller de Maurice Denuzière, en quatre films de quatre-vingt-dix minutes. Commandée par TF 1, cette série sera diffusée aux Etats-Unis. Ici, le partenaire visé est un Network, auquel on fera quelques concessions : les rôles principaux seront attribués à des comédiens de langue anglaise. Mais le réalisateur, Etienne Périer, est un Français.

Pour sa part, Télécip comptait beaucoup sur le MIP pour conclure les derniers accords de coproduction d'un projet d'exceptionnelle envergure : *la Vie de Mozart*, cinq films d'une heure trente dont M. Claude Désiré, de TF 1, a eu l'idée. Cela fait maintenant deux ans que les scénaristes, Jean Mistler, Félicien Marceau et Béatrice Rubinstein, travaillent avec le réalisateur Marcel Bluwal et une équipe de décorateurs et de costumiers à une reconstitution qui se doit d'être satisfaisante tant pour les mélomanes avertis, qui ne pardonneraient pas la moindre erreur, que pour le grand public. Il s'agit pour l'instant d'une coproduction européenne. Les premières négociations avec un Network ont capoté devant l'exigence américaine d'un Mozart tourné en langue anglaise.

L'espoir est donc de trouver un sponsor, et que la musique devienne aussi populaire qu'une performance sportive ! L'Union soviétique a proposé une forme de coproduction, et l'on dit que la musique adoucit les mœurs... Quoi qu'il en soit, le tournage commence en juin. Il se fera en vingt-six semaines, et en décors naturels, en Autriche, en Hongrie, en Italie et en France.

De l'avis général, il n'y avait pas cette année d'émission ou de série vedette que l'on s'arrache aux enchères. La seule qui ait quelque peu échauffé les esprits est américaine, bien entendu, et s'intitule *Massada*. Somptueuse reconstitution du siège du dernier bastion de la résistance juive aux Romains dans la Palestine ancienne, *Massada* met en scène l'affrontement de deux cultures et de deux hommes, qui se combattent, mais s'estiment. Ils seront interprétés par Peter Strauss et Peter O'Toole. Antenne 2 l'a enlevée de haute lutte, en même temps qu'elle achetait la série du *Parrain*, qui sera diffusée en 1982 ou 1983.

Mais, en 1981, la nouveauté naît de la technique, et l'on entendait surtout parler de satellite, de vidéo, de banques de données électroniques. La S.F.P. a conclu au MIP un accord de coopération avec Image West Hollywood, pionnier et leader dans la branche de l'animation électronique. Les clauses de cet accord prévoient que les deux sociétés investiront à part égale plus d'un million de dollars en deux ans dans la recherche d'une future génération d'images créées par ordinateur. La nouvelle société, Imatique vidéo production, sera basée à Paris et fournira des effets spéciaux aux télévisions et au marché publicitaire. Quant à la reconversion des techniciens, l'on sait dès à présent qu'elle posera de graves problèmes.

A peine l'homme a-t-il commencé à inventer et à maîtriser la communication par l'image qu'il la cède à la machine. Il fut un temps où les grands mots finissaient en isme, comme humanisme. Aujourd'hui, pour gagner, il faut jouer les terminaisons en « tique », télématique, informatique, et maintenant imatique.

ARLETTE STROUMZA.

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Culture d'amour en douce campagne : Espace Marais (271-10-19) (sam., 22 h., dim., 15 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 2 - Dimanche 3 mai

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) : Arabella (sam., 19 h. 30)
Comédie - Française (296-10-20) : la Folle de Chaillot sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 30); Sertorius (dim., 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : A Memphis, il y a un homme d'une force prodigieuse (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Petit Odéon (325 - 70 - 32) : Tu as bien fait de venir, Paul (sam. et dim., 18 h 30).
TEP (797-96-06) : Nuova Compagnia di canto popolare (sam., 20 h. 30).
Centre Pompidou (277-12-33) : Cinéma : Visions Hartung (dim., 15 h.); Le cinéma expérimental, fin des années 60 (sam., dim., 19 h.).
Carré Silvia Monfort (531 - 28 - 34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30).
Théâtre de la Ville (271-11-24) : Zoltan Kocsis (sam., 18 h. 30); Ballet Cullberg (dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) . Elle lui dirait dans l'île (sam., 20 h 30, dim., 16 h., dern.) : la Voiture (sam., 22 h. 15, dim., 18 h.).
Antoine (208-77-71) Potiche (sam., 20 h 30, dim., 16 h et 20 h 30).
Astelle-Théâtre (238-35-53) : l'Occasion ; le Ciel et l'Enfer (sam., 20 h. 30, dim., 16 h.).
Atelier (606-49-24) . les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Bouffes du Nord (239-34-50) : la Cerisaie (sam., 20 h 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) Diable d'homme (sam., 21 h., dern.).
Cartoucherie, Aquarium (374-99-61) : Un conseil de classe très ordinaire (sam., 20 h 30, dim 16 h.) — Tempête (328 - 36 - 36) : Alarmes (sam., 20 h. 30, dim., 16 h., dern.).
Centre culturel du 16e (227-68-81) : l'Amour médecin (sam., 20 h. 45, dim., 15 h. 30).
Cinq Diamants (589-01-00) Metropolitan Opera (sam., 20 h. 30)
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre : Une conversation chez les Stein sur M. Goethe absent (sam., 20 h. 30); Galerie : Lotte à Weimar (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742 - 43 - 41) : Reviens dormir à l'Elysée (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Comédie des Champs - Elysées (723-37-21) : Madame est sortie (sam., 20 h. 45, dim., 15 h. 30).
Comédie Italienne (321-22-22) . les Malheurs de Pantalon (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Comédie de Paris (281-00-11) : Boris Supervian (sam., 20 h.) ; la Grande Guerre des p'tites étoiles (sam., 21 h. 30.
Croq'Diamants (272-20-06) Séances de bronzage (sam., 20 h. 30).
Daunou (261-69-14) Et ta sœur ! (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Edouard-VII (742-57-49) Deburau (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Essaïon (278-46-42) : Ça (20 h. 30).
Espace Gaîté (327-95-94) : Ivres pour vivre (sam., 21 h. 45).
Fontaine (874-74-40) : J'aimerais bien aller à Nevers (sam., 20 h. 30) : les Aviateurs (sam., 22 h.).
Gaîté - Montparnasse (322 - 16 - 18) : Elle voit des nains partout (sam., 22 h.).
Galerie 55 (326-63-51) : le Chant du bouc (sam., 20 h. 30).
Huchette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 15) : la Leçon (sam., 21 h. 30).
Le Lierre (586-55-83) : Œdipe-Roi (sam., 20 h 30, dim., 18 h.) : Désormais (sam., 18 h. 30).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Rouge : Pardon, M'sieur Prévert (sam., 18 h. 30, dern.) ; Jafabule (sam., 20 h. 30). — Théâtre Noir : Où donc est-elle ma lumière ? (sam., 18 h. 30); Molly Bloom (sam., 20 h. 30); les Ecrits de Laure (sam., 22 h.). — Petite salle : Parlons français (sam., 18 h. 30).
Madeleine (265-07-09) : Arsenic et vieilles dentelles (sam., 20 h. 15 ; dim., 15 h. et 20 h. 15).
Marigny (256-04-41) : Domino (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.). — Salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam. et dim., 21 h.).
Mathurins (265-90-00) : Huis Clos ; Pétition (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30)
Michel (265-35-02) : On dînera au lit (sam., 21 h 15 ; dim., 15 h 15 et 21 h. 15)
Montparnasse (320-89-90) : Exercices de style (sam., 17 h. 30 et 21 h.). — Petite salle : Pierrot d'Asnières (sam., 20 h. 30); J. Benguigui (sam., 22 h.).
Nouveautés (770-72-76) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h. ; dim., 19 h.).
Œuvre (874-42-52) . Un habit pour l'hiver (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h 30)
Poche-Montparnasse (548-92-97) : le Butin (sam., 21 h.)
Présent (203-02-55) : Sur le front (sam., 21 h., dim., 17 h.). — II : F. Lemarque (sam., 21 h., dim., 17 h)
Roquette (805-78-51) : Angel (sam. et dim., 18 h. 30).
Studio Théâtre-14 (539-88-11) : le Brouillard (sam., 20 h. 30).
T.A.I. - Théâtre d'Essai (278-10-79) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.). — Le Journal d'un fou (sam., 22 h. ; dim., 17 h.).
Théâtre Adyar (304-20-97) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 30).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Y'en a marre (sam., 20 h. 30) : la Chambre infernale (sam., 22 h. 30).
Théâtre en Rond (387-88-14) . Douze hommes en colère (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Théâtre du Marais (278-03-53) : le Pique-Assiette (sam., 20 h 30).
Théâtre Marie - Stuart (508-17-80) les Aventures de l'archer Yi (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Théâtre de Ménilmontant (636-97-67) : Sans illusion (sam., 20 h. 30, dim., 17 h.).
Théâtre de la Mer (589-70-22) : le Testament du père Leleu (sam., 19 h. 30) ; Ode maritime (sam., 21 h.).
Théâtre de Paris (280-09-30) : Vu du pont (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 19 h.).
Théâtre du Rond-Point (256-70-80) : l'Amour de l'amour (sam., 20 h 30 ; dim., 15 h.); le Soulier de satin (sam. et dim., 16 h.).
Théâtre Saint-Georges (878-74-37) : la Culotte d'une jeune femme pauvre (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Tristan - Bernard (522-08-40) : Fils de personne (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Variétés (233-09-92) : l'Intox (sam., 20 h. 45 ; dim., 16 h.).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : Jamais deux sans moi (sam., 20 h 30) : Woody folies (sam., 21 h. 30) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 45).
Blancs - Manteaux (887-15-70), I : Areuh = MC 2 (sam et dim., 20 h. 15 ; A. Valardy (sam. et dim., 21 h. 30). Les Bulles dans l'encrier (sam., dim., 22 h. 30). — II : Refrains (sam. et dim., 20 h. 15) ; Poulet frites (sam. et dim., 21 h. 30) ; R. Mattera (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (322-11-02), I : Sœurs siamoises cherchent frères siamois (sam., 20 h. 30) : Sueur, cravate et tricot de peau (sam., 21 h. 30) : la Jacassière (sam., 22 h. 30)
Café de la Gare (278-52-51) : le Grand Vide sanitaire (sam., 21 h.).
Le Connétable (277-41-40) : P. Valmore (sam., 20 h. 30, dern.) : J. Huet (sam., 21 h. 30) ; les Nichols (sam., 23 h. 30).
Coupe - Chou (272-07-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; Va t'en je t'aime (sam., 21 h. 45).
L'Ecume (542-71-16) : Diablogue-ment vôtre (sam., 20 h. 30).
Le Fanal (233-91-17) : La chasse est ouverte (sam., 20 h.) : le Président (sam., 21 h. 15).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Phèdre à repasser (sam., 21 h.) : le Concerto déconcertant (sam., 22 h 15) . II Des bigoudis à l'intérieur de la tête (sam., 22 h.) : Poupette Pompon (sam., 21 h.).
Pied-Bleu (285-32-16) : la Caisse du chat (sam., et dim., 20 h.) : Ah ! Si j'avais su monter à bicyclette (sam. et dim., 21 h. 15).
Le Point-Virgule (728-67-03) : Tranches de vie (sam., 20 h. 30) ; Les demoiselles de Rochechouart (sam., 21 h. 30).
Sélénite (354-53-14) : les Vautours (sam. et dim., 20 h. 15) ; les Neuf Péchés capitaux (sam. et dim., 21 h. 30).
Soupap (278-27-54) : Amours nôtres, humours tendres (sam., 21 h. 30);
Le Splendid (887-33-82) : le Troisième Jumeau (sam., 22 h.).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Un polichinelle dans le tiroir (sam., 20 h. 30) ; Il en est un de la police (sam., 21 h. 30).
Théâtre des Quatre - Cents Coups (329-39-69) : les Jumelles (sam., 20 h. 30) ; la Grande Shirley (sam., 21 h 30) : l'Amour en visite (sam., 22 h. 30).
Tremplin de Paris (281-56-79) : Vous avez dit ringard ? (sam., 20 h. 15).
Vieille Grille (707-60-93) : G. Blanchard (sam., dim., 20 h. 30) ; Schamrock (dim., 17 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix - huit ans

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

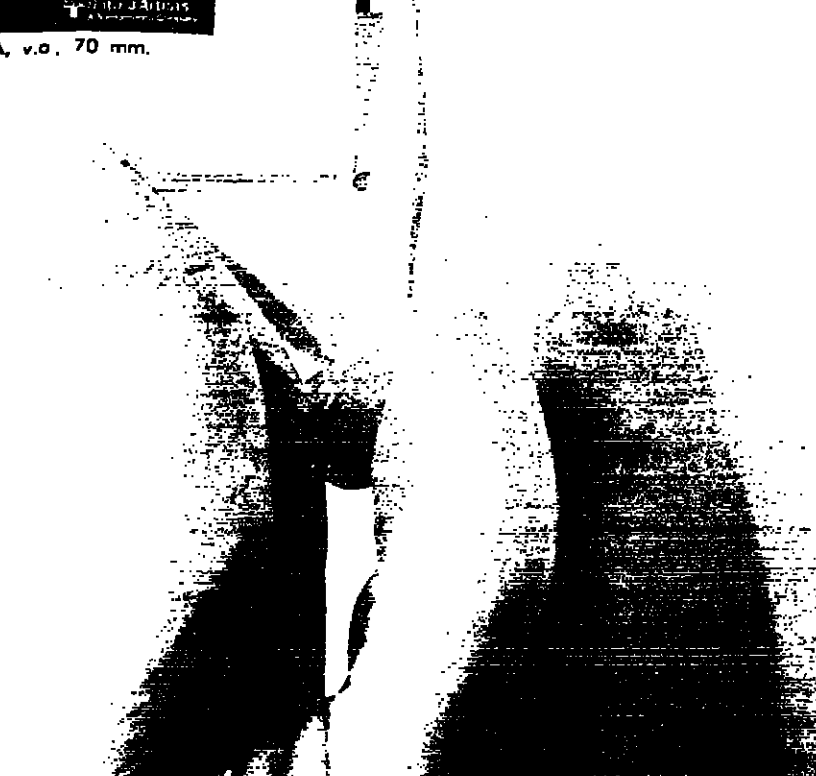
Sam. 17 h. : Les Cahiers du Cinéma 1951-1981 : l'Eau à la bouche, de J. Doniol-Valcroze ; 19 h. : Hommage à J. Ivory : Mahatma and the mad boy, de I. Merchant ; 21 h.: Les Cahiers du cinéma 1951-1981 : Paris nous appartient, de J. Rivette. — Dim., 15 h. : Alexandre Nevsky, de S.-M. Eisenstein ; 17 h. : Bateau pour les Indes, d'I. Bergman ; 19 h. et 21 h. : Hommage à J. Ivory (19 h. : gild party ; 21 h. : Roseland).

BEAUBOURG (278-55-57)

Sam., 17 h., Cinéma du réel 1981 : Stations of the elevated, de M. Kirchheimer, Cross and passion, de K. Longinotto et C. Pollak ; 19 h., Les Cahiers du cinéma 1951-1981 : le Signe du lion, d'E. Rohmer ; 21 h., 21 h., Liliom, de F. Lang ; — dim., 15 h., les Sœurs de Gion, de K. Mizoguchi ; 17 h., Cinéma du réel 1981 : N ! ai, the story of a ! Kung Woman, de J. Marshall et A. Miesmer, Des gouttes d'eau, des choses vraies, d'A.-M. Marquin ; 19 h., Les Cahiers du cinéma 1951-1981 : Tirez sur le pianiste, de F. Truffaut ; 21 h., le Bel Age, de P. Kast.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42).
ALLONS Z'ENFANTS (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).
L'AMOUR HANDICAPE (Suisse-All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMOUR TROP FORT (Fr.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) — V.f. : 3-Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
BRUBAKER (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
CAFE EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
CANNIBAL HOLOCAUST (It., v.o.) (**) Studio Médicis, 5e (633-25-97). — V.f. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25).



هكذا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

LE KU KLUX KLAN AU « NOUVEAU VENDREDI »

Trop d'honneur

Il manquait quelque chose au « Nouveau vendredi » de FR 3 consacré au Ku Klux Klan. Certes, les images parlent d'elles-mêmes : cérémonial nocturne, croix géantes enflammées, cagoules blanches, matamores bedonnants, armes automatiques, jeunes gens en treillis s'entraînant dans des camps para-militaires dissimulés dans les bois... Et le commentateur insiste à juste titre sur le rôle de la crise économique qui oblige les « petits Blancs » à partager les rares emplois disponibles avec les Noirs et ravive un racisme latent.

Tout cela est vrai. Il manque pourtant l'atmosphère très particulière qui règne dans les rassemblements du Klan, le ton immédiatement reconnaissable des « Klansmen », leur état d'esprit tordu, bref un certain « climat » mental. Ces gens-là ne sont pas comme les autres. C'est leur faire un bien grand honneur que de les prendre au mot de « déclarations politiques » qui ne sont que des rationalisations à usage externe.

La réalité du Klan, c'est avant tout le malaise, la névrose, le discours paranoïaque, la maladie mentale. Les Américains, non sans raison, rangent ses adeptes dans la « Lunatic fringe » (la frange des dingues) que sécrète toute société. Bien sûr, les « Klansmen » sont ravis qu'on les considère comme des « politiques », surtout quand ce compliment est le fait d'étrangers. Faut-il leur faire ce plaisir alors qu'ils ne sont, le plus souvent, que des ratés, des inadaptés sociaux, des aigris affolés par tout ce qui les entoure ?

D. D.

Samedi 2 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Variétés : Charles Aznavour.
Charles Aznavour, l'amour fou, l'amour romanesque, la nostalgie, les brûlures, la rupture. On l'écoutera dans quelques-unes de ses meilleures chansons, accompagné par l'orchestre des concerts Colonne.
21 h 35 Série : Dallas.
22 h 30 Téléfoot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : « le Boulanger de Suresnes ».
de J.-J. Goron. Avec J.-M. Thibault, C. Bouvel, Z. Chauveau...
Chronique intimiste d'un monde en train de disparaître, celui des petits commerçants qui aiment encore leur métier.
22 h 20 Variétés : Bravo.
de P. Douglas et J.-M. Brosseau.
Avec P. Douglas, G. Holtz, L. Malidor, J.-E. Hallier...
23 h 10 Les carnets de l'aventure : Montagnes de la lune.
de Y. Crespeigne.
C'est en Afrique que les alpinistes s'attaquent au Ruwenzori, appelé « Montagne de la lune ». Cette ascension aboutit à un lac glaciaire situé à 4 200 mètres d'altitude.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Téléfilm : « Un étrange mariage ».
D'après une nouvelle de D. Yates. Réal. : C. Donner. Une production de la B.B.C.
Vanity Fair, retiré dans un château du sud-ouest de la France, est sans doute coupable de forfaits. Richard Chandos, qui rencontre Jonathan Mansel, découvre, au cours d'une randonnée, le cadavre d'un Anglais... Une comédie policière typiquement anglaise.

21 h 50 Journal.
22 h 10 Ciné-regards.
« Les Ailes de la colombe », de B. Jacquot.

FRANCE-CULTURE

20 h, Amy Robsart, de V. Hugo (deuxième partie).
21 h 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles.
20 h 30, Soirée lyrique : « Luisa Miller », tragédie lyrique en trois actes, de Verdi, livret de Cammarano, par l'Orchestre national de France, dir. : A. Erede, et la Chorale Jean-Baptiste Corot, dir. : G. Boulanger, avec W. Fernandez, B. Pecchioli, M. Accrra, L. Miller, P. Bonanome...
23 h 15, Ouvert la nuit : Le temps suspendu... Venise, Padoue, Ferrare, Rome (Vivaldi, Tartini, Frescobaldi, Marcello, Galuppi).

Dimanche 3 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 Ces chers disparus : Jean Gabin.
14 h 15 Les nouveaux rendez-vous.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : Sloane agent spécial.
16 h 30 Sports première.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : le Tueur.
Film français de D. de la Patellière (1971). Avec J. Gabin, F. Testi, U. Glas, B. Blier, F. Marion, J. Richard (N. - Rediffusion).
Un commissaire doit arrêter un tueur, évadé d'un asile psychiatrique. Il n'applique pas les méthodes scientifiques instaurées par le nouveau directeur de la P.J. Gabin en policier de la vieille école, un maniaque du revolver, des scènes de violence et des idées toutes faites pour la « majorité silencieuse ».
21 h 55 Concert : Ensemble orchestral de Paris.
Deux marches et un intermède, de F. Poulenc ; Suite pour orchestre de chambre et trio jazz, de Cl. Bolling, par l'Ensemble orchestral de Paris, sous la direction de J.-P. Wallez.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.
Emission de J. Martin ; 11 h 20, Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Incroyable, mais vrai ; série : Timide et sans complexe ; Ecole des fans ; Les voyageurs de l'histoire : Thé dansant.
17 h 5 Téléfilm : « la Femme que j'aime ».
Réal. P. Wendkos (rediffusion).
18 h La chasse au trésor.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : César et Rosalie.
Film français de C. Sautet (1972). Avec Y. Montand, R. Schneider, S. Frey, U. Orsini, E.M. Meineke, B. Le Coq, I. Huppert (rediffusion).
Une jeune femme se trouve partagée entre deux hommes, de comportements et de caractères totalement opposés. Elle les aime tous les deux et ils l'aiment tous les deux. Un thème voisin de Jules et Jim, de François Truffaut, mais dans la société contemporaine, moderne. Scénario solide, mise en scène soignée, interprétation attachante.
22 h 25 Document : Peintres enchanteurs et d'ailleurs.
Gaïtis, réal. J.-M. Drot.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Emissions de l'I.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.
16 h 50 Aspects du court métrage français.
17 h 45 Il n'y a pas qu'à Paris.
18 h 45 Hollywood : La règle du jeu.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
La santé à Mayotte : le café calédonien.
20 h Série : Les comédiens s'amusent.
Avec des sketches de Roger Pierre et Robert Rollis, de Christian Morin et Yvonne Clech...
20 h 30 Documentaire : L'aventure de l'art moderne.
N° 13 : l'Aventure. Une série d'A. Parinaud et C. Vilardebo.
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Le Frère Roger.
22 h 30 Cinéma de minuit : Cycle Hitchcock à la télévision.
Revenge : One More Mile To Go ; Lamb to the Slaughter ; Poison, une série de courts et moyens métrages tournés pour la télévision américaine par A. Hitchcock.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Allegro.
12 h 45, Concours international de quatuor à cordes : en direct d'Evian.
14 h, Sons : Paris, petit jour.
14 h 5, La Comédie-Française présente : « les Nourrices », de R. Weingarten.
16 h 5, Le Lyriscope : « Ercole amante », de Cavalli, au Théâtre musical de Paris.
17 h 30, Escales de l'esprit : « le Général Dourakine », de la comtesse de Ségur.
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : petits romantiques français (la génération de 1830).
20 h 40, Atelier de création radiophonique : « le Tribun », de M. Kagel.
23 h, Musique de chambre : Damase, Trebinsky, Berkeley, Haydn.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Le jeu des penchants : Jacques Dufilho fait état de ses goûts et présente quelques œuvres.
12 h 45, Tous en scène : Gene Kelly ; 13 h 30, Jeunes solistes : Franck Rivière, piano, J.-P. Rivière, violon, et J. Ferry, violoncelle (Brahms, Ravel).
14 h 15, Les après-midi de l'orchestre : Pierre Monteux et le Théâtre lyrique (Massenet, Verdi, Rimski-Korsakov, Gluck).
16 h 15, La tribune des critiques de disques : « Parsifal » (2e partie) ; 19 h, Jazz vivant : D. Lockwood et le Quartett de G. Beck au Théâtre de la Ville.
20 h 5, Grands concerts d'archives : « Grande fugue en si bémol majeur », de Beethoven, arrangement pour orchestre de Weingartner ; « Symphonie n° 5 en ut dièse mineur », de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. D. Mitropoulos.
22 h, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h, Saturnales : les Polonaises (Moniuszko, Szymanowski, Wieniawski, Jarzebski, Panufnik et anonymes du dix-septième siècle).

SPECTACLES

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
COMMENT SE DEBARRASSER DE SON PATRON (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE CONCOURS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE CONTRAT DE MARIAGE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LA DAME AUX CAMELIAS (Fr.-It.) (*) (v.f.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). (V.f.) : Impérial, 2e 742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE DERNIER METRO (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DIVA (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
DIVINE MADNESS (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). (V.f.) Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Victor-Hugo, 16e (727-59-75).
EST-CE BIEN RAISONNABLE ? (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
EUGENIO (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)
FAIS GAFFE A LA GAFFE (Fr.) : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Théâtre Présent, 19e (203-02-55).
LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.). Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LA FILLE PRODIGUE (Fr.) (*). Quintette, 5e (354-35-40).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéo-stone, 6e (325-60-34).
L'HOMME FRAGILE (Fr.). Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES FILMS NOUVEAUX

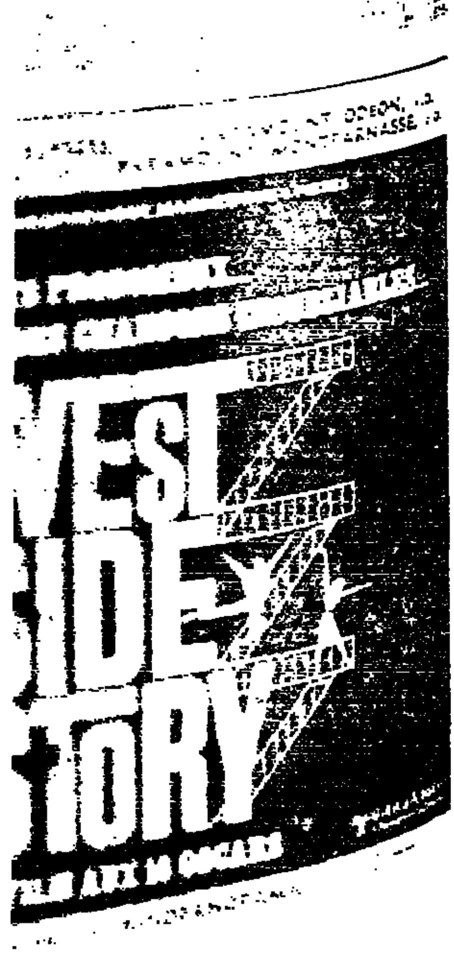
LA BRUNE ET MOI, film musical français de Philippe Puicouyoul. Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. Sp.
L'ESPRIT DU VENT, film américain de Ralph Liddle. — V.o. : St-Germain Huchette, 5e (634-13-26) ; France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
FANTOME D'AMOUR, film italien de Dino Risi. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Murat, 16e (651-99-75).
FAUT SE FAIRE LA MALLE, film américain de Sidney Poitier — V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
GRAINE D'AMOUR, film américain de Boaz Davidson. — V.o. : St-Germain Villages, 5e (634-13-26) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Fauvette, 13e (331-56-86), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MAC VICAR, film britannique de Tom Clegg. — V.o. : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ON M'APPELLE MALABAR, film américain de Michèle Lupo. — V.o. : Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
PLEIN SUD, film français, de Luc Béraud. — Forum, 1er (297-53-74) ; ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
PRESENT ANGOLAIS, TEMPS MUMUILA, film angolais de Ruy Duarte. — V.o. : Action République, 11e (805-51-33).
BON PEUPLE PORTUGAIS, film portugais de Rui Simoes. — V.o. : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE LION SORT SES GRIFFES (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71).
LES MALHEURS DE SOPHIE (Fr.) : Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14), mat. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65), mat. ; Fauvette, 13e (331-56-86), mat. ; Gaumont-Convention, 15e, mat.
LES MARGINAUX (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LES MERCENAIRES DE L'ESPACE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Opera, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43).
Mr. PATMAN (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
NASHVILLE LADY (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
OUT OF THE BLUE (Aug.) (**) v.o. : Forum-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
PULSIONS (A.) (**) v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
QUELQUES JOURS DANS LA VIE D'OBLOMOV (Sov.) v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
RAGING BULL (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
RENDS-MOI LA CLEF (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Colisée, 8e (359-29-46).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), (sam.).
SCANNERS (A. v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
SI C'EST ÇA LE DESTIN (All., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SIGNE FURAX (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Magic-Convention, 15e (828-42-27) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA TERREUR DES ZOMBIES (It.) (**), v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Mistral, 14e (539-52-43).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TOUTES LES HISTOIRES DE DRAGON ONT UN FOND DE VERITE (Fr.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74), 18 h. (vidéo)
LE TROUPEAU (Turc, v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), D., L.
UN ASSASSIN QUI PASSE (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) : Normandie, 8e (359-41-18).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
VIVRE VITE (Esp., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Athéna, 12e (343-00-65).

Les festivals

CYCLE JOHN FORD. — Action République, 11e (805-51-33) : Fort Apache (sam.) ; le Convoi des braves (dim.).
RETROSPECTIVE F. TRUFFAUT, Ciné Seine, 5e (325-95-99) — En alternance : les 400 coups ; Fahrenheit 451 ; la Nuit américaine ; la Chambre verte
NOUVEAUX REALISATEURS AMERICAINS, Ciné Seine, 5e (325-95-99). — En alternance : Sugarland express ; le Convoi de la peur ; Jack le magnifique ; Yakusa.
FILM NOIR. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : les Tueurs (sam.) ; Scarface (dim.).
HOLLYWOOD ET SES FAUVES. — Olympic, 14e (542-67-42) : A Cause d'un assassinat (sam.) ; Nevada Smith (dim.).
LOUIS JOUVET. — Studio 43, 9e (770-63-40). — En alternance : Salonique, nid d'espions ; Copie conforme ; Quai des Orfèvres ; Entre onze heures et minuit.
GRAND RETOUR DE VISCONTI. — Olympic, 14e (542-67-42) : Sandra (sam.) ; Rocco et ses frères (dim.).





هكذا من الأصل

Le Monde

société

Le Planning familial réclame une modification de la loi sur l'avortement

Réunies pour parler de l'avortement, à l'appel du Mouvement français pour le planning familial (M.F.P.F.) le mercredi 29 avril à la Mutualité, les quelque mille personnes qui participaient à ce meeting se sont aussi prononcées pour que « *Giscard rentre à la maison* ». « *Nous voterons pour un changement de politique en donnant nos voix à François Mitterrand*, dit le M.F.P.F. *Ce changement de politique représente pour nous, mouvement d'éducation populaire, l'espoir que nos exigences et celles de la population seront prises en compte, rendant ainsi possible un changement de société et des mentalités.* »

Chiffres à l'appui, c'est un bilan très négatif qui a été dressé de l'application de la loi de 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, reconduite en 1979. Trente-cinq pour cent des hôpitaux refusent de créer un centre d'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.). Certains autres refusent de pratiquer des I.V.G. au-delà de six ou sept semaines — le délai maximum légal étant de dix semaines.

Ce délai est parfois dépassé en raison d'erreurs de diagnostics, du silence des jeunes filles — surtout quand elles sont mineures — ou des manœuvres dilatoires de certains médecins. « *Il est vrai qu'au-delà de dix semaines l'avortement est plus dangereux*, a précisé le docteur Joëlle Brunerie, gynécologue. *Mais il ne faut pas faire une mesure d'autorité. Il faut expliquer aux femmes pourquoi on institue ce délai et leur fournir tous les moyens de le respecter.* » Selon le M.F.P.F., alors qu'on ne donne aucun de ces moyens aux femmes, la répression se fait de plus en plus grave contre les médecins.

Le docteur Marie-Odile Wargnier, anesthésiste à la clinique La Pergola et récemment condamnée par le tribunal de Paris, notamment à cinq ans d'exercer la médecine (*le Monde* du 6 mars), a apporté son témoignage sur cette répression, ainsi que les docteurs Alain et Régine Chevallier, condamnés pour avortements illégaux par le tribunal de Bayonne qui les avait dispensés de peine ; mais le parquet a fait appel. « *L'avortement doit être remboursé, tarifé*, a conclu Mme Chevallier, qui a estimé que ce serait le moyen « *d'en finir* » avec les « *trafics financiers* ».

Pour demander une modification de la loi, et entre autres mesures, le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale et une véritable information sur la contraception, le M.F.P.F. a écrit aux deux candidats avec d'autres organisations parmi lesquelles la C.F.D.T. et la Confédération syndicale des familles. Mais à leur avis « le candidat Giscard d'Estaing » n'est pas en mesure de répondre à leurs souhaits. — Jo. S.

JUSTICE

Une vague de grèves de la faim

La grève de la faim devient une arme très répandue, trop peut-être pour que chacun de ceux qui l'utilisent puisse espérer un résultat favorable. Cette forme de lutte est actuellement utilisée pour des causes variées, des plus nobles aux plus restreintes.

On lira d'autre part l'issue de la grève de la faim de Lyon au sujet des jeunes immigrés, qui s'est *achevée* jeudi. Autre grève de la faim qui se termine par le succès de ses auteurs, celle de deux insoumis incarcérés à Rennes, Patrice Aubert et Jérôme Etienne. Ils ont été remis en liberté, jeudi, après plus d'un mois de jeûne.

A Bourges, en revanche, la grève de la faim suivie, dans la cathédrale, par six militants basques, continue depuis vingt-trois jours tandis que les vingt-deux Basques espagnols détenus dans les prisons françaises refusent, eux aussi, de s'alimenter. A Bourges, deux jeunes femmes, Kattalin Hirigoyen et Marie-Christine Aragon, ont été hospitalisées. Plus de mille personnes ont signé un « livre de solidarité » placé dans la cathédrale auprès de leurs camarades qui réclament l'amnistie pour les « prisonniers politiques » et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat.

La grève de la faim peut aussi être utilisée pour faire valoir des revendications plus individualisées. C'est le cas de Daniel Debrielle, qui, de sa prison, affirme observer depuis janvier une grève de la faim pour protester contre sa condamnation pour un crime qu'un autre détenu s'accuse d'avoir commis.

Pour sa part, un homme divorcé, M. Jean-Pierre Duflos, attaché commercial à Wambrechies (Nord), refuse de s'alimenter depuis le 14 avril *pour obtenir* la garde alternée de ses trois enfants confiés à leur mère dans les Alpes-Maritimes. L'Association des enfants du dimanche a, *en solidarité avec lui*, bloqué pendant une heure, vendredi soir, l'autoroute A 1 dans le sens Lille-Paris. Le comble de la grève de la faim solitaire paraît être atteint avec celle que mène à Orléans, seul dans une camionnette, M. Marcel Robin, qui refuse de payer les indemnités qui lui sont réclamées à la suite de la destruction de cabines téléphoniques par son fils mineur.

Enlèvement d'un enfant en Guadeloupe.

Pointe-à-Pitre. — On est sans nouvelle du jeune Thomas Lecourtois, deux ans, enlevé dans la nuit du 25 au 26 avril au domicile de ses parents, dans la commune du Moule (Guadeloupe). Les ravisseurs qui, dans un message placé sur le lit de l'enfant, réclamaient une rançon de 200 000 francs, n'ont toujours pas pris contact avec ses parents. Rompant eux-mêmes le silence qu'ils avaient demandé à la presse d'observer, M. et Mme Lecourtois, un couple métropolitain d'enseignants installé en Guadeloupe depuis sept ans, ont lancé, le jeudi 20 avril, un message radiodiffusé aux ravisseurs leur indiquant qu' « *ils tiennent l'argent à leur disposition, et qu'en relâchant Thomas avant le sixième jour suivant l'enlèvement les ravisseurs risquent seulement une peine légère de prison* ».

Ce message est resté sans écho jusqu'ici. — *(Corresp.)*

Un attentat antisémite dans le Val-de-Marne.

La voiture de M. Raphaël Marciano, âgé de trente-deux ans, directeur adjoint du centre *culturel juif Rachi*, boulevard de Port-Royal, à Paris (5e), a été mise hors d'usage, le 29 avril au matin, au moment où il s'apprêtait à quitter le parking de son domicile de Vincennes (Val-de-Marne). A peine avait-il tourné la clé de contact qu'une détonation se faisait entendre, tandis qu'un incendie se déclarait *sous* le capot.

M. Marciano, qui est en outre responsable pour le Val-de-Marne du centre communautaire, organisme rassemblant les jeunes israélites, avait fréquemment reçu depuis plusieurs mois des menaces anonymes par téléphone, notamment depuis qu'il avait attiré, il y a quelque semaines, l'attention des services de police sur un café de Vincennes, La Kommanderie, fermé depuis, et qui, selon lui, servait « *de repaire à tous les éléments d'extrême-droite des environs* ».

L'attentat a été revendiqué par téléphone par un certain « *M. Julot* », prétendant parler au nom d'une « *fédération nationale-socialiste du Val-de-Marne* ».

Nouvelle inculpation d'un militant basque.

M. Angel Gurmindo Lizarraga, trente ans, membre présumé de l'ETA militaire, arrêté mardi 28 avril à Hendaye, a *été inculpé*, le jeudi 30 avril, à Bayonne, de participation au fonctionnement d'une association étrangère interdite en France et de détention d'armes de première catégorie.

D'autre part les demandes d'extradition contre les militants basques détenus en France — vingt-deux d'entre eux font la grève de la faim — continuent de leur être notifiées (*le Monde* du 30 avril). Elles sont désormais au nombre de onze.

A Hendaye, deux attentats, qui n'ont pas fait de victimes, ont causé d'importants dégâts matériels dans deux agences de travail temporaire, dans la nuit du jeudi 30 avril au vendredi 1er mai. Ces attentats n'ont pas été revendiqués, mais les enquêteurs *ont* découvert peintes sur un mur les lettres IK, abréviation de l'organisation nationaliste basque Iparretarrak.

Daniel Hechter condamné.

Deux anciens dirigeants de Paris-Saint-Germain, Daniel Hechter, président, et Philippe Lacourtablaise, secrétaire administratif, ont été condamnés par la treizième chambre correctionnelle de Paris respectivement à quinze mois de prison avec sursis et *20 000* francs d'amende et un an de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende. Ils étaient accusés d'avoir alimenté en 1977 et en 1978 la caisse noire du club avec une double billetterie, qualifiée d'abus de confiance et de faux en écritures privées.

MÉDECINE

AVANT L'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le conflit entre les industries d'aliments infantiles et les pays du tiers-monde entre dans une nouvelle phase

Le lundi 4 mai s'ouvre, à Genève, pour trois semaines, la trente-quatrième assemblée mondiale de la santé, instance dirigeante de l'Organisation mondiale de la santé, à laquelle participeront les délégations des cent quarante-cinq *pays membres de l'institution. Chaque année*, cette manifestation donne lieu à des débats souvent largement dominés par des considérations d'ordre politique plus que sanitaire. L'assemblée est saisie, cette année, d'un projet de « code de conduite » destiné à réglementer l'attitude des fabricants d'aliments pour nourrissons, dont les pratiques commerciales dans le tiers-monde ont été violemment critiquées depuis une dizaine d'années (« le Monde » du 5 mars 1980).

L'assemblée mondiale de la santé sera-t-elle en mesure d'adopter un tel texte, préparé depuis des mois par les services de l'O.M.S. et de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) ? Dans l'hypothèse où, malgré l'opposition attendue de certains gouvernements des *pays industrialisés*, notamment celui des Etats-Unis, un tel « code » serait adopté, quelle serait sa valeur contraignante pour les Etats membres de l'O.M.S. ? Autant de questions auxquelles les débats qui s'ouvrent lundi devraient apporter des éléments de réponse.

Avant l'ouverture de l'assemblée, le comité britannique de l'UNICEF avait convoqué, à Londres, une *réunion* à *laquelle* participaient un certain nombre de pédiatres et de spécialistes de la nutrition infantile.

De notre envoyée spéciale

Londres. — Cent millions d'enfants, dans le monde, sont sous-alimentés. Chaque année, plus d'une dizaine de millions d'entre eux meurent des conséquences, directes ou non, de la carence calories, de protéines, de vitamines.

Or, il naît tous les ans dans le monde quelque 120 millions d'enfants, dont les quatre cinquièmes sont exposés dans leur immense majorité aux ravages de la malnutrition, le plus souvent dès avant leur naissance : plus de vingt millions des enfants nés chaque année dans les pays en voie de développement sont hypotrophiques (de trop faible poids).

Aussi, au total, la mortalité infantile est-elle dix fois plus élevée dans le tiers-monde que dans les pays industrialisés, trente fois supérieure même pour les enfants âgés de un à quatre ans.

Cependant, tout prouve que la malnutrition infantile s'aggrave dans de nombreux pays et qu'un facteur y contribue pour beaucoup : le déclin progressif de l'allaitement au sein. Telle est la raison pour laquelle, dans le sillage d'actives organisations non gouvernementales — notamment suisses et américaines, — l'O.M.S. et l'UNICEF se sont saisies de cette question depuis plusieurs années et ont mené des études qui montrent à l'évidence l'ampleur du problème. Ainsi, a déclaré le docteur Halfdan Mahler, directeur de l'O.M.S., sait-on à présent que « *la mortalité des enfants nourris au sein pendant moins de six mois ou pas du tout est de cinq à dix fois plus élevée au cours de leur second semestre de vie que celle des enfants qui ont été nourris au sein pendant six mois ou plus* ».

Les raisons de cette situation *sont* à présent clairement établies. Le coût, pour une famille du tiers-monde, des substituts du lait maternel représente, a déclaré le professeur G.J. Ebrahim, de l'Institut de pédiatrie tropicale de Londres, 23 % du salaire minimum au Pérou, 35 % en Inde, 63 % en Egypte..., et 3 % en Grande-Bretagne. Aussi la mère dilue-t-elle exagérément la poudre. L'eau qu'elle utilise pour laver *le* biberon et les tétines, et pour diluer le produit lui-même, n'a guère de chances d'être stérile, et l'enfant souffrira fréquemment d'infections intestinales, responsables de nombreuses déshydratations et de morts. Le nouveau-né nourri au biberon, enfin, est privé d'éléments essentiels du lait maternel, tels que certains agents *anti-infectieux dont il ne peut* guère se passer dans un milieu où il est constamment exposé aux agressions bactériennes.

Depuis quelques années, un certain nombre de gouvernements ont tenté d'entraver cette désastreuse désaffection à l'égard de l'allaitement, notamment en imposant une ordonnance médicale pour la distribution des aliments *infantiles* (Papouasie - Nouvelle-Guinée), en interdisant toute publicité pour les substituts du lait maternel (Sri-Lanka), en nationalisant les filiales locales des *grandes compagnies* (Algérie).

Les industriels eux-mêmes, pour répondre aux accusations dont ils ont fait l'objet, ont tenté de réduire les manifestations les plus visibles de leur pénétration commerciale. Il n'en demeure pas moins que les enjeux sont énormes et que la puissance des multinationales dont il s'agit est de nature à faire plier plus d'un gouvernement du tiers-monde.

Le « code de conduite » préparé par l'O.M.S. et l'UNICEF vise *notamment à interdire toute promotion* directe auprès des consommateurs et tout contact entre les agents des firmes et les mères. S'il est adopté par l'assemblée *mondiale, il n'aura certes pas de* valeur contraignante au sens juridique strict pour les firmes en cause. Tel n'est pas d'ailleurs son objet. Il servira néanmoins de modèle et de guide de conduite pour les législateurs nationaux. D'où l'inquiétude et la nervosité manifestées par les industriels, qui ont refusé au dernier moment de participer à la réunion de Londres et dont certains ont déjà fait savoir qu'ils feraient pression sur leur gouvernement pour qu'il s'oppose à l'adoption du code par l'assemblée. Ainsi, écrivent les représentants de trois grandes firmes américaines, ce projet de code, par son « *ton répressif* » et sa « *conception arbitraire* » *entraverait-il* des « *activités commerciales tout à fait légitimes* » et volerait le principe de la libre entreprise.

L'enjeu est plus vaste encore : un certain nombre d'industriels d'autres branches (chimique, pharmaceutique et agro-alimentaire...) s'inquiètent de l'adop*tion possible*, par une institution des Nations unies, d'un tel code, qui pourrait constituer un précédent. C'est précisément ce que souhaitent ceux qui sont déterminés à se battre pour obtenir son adoption.

CLAIRE BRISSET.

SPORTS

TENNIS

Un nouveau circuit W.C.T.

Le milliardaire texan Lamar Hunt considère le *tennis* professionnel comme son tapis vert privé. Ayant concédé depuis bientôt dix ans à Jack Kramer — premier « débaucheur » *des amateurs de naguère*, — il n'a cessé depuis lors de multiplier ses propres tournois en ramassant le *maximum* de dollars. Les joueurs en ont été tout naturellement les premiers bénéficiaires. Mais, aujourd'hui, M. Lamar Hunt, spéculant sur une martingale de la dernière heure, veut aller plus loin et plus fort. Le W.C.T. (World Championship of Tennis), son entreprise personnelle, est en concurrence depuis trois saisons *avec l'organisation dite du Grand Prix* — sur le modèle du dernier tournoi de Monte-Carlo patronné par une marque d'automobile — et avec le pouvoir officiel que détient la Fédération internationale de tennis, à laquelle est rallié le Conseil professionnel A.T.P. et qui contrôle les trois championnats de *Roland-Garros*, Wimbledon et Flushing-Meadow.

Un « flambeur » comme Lamar Hunt ne pouvait tolérer cette double concurrence. Le jeudi 30 avril, à Dallas, il a *lancé sa bombe sur le tapis* : création par ses soins d'un nouveau circuit W.C.T. d'un an à partir de mai 1982, comptant dix-huit tournois de 300 000 dollars chacun, avec attribution de 100 000 dollars au vainqueur. Tout en se *défendant* de vouloir déclencher la « *guerre du tennis* » — mais voyons ! — le Barnum texan n'en a pas moins avoué qu'il entendait bien attirer dans son nouveau circuit « *les meilleurs joueurs du monde* ». Ceux-ci, qui n'en sont plus à jouer pour l'amour de l'art, seront séduits. Couverts d'or, très certainement. Mais non moins sûrement crevés, éreintés, perclus de crampes à force de cogner sur les balles douze mois sur douze — et fourbus nerveusement, blessés musculairement, à l'image des Borg, Noah et consorts... — O.M.

RELIGION

Le synode de l'Église réformée de France s'interroge sur le travail

De notre envoyé spécial

Viviers. — Les travaux du synode national de l'Eglise réformée de France ont commencé le 1er mai, au séminaire catholique de Viviers, dans l'Ardèche (1). Ils prennent fin le 3 mai. Les protestants sont gens cultivés. Ils ont appris de Montesquieu que « *la gravité est le bouclier des sots* ». En choisissant cette année comme thème principal « *le travail* », ils se trouvent, sans l'avoir voulu (la décision a été prise voici deux ans) d'une part au cœur de l'actualité économique et politique, et, d'autre part, devant un problème biblique et *théologique* capable de retenir l'attention des croyants et des incroyants.

Le rapport — savoureux à plus d'un titre — sur lequel le synode *est appelé à se prononcer a été* confié à trois hommes et à une femme qui ont une sérieuse expérience sociologique, syndicaliste, universitaire, industrielle, et qui *se trouvent en contact* avec des immigrés et des prisonniers. L'accent a été mis sur une certaine relativisation du travail, ce qui peut surprendre au premier abord, *mais la thèse est* solidement argumentée. Le rapport met, par exemple, en doute que le travail doive être « *la vocation fondatrice de l'homme au détriment des activités amoureuses et des activités symboliques, telles que le langage, les arts, les mythes, la religion* ».

Comme l'a souligné dès à présent le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, président du conseil national, un synode n'est pas, de toute façon, qualifié pour recommander des solutions pratiques de nature à faire reculer le « fléau » du chômage.

La vraie façon de gouverner

M. Monsarrat, élu l'an dernier, a inauguré une nouvelle formule. A la place du « message » initial de ses prédécesseurs, qui tendait à être plus ou moins exhaustif *et à proposer de grandes* orientations d'ordre spirituel ou éthique, le président actuel a choisi une solution plus modeste dans le fond et dans la forme. Le « *message* » *est devenu une simple* « introduction » exposant quelques points.

D'abord des souhaits pratiques :

- « *Ce ne sont pas les appareils qui constituent l'Eglise mais les assemblées des fidèles. Rien ne peut remplacer l'engagement, pour le renouveau de l'Eglise, de tous ceux qui sont au travail dans les paroisses, les centres, etc.* »
- « *Il n'y a pas de recettes faciles ou difficiles valables pour tous.* »
- « *La vraie façon de gouverner l'Eglise n'est pas de tenter de la dominer mais de la servir dans l'écoute des frères et de l'Esprit.* »
- « *Améliorer la communication du niveau local au niveau régional et au niveau national et inversement doit être pour nous un souci constant.* »

D'autre part, M. Monsarrat émet des réserves sur la tendance à faire de l'ecclésiologie (étude de la conception de l'Eglise) un domaine prioritaire. Il rejoint en cela *une tradition protestante* assez courante. Du même coup, il prend ses distances par rapport à la conception catholique. La priorité, le rapporteur la place *dans « le contenu de la prédication, de l'Evangile, et sur son insertion dans la vie des hommes »*. M. Monsarrat renvoie explicitement ses auditeurs aux positions prises récemment par M. Marc Lienhard dans le cahier d'avril 1981 de l'Association des pasteurs de France (2).

Enfin, l'orateur a signalé que le nombre des étudiants dans les facultés de théologie continue à croître et que le nombre des candidats à un ministère semble également devoir être en augmentation. *Il a précisé que plus de* vingt-cinq ministres sont entrés au service de l'Eglise réformée de France en 1980 contre vingt et un en 1979, le même nombre en *1978 et neuf en 1977.*

HENRI FESQUET.

(1) Le département de l'Ardèche comprend quelque vingt-cinq mille à trente *mille protestants* autour d'une trentaine de pasteurs, sur deux cent cinquante-cinq mille habitants environ. Il existe des villages à majorité protestante. Certains d'entre eux disposent d'un temple, mais n'ont pas d'église catholique.

(2) 47, rue de Clichy, Paris-9e.

Le programme de la visite du pape en Suisse

Le programme détaillé de la visite que Jean-Paul II doit effectuer en Suisse, du 31 mai au 5 juin (*le Monde* du 12 mars), vient d'être rendu public par la salle de presse du Saint-Siège.

Le pape sera accueilli le dimanche 31 mai dans l'après-midi, à l'aéroport de Kloten, près de Zurich, par les autorités helvétiques. Il se rendra à Lugano, dans le Tessin, et, le lendemain, en Suisse alémanique, à Einsiedeln, centre marial, où il prendra part à la conférence des évêques suisses.

Après une étape à Sachseln, le 2 juin, Jean-Paul II rencontrera, mercredi 3 juin, à Soleure, des représentants des communautés israélites et du conseil des Eglises réformées, ainsi que le président de la Confédération et les membres du Conseil fédéral. A Fribourg, il s'adressera au monde du travail avant une veillée avec les jeunes.

Jeudi 4 juin, après une visite à l'université catholique de Fribourg, il se rendra à Genève, au Bureau international du travail (B.I.T.). Vendredi 5 juin, Jean-Paul II ira successivement au Centre orthodoxe de Chambesy, au Conseil œcuménique des Eglises, au Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et au Centre européen de recherches nucléaires (CERN). Il regagnera Rome dans la soirée.

D'autre part, le porte-parole de la conférence épiscopale catholique d'Angleterre et du pays de Galles, a annoncé, le 28 avril, que Jean-Paul II visitera la Grande-Bretagne (Angleterre, Ecosse et pays de Galles) du *28 mai au 2 juin 1982, et que le* pape se rendra à Londres, Cantorbéry, Liverpool, Manchester, York, Edimbourg, Glasgow et Cardiff.

● *Mgr Georges Wagner* a été élu le vendredi 1er mai archevêque orthodoxe de France et d'Europe occidentale. Il succède à Mgr Georges Tarassow, décédé à Paris dans la nuit du 22 au 23 mars. Il reste maintenant au patriarche œcuménique de Constantinople, Dimitrios Ier, à ratifier cette *élection. Le diocèse* orthodoxe de France et d'Europe occidentale compte environ cinquante mille fidèles.

[Mgr Georges Wagner, qui est de nationalité allemande, est né le 10 mars 1930 à Berlin. Diplômé de théologie de l'Institut Saint-Serge de Paris, il a *été ordonné* prêtre en 1955. Après avoir prononcé ses vœux monastiques en mars 1971, il est sacré évêque auxiliaire le 3 octobre de la même année. Il dirigeait depuis l'église orthodoxe d'Asnières (Hauts-de-Seine).]

FAITS DIVERS

● *Collision sur une ligne droite : sept morts.* Sept personnes ont été tuées le vendredi 1er mai peu avant minuit sur la RN 145 près de Montluçon (Allier) dans une collision entre deux voitures. L'accident, dont les circonstances n'ont pu encore être établies, est survenu dans une ligne droite. Les deux conducteurs ont *été tués* sur le coup, ainsi que Marie-Claire Gayot, seize ans, trois frères, Antoine, Alphonse et Angel Cabeza, âgés de vingt-six, vingt-cinq et vingt-quatre ans, et une sixième passagère, Corine Klockiewcz, quinze ans.

● *Grève sur les autoroutes du Sud* : Selon le syndicat Force ouvrière de la société des Autoroutes du Sud, le mot d'ordre de grève lancé le 30 avril par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. « *a été très bien suivi* » sur la section Narbonne-Bordeaux et sur l'autoroute A-7 (Lyon-Marseille), où aucun péage n'a été perçu. Ce mouvement concernant dix-huit cents personnes avait pour objectifs de refuser la suppression de cent trente *emplois* et de demander la titularisation des auxiliaires et la mise en place d'une cinquième équipe.

ENQUÊTE

Les jeunes de la crise

IV. — LA STABILISATION

par DANIELLE ROUARD

Après les premières désillusions (« le Monde » des 29, 30 avril et 2 mai) de l'entrée dans le monde du travail, vient la période de stabilisation dans un emploi acceptable...

Les générations se suivent... et se ressemblent : l'entrée dans un premier emploi a toujours marqué un temps fort de l'existence, souvent accompagné de quelque désillusion. Mais la jeunesse des années 80 fait une expérience qui lui est spécifique : celle du chômage chronique. Entre la sortie de l'école et l'arrivée dans un emploi stable s'étale une période de plus en plus longue. On va et on vient, plus par nécessité que par choix, d'un travail éphémère à un autre.

Entre-temps, on survit comme on peut, avec parfois quelque allocation versée par l'assurance-chômage. A ce jeu, les souhaits initiaux se transforment. On s'adapte et on finit par trouver l'emploi à la fois stable et acceptable pour le salaire qu'il assure, ou pour ses horaires, ou pour son intérêt, rarement pour tout cela à la fois. Mieux : on se sent alors satisfait et soulagé d'en terminer avec la quête lassante d'un employeur à l'autre.

Cette stabilisation nécessite désormais deux ou trois ans, si l'on en croit une enquête menée par des chercheurs du Centre d'études de l'emploi auprès des jeunes dont ils ont suivi l'évolution, année après année. Cette longue pratique du travail instable est devenue un signe de l'époque. Elle induit d'autres mentalités, dont les contours se dessinent à peine. Son issue peut être heureuse. Ainsi pour Marc, vingt-quatre ans, de Bordeaux, aujourd'hui contremaître...

Un double marché

Il est sorti de l'école, muni d'un C.A.P. de tourneur, voici cinq ans déjà. Mais sa nomination date de quelques semaines : il a désormais plus de responsabilités et un bon salaire : c'est *« le plus important »*, avoue-t-il. Avant, pendant deux ans, il a été le « mousse » de l'atelier, période qui avait elle-même succédé à la pratique de l'intérim. *« C'est la vie*, dit-il. *Chacun son tour. »*

Mais, dans ce foyer où il habite, tous ne l'entendent pas ainsi. L'aspiration à se « caser » ne va pas sans difficultés, comme le montre la discussion, très vive, qui continue ce soir-là entre vingt pensionnaires réunis à la cafétéria. Marc est pris à partie. José, vingt-quatre ans lui aussi, lance : *« Et ta dignité ? Tu trouves bien de t'écraser ? »* Lui vagabonde d'un chantier à l'autre depuis des années. *« Des boulots au SMIC, on en trouve toujours. »* C'est une façon, semble-t-il, de rester libre. Sans « *s'écraser* », précise José. Mais « *pour se mettre le pied sur un autre barreau* » et tenter de se ranger, à l'étranger peut-être, il vient de s'inscrire dans un stage de formation professionnelle pour adultes.

Sur une centaine de résidents du foyer, quarante ont un emploi stable, trente sont intérimaires, le reste se départageant entre le chômage et la « route ». La réalité de ce foyer n'a rien d'exceptionnel, le sort de ses pensionnaires est analogue à celui de la majorité des moins de vingt-cinq ans. Celui de la majorité des jeunes.

Leur passage de plus en plus fréquent, par toutes les formes d'emploi temporaire traduit, de fait, un changement dans les structures du marché du travail. Ce dernier est *double*. Premier marché : l'emploi y est stable, qualifié, les nouvelles recrues sont surdiplômées. C'est *lui* qui alimente notamment les secteurs de l'administration, de l'armée, de la police, de la santé, du commerce et des services, plus appréciés que celui de la production par la jeune génération. Le second marché est périphérique ; le travail y est mobile, sans qualification. Il permet aux entreprises de réduire leurs coûts en main-d'œuvre et il s'étend.

La pratique des « pactes pour l'emploi » créée depuis quatre ans par les pouvoirs publics n'y est sans doute pas étrangère. Les entreprises ont, certes, embauché des jeunes pour une durée de six mois. En contrepartie, elles ont été exonérées des charges sociales correspondant à ces postes. Le contrat fini, que s'est-il passé ? Nombreux sont ceux qui se sont retrouvés demandeurs d'emploi, en particulier s'ils n'étaient pas très qualifiés. L'employeur n'a en effet que l'embarras du choix, lorsqu'il se décide à recruter pour un poste permanent. L'INSEE estime lui-même que *« les phénomènes de sélection semblent avoir été renforcés par la reconduction des pactes »*.

Un fait reste positif : pour les bénéficiaires, le pacte a été souvent l'occasion unique de *« mettre le pied à l'étrier »* de la vie professionnelle.

Combien de jeunes ont-ils été définitivement employés par le biais de ces pactes ? D'une enquête du Centre d'études de l'emploi, il ressort que plus les diplômes sont élevés, plus les chances d'être intégré après le stage sont grandes.

Les pouvoirs publics — conscients du phénomène ? — viennent d'adopter un plan quinquennal de formation professionnelle des jeunes qui remplacera le pacte pour l'emploi. Les employeurs pourront bénéficier pendant un an — au lieu de six mois actuellement — d'une exonération complète des charges sociales pour les jeunes bénéficiant de contrats de formation. Cela devrait permettre, dit-on, une stabilisation plus rapide dans le premier emploi, et faciliter la progression dans les filières du métier.

En fait, la période d'indétermination au début de la vie active est de plus en plus longue et pesante. Au bout du compte, le hasard aidant, la majorité des jeunes n'exercent pas la profession qui correspond à leur formation initiale. En fin de parcours, qu'est-ce que cela peut donner ? Les jeunes salariés remplissent-ils leurs fonctions comme leurs aînés ? Du côté patronal, on constate les changements, sans manifester, semble-t-il, une grande inquiétude.

« Les nouvelles recrues, même après les concours les plus difficiles, ne manifestent plus d'ambition », affirme un manager d'une grande firme automobile. Désormais, le jeune « cadre type » ne croit plus à un avenir tout tracé. Il arrive « cuirassé », après toutes les démarches hyper-sélectives qu'il a subies. Il en est ressorti très informé de ce qu'il est et de ce qu'il n'est pas. Dans le travail, il ne prend pas de risques inutiles. Il est difficile de lui faire dire ce qu'il pense.

Ainsi ce jeune cadre à qui on demandait de concevoir un nouvel appareillage. Cynique, il répond à son supérieur qui insistait : *« Pour être franc, je garderais l'ancien système que je trouve bon, mais si la direction en veut un nouveau, je le ferai. »* Dans les bureaux, la décontraction est devenue plus coutumière. L'habillement, les horaires, les conversations quotidiennes, ont changé. Les exigences de salaire sont devenues « *moindres* », ajoute le manager déjà cité, — *« ce qui arrange tout le monde »*.

Même son de cloche chez le directeur d'une grande surface parisienne. *« La majorité de nos employés sont consciencieux, sans autre ambition que de s'assurer une paie régulière. »* Sur ses deux cents salariés, surtout des femmes et des jeunes, seule une minorité cherchent une meilleure situation dans le groupe ou à l'extérieur. *« Il est vrai que ce n'est pas la crème que nous récupérons*, précise notre interlocuteur. *La manutention est sans grand intérêt et la paie est au SMIC, comme chez nos concurrents. »* Un salarié sur cent est une *« forte tête »*, refusant tout effort et toute hiérarchie.

« Nous le repérons et nous le vidons », explique-t-il encore. Mais la maîtrise ne peut plus être *« ce qu'elle était »*. L'heure est plutôt à la concertation. A l'en croire, ce qui différencie les jeunes de leurs prédécesseurs d'il y a une quinzaine d'années, ce n'est pas tant *le sérieux professionnel* que la liberté d'expression et l'absence totale d'identification à l'entreprise.

Face à un supérieur, on discute d'égal à égal. Finie la crainte qu'il y avait à pénétrer dans le bureau du directeur ! On y vient pour régler un problème d'approvisionnement ou refuser des heures supplémentaires parce qu'on a prévu une « virée », ou encore demander une augmentation. Et on se passe la plupart du temps de l'intervention du délégué du personnel, ce qui n'est pas du goût de tout le monde.

Prochain article :

DÉRIVES ET RÉVOLTES

A Saint-Brieuc, Corinne, vingt ans...

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Passer un B.E.P. agricole pour finir dans l'administration des impôts, ce sont des choses qui arrivent. Pour Corinne, vingt ans, de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), c'est un aboutissement et une libération après le chômage et les emplois temporaires.

A sa sortie du collège agricole de Rohannec'h, en avril 1979, elle avait bien cherché du travail dans l'agro-alimentaire, comme ailleurs. *« J'ai pris le Bottin des Côtes-du-Nord et j'ai écrit. »*

Des dizaines et des dizaines de lettres pendant huit à neuf mois. Corinne vivait et vit toujours chez ses parents : père agent d'E.D.F., mère au foyer, et une sœur plus âgée d'un an.

Un an après sa sortie d'école, elle trouve un emploi de quatre mois à la caisse d'allocations familiales, puis le mois d'août à l'E.D.F. *« Après, rechômage pendant trois mois. »*

Dans l'intervalle, elle a passé sept concours. Pour quelques postes à la préfecture, il y avait deux cents candidats, à la mairie plus de trois cents candidats. Enfin, elle vient d'être admise au concours d'agent d'exploitation des impôts. Elle sait qu'elle devra sans doute partir pour la région parisienne : *« Ça m'embête, mais je ne sais pas comment faire autrement. »*

« Etre fonctionnaire, dit Corinne, *c'est rassurant. »* Elle ne sait trop combien elle gagnera : *« On m'a dit 2 700. Ce qui compte, c'est d'avoir un emploi sûr. Quand on est chômeur, on est dans un trou noir. On ne peut pas penser à l'avenir. »*

Elle peut y penser aujourd'hui. *« Maintenant, je prends le temps d'aller au travail. J'ai l'impression d'être plus décontractée. »*

Corinne commence à 8 h. 15 le matin, finit à 18 heures. *« C'est bien parce que je suis seule. Mais si j'avais une famille ! On n'aurait pas le temps de se voir le matin, à peine le soir. C'est pas le truc qui m'empêchera. Mais ça doit pas être marrant tous les jours. »*

De sa jeune expérience, Corinne a déjà tiré une leçon. Sous des abords réservés, elle se dit *« syndicaliste depuis le berceau »* par son père et milite à la J.O.C. depuis sa sortie d'école. Ce jour-là, elle participait à un rassemblement régional des jeunes C.F.D.T. *« Avant, quand j'étais au chômage, les questions syndicales ne m'intéressaient pas. Depuis que j'ai un emploi, je pense aux autres. Si j'avais eu un boulot tout de suite, je me serais installée. Je n'aurais pas réagi comme je le fais maintenant. Je ne serais pas ici... »*

JEAN VIDE-U.

Après la suspension pour trois mois des expulsions de jeunes immigrés

Les grévistes de la faim lyonnais cessent leur jeûne

Le Père Christian Delorme, le pasteur Jean Costil et Hamid B... ont cessé, jeudi 30 avril, leur mouvement de grève de la faim entamé vingt-huit jours auparavant. Le but initial n'a pas été atteint. Il s'agissait, en effet, d'obtenir un texte stipulant que « ne peuvent plus être expulsés du territoire français des jeunes qui y sont nés ou (et) qui y ont passé l'essentiel de leur vie ou qui ont toute leur famille dans notre pays ». Pourtant, les résultats ne sont pas négligeables. Le ministère de l'intérieur a annoncé la suspension des expulsions pour une période de trois mois et la mise en place parallèle d'un groupe de travail (« le Monde » du 2 mai). Les expulsions restent maintenues en cas de « crimes et délits graves ». Mais les grévistes ont reçu l'assurance que ces faits ne pouvaient « en aucun cas » se confondre avec l'accumulation de délits mineurs. La médiation a été le fait des plus hautes autorités religieuses françaises, dont Mgr Alexandre Renard, Mgr Roger Etchegaray et le pasteur Jacques Mory pour l'Eglise protestante.

De notre correspondant régional

Lyon. — Pas d'applaudissements ni de manifestations de victoire : lorsque le pasteur Costil a lu avec difficulté un long communiqué expliquant pourquoi lui-même et ses deux compagnons cessaient leur mouvement, leurs amis et sympathisants qui assistaient, dans une salle du centre chrétien universitaire de Lyon, à une déclaration à la presse paraissaient soucieux et graves. Parmi eux, une majorité d'immigrés au fond déçus de n'avoir pas gagné sur toute la ligne. *« Notre grève est réussie à 70 % »*, devait par la suite reconnaître le Père Delorme.

Les grévistes ont « *donné acte* » au ministère de l'intérieur d'avoir admis que le « *problème humain* » (de la deuxième génération) n'avait pas reçu de solution *« équitable »*. Par ailleurs, ils se félicitent de noter que le groupe de travail qui va se mettre en place devrait comprendre les trois membres du comité de négociation qu'ils ont choisis. Enfin, ils n'ont pas semblé regretter que M. Giscard d'Estaing n'ait pas fait connaître sa position : l'action n'a pas été *« déviée »* au niveau de la campagne électorale. Ce sont bien un gouvernement et un ministre responsables qui ont décidé d'assouplir les règles de l'expulsion en la limitant à des cas extrêmes du type grand banditisme. *« L'arme de la grève de la faim a atteint son objectif*, a poursuivi le Père Delorme. *L'important, c'est notre résolution pour régler totalement le problème posé. »* *« Le plus important*, a estimé, pour sa part, le pasteur Costil, *c'est l'ampleur des débats entre Français et immigrés, entre immigrés eux-mêmes et la multitude des soutiens que nous avons reçus. Il nous reste trois mois de travail intense. »*

Les premières discussions à chaud dès l'annonce de la suspension de la grève ont permis de mesurer la détermination des jeunes « *immigrés* » de la deuxième génération. *« Nous ne sommes pas vraiment confiants »*, avance un jeune. *« Trois mois, ça tombera juste pendant les vacances, alors attention »*, ajoute une mère de famille. *« On a été floués par des monsieurs ou madames chargés de rapports aussitôt enterrés »*, se souvient un ancien, évoquant un autre mouvement mené à Lyon sur la situation des prostituées. Ce scepticisme est d'autant plus fort que d'autres questions restent en suspens, tels le retour des jeunes expulsés ces dernières années et... l'inconnue du 10 mai.

CLAUDE RÉGENT.

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre AUBERT,

survenu le 29 avril 1981.

Les obsèques seront célébrées à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes).

De la part de sa famille et de ses amis.

21, rue Curie,
94000 Kremlin-Bicêtre.

— Lyon, Mérindol-les-Oliviers.

Vincent, Isabelle, Philippe Boisserie, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOISSERIE,
combattant volontaire de la Résistance,

leur père, survenu à Lyon le 29 avril 1981, à l'âge de soixante-trois ans.

Les funérailles religieuses ont eu lieu à l'hôpital Saint-Joseph, le samedi 2 mai, suivies de l'inhumation à Mérindol-les-Oliviers.

28, avenue du Mont-Blanc,
69140 Rillieux-la-Pape.

— Mme André Campa,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
a la douleur de faire part du décès de

M. André CAMPA,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
inspecteur général honoraire de l'enseignement technique,

survenu le 29 avril 1981.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 mai, à 16 h. 30, au nouveau cimetière de Marly-le-Roi, où un dernier hommage lui sera rendu.

— Le groupe des inspecteurs généraux des sciences et techniques industrielles
a la douleur de faire part du décès du collègue et ami,

M. André CAMPA,
inspecteur général honoraire de l'enseignement technique,

survenu le 29 avril 1981.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 mai, à 16 h. 30, au nouveau cimetière de Marly-le-Roi, où un dernier hommage lui sera rendu.

— Jeanne Laberrigue,
André Laberrigue,
Anne et Nathalie Laberrigue,
ont la grande tristesse de faire part de la mort de

Anne FROLOW,

survenue à Paris le 24 avril 1981.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Faverolles-sur-Cher.

63, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

[*Née à Novgorod en juillet 1891, Anne Gretchanowsky fut l'une des premières femmes agrégées d'histoire de l'art, après avoir suivi l'enseignement de l'école Bestougev, à Leningrad. Mariée à Vladimir Frolow, femme d'une culture et d'une curiosité intellectuelle exceptionnelles, elle resta tout au long de sa vie fidèle à son idéal de justice et de bonheur pour tous les hommes. Après la perte de son fils Nikita, tué au maquis en août 1944, elle se consacra aux jeunes. Pendant vingt ans, elle enseigna à l'Université nouvelle. Son enseignement humaniste débordait largement celui du russe. Elle marqua plusieurs générations de sa forte personnalité.*]

— M. et Mme Claude Janin,
M. et Mme Louis Jacquand et leurs enfants,
M. et Mme François Ferran et leurs enfants,
MM. Bernard et Pierre Janin,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Olivier JANIN,

leur fils, frère, beau-frère, oncle et parent,
rappelé à Dieu le 15 avril 1981, dans sa trentième année.

Le service religieux, suivi de l'inhumation dans le caveau familial, a été célébré dans l'intimité, en l'église de Sanary, le 22 avril 1981.

Ils rappellent à votre souvenir son frère

Philippe,

décédé le 9 février 1974.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Grande Bastide du Lancon,
Chemin du Gourd,
83110 Sanary.

— Mme André Mieg,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MIEG,
ingénieur I.E.G.,

survenu le 25 avril 1981, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

89, av. de la 1re-Division-Blindée,
68100 Mulhouse.

— Mme veuve Rachel El Nouchi,
M. et Mme Georges El Nouchi et leurs enfants de Marseille,
M. et Mme Isidore Antibi et leurs enfants de Creil,
M. et Mme Roger El Nouchi d'Israël,
Les familles parentes et alliées de France et d'Israël,
font part du décès de leur très cher

Albert EL NOUCHI,

survenu à Salon-de-Provence, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 27 avril 1981, à Salon-de-Provence.

— Mme Maurice Polidori,
son épouse,
Bruno et Bernadette Polidori,
Henry et Sylvie Mongis,
Marie-Ange Polidori,
ses enfants,
Mme Antoine Giraud,
sa sœur,
M. Georges Frassati,
son neveu,
Hélène, Agnès, Laurence, Aurelli,
ses petites-filles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice POLIDORI,

endormi dans la paix de Dieu, le 29 avril 1981, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse est célébrée en l'église de Villette (Yvelines), le samedi 2 mai, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Villette.

*« Je suis la lumière du monde
Qui me suit ne marchera pas
dans les ténèbres,
Mais aura la lumière de la vie. »*

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nuars (Nièvre).
M. et Mme André Durieux,
Et leur famille,
ont le chagrin de faire part du retour à Dieu, de leur mère et grand-mère,

Mme Henri PICQ,
née Agnès Savoye,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année, le 25 avril 1981, à Nuars.

181, rue du Casino,
34280 La Grande-Motte.

— São-Paulo (Brésil), Saint-Pol-de-Léon (Finistère), Pont-Croix (Finistère).

Mme François Xavier Savina, née Danielle Buors,
Mme Marie Savina, sa mère,
Michel et Vonnick Savina et leurs enfants,
Odile et Jean-Pierre Lauth et leurs enfants,
Maryvonne et Paul Bory et leurs enfants,
Madeleine, Maggy, Armelle, Marie Xavier Savina, ses frère et sœurs,
Anne-Marie et Gérard Hui et leurs enfants,
Docteur, Mme Guillaume Savina, et leur fils,
Sœur Marie de Saint-François Savina,
Anne Cabon,
Et les familles Van Ryswyck, Ebren, Ricard, Le Rost, Cabon, Bolzer.
Ses amis de France et du Brésil,
ont la tristesse de faire part du décès subit de

François Xavier SAVINA,
ancien H.E.C.,
directeur au Banco Frances E Brasileiro
Credibanco associé au Crédit lyonnais,

survenu le 1er mai 1981, à Saint-Pol-de-Léon, dans sa quarante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 mai, à 10 h. 30, à Saint-Pol-de-Léon.

7, rue Cadiou,
29250 Saint-Pol-de-Léon.

— Les familles Tourjansky, Pialkovsky et Obolensky,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Anatole SAZONOFF,
née Alexandra Stragesko-Obraztsoff,

survenu le 28 avril 1981, à Paris-15e, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Le service religieux sera célébré le mardi 5 mai, à 14 heures, en l'église orthodoxe Saint-Séraphin-de-Sarov (91, rue Lecourbe, Paris-15e).

L'inhumation se fera au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne).

25, rue Pierre-Brossolette,
94110 Arcueil.

Remerciements

— Rennes.
Mme Denis Leroy,
Ses enfants et petits-enfants,
très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

professeur Denis LEROY,
membre de l'Académie nationale de médecine,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages et leurs offrandes de fleurs et de messes, se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

— Le 2 mai 1974,

Jacques WORMSER

nous quittait.

Sept ans après, ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent et auront une pensée pour lui, qui aimait tant la vie.

Communications diverses

— Entretiens du Haut-Pas et de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'Abbaye (Paris-6e). « Phénoménologie et vérité ». « L'étant entre l'Etre et le Rien ». Jeudi 7 mai, à 17 h. 45 : « L'analogie chez Kant ». P. Aubenque, P. Colin, O. Laffoucrière, F. Marty, B. Quelquejeu. Lundi 11 mai, à 17 h. 45 : « Le travail du fragment ». H. Wissmann et B. Cassin, J. Beaufret, Y. Ledure.

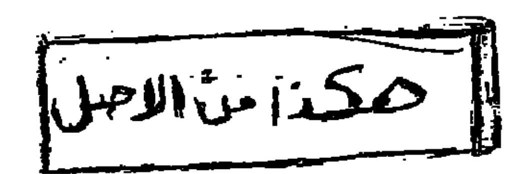
Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Institut Pasteur, mardi 5 mai, à 18 heures, amphithéâtre Jacques-Monod, M. Charles Auffray : « Structure et expression des gènes codant pour les chaînes lourdes des immunoglobulines chez la souris ».

— Université de Paris-VII, vendredi 8 mai, à 14 heures, tour 24/34, salle 08, M. Nourredine Hakiki : « Socialisme et association dans l'Algérie indépendante. Genèse et ambivalence de l'expérience de la gestion socialiste et du développement coopératif ».

— Université de Paris-IV, samedi 9 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Khélifa Chater : « La régence de Tunis de 1815 à 1857 ».



هكذا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE — Appeler le SAMU en téléphonant, pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 088-33-33 ; *pour les Hauts-de-Seine*, au 741-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour *les Yvelines*, au 958-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● *UN MEDECIN — A défaut* du médecin traitant, appeler la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale des médecins de Paris (533-99-11), *ou l'Association pour* les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04), ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

● S.O.S. - Urgences bucco-dentaires (337-51-00) ; ordre des chirurgiens, conseil de Paris, (261-12-00).

TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements *sur les arrivées et départs* à Orly (687-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy - Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

● COMPAGNIES AÉRIENNES. — *Arrivées ou départs des* avions : Air France (320-12-55 ou 320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ; Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (776-41-52) ; Air Inter (539-25-25).

● S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière : Bordeaux (56) 96-33-33 ; Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (7) 854-33-33 ; Marseille (91) 78-78-78 ; Metz (87) 62-11-22 ; Rennes (99) 50-73-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, rue du Louvre, 1er), ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;

— Paris 08, annexe 1 (71, avenue des Champs-Elysées), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— Orly, aérogare Sud, annexe 1 : ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, annexe 2, ouvert de 6 heures à 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle), ouvert de 8 h 30 à 18 h 30.

La recette principale de Paris assure aussi le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livre. C.N.E.

ANIMAUX

● UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 (de 8 heures à 20 heures).

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-88-98. Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Elysées est ouvert le dimanche, de 9 heures à 20 heures. Tél. 723-61-72.

S.O.S. - AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagnolet et 079-16-16 pour Evry (de 14 heures à 6 heures du matin) ; au 296-26-26 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin) et au 296-26-26 un poste en anglais : S.O.S.-Help au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

S.O.S. - 3e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2920

HORIZONTALEMENT

I. A fait naître, dans un monde libre, des millions d'esclaves attachés à ses chaînes. Demi-dose de soporifique. — II. Son pied se rit de toutes les distances. Revenue à de plus justes mesures. — III. Effet des chaudes caresses de Phébus sur les formes généreuses de Pomone. Qualifie de jeunes sauteurs et parfois de vieux coureurs. — IV. Toute l'Espagne en un mot. On trinque à sa mort et boit à sa renaissance. Personnel. Vieille légion de fidèles au service du seigneur. — V. Manière de sévir de certaines pestes virulentes. — VI. Laissa le poulet sur sa faim. Les Ecossais n'en sont pas avares en matière de débit. Embobineuse de fils. Après midi. — VII. Anglaise, elle fait tourner bien des têtes. Elément d'un chapelet égrené par les Saintes. Signe du temps. — VIII. Pièce avec ou sans eau. Actes de séparation. Beauté grecque, mais d'une certaine froideur — IX. Personnage distingué, homophone d'un type très populaire. Trait pour Bucéphale. Interjection censée mettre un point final à des exclamations. — X. Vierge qui souffrit l'enfer avant d'être promue à la béatitude éternelle. Fournisseur d'huile au marché noir. — XI. Ce fruit d'Harmonie ne fut, en réalité, qu'une pomme de discorde. Stoppe la marche du chaland ou contribue à l'avancement du navire. — XII. Opposés au pouvoir. Dispensa son or pour enrichir. — XIII. S'ils sont plusieurs ici, c'est contraire à leur habitude. Des trucs à vous rendre cinglé. — XIV. Brillant chef d'orchestre. Femme respectable ou homme décrié. Franchit le pas. — XV. Œuvre de la Renaissance inspirée de la restauration. Etat d'alerte.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I											■				■
II								■							
III									■						
IV				■			■					■			
V		■												■	
VI				■									■		
VII	■				■		■					■			
VIII			■								■				
IX					■					■					■
X											■				
XI		■				■									■
XII	■						■							■	
XIII								■							
XIV			■						■						
XV					■										■

VERTICALEMENT

1. Personnage tenant la barre dans la galère de Thémis. Il n'y voit pas plus, même avec ses lunettes. Transforme une bague de valeur en bagatelle. — 2. Signe de la balance. Image de la Grèce mystique. Flotte. — 3. Tel un point de côté. Revêtue par une académie dépassant généralement la quarantaine. — 4. Qui a peut-être retourné sa veste pour éviter d'en prendre une autre. Susceptible de faire naître des « oh » et des « bah ». — 5. Evocateur de cols, lacets et épingles à cheveux. Machine hydraulique. — 6. Inutile pour se rendre dans la ville éternelle. Exclusion. — 7. Genre de manche donnant de l'ampleur au poignet. Extrait de « Faust ». Nourrisson de Polymnie. Sigle d'une triste occupation. — 8. Tel un corps assurant la nourriture de l'esprit. D'un auxiliaire. — 9. Clé universelle. Morceau de bœuf. Commune du Nord. — 10. Fleurs d'eau végétant à fleur d'eau. Passa de l'opposition à la coopération. — 11. Région productrice de bronze. Telle une solution imprégnée du parfum d'Amphitrite. — 12. Non répandus. Sur un tableau grec ou gaulois. Offrandes de la chèvre pour l'enrichissement du bouquin. — 13. Indicateur de vitesse. Parties chaudes de la chaussée particulièrement visées par la maréchaussée. — *14. Epoques de* fauche, dans tous les sens du terme. Le sol y est constamment au même niveau. Repère géologique. — 15. Exécute un travail artistique ou se livre à une action mercantile. Inapte au service.

Solution du problème n° 2919

Horizontalement

I. Vitrine. — II. Eloa ; Ordo. — III. Toril ; Eau. — IV. Eté ; Os. NL. — V. Réalité. — VI. Diseurs. VII. Néon. — VIII. Agréments. — IX. Io ; Ru ; Eau. — X. Rut ; Ecope — XI. Et. ; Eté ; Es.

Verticalement

1. Vétérinaire. — 2. Ilote ; Egout. — 3. Toréador. — 4. Rai ; Liner. — 5. Lois ; Muet. — 6. Nô ; Stèle ; Ce. — 7. Ere ; Eu ; Néo. — 8. Dan. Retape. — 9. Poules ; Sues.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

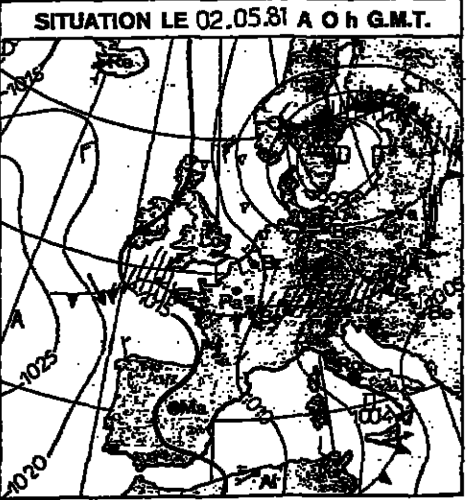
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°

Commission paritaire n° 57 437.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 02.05.81 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 3.5.81 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 mai à 0 heure et *le dimanche 3 mai* à 24 heures :

Les hautes pressions atlantiques continuent de diriger vers l'Europe un courant perturbé.

Dimanche 3 mai, une zone pluvieuse achèvera de se désagréger sur nos régions méridionales et les précipitations seront suivies d'éclaircies ; celles-ci seront plus belles près du golfe du Lion. Le mistral s'établira. Sur les autres régions, le temps sera *frais* et brumeux en matinée ; ensuite, des éclaircies alterneront avec des passages nuageux parfois accompagnés d'averses des Pyrénées au Massif Central et aux Alpes. Les vents seront modérés de secteur nord et les températures en légère baisse.

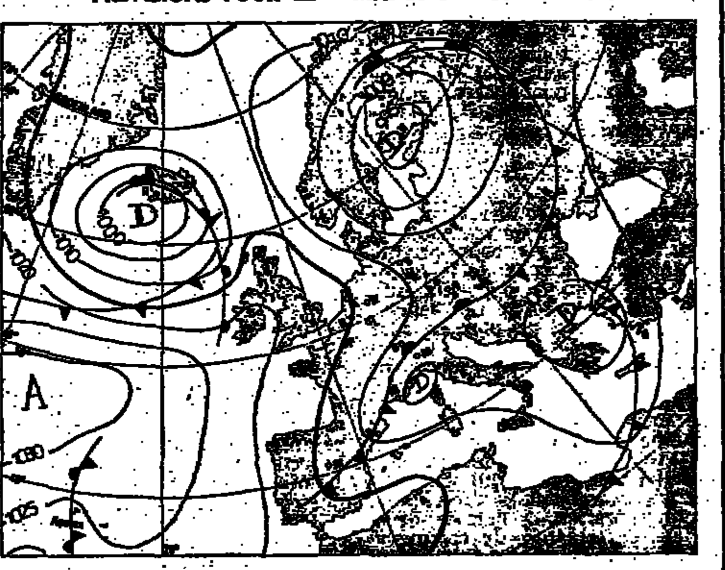
Enfin, près de la Manche, une nouvelle aggravation pluvieuse se produira en fin de matinée ; elle s'étendra au quart nord-ouest dans la journée et s'accompagnera d'une rotation des vents au *régime d'ouest*.

Samedi 2 mai 1981, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à 8 heures, à Paris, de 1 012,5 millibars, soit 759,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er mai ; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2) : Ajaccio, 18 (max.) degrés ; Biarritz, 14 et 9 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 14 et 8 ; Brest, 10 (min.) ; Caen, 11 et 6 ; Cherbourg, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 9 (min.) ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 19 et 9 ; Lille, 10 et 0 ; Lyon, 9 (min.) ; Nancy, 13 et 2 ; Nantes, 10 (min.) ; Nice, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 12 et 4 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 12 (min.) ; Rennes, 9 (min.) ; Strasbourg, 14 et 5 ; Tours, 13 et 7 ; Toulouse, 18 (max.) ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 8 degrés ; Amsterdam, 9 et 2 ; Athènes, 20 et 15 ; Berlin, 10 et 4 ; Bonn, 10 et 0 ; Bruxelles, 10 et 0 ; Le Caire, 27 et 18 ; Iles Canaries, 22 et 15 ; Copenhague, 10 et 1 ; Genève, 17 et 8 ; Jérusalem, 17 et 4 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 18 et 4 ; Moscou, 10 et 5 ; New-York, 20 et 7 ; Palma-de-Majorque, *19 et 6 ; Rome, 20 et 8* ; Stockholm, 3 et 2.

PRÉVISIONS POUR LE MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

LUNDI 4 MAI

« *Quartier de l'Odéon* », 13 h., coin rue de Condé et rue Saint-Sulpice, Mme Garnier-Ahlberg.

« Le R.E.R. », 14 h. 45, entrée R.E.R. Châtelet, rue Pierre-Lescot, Mme Legrégeois (projections).

« Le Val-de-Grâce », 15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Chaux.

« Jardin des Tuileries », 15 h., métro Tuileries, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Grande et petite écurie du château de Versailles », 14 h. 30, grille de la Grande-Ecurie, Ch. de Monclin.

« Exposition Capiello », 15 h., Grand Palais, entrée place Clemenceau (Approche de l'art).

« Le Père-Lachaise », 15 h., entrée principale, Mme Ragueneau.

« Atelier de fleurs artificielles », 15 h., métro Château-d'Eau, Mme Thyss (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Place des Vosges, hôtels du Marais », 15 h. 15, métro *Bastille*, boulevard Beaumarchais, D. Fleuriot.

« Saint-Nicolas-des-Champs », 15 h., 254, rue Saint-Martin, M. Boulo (Histoire et Archéologie).

« Histoire de la Sorbonne », 15 h., 46, rue Saint-Jacques, M. Jaslet.

« Appartements royaux au Louvre », 15 h., porte Denon, Mme Willer.

« Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., portail de Saint-Séverin, A. Garcia (Paris et son histoire).

« *Hôtels du Marais, place des Vosges* », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MARDI 5 MAI

« *L'Opéra* », *13 h. 15, statue de* la Danse, Mme Pennec.

« La Bibliothèque nationale », 15 h., hall d'entrée, Mme Allaz.

« La Mosquée », 15 h., devant, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Hulot.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Meyniel.

« Exposition : la montagne Sainte-Geneviève », 15 h., musée Carnavalet, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Trésors du musée de Bagdad-Sumer-Assur-Babylone », 15 h., Petit Palais (Approche de l'art).

« Hôtels du Marais », 15 h., métro Saint-Paul, Mme Ragueneau.

« Le Palais de justice », 15 h., métro Cité, Mme Thyss (Connaissance *d'ici et d'ailleurs*).

« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 h., métro Cardinal-Lemoine, M. Jaslet.

« Exposition Modigliani », 15 h., 11, avenue du Président-Wilson, M. Meunier Thouret.

« Le Jardin des plantes », 15 h., angle rue Cuvier et quai Saint-Bernard, Mme Pochier-Henrion (Paris et son histoire).

« Hôtels du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« *La Monnaie* », *14 h. 30, 11, quai* Conti (Tourisme culturel).

« La place des Vosges, hôtels Carnavalet, Lamoignon, Sully », 14 h. 30, 2, rue de Sévigné, M. Teurnier (le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

LUNDI 4 MAI

15 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Chefs-d'œuvre de la peinture romantique en Angleterre. »

15 h., 13, rue Etienne-Marcel, Méditation transcendantale : « Le silence, source de toute activité » (entrée libre).

MARDI 5 MAI

19 h. 15, 7, rue Danton, G. Pégand : « L'homme et le silence de la pensée » (Psycho-Intégration).

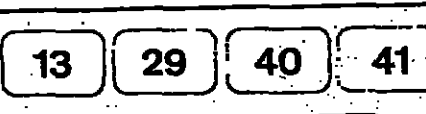
19 h. 30, 5, rue Largillière, J.-C. Cavaroc : « L'art et l'architecture sacrée en Egypte ».

20 h., 5, rue Largillière, M. Davy : « Henri Le Saux : le passeur entre deux rives : Orient et Occident » (Nouvelle Acropole).

20 h., 13, rue Etienne-Marcel, Méditation transcendantale : « L'épanouissement du cœur et de l'esprit » (entrée libre).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut : « Les chefs-d'œuvre de la peinture romantique en Angleterre. »

20 h. 30, 20, boulevard de Port-Royal, E. de Fontenay : « Centralité de l'histoire juive. Leçon en l'honneur de L. Poliakov » (Centre Rachi).



LOTO

TIRAGE N° 17

DU 29 AVRIL 1981

1 — 13 — 29 — 40 — 41 — 42

NUMERO COMPLEMENTAIRE 49

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	5	2 245 624,40 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	25	224 562,40 F
5 BONS NUMEROS	1 058	15 918,80 F
4 BONS NUMEROS	77 345	217,70 F
3 BONS NUMEROS	1 822 149	13,30 F

PROCHAIN TIRAGE LE 6 MAI 1981

VALIDATION JUSQU'AU 5 MAI 1981 APRES-MIDI

BREF

ENSEIGNEMENT

RUSSE DES AFFAIRES. — La chambre de commerce et d'industrie de Paris organise chaque année des examens de russe des affaires de deux niveaux : niveau moyen *et* niveau supérieur. *La* session annuelle d'examens pour 1981 aura lieu les 6 et 7 mai prochain.

★ **Direction de l'enseignement, chambre de commerce et d'industrie de Paris, 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris. Tél. : 561-99-00, p. 451 ; responsable : M. Jacques Cartier.**

FORMATION PERMANENTE

ANALYSTES PROGRAMMEURS POLYVALENTS. — Le dernier stage d'analyste programmeur, conduit par l'institut de formation IDDIA, ayant débouché sur dix-sept embauches pour vingt stagiaires, l'IDDIA reconduit cette formation à partir du 4 mai.

★ **Iddia, 127, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris, tél. : 325-97-20.**

LES NOUVELLES TECHNIQUES AU PROGRAMME DU C.P.J. — La session « Initiation au journalisme radiophonique », organisée du 6 au 10 avril par le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse, a connu un tel succès qu'une session semblable (douze participants au maximum) aura lieu du 15 au 19 juin.

D'autre part, en mai, le C.P.J. organise trois sessions sur les médias modernes et les nouvelles techniques : du *5 au 8*, les *nouveaux moyens d'information* (télétexte, banques de données, vidéodisques) ; du 11 au 15, la rédaction électronique ; du 19 au 21, la pho*tocomposition en application*.

★ **C.P.J., 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.**

STAGES

SAUVETAGE ET SECOURISME. — La Fédération française de sauvetage et de secourisme organise un stage *de formation de cadres du 4 au* 9 mai au centre régional d'éducation physique et sportive de Mâcon (Saône-et-Loire).

★ **F.F.S.S., 28, rue Lacroix, 75017 Paris.**

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des vendredi 1er et samedi 2 mai 1981 :

DES DECRETS

● Relatif au cumul de missions de conception et de maîtrise d'œuvre par certaines catégories d'architectes, fonctionnaires ou salariés *de l'Etat ou des collectivités* locales ;

● Portant application de l'article L. 510-9 du code de la santé publique à la profession d'infirmier ou d'infirmière ;

● Fixant pour l'année 1981 le montant et les modalités de versement de la contribution due par chaque régime de prestations familiales au fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants ;

● Portant création du conseil national de l'alimentation.

PRESSE

AU CONGRÈS DE TOULOUSE

Les journalistes C.F.D.T. dénoncent la « pression du pouvoir » sur certains journaux

Correspondance

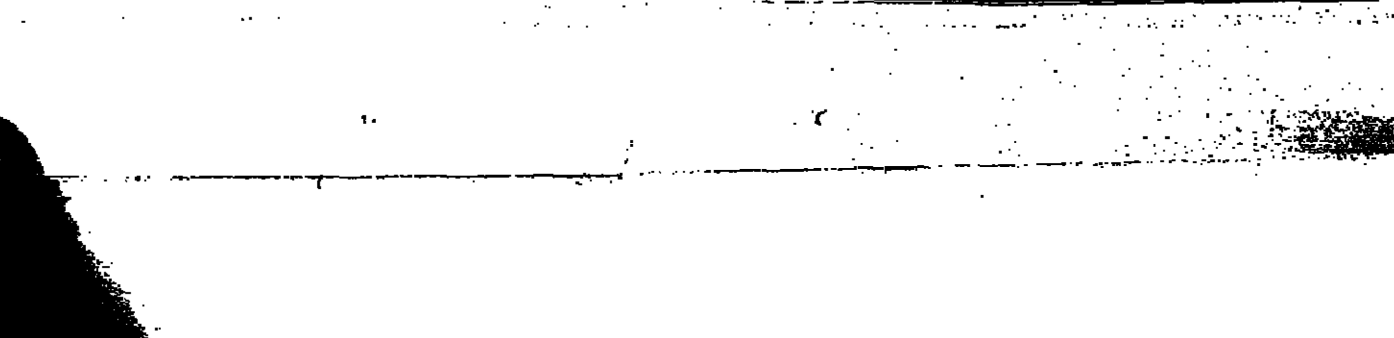
Toulouse. — Le congrès national des syndicats des journalistes français C.F.D.T. s'est ouvert jeudi 30 avril, à Bruguières, près de Toulouse. Au cours de cette journée, les participants ont approuvé d'entrée une motion stigmatisant la « *formidable pression du pouvoir* » sur certains journaux. Evoquant les poursuites engagées par M. Alain Peyrefitte contre le journal *le Monde*, le S.J.F.-C.F.D.T. précise que « *la loi doit défendre les libertés et non servir des intérêts partiaux, des situations conjoncturelles et un gouvernement provisoire* ». Le syndical rappelle en outre que l'article *226 du code pénal sur lequel* s'appuie le garde des sceaux pour condamner la rédaction de l'article critiquant le fonctionnement de la justice, sanctionne habituellement des délits de droit commun et *non* des délits de presse : « *L'utilisation de cet article visant à traîner des journalistes en procès comme des délinquants montre que le gouvernement et son ministre de la justice ne supportent plus ni la critique ni la liberté.* »

Enfin, les congressistes annoncent l'envoi au ministère de la justice d'une lettre s'indignant que « *la loi, lente pour un patron de presse qui viole chaque jour depuis plusieurs années les ordonnances de 1944, soit devenue rapide et même expéditive quand les journalistes font leur métier* ».

« *Après deux ans et demi de procédure, Hersant n'a toujours pas été appelé à comparaître* », notent les rédacteurs de la motion, qui considèrent que « *la hâte avec laquelle a été menée l'instruction contre* le Monde *est suspecte* ».

Après l'adoption à l'unanimité de cette résolution, les congressistes ont abordé divers sujets touchant à l'activité de leur syndicat. Ils ont notamment tenu à réaffirmer leur attachement à *l'unité d'action dans la profession* et ont exprimé leur volonté de redéfinir les bases de l'union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., autonome, C.F.D.T., C.G.T., F.O.).

Les représentants du S.N.J.-C.F.D.T. ont par ailleurs constaté les « *avancées positives* » au niveau de l'action inter-catégorielle, « *un travail en commun réel* » ayant été effectué pour la première fois ces derniers mois avec les fédérations du livre C.G.T. et C.F.D.T., principalement sur l'évolution technique dans la presse, l'un des thèmes primordiaux de ce congrès qui doit s'achever le dimanche 3 mai. — C.L.



LA CÉLÉBRATION DE LA FÊTE DU TRAVAIL

A L'OCCASION DES MANIFESTATIONS DU 1er MAI

Les syndicalistes ont évité toute surenchère

Un calme et un sérieux inhabituels ont caractérisé, en France, le 1er mai, sous le double signe de la désunion syndicale et d'un soutien, volontairement contenu et sage, au candidat de la gauche à l'élection du 10 mai.

Ni fête ni incident, pas de grande foule non plus... Les défilés organisés par les syndicats n'ont pas eu l'ampleur attendue ou espérée par certains. En dépit des appels de la C.F.D.T. parfois et de la FEN à des manifestations communes, la C.G.T. a rigoureusement refusé toute fusion et, selon elle, confusion : à Paris, où les manifestants se sont réunis dans des lieux différents, mais aussi dans certaines villes de province, comme Marseille, Rouen, Bordeaux, Grenoble, où les cégétistes ont fermement insisté et agi pour faire distinguer leurs cortèges de ceux des autres, alors que la C.F.D.T. avait appelé à manifester au même endroit.

Cette désunion syndicale, soulignée avec regret par la direction de la FEN, a cependant été tempérée, à Paris, par la manifestation plus enthousiaste des « unitaires », où se mêlaient cégétistes, cédétistes et adhérents de la FEN. A sa façon, M. Maire s'est efforcé de préparer le terrain pour des retrouvailles syndicales : sans critiquer directement la C.G.T. mais sans renoncer à sa conception d'une unité d'action conflictuelle, il a lancé un appel pour l'union dans la pluralité.

L'autre grande caractéristique de ce 1er mai 1981 est d'ordre politique : tous les dirigeants syndicaux, de M. Bergeron à M. Séguy, ont évoqué le second tour de l'élection présidentielle en termes très mesurés. Sans masquer leur spécificité, sans renoncer à leurs revendications et tout en insistant sur le rôle essentiel de l'action syndicale, les dirigeants des centrales ouvrières ont évité toute surenchère. Une sorte de volonté commune d'éviter tout dérapage qui effraierait le citoyen à la veille d'un changement qu'ils souhaitent chacun à leur façon. — J.-P. D.

• A PARIS

Quinze à vingt mille manifestants au défilé C.G.T.

Jute avant que le cortège cégétiste ne s'ébranle, vers 14 h. 45, de la place de la République à Paris, M. Séguy déclarait aux journalistes : « *Nous n'acceptons pas que cette manifestation soit détournée à des fins pré-électorales, nous ne nous laisserons pas récupérer sur le plan thèmes revendicatifs.* »

Certes, des slogans comme « *Union, action, avec la C.G.T.* », « *Chô-Chô-Chô, chômage ras-le-bol* », « *3 000 francs minimum, 35 heures maximum* », « *Il faut lutter, se syndiquer avec la C.G.T.* », ont été régulièrement repris par les manifestants, et la banderole de tête proclamait : « *C.G.T., 1er mai de luttes. Revendications, Vrai changement, Solidarité internationale.* »

Mais le cri qui a dominé tous les autres et qui ne pouvait être que le plus remarqué entre les deux tours de l'élection présidentielle, a été éminemment politique : « *Pour changer vraiment, des ministres communistes au gouvernement.* » Avec cette variante : « *Pas d'illusions, pour changer, il faut des luttes et des ministres communistes.* » Ces slogans ont été scandés tout au long du parcours, d'un bout à l'autre du cortège (délégations étrangères exceptées), à partir de la deuxième banderole, indiquant : « *La C.G.T., le syndicat des jeunes.* » Devant ce calicot, M. Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., conduisait une importante délégation communiste, suivant elle-même la tête cégétiste du défilé, où l'on remarquait notamment MM. Séguy et Krasucki.

Politique était aussi cette variante, même si elle a été peu entendue, au refrain connu (« *C'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons que nous aurons satisfaction* ») : « *C'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon, c'est pas à Château-Chinon qu'on obtiendra satisfaction.* » Politique encore cette affirmation assez souvent reprise : « *La crise n'est pas fatale, il faut briser le capital* », alors que, paradoxalement, on n'enregistrait pas de slogans mettant nominativement en cause le président sortant, à part le classique et usé : « *Giscard, t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue.* » Un large calicot de la C.G.T.-Paris assurait cependant : « *Paris lutte pour les revendications, pour battre Giscard, pour le vrai changement.* »

La mobilisation a été moins importante que celle de 1980, où la C.G.T., qui faisait aussi cavalier seul, avait réussi à rassembler près de trente-cinq mille personnes. Cette année, elle n'a réuni que quinze à vingt mille manifestants — quinze mille selon la police, plusieurs dizaines de milliers selon la rue La Fayette. Le mauvais temps qui a régné vendredi après-midi sur la capitale n'explique pas tout. Les badauds ou sympathisants venus sur le parcours n'étaient alignés que sur un rang ou deux.

Encore les délégations étrangères, qui composaient le milieu du défilé, ont-elles largement contribué, en répondant à l'appel à la « solidarité internationale » lancé par la C.G.T., à grossir cette manifestation. Parmi elles, celles réclamant « *liberté en Irlande et vie sauve pour Bobby Sands* », « *solidarité avec le peuple du Salvador* », et l'Association islamique des étudiants iraniens, brandissant des portraits de l'ayatollah Khomeiny, se sont le plus mises en évidence, tandis que Kurdes, Arméniens, Turcs, etc., protestaient contre la répression dans leur pays et que s'élevaient des cris aussi divers que « *Palestine vaincra* » et « *Français, immigrés, mêmes patrons, même combat* ». La musique de manifestants d'Amérique centrale a mis un peu de gaieté dans une ambiance qui a été généralement morose, la fête du travail revêtant aussi, cette année, un certain air de gravité.

M. C.

LA VIGILANCE DES FORCES DE L'ORDRE

La vigilance dont ont fait preuve les responsables du maintien de l'ordre, dont les effectifs habituels avaient été renforcés par l'envoi dans la capitale de deux escadrons de gendarmerie mobile et de huit compagnies de C.R.S., totalisant quelque mille deux cents hommes, a coupé court à toute tentative d'incident, notamment sur le parcours de la grande manifestation, qui devait aller de la place de la République à la gare Saint-Lazare, mais s'est dispersée au carrefour Richelieu-Drouot.

Selon les renseignements recueillis par la police, des incidents étaient en effet à craindre dans le secteur des grands magasins, boulevard Haussmann, où, d'après les mêmes sources, des autonomes et des membres du GUD auraient eu pour consigne de briser les vitrines au passage du cortège, de manière à faire dégénérer la manifestation.

De même, ayant appris que des engins explosifs pouvaient être placés dans les consignes de la gare Saint-Lazare, les policiers avaient étroitement surveillé toutes les allées et venues à cet endroit, et procédé à la fouille de toute personne suspecte dans les heures précédant le défilé.

M. GEORGES SÉGUY : pas d'allégeance à François Mitterrand.

Beaucoup de travailleurs ont « *choisi le cortège C.G.T. pour faire triompher le vrai changement* », a déclaré M. Séguy. « *Ce qui confirme*, a-t-il ajouté, *la récente analyse de la commission exécutive de la C.G.T. sur la possibilité de battre Giscard d'Estaing en votant pour François Mitterrand.* »

« *Il existe de grandes possibilités pour que Giscard d'Estaing soit battu le 10 mai* », a affirmé le dirigeant C.G.T., en ajoutant : « *Nous refusons l'idée d'une allégeance à François Mitterrand (...) nous refusons de nous laisser récupérer sur le plan politique. La C.G.T. conserve ses thèmes revendicatifs* », et en estimant que la situation actuelle « *ne réunit pas les conditions du Front populaire de 1936* ».

M. BERGERON : nous ne mettrons pas au nouveau président le couteau sous la gorge.

M. André Bergeron a déclaré, vendredi 1er mai, à Bordeaux, que si M. Mitterrand était élu, « Force ouvrière n'avait pas l'intention de faire de la démagogie ni de la surenchère ».

Prenant la parole devant quelque quatre cents militants, le secrétaire général de F.O. a déclaré : « *Nous ne mettrons pas au nouveau président le couteau sous la gorge, car nous avons conscience que la tâche qui sera la sienne sera lourde. Il ne pourra pas tout résoudre d'un coup de baguette magique et régler en vingt-quatre heures des problèmes en suspens depuis plusieurs années.* »

M. HENRY (FEN) : une autre politique s'impose.

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a appelé de ses vœux vendredi « *une autre politique* », lors du rassemblement organisé par son syndicat à l'occasion du 1er mai, dans une salle du treizième arrondissement de Paris.

Devant environ cent cinquante militants et responsables syndicaux, M. Henry, qui avait pris l'initiative, le 26 mars, de proposer à toutes les centrales un 1er mai unitaire, a regretté l'absence d'accord : « *En transformant ce 1er mai en une journée revendicative plus ou moins banalisée, la C.G.T. met en œuvre une pratique de grave déviation au regard de la signification du 1er mai* », qui devrait être la journée du « *rassemblement* ».

« *Une autre politique s'impose* », a poursuivi M. André Henry.

« *En indiquant que le candidat de gauche apparaît désormais aux yeux de tous comme le candidat de l'espoir et en souhaitant devant l'opinion publique française que chacun, par son vote le 10 mai, ouvre la voie au changement pour une autre politique, la FEN fait preuve de logique et d'honnêteté dans l'intérêt même du service public de l'éducation nationale* », a-t-il ajouté.

Deux mille personnes au rassemblement C.F.D.T.

« *Ce n'est pas le moment de faire de l'anticégétisme, le deuxième tour des élections pose déjà suffisamment de problèmes* », grommelle un couple d'une quarantaine d'années venu à la fête organisée dans la capitale, place de la Bastille, par l'*Union régionale d'Ile-de-France C.F.D.T.* La remarque s'adresse à M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général de cette Union, qui fustige dans son allocution aussi bien la C.G.T. refusant l'invitation à un 1er mai uni que les cédétistes lorgnant vers l'appel lancé par les syndicalistes dissidents d'Union des luttes et diverses organisations extra parlementaires. Sur le podium, les personnalités se succèdent. M. Antonio Minuitti, secrétaire de la Confédération des syndicats européens, fait un début difficile : « *Non à la division, il faut en finir avec Giscard* », hurlent des contestataires partisans d'une manifestation unitaire. Puis M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est vigoureusement applaudi lorsqu'il affirme avec chaleur : « *La morale ouvrière existe encore, et cela s'appelle la solidarité de classe.* »

La foule est clairsemée. De deux à trois mille personnes — quatre mille selon les organisateurs — vont et viennent, s'engouffrant dans le métro dès que la pluie se fait diluvienne. Des enfants jouent autour du podium. Des immigrés circulent, nombreux, surtout Turcs ou maghrébins. La fête C.F.D.T., à défaut d'unité syndicale, s'est voulue internationaliste et communautaire.

M. EDMOND MAIRE : il est indispensable de retrouver le sens de l'action ensemble.

Dans son discours, vendredi, à la « fête populaire du 1er mai » à la Bastille, M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a souligné la solidarité internationale de la C.F.D.T., dénoncé les atteintes aux libertés dans plusieurs pays, notamment « *en Afrique du Sud, en Uruguay, en Turquie, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan et au Salvador, en Irlande* ».

Après avoir rappelé les revendications de sa centrale, le leader C.F.D.T. a insisté sur la nécessité de relancer l'action syndicale dans l'unité : « *Il est indispensable que les différentes organisations syndicales de ce pays retrouvent le sens de l'action ensemble. C'est possible, si l'on cesse de confondre unité et uniformité. L'existence de plusieurs organisations syndicales témoigne de choix différents parmi les travailleurs, de plusieurs courants authentiques au sein même de la classe ouvrière. L'unité d'action ne peut être la négation de cette diversité, qui est au contraire une richesse. Soyons unitaires, donc soyons pluralistes.*

» *Restons sur notre terrain syndical. Le syndicalisme a mieux à faire qu'à se situer en force d'appoint des partis politiques ou à importer la logique des partis dans la vie syndicale.*

Renouvelant sa condamnation du septennat qui s'achève et l'appel à élire François Mitterrand, M. E. Maire a notamment précisé :

» *Certes, les propositions du candidat socialiste ne recouvrent pas l'ensemble de nos objectifs. Parfois même, ils s'y opposent, en particulier sur l'arme nucléaire. Mais, sur l'essentiel des choix économiques et sociaux, ils représentent un changement profond de politique et la possibilité d'un cours nouveau.* »

Soulignant la nécessité de l'action syndicale, le dirigeant cédétiste a précisé que la C.F.D.T. se refusait « *au lendemain du 10 mai à toute confiance passive et à toute surenchère* ».

ENVIRON CINQ MILLE UNITAIRES

Environ cinq mille personnes ont participé au défilé des « unitaires », qui a quitté le plateau Beaubourg peu après 17 h. 30 pour se disloquer, deux heures plus tard, près des Grands Boulevards.

Vers 19 heures, lorsque le cortège, trempé par de rudes averses, parvenait à proximité des grands boulevards par la rue Montmartre, l'un des responsables, juché sur le toit d'une fourgonnette, annonçait, quelque peu optimiste, que « *quinze mille unitaires* » avaient participé à la manifestation. En vérité, leur nombre devait tourner autour des cinq mille personnes. Parmi elles, des représentants de tous les courants syndicalistes, C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O., FEN, de plusieurs partis d'extrême gauche et des délégations de travailleurs turcs.

« *Battre Giscard* », tel avait été le mot d'ordre essentiel de cette marche de la bonne humeur, mais, peu avant la dispersion, on a dénoncé, à grand renfort de mégaphones, le manque d'esprit de corps des grandes centrales syndicales, qui avaient préféré organiser chacune sa propre manifestation, favorisant ainsi la division, « *cette division qui fait le jeu des patrons* ».

• EN PROVINCE

Aux mêmes endroits, mais séparés

De nos correspondants

● A TOULOUSE. — Malgré quelques incidents au départ (certains adhérents de la C.F.D.T. *ont débordé les services d'ordre de* la C.G.T., la manifestation (5 000 selon les syndicats, 1 800 selon la préfecture) s'est déroulée dans le calme, ponctuée par quelques slogans tels que « *Union nationale avec la C.G.T. !* » ou encore « *Des ministres socialo-communistes au gouvernement* ». A l'issue de la manifestation les cégétistes, rassemblés devant la Bourse du travail, ont empêché l'accès de la place Saint-Cernin à la C.F.D.T.

● A BORDEAUX. — Le 1er mai a été peu suivi dans l'ensemble. Un défilé unitaire a regroupé environ 400 personnes. Une partie d'entre elles ont rejoint le meeting de la C.F.D.T. (300 à 400 personnes) avant de tenter de s'associer au défilé de la C.G.T. mais ils furent tenus à l'écart par le service d'ordre. Le défilé C.G.T. — 3 000 personnes selon les organisateurs et 800 *selon les R.G.* — n'a certainement pas regroupé plus de 2 500 militants.

● A MARSEILLE. — Quelque 10 000 personnes ont défilé de la Canebière à la Bourse du travail. Deux cortèges se sont suivis, C.G.T. et FEN en tête, puis C.F.D.T. mais n'ont jamais fusionné.

● A ROUEN. — La C.G.T. et la C.F.D.T. appelaient leurs militants à se rassembler au même endroit. Après une tentative de négociation de la part de la C.F.D.T. les responsables des deux organisations décidaient de manifester séparément, la C.G.T. ayant intimé l'ordre à la C.F.D.T. de se tenir à distance de son cortège.

• A L'ÉTRANGER

L'ambassadeur de France s'est associé au boycottage occidental de la cérémonie de Moscou

La célébration du 1er mai a été marquée par des incidents dans quelques capitales européennes tandis qu'à Moscou la traditionnelle parade sur la place Rouge était, pour la seconde année consécutive, boycottée par les ambassadeurs occidentaux qui entendaient — au nombre de dix — protester par ce geste contre l'intervention soviétique en Afghanistan. L'ambassadeur de France, qui, l'année dernière, avait assisté à la cérémonie mais s'était abstenu de paraître aux festivités du 7 novembre, s'est associé à cette manifestation de mécontentement.

A BRUXELLES, notre correspondant fait état d'un climat d'extrême inquiétude et de vigoureuses mises en garde au pouvoir, tenu pour responsable des fermetures d'usines — notamment dans le Borinage, — des faillites qui se multiplient et de nombreuses pertes d'emplois. Plusieurs orateurs des syndicats et partis de gauche ont souhaité la victoire de M. Mitterrand, dont ils attendent des effets bénéfiques en Belgique.

A OSLO, de violents incidents ont opposé, dans la nuit de jeudi à vendredi, environ deux mille jeunes gens à la police pour la troisième année consécutive.

A ZURICH, trente-cinq personnes ont été interpellées pour avoir dressé des barricades et brisé des vitrines en exigeant la création d'un « centre de la jeunesse ». Des heurts se sont également produits à Berne et à Bâle.

A TIRANA, la présence de M. Enver Hodja, « *applaudi avec amour par plusieurs dizaines de milliers de travailleurs* », selon l'agence albanaise de presse, a dissipé les rumeurs courant sur son état de santé.

En R.F.A., la principale manifestation s'est tenue à Duisburg et le chancelier Schmidt y a lancé, devant vingt-cinq mille personnes, un appel à la paix sociale.

A BERLIN-EST, la parade militaire a été la plus imposante de l'histoire de la R.D.A., l'ampleur des manifestations semblant répondre à la préoccupation de démontrer — par contraste avec la Pologne, voisine — *l'ampleur du soutien populaire au régime.*

Deux morts à Téhéran

A TEHERAN, deux manifestations se sont déroulées simultanément. Celle organisée par le pouvoir, qui a rassemblée trois cent mille personnes, s'est déroulée sans incidents. *L'autre, que tenaient dans un stade* de la capitale iranienne les *Fedayin majoritaires* (marxistes-léninistes) — *regroupant* quelque cinquante mille sympathisants, — s'est soldée par deux morts et trois cents blessés. Des centaines de *hezbollahis* (extrémistes religieux) avaient attaqué *la réunion à coups de pierres* tandis qu'une grenade explosait parmi les manifestants.

A MANILLE, quarante mille personnes ont défilé derrière le cercueil *d'un gréviste tué alors qu'il montait* la garde devant une usine.

Incidents dans plusieurs pays d'Amérique latine

Des incidents ont marqué, dans plusieurs pays, la fête du travail fréquemment interdite, ou réduite à une célébration officielle.

AU CHILI, cent quarante et une personnes ont été arrêtées dans la seule ville de Santiago pour avoir participé à des manifestations ou distribué des tracts jugés subversifs. Le cardinal de Santiago, Mgr Silva, a réaffirmé le soutien de l'Eglise *aux travailleurs*. Sévèrement critiqué par les secteurs conservateurs de la communauté catholique, le prélat a célébré une messe dans un des quartiers les plus pauvres de son *archidiocèse*.

AU BRESIL, un commando nationaliste a revendiqué un attentat à la bombe qui a tué un sergent et un capitaine dans un véhicule en stationnement *à l'extérieur d'une salle* où avait lieu, à Rio-de-Janeiro, un concert en l'honneur de la fête du travail.

AU GUATEMALA, de nombreux incidents *ont eu lieu hier dans la capitale* et en divers points du territoire. En particulier, des accrochages entre guérilleros et militaires auraient fait vingt-neuf morts (dont neuf soldats) *dans les provinces septentrionale et* orientale du Quiche et du Peten. Cinq jeunes gens ont trouvé la mort dans la capitale, où des barricades avaient été dressées. Un attentat a *détruit un important dépôt d'essence.*

EN ARGENTINE, les « mères de la place de Mai » avaient, la veille du 1er mai, organisé leur traditionnelle manifestation du jeudi devant le *palais présidentiel à Buenos-Aires.* C'est le 30 avril 1977 que des parents de disparus se sont, pour la première fois, ainsi réunis silencieusement pour obtenir des informations sur le sort de leurs proches. Il n'y a pas eu d'incidents.

EN COLOMBIE, la police a [...]persé une manifestation d'[...] cinq mille personnes réunis dans la capitale à l'occasion [...] Fête du travail.

A CUBA, le 1er mai a donné lieu au premier défilé [...] nouvelles milices territoriales [...]ées à la fin de 1980. M. Fide[l] [C]astro a pris la tête d'un défilé [de] près de vingt mille personnes armées de fusils d'assaut sovi[ét]iques. Cette manifestation était désignée comme la « Marche [du] peuple combattant pour la produc[tio]n et la défense ».

A Varsovie

M. Kania et le bureau politique ont défilé en compagnie de cinquante mille personnes

De notre correspondant

Varsovie. — Pas de discours-fleuve à digérer, pas de tribune officielle, pas de ballet bien réglé. Ici, le bureau politique marchait comme *tout le monde* ; conduit par un M. Kania radieux. Les militaires n'étaient pas à la parade mais avançaient en bavardant, famille au bras.

Ce fut donc une gentille manifestation « traîne-savate » tout *à fait digne de Bastille-République* et surtout du sens du compromis polonais. Un moment inquiet après le refus de Solidarité d'appeler ses adhérents à participer aux cérémonies, le parti s'en est au bout du compte *bien tiré en faisant descendre* quelque cinquante mille participants dans la rue. En évitant les larges artères, le cortège fit une boucle autour de la place de la Victoire, et le résultat n'eut rien d'humiliant. Le drapeau national *dominant le drapeau rouge*, les pancartes disaient « *Oui au dialogue, non à la confrontation* » et « *Dix fois oui aux dix points du programme gouvernemental* ».

C'était décidément « *oui* » à un renouveau que n'est venue troubler aucune invective, même si la présence d'une banderole de l'organisation Grunwald rappelait que *les ultras ne sont pas* prêts à désarmer. Tristement célèbre depuis sa manifestation antisémite du 8 mars, ce mouvement vient de s'illustrer à nouveau en distribuant à *la veille du* plénum du 29 avril un tract d'une violence inouïe contre l'ancien membre du bureau politique Werblan, coupable d'avoir été présent à la *réunion* des contestataires de Torun. Ce tract accuse tout simplement avec force détails M. Werblan d'être un agent soviétique lié « *à tout hasard* » à l'ambassade américaine et le « *chef sans couronne* » d'une mafia « *soi-disant libérale* », où se retrouveraient en particulier M. Rakowski et M Klasa, le chef du département presse du comité central, qualifié d'adjectifs que la décence interdit de reproduire.

En province, les *cérémonies* se sont limitées la plupart du temps à *des dépôts de gerbes.*

BERNARD GUETTA.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 27 AU 30 AVRIL 1981

Début d'inquiétude

Au bel optimisme qui avait provoqué une hausse des cours de 4 % la semaine précédente, a succédé un net début d'inquiétude, les indices reperdant plus de 5 % dans un climat nettement alourdi. En deux jours, le ressort étonnant dont faisait preuve la Bourse de Paris s'est cassé : les résultats du premier tour du scrutin, jugés « décevants » par la corbeille, le ralliement du P.C. à M. François Mitterrand et la mollesse du soutien chiraquien au président sortant ont fait l'effet d'une douche froide.

Dès le lundi matin, en effet, la déception était perceptible au palais Brongniart, où certains opérateurs avaient pris jusqu'au dernier moment le pari d'un second tour entre les deux frères ennemis de la majorité. Dans la foulée, la cote subissait un vif repli (2 %), qui pouvait aussi apparaître comme un correctif salutaire après la hausse exagérée — près de 4 % — enregistrée au cours des trois séances précédentes à la suite d'un « effet Chirac » singulièrement gonflé, ainsi que devait le confirmer la sanction des urnes.

L'essentiel, pour la Bourse, était tout de même que le candidat R.P.R. apporte son soutien à M. Giscard d'Estaing, même « à titre personnel », et le marché parisien s'en trouvait tout revigoré mardi, regagnant une bonne partie du terrain perdu la veille et attendant avec une mine gourmande la déclaration que devait prononcer dans l'après-midi le comité central du parti communiste, encore sous le coup de son échec électoral. Nouvelle douche écossaise, dès le lendemain, puisque non seulement le P.C.F. décidait de soutenir M. François Mitterrand sans poser de conditions, mais les alliés difficiles du président sortant, notamment les députés gaullistes, étaient fermement invités à ne pas faire d'excès de zèle le 10 mai à l'égard de M. Giscard d'Estaing.

Il n'en fallait pas plus pour que la cote perde à nouveau toute contenance, « plongeant » de plus de 2 % après que l'ensemble des secteurs eurent été affectés par ce mouvement de baisse sensible qui n'a naturellement pas épargné les valeurs dites « nationalisables ». Jeudi, ce mouvement s'est encore amplifié, puisque la Financière de Paris, une des valeurs les plus surveillées du marché dans le contexte actuel, perdait près de 7 % dès le premier son de cloche, pour remonter légèrement par la suite.

L'indicateur instantané abandonnait environ 2 % en fin de séance, portant au total à plus de 5 % le repli de la cote au cours de cette semaine de quatre jours seulement.

Mais, finalement, qui vend ? Apparemment, un peu tout le monde, mais surtout la clientèle privée, qui se sent de plus en plus préoccupée par un changement de société qu'elle s'était jusqu'à présent refusée à envisager vraiment. Dans le même temps, les acheteurs, qui avaient jusqu'à la fin avril pour compléter leurs achats en actions françaises, ne se sont guère pressés, si ce n'est pour le compte de Sicav. Il faut admettre que cette fièvre n'a pas contaminé le marché de l'or, qui est resté d'un calme olympien, tout au moins pendant les trois premières séances, avant de réagir à son tour, jeudi, par une hausse sur le lingot et sur le napoléon.

Que va-t-il se passer la semaine prochaine ? Le marché va-t-il offrir une certaine résistance après cet accès d'inquiétude ?

Rien n'est moins sûr, d'autant que le sondage d'intentions de vote, publié samedi par l'hebdomadaire « le Point », sans doute le dernier et le seul à paraître dans les délais légaux, fait état d'un avantage en faveur du candidat socialiste — dans une fourchette de 51,5 % - 48,5 % — au détriment du président sortant. Tout va donc dépendre des réactions des particuliers, les investisseurs institutionnels se montrant traditionnellement beaucoup plus réservés.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le Dow Jones au-dessous de 1 000

C'est une mauvaise performance que la Bourse de New-York a effectuée cette semaine, baissant sensiblement tout au long de la semaine si l'on excepte la légère hausse de lundi.

En dépit des velléités de reprise enregistrées vendredi en début de séance l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est établi finalement à 994,77, soit une baisse de près de 25 points par rapport à la semaine précédente, qui avait, il est vrai, porté Wall Street à son plus haut niveau depuis huit ans.

Le marché est donc retombé pour la première fois depuis le 14 avril dernier au-dessous du seuil psychologique des 1 000 en termes d'indice, un mouvement dont il faut chercher l'explication du côté de la hausse sensible des taux d'intérêt constatée cette semaine.

Dès mardi, en effet, les taux des fonds fédéraux avaient progressé de près d'un point et demi et, conséquence logique, les grandes banques américaines décidaient le lendemain de porter à 18 % leur taux de base bancaire (prime rate) contre 17 1/2 % précédemment.

Signalons cependant la bonne tenue des valeurs pétrolières (très recherchées en 1980 et très éprouvées depuis le début de l'année) au vu des résultats en hausse annoncés par les compagnies. Pour l'ensemble de la semaine, l'activité du marché s'est contractée à 258,96 millions de titres contre 296,17 millions.

	Cours 24 avril	Cours 1er mai
Alcoa	35 5/8	32 7/8
A.T.T.	55 1/2	54 7/8
Boeing	35 1/2	34 1/8
Chase Man. Bank	47 1/2	48 1/2
Du Pont de Nemours	49 7/8	50
Eastman Kodak	82	76 3/8
Exxon	67 5/8	68 7/8
Ford	24 1/8	21 3/8
General Electric	68 3/4	65 1/4
General Foods	34 3/4	33
General Motors	57 1/4	53 7/8
Goodyear	19 1/8	18 3/4
I.B.M.	59 3/4	59 1/2
I.T.T.	34 3/4	34
Kennecott	57 1/2	57 7/8
Mobil Oil	68 3/4	61 7/8
Pfizer	51 7/8	54 1/4
Schlumberger	97 3/8	98 1/4
Texaco	35 1/8	37 1/8
U.A.L. Inc.	27 1/2	25 1/4
Union Carbide	58 3/8	56
U.S. Steel	34 3/8	34
Westinghouse	33 5/8	34
Xerox Corp.	63 7/8	58 1/4

FRANCFORT

Légère baisse

La bonne tenue initiale de la cote, après la hausse de la semaine dernière, n'a guère résisté à la série de prises de bénéfices qui se sont manifestées dès mardi.

	Cours 24 avril	Cours 1er mai
A.E.G.	60,40	57,60
B.A.S.F.	130	128,20
Bayer	124,70	124,50
Commerzbank	137	135
Hoechst	122,50	123,70
Mannesman	143,80	142,10
Siemens	262,20	259,80
Volkswagen	164,30	156,10

LONDRES

Niveaux records

Déprimé en début de semaine par un sondage de conjoncture passablement pessimiste publié par la Confédération de l'industrie britannique, la Bourse de Londres s'est redressée ultérieurement pour clore la semaine à des niveaux records après l'annonce du redressement des résultats d'Imperial Chemical Industries (ICI).

Pour de nombreux analystes, l'annonce des résultats supérieurs aux prévisions par l'une des plus importantes sociétés britanniques les incite à penser que le gros de la récession est en partie passé.

Le marché londonien a cependant dû « digérer » quelques prises de bénéfices suscitées par la grève des fonctionnaires, l'indice « F. T. » des industrielles reflétant un bilan très satisfaisant par rapport à vendredi dernier : 591,9 (contre 587,3). Les autres indices s'établissent comme suit : mines d'or, 366,5 (contre 357,8) ; Fonds d'État, 68,88 (contre 67,49).

	Cours 24 avril	Cours 1er mai
Bowater	274	264
Brit Petroleum	396	390
Charter	243	263
Courtaulds	74	76
De Beers*	8,20	8,15
Free State Geduld*	52	49 1/4
Gt Univ. Stores	500	483
Imp. Chemical	306	324
Shell	392	390
Vickers	296	290
War Loan	31 7/8	29 3/4

(*) En dollars.

TOKYO

Au plus haut

La fermeté du yen et la hausse de Wall Street la semaine dernière ont permis au marché d'enregistrer une nouvelle progression des cours qui l'ont porté à son plus haut niveau historique, malgré les prises de bénéfices intervenues vendredi.

Parmi les vedettes figurent les électriques et les électroniques tels que Sony, Pioneer, Matsushita et T.D.K.

L'indice Nikkei Dow Jones a atteint mardi le niveau record de 7 674,28 yens avant de repasser, jeudi, la barre des 7 600 yens.

	Cours 24 avril	Cours 1er mai
Canon	1 080	1 150
Fuji Bank	490	490
Honda Motors	905	990
Matsushita Electric	1 340	1 440
Mitsubishi Heavy	286	302
Sony Corp.	3 950	4 390
Toyota Motors	1 050	1 140

HARDIESSE

L'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République entraînerait une baisse de 10 % à 15 % à la Bourse de Paris, et la réélection de M. Valéry Giscard d'Estaing se traduirait par une hausse de 5 % à 10 %. Tels sont les pronostics que les agents de change Thierry Tuffier et Hubert Ravier ont formulés publiquement devant les journalistes cette semaine. A leurs yeux, l'élection présidentielle n'est pas un événement majeur pour la Bourse, dont le raisonnement est le suivant : si le président sortant est réélu, il le sera dans des conditions de précarité qui feraient qu'il ne sera pas véritablement opérationnel, vis-à-vis de sa majorité en tout cas. Si le candidat de la gauche est élu, des élections anticipées s'imposeront et la situation pourra être bloquée au moins quelques mois. Dans cette hypothèse, les valeurs nationalisables et leurs satellites demeurent en ligne de mire, mais il n'est rien moins certain qu'elles soient les plus touchées, l'importance de leurs actifs et leur rendement garantissant une certaine stabilité des cours en toutes circonstances.

Bien que MM. Tuffier et Ravier écartent l'hypothèse d'une victoire de la gauche, ils ont, depuis quelques mois, investi le tiers des portefeuilles de leurs clients en valeurs étrangères, américaines et japonaises notamment, sur lesquelles les espoirs de hausse sont grands. La part des emprunts indexés sur l'or a été ramenée à 15 % environ, celle des actions et obligations françaises étant fixée à 60 %, plus 10 % de liquidités. « Vendre à découvert actuellement ? Ce serait de la spéculation », estiment-ils.

Il faut rendre hommage à la hardiesse de ces deux agents de change, qui ne craignent pas — publicité bien comprise — d'exposer publiquement leur opinion. Sans discuter leur pari sur l'issue du scrutin, ne peut-on estimer toutefois qu'un recul des cours de 10 % à 15 % en cas de victoire de la gauche pourrait s'avérer modeste ?

Les pouvoirs réglementaires d'un président français sont extrêmement étendus, et il n'est pas exclu que la réaction de la Bourse soit assez émotionnelle, et donc plus accentuée que ne le prévoient MM. Tuffier et Ravier, tout au moins dans l'immédiat.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	27 avril	28 avril	29 avril	30 avril	1er mai
Terme	170 986 012	226 640 599	258 740 799	301 600 260	
Comptant :					
R. et obl.	186 430 603	165 181 857	253 289 745	307 159 108	
Actions	80 619 617	113 386 636	123 591 545	137 431 585	
Total	438 036 232	505 209 092	635 622 089	746 190 953	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1980)					
Franç.	101	102,1	100,1	—	
Etrang.	114,7	115,6	115,8	—	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1980)					
Tendance	103,1	104,1	101,9	100	—
(base 100, 29 décembre 1961)					
Ind. gén.	109,6	109,9	108,1	105,7	—

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27 4	Cours 30 4
Or fin (kilo en barre)	[illegible]	87800
— (kilo en lingot)	85250	87495
Pièce française (20 fr.)	848	85[illegible]
Pièce française (10 fr.)	475 50	475
Pièce suisse (20 fr.)	[illegible]	[illegible]
Union latine (20 fr.)	600	588 10
● Pièce tunis. (20 fr.)	570	562
Souverain	743	735 10
● Souverain Elizabeth II	[illegible]	[illegible]
● Demi-souverain	444	445
Pièce de 20 dollars	3280	[illegible]
— 10 dollars	158	158[illegible]
— 5 dollars	[illegible]	777 50
— 50 pesos	35[illegible]	35[illegible] 50
● — 20 marks	747	740
— 10 florins	[illegible]	62[illegible]
● — 5 roubles	43[illegible]	430

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	48 425	71 870 000
C.G.E.	26 275	61 867 000
4 1/2 % 1973	24 100	49 460 000
C.S.F. (1)	65 875	34 873 000
B.S.N.	25 775	27 894 000
Gén. des Eaux (1)	48 050	28 095 000

(1) Quatre séances seulement.

AUTOMOBILE

ACCORD PRÉLIMINAIRE DE COOPÉRATION ENTRE VOLKSWAGEN ET NISSAN

Le projet de coopération entre la firme japonaise Nissan et Volkswagen a enregistré des progrès notables, au cours des négociations qui viennent de se dérouler à Tokyo entre les deux constructeurs automobiles, a annoncé, le 30 avril, la société allemande. Elle répondait ainsi à Nissan, qui affirmait quelques heures plus tôt que l'accord était signé.

Les deux constructeurs automobiles sont, semble-t-il, convenus de la production au Japon, dans les usines de Nissan, dès 1983, de quatre mille à cinq mille voitures par mois du type « Passat », modèle moyen de la gamme Volkswagen. Cette production pourrait ensuite croître graduellement. Ces automobiles, montées à partir de pièces fournies par le constructeur allemand, seraient destinées principalement au marché japonais mais aussi éventuellement à la Chine. Ces dispositions auraient fait l'objet d'un « accord préliminaire » selon Nissan, l'accord définitif devant intervenir en juin ou juillet à en croire le porte-parole de Volkswagen.

Le Japon accepte de limiter temporairement ses ventes aux États-Unis

Tokyo. — Cédant aux pressions politiques et aux menaces protectionnistes américaines, le gouvernement japonais a accepté vendredi 1er mai d'imposer pendant deux ans une limitation au volume des exportations de ses constructeurs automobiles à destination des États-Unis. Ce compromis, qui a pour objet avoué de faciliter le redressement de l'industrie automobile américaine, a été atteint in extremis, à l'avant-veille du premier voyage de M. Suzuki, premier ministre, à Washington. Il fait suite à d'intenses négociations qui ont culminé avec la visite à Tokyo, ces jours derniers, de M. Brock, représentant de M. Reagan.

L'accord prévoit pour l'année fiscale 1981 (avril 1981-avril 1982) un niveau maximum d'exportations de un million six cent quatre-vingt mille voitures, ce qui correspond à la moyenne des années 1979 et 1980 mais à une réduction de quelque cent quarante mille unités par rapport à l'an dernier. En 1982 ce plafond sera relevé proportionnellement à l'accroissement du marché américain.

Les Américains, principal allié, protecteur militaire et premier partenaire commercial du Japon, avaient les moyens de leur politique. L'administration Reagan a également fait valoir que, faute de compromis, elle ne serait pas en mesure d'empêcher le vote par le Congrès de mesures protectionnistes, légales, non négociable et encore plus préjudiciables aux intérêts japonais. Les États-Unis ont enfin clairement fait comprendre à Tokyo qu'un accord, outre qu'il faciliterait la première visite de M. Suzuki à Washington, amènerait peut-être les Américains à infléchir leur position lors du prochain sommet d'Ottawa, où les Japonais redoutent de se trouver placés sur la sellette par leurs partenaires occidentaux en raison des déséquilibres suscités par leur stratégie commerciale.

Pour sauver la face et préserver l'esprit du libre-échange, la mesure

De notre correspondant

apparaîtra officiellement comme une décision volontaire et unilatérale du Japon. Les États-Unis ont même donné l'assurance que le compromis, qui s'apparente à une politique de cartel, ne tomberait pas sous le coup de la loi antitrust que les importateurs américains seraient, en effet, fondés d'invoquer.

Avertissement aux Européens

Cette entente risque de mécontenter les Européens, qui redoutent par contrecoup une augmentation des exportations d'automobiles japonaises, et de les pousser à obtenir des concessions similaires. Mme Veil, qui a quitté le Japon jeudi 30 avril à l'issue d'une visite de quatre jours, a saisi l'occasion pour lancer une nouvelle mise en garde.

La présidente de l'Assemblée européenne a fait état « des préoccupations nées de l'attitude dilatoire jusqu'ici manifestée par les Japonais (...), attitude qui contraste avec les compromis conclus par le Japon avec les Américains. » Elle a estimé que « le déséquilibre croissant des échanges entre l'Europe et le Japon conduirait, s'il n'y était porté remède, à des conséquences dramatiques, non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique ». Cependant, M. Suzuki a déclaré vendredi que les Européens ne devraient pas s'attendre au même traitement de faveur que les États-Unis, car, selon lui, « ils n'ont pas de plan de redressement de leur industrie automobile comparable à celui des Américains et ils ne font pas d'efforts pour pénétrer le marché japonais, qui est bien plus ouvert que leurs propres marchés », opinion qui est précisément contestée par les Européens...

R.-P. PARINGAUX.

L'ACCORD NIPPO-AMÉRICAIN

(Suite de la première page.)

Officiellement, il n'y a pas eu de négociation entre les deux gouvernements. M. William Brock, représentant de M. Reagan pour le commerce extérieur, ne s'était rendu à Tokyo que pour « informer » les Japonais de l'état d'esprit du Congrès. Il a joué en fait les « MM. Bons Offices » avant la visite à Washington du premier ministre nippon, M. Zenko Suzuki.

Les constructeurs japonais tiennent actuellement 21 % du marché américain. La diminution de 140 000 unités devrait avoir deux conséquences : favoriser les ventes de véhicules locaux et augmenter les prix de ceux-ci.

General Motors, Ford et Chrysler changent déjà discrètement leurs étiquettes depuis quelques jours. De forts rabais leur ont permis d'écouler un nombre appréciable de véhicules, et tous songent maintenant à reconstituer les stocks. Au deuxième trimestre, General Motors produira 23,50 % de plus qu'en 1980, l'augmentation dépasserait 28 % chez Ford et 52 % chez Chrysler. Il est vrai que 1980 avait été l'année la plus catastrophique depuis 1971.

ROBERT SOLÉ.

● *Chômage technique chez Fiat pour deux semaines.* — Soixante-huit mille employés de la firme automobile italienne Fiat vont être mis en chômage technique pendant deux semaines en juin et juillet. Ces mesures « exceptionnelles » et « limitées dans le temps » sont justifiées, selon la direction, par la situation difficile de l'entreprise. Les salariés seront pris en charge par la caisse « intégration » (les assurances sociales italiennes). — (A.F.P.)

Mitsubishi n'exclut pas une prise de participation dans Chrysler

Un événement majeur vient de se produire sur le marché de l'automobile aux États-Unis : Chrysler et le Japonais Mitsubishi vont se rapprocher, aux termes d'un accord conclu avec la bénédiction du département américain du Trésor.

Après des discussions qui ont duré trois jours entre les présidents des deux firmes, MM. Lee Iacocca et Tomio Kubo, il a été décidé que Mitsubishi, qui fournit actuellement sous contrat d'exclusivité 13 % des véhicules vendus par Chrysler sur les marchés américain et canadien, élargira sa gamme et augmentera ses livraisons. De plus, la société japonaise assurera le financement de ses exportations non seulement jusqu'au débarquement dans les ports américains, mais encore jusqu'au moment de leur vente. En contrepartie, Chrysler accepte que Mitsubishi puisse créer, éventuellement, son propre réseau de distribution aux États-Unis.

Enfin, le communiqué diffusé au terme des entretiens précise que « l'on s'attend que le renforcement des relations entre les deux compagnies conduise à une coopération croissante » et « à la possibilité d'investissements futurs de Mitsubishi Motors dans une société Chrysler renforcée ».

Fusion ?

En clair, cela veut dire que la firme japonaise pourra entrer dans le capital de la société américaine, cette dernière détenant déjà, de son côté, 15 % du capital de Mitsubishi. Interrogé sur le point de savoir si cette « possibilité d'investissements » pouvait signifier qu'une fusion serait susceptible d'intervenir plus tard, un porte-parole de Chrysler s'est borné à répondre : « Je ne peux dire cela, les termes du communiqué sont clairs. » Selon le Los Angeles Times, un des dirigeants de Chrysler a implicitement confirmé que l'objectif de l'accord était bien une fusion dans le futur, et le président de Mitsubishi a déclaré que le groupe japonais pourrait envisager une participation dans le capital de Chrysler si cette firme restaurait sa situation financière.

Une telle opération, tout en apportant un soutien décisif au constructeur américain, sauvé de la faillite d'extrême justesse grâce au concours du Trésor et des banques, modifierait en profondeur la physionomie du marché de l'automobile aux États-Unis.

Elle poserait le problème des relations Chrysler et Peugeot-Citroën, dont 15 % du capital est détenu par le constructeur d'outre-Atlantique et qui lui a apporté des concours financiers importants.

TRANSPORTS

● *Augmentation des tarifs ferroviaires entre les pays de l'Est européens.* — Les tarifs « passagers » ont été augmentés à partir du 1er mai. Annoncée en Pologne, en R.D.A., en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Hongrie, la nouvelle n'a pas été confirmée jusqu'à présent par la Roumanie et l'U.R.S.S., mais il ne fait pas de doute que la majoration concerne aussi ces deux pays. Elle est justifiée, selon les autorités hongroises, par la hausse du prix de l'énergie et permettra de réduire la grande disparité entre les tarifs ferroviaires internationaux entre les pays du Comecon, fortement subventionnés, et les tarifs intérieurs (qui ne sont pas touchés par l'augmentation. — (A.F.P.)

ÉTRANGER

NOUVEAU DÉFICIT COMMERCIAL EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

La République fédérale d'Allemagne a enregistré en mars un déficit commercial de 184 millions de marks (de l'ordre de 310 millions de francs) pour un volume d'échanges de 67,68 milliards de DM. C'est le deuxième passif commercial que la R.F.A. accuse cette année, après les 923 millions de DM en janvier. (En février, le commerce avait été excédentaire de 864 millions de DM.)

La détérioration des échanges commerciaux, ajoutée au passif traditionnel des services et des transports, a provoqué un déficit de la balance des paiements courants de 2,8 milliards de marks.

Sur l'ensemble du premier trimestre, le déficit des paiements courants atteint 8,8 milliards de DM et celui de la balance commerciale 0,2 milliard de DM. — (A.F.P.)

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Surabondance des capitaux

L'éventuelle élection à la présidence de la République d'un candidat socialiste affecterait-elle le crédit de la France sur l'euromarché, alors qu'il est actuellement considéré comme l'un des meilleurs du monde ? A cet égard il faut distinguer entre les réactions, qui seront différentes selon que l'on s'adresse au marché euro-obligataire ou à celui des euro-crédits bancaires. Le premier, dans la mesure où il est destiné au public, est plus subjectif et pourrait, tout au moins dans un premier temps, réagir négativement. Il est certain que les investisseurs privés : suisses, belges, allemands ou moyen-orientaux, qui sont par nature assez conservateurs, s'interrogeront sur la qualité d'une présidence socialiste acquise grâce à un fort soutien communiste. Par contre, ceux que l'on dénomme les investisseurs institutionnels, c'est-à-dire les fonds de retraite ou de placement, les compagnies d'assurances, les institutions internationales et autres entités de même type qui maintenant absorbent une grande partie des euro-obligations émises, sont moins enclins à réagir émotionnellement parce qu'ils fondent avant tout leurs décisions sur une analyse objective des situations considérées. Dans leur cas c'est donc le programme économique du nouveau président qui retiendra leur attention avec, en premier lieu, l'impact inflationniste des réformes qu'il envisage. En revanche, la seule présence d'un président socialiste n'est pas de nature à les effaroucher. La très socialiste Autriche, par exemple, bénéficie d'un excellent crédit auprès des capitalistes du monde entier.

L'approche des grandes banques internationales consentant des euro-crédits à moyen terme, qui est le marché permettant de lever des fonds sur une bien plus grande échelle, c'est-à-dire de l'ordre de plusieurs milliards de dollars, est également essentiellement analytique. Le facteur politique n'est dès lors que l'un des nombreux paramètres sur la base desquels le crédit des emprunteurs est défini. Là aussi, le volume des euro-capitaux qui seront nécessaires pour soutenir le programme économique du président élu et son impact inflationniste seront les facteurs décisifs. En théorie, un léger relèvement de l'ordre de 0,125 % des marges prélevées sur les crédits français pourrait intervenir à partir du moment où la France tentera d'emprunter plus que les quelque 4 milliards de dollars annuels qu'elle avait jusqu'ici coutume de solliciter sur l'euro-marché. Toutefois, le volume des liquidités présentement disponibles au sein de la communauté bancaire internationale demeure si élevé dans un monde encore en récession économique qu'il serait étonnant de voir la France pénalisée pour excès d'euro-emprunts.

La surabondance des capitaux continue en effet de pousser à la baisse le coût pour les emprunteurs internationaux de leurs euro-crédits. La Thaïlande en est le dernier exemple. Ce pays vient de donner à trois banques internationales un mandat pour lui trouver 220 millions de dollars. Sur ce total, 55 millions sont destinés à financer des dépenses militaires. Les euro-banquiers répugnent généralement à prêter pour ce genre d'exercice. Aussi le seul fait qu'ils aient cette fois-ci accepté de se plier aux exigences des Thaïlandais montre à quel point ils sont pressés de reprêter les fonds qui leur sont confiés en dépôt. Les conditions attachées au crédit confirment cette première impression. Elles sont nettement plus favorables que celles précédemment consenties à la Thaïlande. La durée du prêt est de huit ans, dont quatre ans de franchise. Le taux d'intérêt sera l'addition au Libor d'une marge de 0,5 % durant les quatre premières années, portée à 0,625 % pour les quatre dernières. Ces marges sont d'au-moins 0,25 % inférieures à ce que le royaume de Thaïlande devait acquitter l'an dernier sur ses euro-crédits. Comme de toute évidence la situation économique du pays ne s'est pas depuis améliorée à un degré tel qu'elle puisse justifier une diminution de cette ampleur du coût des emprunts thaïlandais, la seule raison à la générosité apparente des prêteurs est le trop-plein d'euro-argent dont ils disposent.

CHRISTOPHER HUGHES.

Le marché monétaire

Vive remontée des taux aux États-Unis

L'événement de la semaine a été l'accélération très nette de la remontée des taux aux Etats-Unis, ce qui a fortement contribué à la vive hausse du dollar (voir la rubrique « les devises et l'or »). Soucieuses de freiner l'accroissement de la masse monétaire, très rapide à nouveau, les autorités fédérales américaines (le Fed) ont fait monter les taux sur le marché entre banques, en réduisant le volume de leurs interventions. Ces taux ont dépassé 18 % au jour le jour, atteignant même 20 % et plus à certains moments. Cette politique n'a pas de quoi surprendre. Il y a quinze jours, M. Paul Volcker, président du Federal Reserve Board n'avait-il pas déclaré que, après avoir mené jusqu'à présent « une action retardatrice » contre l'inflation les Etats-Unis « allaient pouvoir, enfin, s'attaquer aux racines du mal et espérer des résultats positifs d'ici un an » ? Et de réaffirmer qu'il entendait mener une politique monétaire rigoureuse aussi longtemps qu'il le faudrait pour atteindre le but recherché.

Ces intentions ont été suivies d'effet ces jours derniers, et, dans ces conditions, il était logique que les banques américaines, dont le coût des ressources se trouve renchéri, relevassent leur taux de base (prime rate) pour la seconde fois en quinze jours, le portant de 17 1/2 % à 18 %. Le regain de tension n'empêche pas, outre-Atlantique, plusieurs banquiers de réaffirmer que le taux de base bancaire retomberait à 15 % en juillet-août, pour, il est vrai, remonter à 17 % en fin d'année. Mais, dans l'immédiat, sa hausse va se poursuivre, selon toute probabilité. Il était également logique que cette tension « domestique » se communicât au marché des eurodollars, où les taux ont progressé de 3/4 % à 1 % sur toutes les échéances, où l'on cotait, en fin de semaine, 17 % et un peu plus.

Tout cela ne fait évidemment pas les affaires des Européens, notamment de l'Allemagne fédérale, dont la Banque centrale se refuse, plus que jamais, à abaisser ses taux : priorité à la défense du mark. En Grande-Bretagne, le taux d'escompte officiel est également maintenu (12 %).

Seule, la Banque de Belgique a abaissé le sien de 1 % pour la seconde fois en quinze jours, le ramenant à 14 %. Il est vrai qu'elle avait dû l'élever brutalement pour défendre le franc belge, et que, ce dernier étant un peu moins menacé, elle peut se permettre de réduire un peu l'intérêt de l'argent en Belgique, jugé prohibitif compte tenu d'une conjoncture économique assez désastreuse.

En France, l'institut d'émission a maintenu imperturbablement à 12 1/4 % le loyer de l'argent au jour le jour, prêtant et empruntant à ce niveau. Sur le marché monétaire, très calme à l'approche du deuxième tour de l'élection présidentielle, les taux ont monté de 3/8 % environ (12 1/4 % à 12 3/8 % à trois mois et 12 3/8 % à six mois). Les emprunteurs sont nombreux, mais les prêteurs sont réticents, ce qui se comprend fort bien si jamais les temps devenaient plus troublés sur le marché financier domestique.

Sur le marché obligataire, lui aussi très calme, les rendements se sont maintenus légèrement au-dessus de 15 % dans le secteur public, avec une légère tendance à la hausse (le fait politique). Bien que les émissions se placent « très modérément », pour ne pas dire plus, la Caisse centrale de coopération économique lève 600 millions de francs au taux fixe de 15,10 % nominal et 15,19 % actuariel à douze ans. De son côté, l'Union des banques régionales lance un emprunt de 150 millions de francs à taux flottant, indexé sur le taux moyen des obligations garanties (T.M.O.). Les optimistes relèveront que, pour la première fois depuis un certain nombre d'années, des emprunts ont été lancés en pleine consultation électorale, alors que, précédemment, une trêve complète était observée.

F. R.

Les devises et l'or

Flambée du dollar — Pressions sur le franc

Un dollar à nouveau triomphant, grâce, en partie, à la remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, un franc français sur lequel des pressions sont venues s'exercer à la veille du 1er mai : tels ont été les événements d'une semaine assez animée.

Déjà recherché depuis une quinzaine de jours, en raison d'un nouveau renchérissement du loyer de l'argent outre-Atlantique, le dollar s'est vivement raffermi pendant les premiers jours de la semaine pour s'élever brutalement mercredi et surtout jeudi 30 avril, sur l'annonce du second relèvement du taux de base des banques américaines en quinze jours, accompagné, comme il est de règle, par une augmentation du loyer de l'argent sur le marché des eurodollars. A la veille du 1er mai, le cours de la monnaie américaine atteignait 5,25 . à Paris, dépassant celui de 5,20 F touché le 17 février dernier lors de la grande « flambée » du « billet vert », et retrouvant son niveau du début de 1974. A Francfort, toutefois, le dollar à 2,2250 DM, était encore au-dessous des 2,25 DM de ce même 17 février : la pointe enregistrée à Paris est due au glissement du franc par rapport au deutschemark, qui vaut maintenant 2,37 F contre 2,3033 F il y a deux mois et demi. Mais à Zurich, la monnaie américaine s'est hissée à 2,0250 FS, au-dessus des 2,01550 FS de février. Même au Japon, où le yen est particulièrement fort à l'heure actuelle, le dollar s'est maintenu, ce qui, par contrecoup, a fait monter vivement les cours de la monnaie nipponne sur les marchés européens (2,43 F pour 100 yen à Paris contre 2,38 F). Un tel phénomène ne manquera pas de satisfaire les concurrents des exportations japonaises, dont la compétitivité se trouve réduite d'autant.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, le dollar est donc vivement recherché. Certes « l'effet-taux » doit-il être pris en compte, mais, comme en février, il se conjugue avec une série de facteurs favorables aux Etats-Unis : très forte diminution du déficit de la balance commerciale américaine en mars, le plus bas depuis novembre 1974; diminution, peut-être provisoire, du taux d'inflation outre-Atlantique ; encore et toujours « l'effet Reagan ». Il faut bien en convenir, le nouvel hôte de la Maison Blanche, contrairement à son prédécesseur, a une chance insolente. La navette spatiale est un succès : le président n'y est pour rien, mais cela lui est imputé à crédit. Il échappe à son assassin, ce qui lui permet de se faire largement acclamer par le Congrès, qui va, très probablement, « avaler » le programme présidentiel de réductions budgétaires. Si on y ajoute le renforcement du potentiel militaire des Etats-Unis, on conçoit que tous les facteurs renforcent la confiance dans le dollar, et cela probablement, pour les mois qui viennent.

Un tel phénomène n'a rien de réjouissant, dans l'immédiat, pour les nations européennes qui voient, en particulier, leur facture pétrolière s'alourdir d'autant. A noter, toutefois, que la compétitivité des exportateurs du Vieux Continent se trouve restaurée sur les marchés mondiaux, ce que relève la société d'études américaines Chase Econometrics pour l'Allemagne fédérale (*le Monde* daté du 2 mai 1981). Mais, pour l'instant, les conséquences de la hausse du dollar sont sévères, d'autant que les Etats-Unis, fidèles à leur nouvelle doctrine libérale, se refusent à intervenir sur les marchés des changes pour freiner la hausse de leur monnaie. Les ingrats ! Quand on pense aux époques encore toutes récentes (fin 1979 et fin 1980, lorsque les banques centrales de R.F.A., de Suisse, du Japon et de France achetaient des dollars par milliards...

Dans l'immédiat, c'est la Banque de France qui en vend, non par milliards mais par millions, pour soutenir le franc qui, à la veille du week-end, a commencé à subir véritablement des pressions. Ce n'est pas une attaque en règle, mais un début de défiance à l'approche du deuxième tour de l'élection présidentielle

L'institut d'émission a défendu le cours de 2,37 francs pour un mark, dont, rappelons-le, le cours médian est de 2,3558 francs avec un plancher de 2,3033 francs et un plafond de 2,4093 francs. Il a dû, selon certaines information, y consacrer plus de 300 millions de dollars, ce qui est encore très peu par rapport à des réserves doublées depuis 1978 et dépassant 20 milliards de dollars. A Francfort, si on a vivement apprécié le recul électoral du P.C., on commence, les sondages aidant, à nourrir quelques inquiétudes sur l'issue du second tour : François Mitterrand n'est pas un épouvantail, mais, à tort ou à raison, il est jugé, hors de nos frontières, que son succès ne serait pas de nature à conforter le franc. De toute façon, le départ quasi certain de M. Raymond Barre, véritable caution pour le franc auprès de l'étranger, est un facteur déstabilisant. Déjà, on a noté le départ de quelques capitaux arabes...

Sur le marché de l'or, la hausse des taux d'intérêt a fait fléchir le cours de l'once de 31,1 grammes, qui revient de 491 dollars à 481 dollars, en dépit de la tension au Liban : pour l'instant, le cœur n'y est vraiment pas.

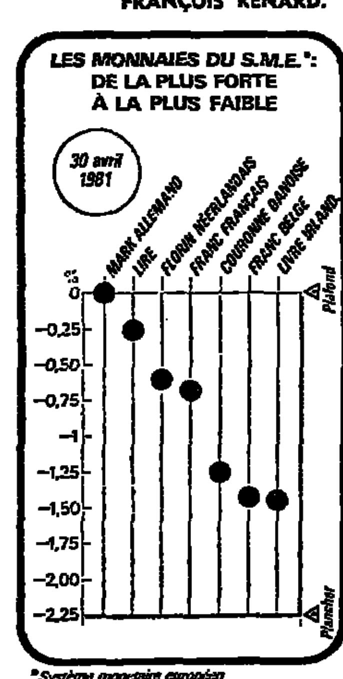
FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.-U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	2,1440 2,1690	— —	19.0738 19.3986	49.5294 50.3778	45.2488 45.9136	2,7777 2,8169	40.7747 41.2881	0.09132 0.09288
Paris	11.2400 11.1810	5.2425 5.1550	— —	259.65 259.70	237.21 236.68	14.5625 14.5210	213.76 212.84	4.7876 4.7467
Zurich....	4.3287 4.3054	2.0190 1.9850	38.5133 38.5039	— —	91.3574 91.1386	5.6083 5.5915	82.3241 81.9570	1.8439 1.8278
Francfort	4.7382 4.7240	2.2100 2.1780	42.1567 42.2511	109.4601 109.7229	— —	6,1388 6,1357	90.1121 89.9256	2,0182 2,0055
Bruxelles	77.1840 76.9995	36 35.50	6.8669 6.8865	17.8396 17.8841	16.2895 16.2993	— —	14.6788 14.6573	3.2876 3.2688
Amsterdam (1)	5.2581 5.2530	2.4525 2.4220	46.7814 46.9836	121.4718 122.0151	110.9728 111.2029	6,8125 6,8225	— —	2,2397 2,2302
Milan	2347.68 2335.53	1095 1056	208.87 210.6726	542.34 547.10	495.47 498.62	30.4166 30.5915	446.48 448.38	— —
Tokyo	462.46 466.98	215,70 215,30	41,1454 41,7658	106.83 108.46	97.6018 98.8521	3.9916 6.0647	87.9510 88.8934	0,1969 0,1982

(1) Amsterdam : fermé le 30 avril.
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 avril, 2,4425 contre 2,3938 le jeudi 16 avril.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Hausse du zinc et de l'aluminium — Baisse générale des denrées

La quiétude a de nouveau régné sur les marchés de matières premières cette semaine, les variations étant restées modérées dans la plupart des cas en l'absence de spéculation agressive.

La confirmation de la hausse du loyer de l'argent aux Etats-Unis où les banques pratiquent désormais un taux de base de 18 % ont pesé sur la tenue des cours des produits de base à vocation industrielle.

METAUX. — *Les cours du cuivre ont reculé en dépit de la poursuite des mouvements de grève dans les mines du Chili et du Pérou. Cette situation a amené plusieurs producteurs américains à diminuer leur prix de 1 et parfois 2 cents la livre poids.*

Fermeté du zinc, dont le cours au comptant a culminé à son plus haut niveau depuis un an à Londres. Le préavis de grève déposé par le personnel de deux usines de Cominco aux Etats-Unis est à l'origine de ce mouvement de hausse. A noter que la Société minière et métallurgique de Penarroya a majoré le prix de base de son zinc de 160 F, à 4 690 F la tonne ; tandis que le producteur américain Asarco annonçait une augmentation de 3 cents par livre poids.

L'aluminium a bénéficié de la surprise causée par la décision de Kaiser aluminium de porter son prix de vente à 80 cents la livre poids (+ 4 cents), même si le refus d'Alcoa et d'Alcan d'agir de la sorte est venu freiner le mouvement de hausse. Selon Alcoa précisément, la demande d'aluminium devrait s'accroître au cours du second semestre. Pour sa part, Reynolds Metals Co estime que la croissance des livraisons sera de 3,8 % l'an en moyenne entre 1979 et 1986 contre 2,8 % au cours des dix années précédentes.

Recul de l'étain à la suite du gonflement des stocks du London Metal Exchange qui s'élevaient à 7 120 tonnes, leur plus haut niveau depuis quatre ans, à la fin de la semaine passée.

CAOUTCHOUC. — *Bonne orientation des cours malgré les prévisions de Landell Mills Commodities faisant état d'une diminution de la demande de 600 000 tonnes de façon permanente du fait des conséquences du renchérissement du pétrole. La firme britannique estime en effet que le caoutchouc naturel sera aussi affecté que le synthétique.*

DENREES. — *Le marché du café a manqué de tenue en l'absence d'intérêt des torréfacteurs. Le directeur exécutif de l'organisation internationale chiffre à six millions de sacs environ les stocks mondiaux pour la saison 1980-1981 et n'exclut pas une nouvelle progression l'année suivante.*

Baisse également du cacao consécutivement à des rumeurs faisant état de ventes massives de la part du Nigeria. L'estimation par l'organisation internationale du cacao d'un excédent mondial de 95 000 tonnes pour la campagne 1980-1981 contre 155 000 tonnes en 1979-1980 a constitué un élément de soutien.

Les cours du sucre sont revenus à leurs plus bas depuis quinze mois environ à la suite de prévisions peu favorables. C'est ainsi que le Geplacea, groupe des pays producteurs de l'Amérique latine et des Caraïbes, a révisé en baisse à 3,03 millions de tonnes contre 4,43 millions précédemment son estimation du déficit de production pour la campagne 1980-1981 ; tandis que les courtiers londoniens E.D and F Man ont majoré de 985 000 tonnes leur prévision de production, ce qui la porte à 87,13 millions de tonnes, pour la période sous revue.

CEREALES. — *En l'absence d'informations plus précises, les marchés des céréales n'ont pas réagi à la levée de l'embargo américain sur les livraisons à l'U.R.S.S. Le conseil international du blé situe dans une fourchette de 460 à 475 millions de tonnes la production mondiale pour l'année commencée au début du mois contre 447 millions en 1980-1981 (estimation).*

Les cours au 1er mai

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterlings par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 829,50 (846) ; à trois mois, 850,50 (866) ; étain comptant, 5 920 (5 935) ; à trois mois, 6 020 (6 045) ; plomb, 344,50 (354) ; zinc, 401,50 (381) ; aluminium, 613 (604,50) ; nickel, 2 985 (2 885) ; argent (en pence par once troy) 520 (530) — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 80,95 (83,50) ; argent (en dollars par once), 11,18 (11,50) ; platine (en dollars par once), 465,90 (477) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 99,83 (106) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 415 à 420 (420 à 425) — Penang : étain (en ringgit par kilo), 28,80 (30,05).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre), coton, mai, 84 (84,43) — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), août, 373 (372) ; jute (en livres par tonne) : Pakistan White grade C, 314 (214). — Roubaix (en francs par kilo) : laine (cours du 30 avril), mai, 37 (36,40).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 56,50 (55,75) — Penang (en cents des Détroits par kilo), cours du 30 avril, 276,50-277,50 (268,50-269,50).

DENREES. — New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao, mai, 1897 (1917) ; juillet, 19[illegible] (1997) ; sucre, juillet, 15,60 (17,40) ; septembre, 16 (18,17) ; café, mai, 126,50 (127,15) ; juillet, 126,50 (126,90) — Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 183 (194) ; octobre, 185,50 (196,25) ; café, mai, 1 062 (1 071) ; juillet, 1 071 (1 073) ; cacao, mai, 922 (937) ; juillet, 946 (957) — Paris (en francs par quintal), marchés du 30 avril : cacao, mai, 1 035 (1 070) ; juillet, 1 075 (1 100) ; café, mai, 1 211 (1 225) ; juillet, 1 242 (1 230) ; sucre (en francs par tonne), juillet, 2 260 (2 420) ; octobre, 2 230 (2 362) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), mai, 230 (225,60) ; juillet, 234,90 (233,70) ; Londres (en livres par tonne), juillet, 136,40 (132,40) ; août, 137 (134,20).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mai, 439 (442 1/2) ; juillet, 448 3/4 (449 1/2) ; maïs, mai, 363 1/4 (364) ; juillet, 370 1/2 (373 1/4).

INDICES. — Moody's : 1 096,3 (1 113) ; Reuter, 1687,9 (1 701,6).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

En Chine

Les luttes d'influence persistent au sein de la direction du P.C.

De notre correspondant

Pékin. — Les dirigeants chinois n'aiment guère depuis quelque temps se montrer tous ensemble en public. Les festivités organisées à l'occasion du 1er mai viennent d'en apporter une nouvelle illustration. Mais, alors que pour les cérémonies du Nouvel An c'est M. Hua Guofeng, le président en titre du P.C., qui avait brillé par son absence, c'est cette fois M. Deng Xiaoping, son principal rival, qui est resté à l'écart des manifestations.

Contrairement à l'an dernier, M. Deng n'est pas apparu, jeudi 30 avril, au cours de la soirée artistique offerte à *l'Assemblée nationale* à quelque quinze mille travailleurs triés sur le volet, en présence des représentants du corps diplomatique et de la presse étrangère. Cette *absence a d'autant plus surpris que,* à l'exception de deux d'entre eux, le vieux maréchal Liu Bocheng, très malade, et M. Chen Yonggui, en disgrâce politique, tous les membres du *bureau politique présents* à Pékin ont participé à cette manifestation.

Entouré de deux hôtes de marque qui séjournent à Pékin, M. Siaka Stevens, le président de la Sierra-Leone, *et le prince* Sihanouk, M. Hua Guofeng, souriant et revigoré par les applaudissements qui l'ont accueilli à son entrée dans la salle, s'est donc retrouvé jeudi au centre de l'attention. Politiquement plus significative que sa précédente apparition à l'occasion des funérailles de l'écrivain Mao Dun, le 10 avril, cette nouvelle sortie en public, la troisième depuis le début de l'année, indique-t-elle que le président du P.C. est en train de reprendre de l'importance ?

D'autre part, l'absence de M. Deng peut-elle s'expliquer par de simples raisons protocolaires — aux côtés de M. Hua, il lui aurait été difficile, ce soir-là, de prendre formellement le pas sur lui, alors que c'est lui, pourtant, qui dirige de fait le parti depuis plusieurs mois — ou bien cache-t-elle un *mécontentement plus* profond ?

Faute d'indications précises, il convient simplement de faire quelques constatations.

La première est que M. Deng, dans la soirée du jeudi 30 avril, se trouvait très vraisemblablement à Pékin, puisqu'il y avait reçu dans la journée M. Stevens et que dans la matinée du 1er mai il s'est entretenu avec M. Scheel, l'ancien chef de l'Etat ouest-allemand, de passage dans la capitale. La télévision a montré vendredi quelques images de cette entrevue. Dans ces conditions, on est amené à penser que, si le vice-prési*dent du parti ne s'est pas montré* jeudi, c'est volontairement, soit pour minimiser l'importance politique de la cérémonie organisée à l'Assemblée du peuple, soit pour manifester aux yeux de ses partisans son désaccord avec de récentes évolutions au sein du parti

La seconde constatation concerne la ligne actuellement suivie, qui n'a cessé de s'infléchir, ces dernières semaines, dans le sens de la fermeté. L'attaque lancée par le *Journal de l'armée* contre l'écrivain Bai Hua en en a été l'un des signes les plus évidents. *Or, voilà qu'après Bai Hua, une autre victime célèbre de la* campagne anti-droitière de 1957, l'écrivain Wang Meng, *a* été à son tour contestée vendredi dans le journal *Clarté*. Il est remarquable que *le Quotidien du peuple,* qui passe pour être contrôlé par M. Deng Xiaoping, n'ait toujours pas repris à ce jour l'attaque contre Bai Hua. Il n'est pas moins notable que le même journal, à la suite de la publication dans *Clarté* de plaidoyers en faveur du maintien de la dictature du prolétariat, ait jugé nécessaire de rappeler il y a quelques jours que le danger principal était représenté par l'influence des idées gauchistes et que c'était contre cette menace que devait porter en premier lieu la lutte politique.

« Prochain » plénum

Des faits précédemment mentionnés, il serait extrêmement hasardeux de conclure à une nouvelle disgrâce de M. Deng. En faisant à son tour bande à part, sans doute a-t-il voulu montrer que, s'il était prêt au compromis dans l'intérêt de la stabilité et de l'unité du parti, il existait, en revanche, un point au-delà duquel il n'était pas disposé à aller.

On devrait en tout cas ne plus beaucoup tarder à être fixé sur les nouveaux équilibres qui sont en train de s'établir, tant sur le plan des *orientations que sur celui des personnes.* Chine nouvelle a, en effet, annoncé vendredi que le comité central, lors du « prochain » sixième plénum, discuterait un document faisant le bilan de *l'expérience* historique de la République populaire depuis sa fondation. C'est la première fois qu'une allusion aussi précise est faite dans un organe de presse chinois à cette future session du comité central, et le fait qu'elle soit annoncée comme « prochaine » donne à *penser* qu'elle pourrait se tenir peut-être dès ce mois-ci ou, au plus tard, en juin.

MANUEL LUCBERT.

LE DRAME DES « RÉFUGIÉS DE LA MER »

Des personnalités européennes et vietnamiennes forment un comité contre la piraterie

De notre correspondant

Berne. — L'exode des réfugiés vietnamiens se poursuit et a même tendance à s'amplifier. Selon les organisations humanitaires internationales, plus de cinq mille Vietnamiens sont arrivés en mars dans les pays riverains. Plus que jamais, les pirates écument le golfe de Siam.

Des personnalités européennes et vietnamiennes ont constitué, jeudi 30 avril, à Lausanne, un comité international contre la piraterie (C.I.C.P.). Parmi les promoteurs de cette initiative se trouvent MM. Edmond Kaiser, fondateur de Terre des hommes, et Bernard Kouchner, animateur de Médecins du monde et de la campagne en *faveur* du bateau l'*Ile-de-lumière*. Le comité comprend également M. Phan Van Thinh, ancien ambassadeur du Vietnam en Suisse.

L'objectif du C.I.C.P. est de créer le plus rapidement possible une force nouvelle de protection et de dissuasion contre les pirates. Dans l'esprit de ses fondateurs, il s'agit de suppléer aux carences des organisations internationales pour faire respecter le droit de la mer.

« *Chaque jour,* expliquent-ils, *des centaines d'enfants, d'adultes, sont attaqués et torturés, massacrés, jetés à la mer, et des fillettes, des jeunes filles ou des femmes sont sauvagement violées.* »

« *Or,* ajoute M. Kouchner, *le monde se tait et il n'existe pas de bateau des Nations unies, aucun « casque bleu » de la mer, pour faire appliquer les lois internationales.* »

Seul un bateau allemand d'assistance humanitaire, le *Cap-Anamour*, croise dans les parages pour recueillir les réfugiés, mais la plupart des bâtiments de la marine marchande préfèrent continuer leur route en raison des difficultés rencontrées dans les ports d'escale pour débarquer les « *boat people* ». Selon des sources américaines, au moins 10 % des réfugiés périraient durant leur odyssée et environ les trois quarts subiraient les attaques des pirates.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Dans une lettre à l'ONU

LE NICARAGUA DÉNONCE LES ATTAQUES D'« ÉLÉMENTS DE L'ARMÉE HONDURIENNE »

Dans une lettre adressée aux Nations unies et rendue publique le vendredi 1er mai, les autorités *nicaraguayennes se plaignent* des attaques opérées contre leur territoire par des « éléments de l'armée hondurienne », ajoutant que cette situation constitue une menace à la paix dans le monde. Dans ce même *document, remis par* l'ambassadeur de Managua à M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, il est précisé que le Nicaragua a proposé au Honduras une réunion entre dirigeants politiques et militaires des deux *pays* pour trouver une solution au litige qui les oppose.

Cependant, les dirigeants révolutionnaires de Managua s'efforcent de désamorcer la tension avec le Honduras conservateur, par des contacts directs avec le pays voisin. Le commandant Daniel Ortega, l'une des principales personnalités sandinistes, a, en particulier, fait connaître qu'il avait eu un entretien téléphonique avec le général Paz, chef de l'Etat hondurien. Les deux interlocuteurs, *précise-t-on* à Managua, se sont *déclarés* prêts à se rencontrer pour régler le différend.

Des concentrations de troupes *avaient été opérées* à la frontière à la suite de divers incidents armés, et l'ambassadeur du Nicaragua à Tegucigalpa a été rappelé pour consultation. Les deux gouvernements ont échangé plusieurs notes de protestation en quelques jours.

Au Honduras, cependant, on a enregistré plusieurs prises de position hostiles à un affrontement avec le pays voisin, de la part des syndicats notamment. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

UN ANCIEN MEMBRE DU GARI ARRÊTÉ LORS D'UN HOLD-UP UN MOIS APRÈS SON ACQUITTEMENT

Pierre Roger, vingt-sept ans, qui a été arrêté après avoir été assommé par un client alors qu'il tentait de commettre un hold-up jeudi 30 avril dans une succursale toulousaine de la Banque populaire, était un ancien membre du Groupe d'action révolutionnaire internationaliste (GARI). Arrêté en 1974 après avoir commis un attentat à l'explosif et une attaque à main armée pour le compte du GARI, il avait été libéré un an plus tard. Il avait comparu, du 19 au 27 mars dernier, avec d'autres membres de ce groupe antifranquiste, devant la cour d'assises de Paris. Tous avaient été acquittés (« le Monde » daté 29 - 30 mars). Pierre Roger aurait reconnu avoir commis deux autres attaques à main armée, les 13 mars et 7 avril, dans des établissements bancaires de Toulouse.

L'élection présidentielle

M. JOBERT : la Ve République ne mourra pas du départ de M. Giscard.

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, qui a apporté son soutien à M. Mitterrand, a tenu samedi matin 2 mai une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré : « *Refuser en esprit la possibilité d'alternance après tant d'échecs, c'est confisquer abusivement les institutions. La Ve République ne mourra pas du départ de M. Giscard. Elle s'en fortifiera ; ses défenseurs — et j'en suis — n'ont pas besoin de lui pour la faire vivre (...). Il est plaisant de voir le si peu « citoyen-candidat » brandir, à usage interne, l'épouvantail du collectivisme alors qu'il a manifesté, dans sa politique étrangère, à ce collectivisme, la plus extrême et la plus diligente complaisance, de l'Angola à l'Afghanistan et la Pologne.* »

A propos de la controverse sur le projet de face-à-face télévisé l'ancien ministre des affaires étrangères a indiqué : « *M. Giscard qui, pendant sept ans, s'est complu dans le monologue télévisé, précédé et suivi de la rumeur flatteuse d'une brigade d'acclamations, se prend de passion, in extremis (...) pour le dialogue télévisé. Une fois encore, il se trompe : les Français sont moins niais qu'il ne le croit.* »

Interrogé sur les appels aux électeurs gaullistes lancés par le président sortant, M. Jobert a déclaré : « *Toute honte bue, il* [M. Giscard d'Estaing] *prononce le nom de Jacques Chirac et je suis sûr que très bientôt il l'appellera même son très cher parent* ».

NOUVELLES BRÈVES

● *Durcissement des relations avec Moscou.* — Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Perez-Llorca, a annoncé le 30 avril la volonté de son gouvernement de « *réajuster* » ses relations avec l'U.R.S.S. Le gouvernement de Madrid a demandé aux autorités soviétiques de réduire de moitié les vols de l'Aeroflot entre Moscou et Las Palmas (Canaries), ainsi que le nombre des bateaux de l'entreprise mixte de pêche Sovhispan ancrés dans les ports canariens. D'autre part, il a annoncé qu'il ne renouvellerait pas le permis de résidence de plus de vingt Soviétiques séjournant en Espagne, mesure qui sera étendue à d'autres ressortissants soviétiques. — *(A.F.P.)*

● *Agitation dans un lycée de Tarbes.* — Plusieurs centaines d'élèves du lycée Marie-Curie de Tarbes ont manifesté, jeudi 30 avril, dans les rues de la ville, pour protester contre le régime disciplinaire imposé par leur proviseur. Celui-ci, qui avait accusé les Jeunesses communistes de distribuer des tracts à la sortie de l'établissement, avait pris à partie, mardi 28 avril, une journaliste et son photographe venus à l'appel des lycéens enquêter sur la discipline imposée aux trois mille élèves de l'établissement. Le mouvement de protestation a gagné l'autre lycée (Théophile-Gautier) de la ville. Un conseil d'établissement est prévu lundi 4 mai au lycée Marie-Curie.

● *Accord entre syndicats médicaux sur la composition des comités départementaux prévus par la convention médecins-Sécurité sociale :* La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), principale organisation professionnelle, et la Fédération des médecins de France (F.M.F.) se sont mises d'accord sur la composition des comités médicaux locaux, instances de concertation prévues dans la convention conclue en 1980 avec les caisses d'assurance-maladie. Cet « *accord global* », selon le communiqué de la C.S.M.F., fait suite à une démarche de ses dirigeants auprès des pouvoirs publics et des interlocuteurs sociaux afin « *que la représentativité incontestable des syndicats médicaux confédérés soit respectée dans les départements* ».

● *Occupation des locaux de la Compagnie fermière de Vichy (Allier).* — Les grévistes de la Compagnie fermière de Vichy (mise en bouteille des eaux de Vichy, cent vingt personnes) ont décidé le 1er mai d'occuper les locaux de leur entreprise. Le mouvement lancé par la C.G.T., le 9 avril, a pour objectif l'augmentation des salaires et la modification de l'organisation du travail.

La Commission européenne relance la controverse sur le budget de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient d'adresser un « avis motivé » à l'Allemagne fédérale, à la Belgique et à la France, leur reprochant un versement incomplet de leurs contributions au budget de la Communauté. Ces trois pays reprochent à l'Assemblée européenne d'avoir commis un détournement de procédure lorsqu'elle a arrêté en décembre un budget supplémentaire pour l'année 1980 artificiellement gonflé. La Commission, sans pour autant prendre parti sur le fond, c'est-à-dire sur la manière dont l'Assemblée a agi pour accroître, contre l'avis du conseil, les crédits pour 1981, s'en tient à la procédure : le budget supplémentaire pour 1980 (principal objet de controverse) et le budget 1981 ont été officiellement arrêtés fin décembre par Mme Veil, président de l'Assemblée, et doivent donc être exécutés. Le 4 février, la Commission, ouvrant la procédure d'infraction prévue par le traité *de Rome avait adressé une lettre* aux gouvernements allemand, belge et français, les mettant en demeure de justifier leur attitude ou de payer. Paris répondit en contestant la légalité de l'acte de l'Assemblée, en faisant valoir notamment que le budget supplémentaire 1980 ne respectait pas le principe de l'annualité (aux termes duquel on ne peut pas voter des crédits dont on sait parfaitement qu'ils ne pourront pas être dépensés dans le cours de l'année).

Avec l'« avis motivé » de la Commission, c'est la deuxième étape de la procédure d'infraction qui est franchie. Si les pays en cause ne paient pas, la Commission pourrait saisir la Cour de justice. Au reste, celle-ci a déjà à connaître de cette affaire, car la R.F.A., prenant les devants, l'a invitée à déclarer nulle la demande de versement adressée par la Commission à Bonn. En fait, l'objectif poursuivi par l'Allemagne fédérale est d'amener la Cour à décider qu'un acte de l'Assemblée est illégal. Est-ce juridiquement possible ? Les traités autorisent-ils la Cour à sanctionner une assemblée élue au suffrage universel ? Les juristes se frottent les mains devant cette superbe controverse.

PHILIPPE LEMAITRE.

EUROPA

publié dans « le Monde » *du lundi (daté 5 mai)*

— Une interview de Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes ;
— Un dossier sur *l'Europe* et sa défense ;
— Un article d'André Grjebine : « Pour un développement autocentré de l'Europe » ;
— *Une étude de Maurice Delarue sur le droit européen*

Ce supplément est préparé en collaboration avec *The Times, la Stampa* et *Die Welt.*

● *Washington et le financement de l'ONU.* — Les Etats-Unis « *ne peuvent ni ne veulent soutenir* » les augmentations du budget des diverses agences de l'ONU, qui sont de l'ordre de 10 à 20 % par an, a déclaré à la presse, *jeudi* 30 avril à Genève, M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les organisations internationales. Le gouvernement de M. Reagan, a-t-il ajouté, souhaite que ces agences bloquent leur budget au niveau atteint actuellement et envisage, afin de créer un « *choc psychologique* », de payer ses contributions (25 % du budget de l'ONU environ) une fois par an en décembre au lieu de verser des acomptes trimestriels comme jusqu'à présent. *(A.F.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 2 mai 1981 a été tiré à *543 024 exemplaires.*

AU CONSEIL ATLANTIQUE DE ROME

Les Européens devraient plaider en faveur d'une reprise des négociations sur les euromissiles et les SALT

Le secrétaire d'Etat américain, M. Haig, sera la vedette de la session de printemps du conseil atlantique, lundi 4 et mardi 5 mai à Rome. C'est la première fois que le chef de la diplomatie de *M. Reagan* rencontre en tant que tel ses collègues occidentaux en corps constitué. Il n'est cependant pas pour autant un inconnu dans cet aréopage : il a participé aux conseils de l'OTAN comme com*mandant suprême allié* en Europe de 1974 à 1979.

Le conseil de Rome se tient à un moment où l'atmosphère de l'alliance est considérée comme bonne par la plupart des observateurs. Encore que la position de M. Haig ait été affaiblie par quelques maladresses au moment de l'attentat contre M. Reagan et que beaucoup d'obscurités subsistent dans la diplomatie américaine, la fermeté du nouveau président à l'égard de l'U.R.S.S., au moins quant au style, est appréciée de l'ensemble de ses alliés.

Les consultations au sein de l'OTAN se sont beaucoup mieux déroulées que d'habitude ces derniers temps, notamment à propos de la crise polonaise et de la tactique à suivre à la conférence de Madrid. On se félicite à Paris de l'appui donné par les Américains et les autres alliés au projet français de conférence sur le désarmement en Europe.

Le grand sujet de discussion reste le lien à maintenir entre « la carotte et le bâton », le renforcement militaire de l'alliance et l'installation d'euromissiles américains, et d'éventuelles négociations sur ce type d'armes avec Moscou. C'est plus précisément à la réunion de Bruxelles du comité des plans de défense (12 et 13 mai) que l'on s'attend à une nouvelle intervention « musclée » du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, encore que Washington *semble disposé à nuancer son insistance* sur l'accroissement des budgets militaires européens.

A Rome, en revanche, les Européens, notamment les Allemands, devraient plaider en faveur d'une reprise des négociations avec l'U.R.S.S. sur les euromissiles (symboliquement ouverte puis ajournée à la veille des élections américaines) et sur les SALT.

Selon l'usage, le conseil de l'OTAN sera l'occasion de nombreuses conversations séparées. M. Haig s'entretient ce samedi avec les dirigeants italiens et le pape. Dimanche, les ministres du groupe dit « de Berlin » (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, R.F.A.) discuteront, en privé, de tous les grands problèmes, notamment ceux de la zone « hors OTAN ». Les mêmes, plus le Canada, parleront, au sein du groupe dit « de contact », de la Namibie, après les vetos occidentaux à l'ONU. Les quatre membres non américains presseront certainement M. Haig de ne pas s'en tenir à une position purement négative et de prendre des initiatives pour relancer la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de 1978 pour une Namibie indépendante, « *internationalement reconnue* ».

M. D.

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11277, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 3 MAI 1981

Le Monde
DIMANCHE

Borg and myself

Si vous jouez – mal – au tennis, et si vous voulez avoir une chance de battre Borg, voici quelques recommandations élémentaires.

JEAN GUENOT

YOUR tennis and yourself : l'expression est anglaise pour que le lecteur *compreinne mieux*. La croissance rapide du tennis en France, comparée au nombre infime de champions français, tendrait à prouver qu'il y a, dans mon pays, beaucoup de tennismen dans mon genre : peu remarquables sur les courts, mais intensément impliqués dans tout ce qui touche à la *raquette*.

Donc, vous jouez au tennis. Mal, les statistiques sont là. Mon conseil est simple : n'essayez pas de jouer mieux, vous n'y parviendriez pas. Ça vous coûterait. En leçons particulières, en raquettes changées, en cordages resserrés, en chaussures spéciales pour mieux bondir. Non, ne tentez pas de mieux jouer. Contentez-vous d'améliorer votre image de tennisman dans l'estime des autres. Jamais vous ne jouerez comme Connors, comme Gerulaitis, comme Borg. Cessez de les imiter. Imitez-moi.

J'ai toujours joué au tennis comme un cochon, je n'ai jamais gagné un seul tournoi, tout juste quelques sets ici et là. Et pourtant, tennistiquement parlant, ma confiance en moi est totale. Voyez, je suis à votre portée.

Comment je fais ? J'ai plusieurs secrets, résumables en une seule phrase, anglaise comme il se doit : *my tennis and myself.*

D'abord, comme des millions, je suis un grand champion du tennis assis, celui qu'on savoure chez soi devant la télévision, ou sur des gradins, coiffé d'un chapeau de papier. Au *stade*, je suis pourvu. J'ai un coussin rond pour les fesses, un protège-nez contre le soleil, un sac à bandoulière avec de la petite laine pour le vent sans pluie, de la grosse laine et de l'imperméable pour l'ondée persistante, un pliant et un grand parapluie pour Wimbledon, un matelas pneumatique pour Flushing Meadows, une bouteille thermos pour Roland-Garros ; des vivres frais, de l'eau potable, une lunette marine.

« Out ! »

Tennistiquement parlant, je discute de tout. Assis en bonne place, j'analyse les amorties qui foirent dans le filet, le drive trop long, le passing qui ne passe pas. Le revers, j'appelle ça un *backhand*. On écoute mes avis sur le tennis. N'est-ce pas l'essentiel ?

Dès qu'il y a contestation, je manifeste le premier ; ainsi, je me *distingue* ; les autres gueulent après, je fais *tss tss tss tss* pour qu'ils se taisent, chienlit braillarde que je fustige par mon silence.

Ma *bibliothèque* me permet de décrire comme si je les avais vus Budge, Drobny, Hoad, Patty. Je remonte mon protège-nez, je cite les scores classiques ; le retour de Tilden sur une volée croisée de Johnston aux simples d'Amérique en 1924 ; l'espadrille de Borotra au troisième set contre Allison en 1932. Autres temps, autres mœurs. Des géants.

Quand je mets les pieds sur un court, ce qui m'arrive, j'ai quelques habitudes d'expérience *qui* peuvent vous être utiles. Imaginons. Votre première balle de service est allée dans le *filet*, comme d'habitude ; la deuxième est trop longue, dehors. Il importe alors de compter le point en votre faveur avec beaucoup de sang-froid. Par exemple, à trente partout, mettez-vous en place pour servir à gauche, et comptez d'une voix forte :

« Quarante-trente ! »

Et *servez aussitôt* une balle qui réussisse à tomber dans le carré adverse. Même très molle. Votre adversaire, furieux, ne la reprendra pas ; il avancera vers le filet en prétentant que votre service d'avant était dehors. Peine perdue. Demeurez inflexible : le point suivant a déjà été joué, et gagné par vous puisque votre service n'a pas été retourné. *C'est votre adversaire* qui est de mauvaise foi.

Maintenez la pression, ne songez qu'au score ; c'est le seul *recours des faibles de la* raquette. Ne montez jamais au filet trop vite ; laissez à votre adversaire le temps d'exécuter un lob. Ne courez jamais sur le lob adverse, criez :

« Out ! »

A la rigueur, criez :

« Dehors ! »

Et revenez en place pour le service suivant en comptant le point en votre faveur. Si votre adversaire conteste, réclamez deux balles. Dès le début, comptez les points à haute voix. Emparez-vous de l'arbitrage, pas du filet.

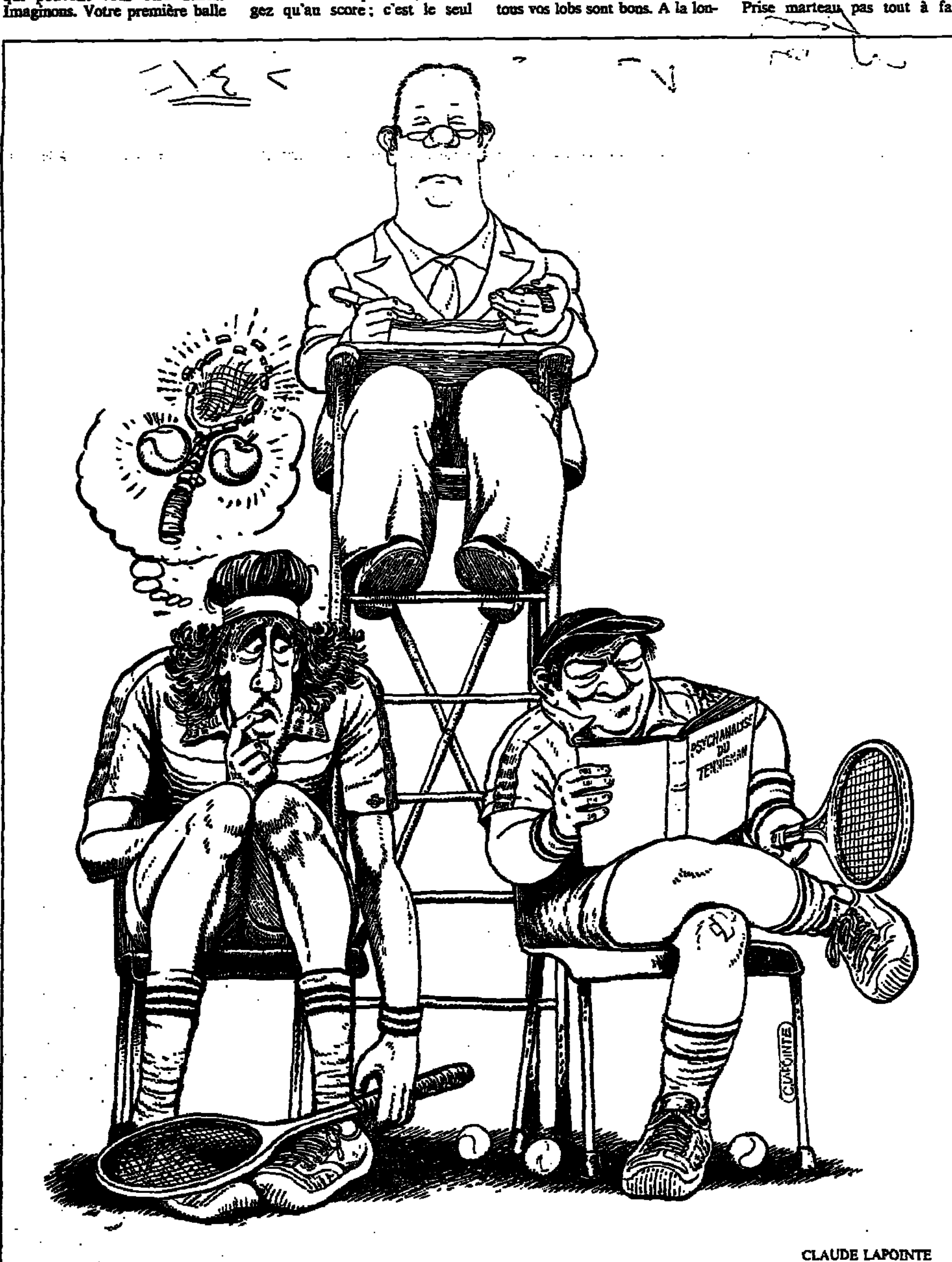
En ce qui concerne vos propres lobs, l'important n'est pas de les réussir ; vous n'y parviendriez pas ; mais de les rater de façon honorable. Faites plus long que trop court, on serait tenté de vous smasher. Et prétendez que tous vos lobs sont bons. A la longue, *trop occupé à juger si votre* balle est dans le court, votre adversaire va rater ses retours.

Il se peut qu'il joue tellement mieux que vous qu'il donne l'im*pression de devoir gagner*. Avec toute la mauvaise foi dont vous êtes capable, vous ne réussissez pas à faire parler les scores en votre faveur. C'est le moment pédagogique : donnez-lui des conseils. Je me souviens avoir été mené 0-5 par un adversaire qui servait en plein centre du carré, impossible de contester ; je retournais ce que je pouvais, et il plaçait alors *un revers* tendu, très croisé et hors de portée pour moi, vous connaissez mes habitudes. *Il allait servir* pour le dernier jeu du premier set ; j'avance au filet, je lui confie que son service est améliorable. Comment tient-il sa raquette ? Il vient me montrer. Prise marteau, pas tout à fait *marteau. Je lui en montre une* autre, plus conforme à son tempérament, je développe une brève *théorie sur l'avenir de son* tennis, s'il s'applique à suivre mes avis. Il retourne servir. Double faute. Je le conseille encore. Deuxième, troisième doubles fautes consécutives. Je crie :

« Ne vous déconcentrez pas ! »

Naturellement, il perd son service. Ensuite, je lui donne quelques conseils pour son revers ; et *puis je* sers très posément, sur son revers. Il renvoie tout dans le filet. C'est alors que j'analyse son jeu de jambes. Pas tout à fait comme ça... Il rate tout, le malheureux, il se met en colère ; je reste concentré, il change de raquette ; je maintiens la *pression, le* conseil. Incidemment, j'ajoute que j'ai gagné ce set par 7-5 et les deux suivants par 6-1 et 6-0.

Cette stratégie n'est à appliquer qu'avec les gens qui jouent mieux que vous. Ne perdez pas votre temps à donner des conseils aux gens qui jouent plus mal, vous ne devriez avoir aucune peine à gagner contre eux.



CLAUDE LAPOINTE

Castration

Une autre stratégie, plus affinée, est celle de la métaphore. Tous les psychanalystes sont d'accord pour considérer le *tennis comme un jeu de castra*tion mutuelle. Profitez d'un changement de côté, quand le *total des scores est impair, pour* débiter ça très posément. Souvenez-vous des équivalences. Service : érection-éjaculation. Volée : castration. En principe, mené 0-1, si vous pouvez placer ça rapidement dans l'imagination de votre adversaire, il ne saura plus qu'il joue au tennis, il aura l'impression de se livrer à une exhibition sexuelle en public. Il va *servir* dans le filet de peur que son jeu ne soit lu comme une agression sexuelle ; *ou bien faire des balles trop lon*gues, qu'on ne puisse pas dire qu'il a peur du phallus. Vous voilà assuré de mener pendant un certain temps.

Dès que l'adversaire se reprend, élargissez la théorie. Au Moyen Age, on jouait à la soule, sous François Ier à la longue paume ; viennent les éducateurs victoriens ; tous les jeux de balle ou de ballon codifiés par les Anglais au dix-neuvième siècle sont des simulacres homo*sexuels de la guerre. Rugby*, football, cricket, tennis, tout ça : le ballon dans les buts, c'est un coup *bien tiré, non ? Plus votre* adversaire réfléchit, et plus il a de chances de perdre.

La grande tendresse, c'est de s'interroger sur les performances des anciens face aux modernes. Borotra 1930 contre Borg 1980, ça aurait donné quoi ? *Their tennis and themselves.* Lacoste répond qu'il aurait essayé ses services « slicés », de ceux qu'il *offrait à Tilden en 1927. C'est là* que je vois le triomphe de mon tennis, et du vôtre, si cela vous dit de partager. Pour moi, Borg n'est pas un problème. Il sera battu par un autre que je battrai en finale. Avec mes méthodes, j'ai quelque espoir de marquer *des points si l'arbitrage ne m'est* pas contraire. *Borg and myself.* Je suis capable, par la pensée, de triompher de n'importe qui. J'y rêve parfois ; parmi tous les médiocres tennismen français, je ne suis probablement pas le seul. ■

هكذا من الاصل

COURRIER

Parti pris

Voix

« La 26 avril, nous n'étions pas là. Le 10 mai, nous ne serons pas là non plus. Nous votons chez nous. » *Des dizaines de milliers de Français des villes prennent la route, le train et même, surtout s'ils sont corses, l'avion, pour aller déposer leur bulletin dans des urnes lointaines, généralement villageoises.*

Qu'il s'agisse en l'occurrence d'une élection présidentielle, où le lieu du scrutin n'influe pas sur le résultat et n'importe que pour les statistiques et les experts en sciences politiques, ne compte guère. On ne va pas, de toute façon, changer à cette occasion très particulière de carte d'électeur. On vote « chez soi ».

Attachement à la communauté d'origine, ou à la communauté que l'on a choisie ? Certes. En votant au village on n'est plus une simple unité dans un total. On manifeste son identité dans un groupe où tout le monde se connaît et suppute le vote de chacun. On marque une appartenance, un enracinement. Coller un « Bz », un « N » ou un « Oc » à l'arrière de sa voiture pour indiquer que, malgré les apparences et l'immatriculation en 75, ou en 92 on est resté breton, normand ou occitan ne suffit pas. Il faut un geste.

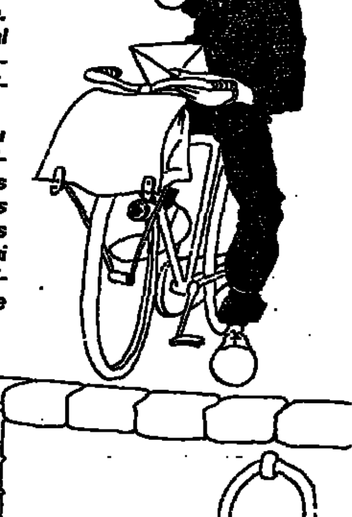
Faire le voyage. Entrer dans la petite mairie, serrer des mains, assister en famille au décompte des voix.

Un geste aussi qui a son poids mesurable. Le poids d'un vote, sensible surtout lors des élections législatives et, plus encore, municipales. Une voix pour l'élection d'un député en Lozère compte plus qu'une voix à Paris, à Lyon ou à Marseille. Et un petit conseil municipal peut basculer parce qu'une famille est revenue, pour un dimanche, de son exil.



La démocratie au ras du sol ? Une démocratie perceptible, en tous cas. Même si les données sont un peu faussées et donnent quelques migraines aux secrétaires de mairie qui doivent arbitrer entre la résidence de fait et la résidence de cœur.

JEAN PLANCHAIS.



BRETON.

Contrôleur

J'ai été amené à lire l'article, paru dans votre journal du dimanche 29 mars, concernant le personnel de la *R.A.T.P.* (« Resquilleur »). Par cette lettre, je viens faire une rectification qui m'apparaît plus que nécessaire. Il est vrai que certains agents se conduisent comme des paltoquets, mais ne jugeons pas les autres *sur leur comportement*, qui n'est pas celui de la grande majorité d'entre nous, heureusement. N'oubliez pas que la direction prône la répression. Que certains s'y plaisent, nous le regrettons.

Moi, je ne suis si un malabar, *ni un raciste, ni un sadique*, et je n'ai jamais frappé de voyageurs, quelsqu'ils soient. J'ai trop de respect pour l'homme en général. Par contre, je suis payé pour remplir des attributions bien précises : lutter contre les resquilleurs *qui le font au détriment de* celui qui paye, de préférence par la dissuasion.

Ce jour-là, j'étais effectivement à La Varenne-Saint-Hilaire, mais à aucun moment je n'ai eu un tel comportement. En revanche, je peux regretter que cet incident banal ait pris de telles proportions suite à l'intervention d'autres voyageurs.

PAUL DENAUD.
(La Varenne.)

Exemplaire

A la suite de la parution, dans *le Monde Dimanche* du 10 février 1980, de ma lettre intitulée « Tabac-spectacle », je recevais la *réponse émouvante* d'un ancien fumeur, père de famile, âgé de quarante-sept ans, qui venait de subir, deux mois auparavant, l'ablatation d'un poumon pour cancer. Avec l'accord de l'intéressé, *le Monde Dimanche* publiait, dès le 17 février 1980, quelques extraits de sa lettre qui reflétaient, avec simplicité et *spontanéité, les regrets et l'amer*tume de cet homme malheureux qui souhaitait, par ses réflexions et son témoignage, que son drame puisse servir d'exemple à ses « frères ». *« J'étais bien dans ma peau et me considérais en parfait état ; le cancer chez les fumeurs... cela n'arrive qu'aux autres »,* écrivait-il, et il ajoutait : *« Maintenant, grâce à l'acte chirurgical, la science des hommes me permettra de mourir à cinquante ans, au lieu de quarante-sept ans ; je pense qu'il me sera possible d'avoir la joie de contempler encore deux, ou peut-être trois printemps. »*

Quelques mois plus tard, le 19 juin dernier, sur TF1, à l'émission « L'événement », Claude Talamo, les larmes aux yeux, se sachant condamné, tentait, une fois encore, de convaincre les fumeurs, afin de leur épargner les souffrances et le drame personnel et familial qu'il était en train de vivre. *« Si j'avais entendu quelqu'un, il y a dix ans, affirmer ce que je dis aujourd'hui, j'aurais peut-être arrêté le tabac »,* concluait-il à la fin de l'émission.

Claude Talamo ne finira pas comme les « petits vieux » qu'il observait, ces derniers mois, avec encore plus de tendresse. Il n'a pu jouir que d'un seul printemps : il vient de s'éteindre, le 29 mars dernier. Puisse son humble, mais courageux *témoignage faire ré*fléchir tous ceux qu'il souhaitait alerter. Cette victime du tabagisme qui n'a pas hésité à projeter une lumière implacable sur son propre drame est, par son attitude, exemplaire. Cet homme a peut-être obtenu plus qu'une campagne anti-tabac dont nous avons, à maintes reprises, dénoncé *le* laxisme.

Dr JEAN IOANNOU,
pneumologue
(L'Hay-les-Roses).

Echos

Je me permets de répondre à la question posée à la fin de l'article « L'Echo du clan » *(le Monde Dimanche* du 29 mars) : *« Existe-t-il encore beaucoup de familles en France pour se donner la peine, comme la famille S..., d'avoir son journal ? »*

Nous avons, nous aussi, notre petit journal familial, *L'Echo de Sapenay...* édité à l'intention de trois générations : les grands-parents, les enfants et les petits-enfants. Au total vingt-quatre lecteurs.

Lorsqu'il y a vingt ans, les grands-parents ont vu peu à peu leurs sept enfants quitter le toit familial et s'éparpiller dans la France entière, ils ont pensé *qu'une famille très unie se devait* de garder des contacts étroits entre tous ses membres.

Au départ, la mise en valeur d'une ferme abandonnée au lieu-dit « Sapenay » a permis à chacun de se créer son propre « foyer » de vacances dans un ensemble familial qui permet cependant à chacun des sept enfants de garder son indépendance dans des maisons ou appartements séparés.

Les vacances terminées, la famille se disperse à nouveau, mais maintient ses liens affectifs grâce à notre modeste *Echo de Sapenay qui, depuis 1962, paraît tous* les quinze jours.

Comme ce sympathique *Echo des nôtres* dont vous parlez, il est rédigé par les grands-parents, et par l'un ou l'autre des sept enfants... en attendant la nouvelle *vague des petits-enfants !*

Tout se raconter, tout se dire, les moments de joie, comme les moments de tristesse. Voir grandir les petits, connaître et faire connaître l'évolution des adultes. Avec si possible un brin d'humour pour appliquer la célèbre doctrine de Rabelais : *« Mieux est de ris que de larmes écrire... Pour ce que rire est le propre de l'homme. »*

Et c'est là l'essentiel.

ALBERT VOGELWEITH
(Epinal).

Échanges

Le Monde a récemment servi de support à une publicité de l'A.P.T.R. (?) titrée « Une immense carte orange » et caractérisée par une couleur dominante du même nom.

La société qui se cache sous ce sigle, anagramme subtile de R.A.T.P., prétend être « un grand du transport *en commun* dans la région parisienne » et se flatte de « rapprocher » dix millions de personnes. Soit.

Mais quand cette société précise qu'elle utilise 1 380 bus, qui parcourent 51 millions de kilomètres par an et sillonnent tous les jours 5 550 kilomètres de routes dans la région parisienne, je me pose, parodiant un film récent, une question : *« Est-ce bien raisonnable ? »*

Nous pouvons multiplier sans fin autobus, autocars, métros, R.E.R., cartes orange, autoroutes, rocades, voies express... Mais n'y a-t-il pas d'autres solutions dans un pays qui ne produit pas de pétrole et à qui l'énergie coûte si cher ? Puisque nous sommes à l'ère de l'ordinateur, ne pourrait-on pas plutôt confier à un de ces gentils appareils qui semblent si pratiques au ministère de l'intérieur le soin de rapprocher les gens de leur travail, par une vaste Bourse d'échanges ? On pourrait alors faire en toute tranquillité de l'interconnexion de fichiers...

On en avait parlé lors du premier choc pétrolier en 1974, l'imagination étant revenue alors, sous l'effet de la peur, pour quelque temps au pouvoir. Depuis, plus rien. Mais à qui cette indécente gabegie peut-elle donc bien profiter ?

MICHEL BLANCHARD
(Paris).

A NOS LECTEURS

Nous rappelons à nos lecteurs que les programmes de radio-télévision sont maintenant publiés dans *le Monde* du mercredi (daté jeudi) en même temps que *le Monde des arts et des spectacles*.

Squatters

Bien que faisant partie de ces Néerlandais qui payent un loyer et n'habitent pas à Amsterdam, l'article publié dans *le Monde Dimanche* du 15 mars sous le titre « Les squatters d'Amsterdam ont leurs experts » a attiré mon attention.

Cet article ne me semble pas de nature à éclairer le lecteur français *sur les « krakers »* (squatters) et le contexte dans lequel ils se meuvent.

Il est indéniable que les squatters d'Amsterdam (et d'ailleurs d'autres villes du pays) sont relativement bien organisés mais de là à parler de « néobureaucratisation », de « cadres », du mouvement, etc., il n'y a qu'un pas que franchit bien facilement M. Ter Steege, donnant ainsi l'impression que l'on se trouve en présence du combat de deux « systèmes » (les autorités d'un côté, les squatters de l'autre) pareillement structurés, avec chacun leurs « spécialistes », etc.

Voilà qui me semble assez fantaisiste, pour ne pas dire plus.

Par ailleurs, Ter Steege utilise l'argument bien éculé d'une certaine presse qui a longtemps cherché à opposer les « bons » squatters *(« étudiants paisibles »)* aux « mauvais » *(« punks, anars, autonomes, loubards »)*, spécialistes du pillage et des affrontements.

S'il est exact que le mouvement des squatters n'est pas homogène dans sa composition – on y trouve des travailleurs, des chômeurs, des étudiants, des marginaux, etc., – il n'en est pas moins vrai qu'il règne parmi les squatters une solidarité assez effective.

D'autre part, si ce mouvement se radicalise dans un sens très nettement libertaire et autonome, c'est peut-être tout simplement parce que, face à une crise du logement bien réelle, doublée d'une spéculation éhontée, les autorités et les partis politiques de toutes tendances n'ont réagi que par de vagues promesses jamais tenues, et pour cause, puisque tout le monde sait ici que bon nombre de ces mêmes politiciens profitent largement de cette spéculation.

Enfin, laisser entendre que la répression contre les squatters est quasi inexistante ne sera peut-être pas du goût de tous ceux et celles condamnés à de lourdes amendes et/ou à des peines de prison suite aux diverses manifestations au cours desquelles des *autorités réputées tolérantes* ont utilisé des blindés et mêmes des avions Starfighters. Sans parler des victimes des « gorilles » – bien réels ceux-là, – des promoteurs.

Croyez-vous vraiment que des milliers de gens squattent parce qu'ils y *« trouvent un exutoire au mal de vivre qui les poussaient autrefois à partir pour l'Asie ou à se perdre dans la drogue ? »*

Et si c'était parce qu'ils voient des milliers de logements vides que l'on finit par détruire pour faire place à des complexes de luxe tandis qu'ils s'entassent dans de petites chambres louées à des prix exhorbitants ?

Il est vrai que certains aimeraient mieux voir tous ces gens prendre la route des Indes avec des clochettes autour du cou. Au moins là-bas, ils ne dérangeraient pas !

Car ils dérangent. Et ce d'autant plus que de la simple revendication du « droit au logement », le mouvement des squatters est passé à la remise en cause d'un autre droit : celui de la propriété.

Voilà qui est intolérable pour la *société* « permissive » des Pays-Bas.

JAN DE SCHELDE.
(Middelburg.)

Protection

M. Gérard Besson, P.-D.-G. de Thémis, compagnie d'assurances spécialisée en protection juridique citée dans notre enquête « Les paumés de la basoche » *(le Monde Dimanche* du 29 mars 1981, nous prie de publier un certain nombre de précisions sur ses activités.

« Nous assistons à un dessaisissement progressif de la justice, *écrit notamment M. Gérard Besson,* accompagné d'un mouvement tendant à restreindre le domaine d'intervention des avocats. C'est pour lutter contre cette évolution – que nous considérons comme malsaine – que notre compagnie a été créée, et non pour accompagner, voire accentuer cette évolution, comme le libellé de l'article pourrait le laisser supposer. Nous voulons rendre leurs rôles respectifs à la justice et au barreau en supprimant un obstacle de taille au libre accès à la justice : *le problème financier* (...).

» Notre compagnie est la première, et pour l'instant la seule, à respecter le principe de spécialité préconisé par les instances européennes (et qui) nous interdit d'assumer d'autres risques que la protection juridique, afin d'éviter les conflits d'intérêts avec l'assuré.

» *Actuellement*, notre contrat de base « Vie privée » coûte 240 F T.T.C. par an. Et, comme toutes les compagnies de protection juridique, nous ne garantissons pas le divorce et les successions qui sont, cependant, deux exemples *donnés dans* l'article. Nous souhaitons parvenir un jour à une couverture « tous azimuts » (...), mais nous voulons être sérieux et n'augmenter le nombre de domaines couverts par le contrat que lorsque nous pourrons être assurés que le montant de la prime permettra une défense des intérêts de l'assuré dans des conditions normales. »

M. Gérard Besson conclut : « Nous n'assurons pas plus contre autrui que les compagnies d'assurances automobile ou responsabilité chefs de famille pour ne donner que ces exemples. La protection juridique est liée à l'existence d'un risque social inhérent à ce que nous sommes dans une société fondée sur le droit. Nous représentons dès lors une nécessité qui va bien au-delà d'une mode idéologique ou d'un « créneau commercial » lié à une conjoncture particulière, comme la dernière phrase de votre article pourrait le laisser entendre. »

Pauvre France...

L'ascenseur a pris sa charge de locataires de cette tour H.L.M. Parmi l'affluence qui précède l'heure du repas il y a là un Marocain d'âge mûr et trois ou quatre fillettes algériennes. Et ces fillettes font ce que font toutes les fillettes de leur âge : elles s'esclaffent pour tout et pour rien.

Et leurs rires cascadent chaque fois que l'ascenseur prend ou laisse à l'étage *quelques-uns* des habitants de l'immeuble.

Nos petites Algériennes arrivent enfin à leur étage et, la porte à peine ouverte, s'enfuient avec de nouveaux éclats de rire. Alors notre Marocain secouant tristement la tête laisse tomber ces mots : « Pauvre France... »

JOSEPH ESCOFFIER
(Chambéry).



VOUS et MOI

Files

« Venir pointer au chômage en taxi ! Non, mais, vous vous en rendez compte... » Les commentaires allaient bon train, le chômeur sans vergogne s'empêtrait dans sa monnaie, il avait sacrifié 15 F pour ne pas arriver après la fermeture du bureau de pointage. Un novice, sans doute : la *queue interminable prolonge* habituellement l'horaire officiel de plus d'une heure.

Le novice ne mit pas longtemps à s'en rendre compte. Entrer même dans le local de l'A.N.P.E. était une difficulté : la foule bloquait la porte. A l'intérieur, une circulation insensée de la foule le happa dans un sens giratoire arbitraire qui l'empêcha tout d'abord de rejoindre ce qu'il croyait être la fin de la queue.

Le printemps avait augmenté les effectifs. Agence de cadres ou non. Aux conversations échangées il comprit cependant qu'il y avait plusieurs files d'attente corespondant aux différentes années de naissance des pointeurs. Malheureusement, aucune *affichette ne* signalait quel guichet convenait à qui.

Après un quart d'heure d'hésitation, le chômeur novice commença à faire comme tout le monde, *c'est-à-dire* à accoster ses voisins, puis à se frayer un chemin vers l'accueil assiégé où la même question semblait se répercuter dans des dizaines de bouches : **« Pour l'année 54, c'est quelle queue ? Pour l'année 56 ? L'année 60 ? »** L'employé de l'accueil répondait au petit bonheur. **« Pour vous, ce doit être là... Pour vous là... »** ; avouant de temps en temps **« Je n'en sais rien, demandez au guichet. »**

L'ennui, c'est qu'il était impossible *d'approcher le guichet sans faire,* justement, une heure de queue, et à quoi bon faire la queue pour s'entendre dire que ce n'est pas le bon guichet...

Aux prises avec cette simple et absurde question, les deux cents chômeurs de ce mardi matin s'agitaient en tous sens dans le local exigû. Certains se juchaient sur une chaise : **« L'année 55. Qui est né en 55 ? »**. Des réponses contradictoires s'entrecroisaient. Tel, qui était bien né en 55, cherchait justement sa file d'attente. Tel était né en 60, et croyait tenir sa file, mais avait entendu dire qu'il y avait une file spéciale pour les gens nés en 56, alors peut-être aussi pour les 55, n'est-ce pas...

Ce qui devait arriver arrive : deux chômeurs en vinrent aux mains. Il paraît que le chien de l'un avait reniflé l'autre d'un peu trop près, et peut-être l'autre avait-il donné un coup de pied au chien, mais comment être sûr de quelque chose dans cette cohue ? En tout cas, les injures dominèrent un bref instant le tumulte. Un mouvement de foule dessina l'empoignade. *On prit le parti d'en sourire, un peu* nerveusement, sur fond de commentaires machinaux et imperturbables des « bons chômeurs » : **« J'ai envoyé quinze curriculum vitae hier. J'ai eu cinq entretiens le mois dernier. Je suis sur un poste »**, sur le même ton qu'ils disaient l'an dernier à la « fac », au moment des examens : **« Le prof m'a laissé entendre qu'il y aurait tel sujet. Ça tombe bien, *je l'ai révisé* la semaine dernière. »**

Un cadre d'une quarantaine d'années, occupé à remplir un dossier d'inscription, riait d'un air un peu égaré. Toujours porteur de son costume professionnel, avec cravate, il regardait autour de lui, l'air de vouloir trouver tout cela normal – une rixe de chômeurs exaspérés, cela s'explique, n'est-ce pas ? – mais il ne parvenait *pas encore à croire que lui,* personnellement, pût se trouver appartenir de plein droit, et avec la sécurité sociale, à cette cohorte livrée au désordre.

Dans un coin, une femme se remettait d'un malaise. Enceinte. Elle *n'avait pas encore son congé de ma*ternité. Même au chômage, il faut un congé de maternité, comme dans la « vie » !

Vers la fin, j'avais réussi à obtenir le tampon salutaire sur ma carte rose. Enfin en règle avec la loi et ma conscience, j'ai trouvé une annonce d'emploi intéressante, je me suis remise dans une autre file d'attente pour confier mon C.V. à la préposée, en précisant bien les trois numéros de référence de l'annonce.

« Je n'accepte pas votre candidature, me dit-elle. Cette annonce ne concerne que les jeunes gens. Ils ont précisé verbalement qu'ils ne veulent pas de fille.

— Mais c'est illégal. »

Cette remarque l'a contrariée.

« Je n'en sais rien. Je n'enverrai pas de candidature féminine, cela ne servirait à rien. C'est tout. »

BRIGITTE DYAN.

Actuelles

Autorité

« Attacher le salut de l'Etat à une personne; préjugé populaire, qui renferme tous les autres. Attaquer ce préjugé, crime de lèse-majesté au premier chef.

Souffrir le partage de l'autorité, c'est l'avoir perdue.

Un État chancelle quand on en ménage les mécontents. Il touche à sa ruine quand on les élève aux premières dignités.

Il est facile de détourner les hommes nouveaux de leurs projets, si l'on sait oublier à temps sa majesté, et profiter des circonstances.

Tenir constamment pour ennemi celui qu'on ne peut compter pour ami, et ne compter pour ami que celui qui a intérêt à l'être.

Etre neutre, ou profiter de l'embarras des autres pour arranger ses affaires, c'est la même chose.

Entre une société de fer et une société de glace ou de porcelaine, il n'y a pas à choisir. »

Ce sont là quelques-uns des *Principes de politique des souverains* que, relisant Tacite et songeant à Frédéric II, formulait, en 1774, Diderot.

JEAN GUICHARD-MEILI.



PATRICK TOTH/VIVA

VIES

L'enfantôme

Claude, seize ans, un O.S. de la prostitution. Il vit au jour le jour, jouant à cache-cache avec la morale et la société.

CHRISTIAN DUTEIL

CLAUDE est un adolescent de seize ans qui se prostitue pour survivre. La désinvolture et la couleur de la peau en moins, il ressemble comme un frère aux gamins de Bogota et aux « abandonados » du Brésil qui mènent jour après jour une lutte désespérée pour manger et dormir.

De grands yeux bruns mangent un visage qui n'est pas beau mais ne manque pas de charme. Avec son pantalon usé, un pull délavé à la propreté douteuse et des godasses qui ont vécu, Claude n'a rien du petit prince, encore moins d'un Rastignac du sexe dont le corps serait devenu une machine à sous, sans désir ni faiblesse. Avec son lot de puces et sa tignasse ébouriffée, cet enfant de la nuit au regard triste fait partie des O.S. de la prostitution. Ce petit gars du Nord ne se doute pas encore que, dans un domaine aussi particulier, sa jeunesse est son principal, pour ne pas dire son seul atout. Il l'apprendra bien assez tôt – à vingt ans lorsqu'il lui faudra décrocher faute de clients – dans cet univers barré où l'on vit, *chacun pour soi*, au jour le jour.

Son repaire : une salle de jeux de la gare de Lyon. Quelques flippers alignés près d'un bar surpeuplé et crasseux. Claude grignote son repas du soir : une baguette de pain sec. Une dizaine de paumés, jeunes et moins jeunes, bousculent avec précaution les machines pour apprivoiser la bille de métal qui retombe toujours. A grand renfort de coups de reins et de poings, ils retardent l'échéance. Match perdu d'avance qui permet en revanche aux gamins de passe de lier connaissance avec d'éventuels clients, les « michetons », comme ils les appellent entre eux.

Claude raconte, se raconte avec un accent qui trahit ses origines : *« Je n'ai guère connu mes parents. J'ai été élevé par ma grand-mère, près de Roubaix. Il y a huit mois, nous avons décidé, mon grand frère et moi, de monter sur Paris sans rien dire à personne. Depuis, on vit chacun de son côté. Il revend à la sauvette des tickets de métro, couche sous les ponts ou dans les immeubles en construction. Je ne sais où le joindre. En revanche, si mon frère veut me voir, il se pointe ici. Le jour où il ne me verra plus à la salle de jeux, il comprendra que je suis parti ailleurs, avec des amis. Et il sera content pour moi. »*

Combines

Sa voix rauque cassée par une toux caverneuse montre que les nuits sont froides à Paris. *« L'été, ça va encore, mais l'hiver pas question de dormir à la belle étoile. J'ai quelques combines : coucher sur le palier du dernier étage des bâtisses qui ne sont pas fermées la nuit, ou encore me faire accepter en cachette dans un foyer de jeunes travailleurs émigrés ».*

Pudique, Claude n'ose pas avouer qu'il ne mange pas toujours à sa faim et qu'il monnaye son corps dans la chaufferie de la gare de Lyon contre un billet de 50 F. La concurrence est féroce et parfois bien organisée. On compte de huit mille à dix mille jeunes prostitués qui passent en France sans transition du néon des kermesses et des drugstores à l'ombre des portes cochères et des futaies. Roue de l'infortune qui flirte avec résignation et fatalisme. Malgré quelques dérobades bien compréhensibles, Claude donne parfois l'impression d'avoir vécu plusieurs vies. Déboussolé, il a perdu le fil d'Arianne de sa vie. Cette existence de chien errant, faite d'insécurité, dépourvue du minimum vital, a développé chez lui une espèce de sixième sens drapée d'une âme d'enfant en quête de merveilleux. Claude a dix ou douze ans d'âge mental. S'il a des copains qui vivotent de petits trafics, il n'a jamais connu le « loup » ; c'est-à-dire le souteneur. Sauvage, il est jusqu'à présent passé au travers des mailles des réseaux et des « clubs » qui exploitent en toute impunité des gamins et des gamines de dix à dix-sept ans.

« Une fois, dans le train, un type m'a donné une carte d'un club pour que j'y aille de sa part. Mais ça ne me disait rien. Mes clients de la gare de Lyon, ils sont en complet veston, souvent mariés et pères de famille. Faut pas croire qu'ils sont en général efféminés ou poussent de petits cris. Et ils n'ont recours ni à la force, ni à la violence... Ils m'utilisent, puis repartent chez eux, jouer avec leurs mômes et regarder la télé. Mais, une fois dans la chaufferie, ils n'existent plus pour moi », note avec férocité le garçon de passe.

« Je n'ai pas de carte d'identité. J'ai été contrôlé à quatre ou cinq reprises par les flics. » Fugueur, il ne semble donc pas recherché, ou alors il a brouillé les pistes. Avec un air de gavroche, il attire la sympathie. Homosexuel pour survivre, il a tenté de s'en sortir avec l'aide de quelques adultes désintéressés. Le Secours populaire de Colombes l'a habillé de pied en cap. Blue-jean flamboyant, chemisette à carreaux, manteau en laine, chaussures presque neuves : l'enfantôme se sent un autre.

Pour changer de vie et rompre les habitudes, le rat des villes revient aux champs, dans une maison d'hôtes dans le Jura. A la ferme, la vie est saine, l'air pur et le bistrot le plus proche est à 10 km. Les gens sont gentils mais Claude s'ennuie : la ville et ses mirages lui manquent. Le rêve bucolique passe. Malgré les habits neufs, on ne change pas de peau et de vie aussi facilement. Il décide ensuite alors de changer d'air et d'émigrer près de Carcassonne. Adieu liberté ! Bonjour sécurité ! Il est alors pris en main – comme six cents mille enfants et adolescents – par la D.D.A.S.S. (Direction départementale à l'action sanitaire et sociale), appelée autrefois l'Assistance publique. La machine administrative ronronne : Claude ne manque de rien. Juges pour enfants, docteurs, psychologues, assistantes sociales, animateurs, éducateurs. On enquête, gratte son passé et apprend qu'il a déjà un dossier dans le Nord.

En quatrième vitesse, sans sa valise, l'administration met Claude dans le premier train pour Roubaix. Le piège se referme sur lui. Il avoue : *« S'il n'y avait pas eu une dame qui m'accompagnait pendant le trajet, je me serais fait la malle à la première gare venue. Car je ne voulais pas retourner dans le Nord, je savais trop ce qui m'attendait. Au foyer de la D.D.A.S.S., j'étais au milieu de types plus âgés que moi. Eux, au moins, pouvaient sortir pour aller travailler. Moi, j'étais consigné à la caserne, la plupart du temps seul, sans copains ni activités. Je ne suis pas fou, mais à rester enfermé comme ça on peut le devenir. »*

« Éponger »

Laissé-pour-compte ou éternel assisté ? Claude refuse de passer par le trou de l'aiguille des résignations, on ne se résigne pas de plein gré à seize ans. Il s'enfuit du foyer d'assistance pour retrouver Paris et son fief, la gare de Lyon. *« Ici, je me sens bien. La vie au foyer n'était ni bien ni mal. Je ne suis pas difficile, ou du moins j'ai appris à ne pas l'être pour survivre. Je ne peux pas me permettre ce luxe. Mais j'aime trop la liberté. »*

Il a retrouvé sa communauté de misère mais aussi de solidarité. Avec son maquis d'embrouilles et de débrouilles. Il rejoue à cache-cache avec la morale et la société. Il drague et tapine de nouveau dans la salle de jeux. *« La D.D.A.S.S., c'est loin. Tout et rien. Rien parce qu'elle ne m'a rien apporté, sinon la nourriture et le logement. Tout parce qu'elle vous marque, vous parque »*, souffle Claude.

Il fait corps avec le flipper en attendant le client. Il se laisse griser par le rythme de la bille d'acier qui – tel le rocher de Sisyphe – redescend toujours. L'inflation des chiffres fictifs qui défilent sur le tableau multicolore, aux voyants agressifs, lui semble bon signe pour la nuit à « *éponger* ». Monde de pin-up et de fusées, univers frelaté de mondes préfabriqués.

« L'avenir ? Il n'y a pas d'après dans ce « métier ». Je vis au jour le jour sans trop me poser de questions. C'est déjà assez compliqué comme ça. Alors l'avenir, je n'ai pas le temps d'y penser. Je regrette seulement de ne pas avoir eu le temps de prendre ma valise remplie de frusques. » Claude s'arrête de philosopher car un homme d'une quarantaine d'années s'approche. Echange de regards. Il est presque sûr qu'il s'agit d'un « micheton ». L'autre lui offre de faire quelques parties ensemble. Le jeu continue... même s'il est truqué. Claude s'éloigne vers la chaufferie. ■

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

MARCHÉ

Petites annonces pour le divan

Le marché de la psychanalyse saturé. Certains praticiens recrutent par petites annonces. D'autres « psy » leur font une sérieuse concurrence.

DOMINIQUE FRISCHER

« *PSYCHOTHÉRAPEUTE - PSYCHANALYSTE. Tarif personnalisé. Tél...* » « *Proche Nation. F. Psychologue-psychanalyste pour R.D.V. Tél...* » « *Psychanalyse-Psychothérapie. (...) Analysée avec le docteur Lacan. Tél...* » Les petites annonces de certains quotidiens ou hebdomadaires (notamment *Libération* et *le Nouvel Observateur*) se sont enrichies depuis quelques années d'une rubrique « psychologie ». La « crise » frapperait-elle aussi une corporation qu'on croyait à l'abri du besoin, tant paraît grande la vogue de la psychanalyse dans l'intelligentsia parisienne et profitable pour les « psy » les effets d'un « stress » urbain qui ne désarme pas ?

La rubrique Psychanalystes de l'annuaire de Paris comporte à peine une soixantaine de noms (nombre toutefois en progression, par rapport à 1976 où ils étaient seulement une douzaine). Le sociologue Robert Castel, réputé pour bien connaître la question, affirme pourtant que « *le nombre de psychanalystes « habilités », toutes institutions confondues, atteint environ le millier* » (1). Et si on tient compte également des analystes qui ne « *s'autorisent que d'eux-mêmes* » (2), autrement dit de ceux tolérés par l'institution comme de ceux qui travaillent « au noir », à l'insu de celle-ci, de l'URSSAF (3) ou du percepteur, « *ce chiffre peut être multiplié par quatre ou cinq, dont les deux tiers au moins seraient cantonnés à Paris et dans la banlieue* ».

Quelque trois mille psychanalystes concentrés dans la région parisienne, voilà qui peut poser de sérieux problèmes de clientèle, surtout pour les derniers arrivés. Mais de là à « racoler » par petites annonces... L'entreprise paraît farfelue... ou suspecte. « *Je me demande quels gogos répondent à ces annonces*, commente le docteur L., psychiatre. *Mais surtout qui sont ceux qui ont le culot de se présenter ainsi ?* » en marge du milieu, peut-être, mais pas vraiment « charlatans ». C'est ce qui ressort de l'enquête que nous avons effectuée auprès d'une vingtaine d'entre eux. Les deux tiers au moins affirment avoir effectué des études de psychologie, parfois jusqu'au doctorat de troisième cycle, en tous les cas jusqu'à la licence ou la maîtrise. Est-ce bien suffisant pour se déclarer psychanalyste ?

Un franc-tireur voudrait-il profiter de la méthode qu'il lui faudrait beaucoup d'astuce. Echaudés par des expériences malheureuses, les journaux, et en particulier *le Nouvel Observateur*, exigent désormais des garanties draconiennes pour publier ce type d'annonces. Un diplôme ne suffit plus, il faut prouver son inscription à l'URSSAF ou, à défaut, fournir une attestation d'emploi de psychologue clinicien dans un centre spécialisé, inscrit lui à l'URSSAF. Ainsi rencontre-t-on parmi ces « annonceurs » deux médecins et une majorité de psychologues qui exerçaient depuis plusieurs années dans des institutions de type P.M.I. ou C.M.P.P. (4), ou dans des dispensaires de secteur. C'est un peu leur insatisfaction professionnelle, parallèlement à une cure personnelle, qui les a conduits à souhaiter devenir thérapeutes et à abandonner progressivement l'institution, où le travail du psychologue est souvent ressenti comme ingrat.

Ainsi Claude D. a préféré enseigner la psychologie dans une école d'infirmières ; peu à peu, par ses cours et les publications qui les accompagnent, il se fait connaître comme psychothérapeute dans ce milieu, et c'est de là que lui viennent déjà quelques patients.

Une « cure »

D'autre part, la « vocation » naît presque toujours avec une cure analytique personnelle, chez des personnes d'horizons professionnels disparates et sans aucune relation avec la psychologie. Mme C., « psychologue-conseil », s'est remise aux études durant sa cure. Fraîchement émoulue de Censier, elle travaille dans un dispensaire et vient de s'installer comme thérapeute. Marie-Claire G., qui était kinésithérapeute, a suivi la même démarche. Quant à Robert C., il vient de très loin, puisqu'il fut pendant quinze ans ingénieur agronome. Quelques années d'analyse l'ont conduit à changer radicalement de vie. « *D'abord à divorcer, ensuite à réaliser que je ne me supportais plus en cadre performant, ensuite à entreprendre des études de psychologie à Censier. Mais très vite, comme il fallait bien vivre, j'ai décidé de m'installer comme thérapeute.* »

Monique W.-L., la cinquantaine avancée, sort de l'Ecole des langues orientales. Traductrice, romancière, elle n'a d'autre formation psychanalytique que l'enseignement tiré de dix-sept ans d'analyse avec le docteur Lacan, avec qui la cure se poursuit encore aujourd'hui par voie épistolaire. Attirée également par la pensée de Jung, c'est cependant de lui dont elle a voulu se démarquer dans son annonce, qui doit être comprise comme un hommage à Lacan, le « *maître unique* ».

Qu'ils soient psychologues ou venus d'un tout autre horizon, les thérapeutes interrogés sont tous, sauf une, des analystes qui ne sont autorisés que « *d'eux-mêmes* », en cours d'analyse. Ils rejettent peu ou prou leurs pairs. C'est que la plupart sont des individualistes qui, même s'ils acceptent la « règle » (plusieurs sont en « contrôle »), préfèrent se tenir à l'écart du milieu psychanalytique, de ses rituels, de ses invectives et de ses fastes. Ils sont d'autre part très critiques sur les conditions de « reconnaissance » laissées à la subjectivité d'une poignée de mandarins, et sur le faible profit que l'on tire d'institutions où presque tout se passe par « copinage ». Comme le dit Claude D., qui après plusieurs années de cure avec un lacanien continue avec un jungien : « *Les critères de sélection sont tellement arbitraires et subjectifs à l'école jungienne que si on a le malheur de déplaire à un membre de la commission on sera rejeté et on n'aura plus jamais le droit de se représenter devant une autre. Comme, de toute façon, l'institution ne nous envoie pas de patients, ou seulement si on se fait connaître par des publications, autant plonger quand on se sent apte.* »

« J'ai honte »

Ainsi, même ceux qui fréquentent l'Institut de psychanalyse, où les conditions de titularisation passent pour plus objectives, commencent souvent d'exercer sans en informer l'institution. Malgré l'absence de caution officielle, malgré leur distance à l'égard d'un milieu qui souvent les ennuie ou les rejette, ces thérapeutes débutants se sentent cependant confortés dans leur projet par l'accord tacite de leur propre analyste qui aurait eu tout pouvoir pour freiner leur décision. Mais c'est compter sans le narcissisme de ces derniers et leur désir de former des disciples.

Mais pourquoi les petites annonces ? « *Moi, ça ne me viendrait pas à l'idée de choisir un analyste par petites annonces* », « *Ça me paraîtrait bizarre, je ne crois pas que j'aurais confiance* », disent très sérieusement ceux-là mêmes qui les ont pourtant fait publier. C'est donc au nom d'une nécessité de survie et parce que tous les autres moyens à leur portée leur paraissent inefficaces à court terme qu'ils « recourent » à cette méthode, comme à une bouée de sauvetage peu glorieuse. « *J'ai honte, mais ça doit marcher*, explique une psychologue, *sinon les autres n'y auraient pas recours. La preuve en est que certaines paraissent régulièrement tous les deux-trois mois. De toute façon je n'ai pas d'autre solution pour l'instant car je n'ai plus envie de travailler dans une P.M.I.* »

Les moyens dont dispose un thérapeute débutant pour se faire connaître paraissent *a priori* limités. Les portes auxquelles frapper ne s'entrouvrent que difficilement. Les amis et même l'entourage professionnel tardent ou hésitent à envoyer des patients. Ceux qui travaillent dans des dispensaires d'hygiène mentale ne côtoient qu'une clientèle nécessiteuse qui souvent n'a pas le désir, et surtout guère les moyens, d'entreprendre une cure chez un thérapeute non conventionné. Pour essayer de se faire connaître dans leur quartier, certains tentent alors des démarches courageuses du côté des médecins généralistes, mais n'arrivent d'ordinaire qu'à un piètre résultat. Ceux qui, au bout d'un an d'un tel démarchage, ont obtenu un patient peuvent s'estimer heureux. « *Par exemple, dans le seizième arrondissement*, précise Hubert C., *le corps médical est relativement âgé. Ce sont des notables pour qui la psychanalyse reste une chose farfelue, alors ils ne se mouilleront pas pour introduire quelqu'un qui n'est même pas médecin.* »

Plus tenace, ou plus optimiste, Claude D. s'est donné le mal de recopier à la main trois cent cinquante lettres à l'intention des médecins, kinésithérapeutes et infirmières du quatorzième arrondissement. En tout, il a reçu deux réponses. « *L'une d'un médecin demandant conseil pour comprendre un cas qui apparemment le dépassait complètement... Je lui ai expliqué, mais il n'a pas proposé de m'envoyer le patient. L'autre, c'était un kinési qui cherchait à agrandir sa clientèle et qui comptait sur moi. Les médecins que j'ai appelés ensuite m'ont fait un accueil des plus mitigés, ils ne comprenaient pas très bien ce que j'étais et proposaient de me recevoir le jour des représentants.* »

D'autres ont eu plus de chance. Les jeunes médecins, parce qu'ils sont mieux informés, leur font un accueil sympathique et acceptent plus facilement le principe d'une collaboration. « *Malheureusement*, explique Anne D., titulaire d'un doctorat de troisième cycle et dégoûtée par le statut fait aux psychologues dans les différents centres d'hygiène mentale, *ce qui les retient, c'est la crainte de mécontenter leur clientèle en recommandant un analyste ni médecin ni conventionné.* » Psychiatre issu du sérail hospitalier, mais psychanalyste non habilité par une institution (bien qu'il en « fréquente » trois !), Georges N., trente-sept ans environ, refuse, pour sa part, l'hypothèse d'un ostracisme conscient à l'égard des thérapeutes non médecins. Il admet pourtant que son implantation dans le milieu médical lui a facilité les choses à l'extrême. Alors que, au bout de trois ans, des psychanalystes non médecins n'ont, dans le meilleur des cas, que six ou sept patients réguliers, Georges N. a fait le plein en à peine un an et demi. « *Dès que je me suis installé, des collègues psychiatres m'ont envoyé du monde. Et c'est vrai que moi, qui fréquente surtout des médecins, j'envoie les demandes que je ne peux pas prendre à d'autres médecins.* »

Super-nantis

La constitution d'une clientèle est un problème crucial dans une profession où « *les mandarins, qui sont des super-nantis*, dit Robert C., parlant de l'ex-Ecole freudienne dont il fréquente depuis plusieurs années les séminaires et les cartels, *refusent d'entendre parler des difficultés concrètes de certains. J'ai même proposé un grand débat sur ce thème, où je voulais expliquer que pour avoir des patients j'avais choisi de passer des petites annonces. On m'a d'abord répondu que c'était un thème intéressant et puis le projet a été évacué. Par la suite, devant les réactions de mépris de certains collègues, j'ai cessé de faire allusion aux annonces.* »

De fait, seul l'Institut de psychanalyse, par le biais d'une consultation où les analyses sont gratuites, fournit des patients aux analystes débutants. En prenant en charge ces thérapies non lucratives, les psychanalystes parachèvent leur formation, puis, progressivement, l'institution et les collègues leur envoient des clients. Partout ailleurs, c'est vraiment le sauve-qui-peut, la foire d'empoigne.

Alors, les petites annonces, pourquoi pas ? Pour Monique W.-L., qui en est à sa douzième annonce, « *c'est aussi une façon de tendre une perche. Pour nous, c'est un pis-aller, comme de demander à des amis de nous envoyer des patients* ». Pour Anne D., elles se justifient dans la mesure où elles permettent d'atteindre une « cible » qui ignore tout de la psychanalyse, et qui ne sait à qui s'adresser en cas de détresse. Le succès d'émissions comme celles de Ménie Grégoire aujourd'hui, ou de Françoise Dolto, hier, est là : des auditeurs — rarement des intellectuels — téléphonent dans l'espoir de trouver un soulagement.

Gênés en fait de recourir à un moyen aussi vulgaire pour se constituer une clientèle, la plupart tentent de personnaliser leur offre par un petit détail accrocheur, ce qu'en terme de marketing on appelle un « *plus-produit* ». En plus de l'indication du quartier, destinée à faciliter le choix, quelques-uns, pour inspirer confiance et surtout se démarquer d'éventuels charlatans — supposés inévitables dans une profession démunie de code déontologique (5), — font état de leur diplôme ou de la caution d'une thérapie suivie avec un analyste célèbre. D'autres, résolument plus commerciaux, veulent d'entrée de jeu casser l'image élitaire de la psychanalyse et attirer la frange du public qui s'en croit écartée, d'où la référence à des tarifs personnalisés, calculés selon les revenus de chacun.

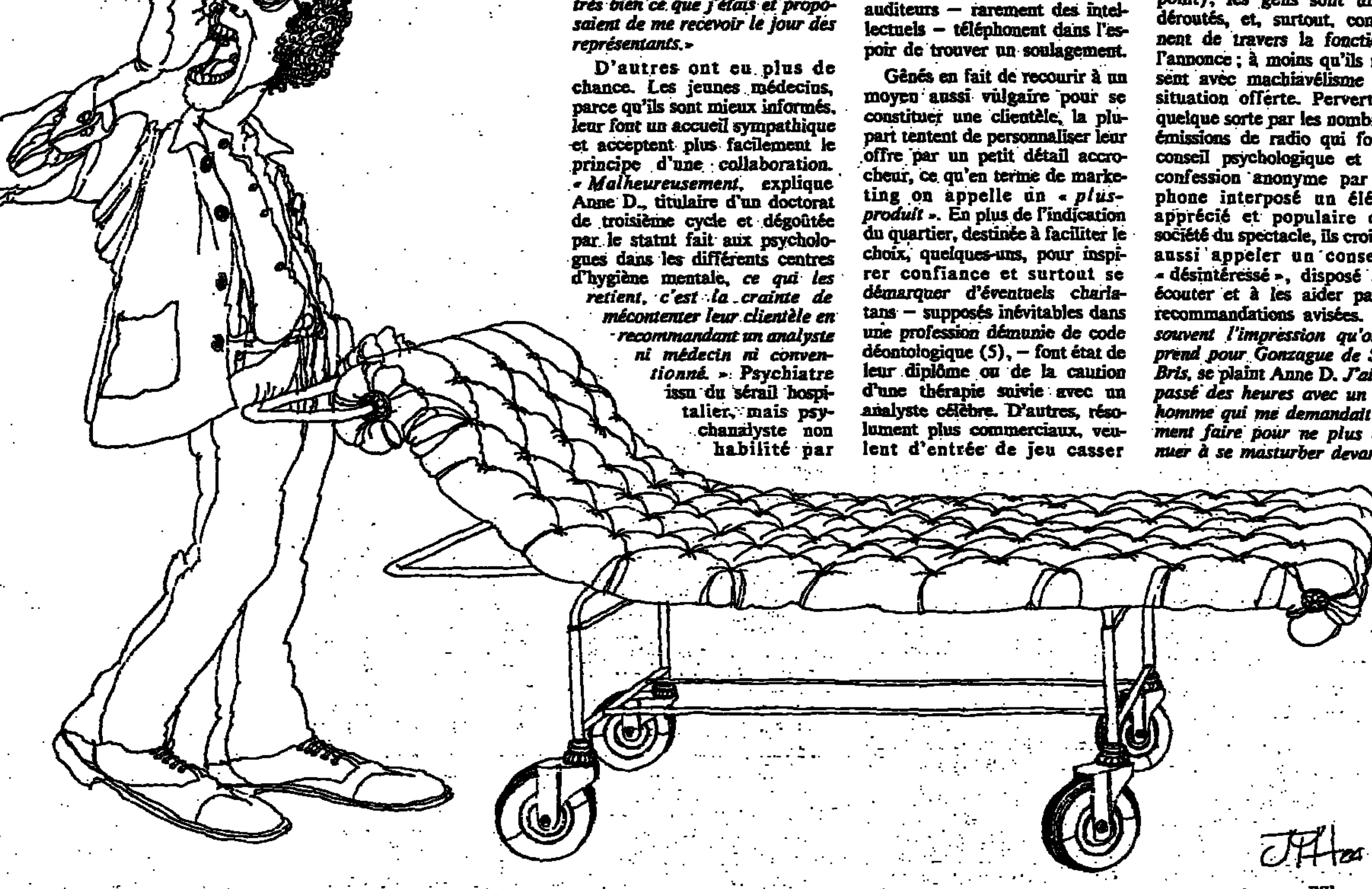
Sans suite

Las ! Le rendement n'est guère encourageant. « *Dix appels en moyenne pour une annonce l'an passé* », diront-ils tous. « *Et encore faut-il déduire tous les appels de type humoristique ou obscène des demandes de renseignements sincères.* » Après des conversations qui se prolongent à l'infini, une ou deux personnes finissent par prendre rendez-vous. Pourtant, parfois aucune ne vient et l'annonce n'a servi à rien. Car, là aussi, les choses ont changé, comme le constate amèrement Robert C., pionnier du démarchage « psy », dont l'annonce cependant continue d'apparaître régulièrement dans les colonnes du *Nouvel Observateur*. « *Il y a six ans, lorsque j'ai commencé dans* Libé *et* Sexpol, *c'était alors la mode de l'antipsychiatrie, et dans mon texte je me référais à Laing et à Cooper : j'ai été submergé d'appels et, sur le plan commercial, le résultat a été juteux.* »

Sur une quinzaine d'annonces publiées, Monique W.-L., à cause de sa référence au docteur Lacan, suscita d'abord une curiosité certaine et reçut un grand nombre de réponses. « *Des gens qui se renseignaient, mais aussi des farfelus qui croyaient que c'était un moyen pour draguer : des analystes, intrigués et choqués, qui me demandaient de quel droit je me référais ainsi à Lacan.* » En définitive, tous ces appels sont restés sans suite. Pour un investissement de 210 francs par annonce, Monique W.-L. n'a obtenu qu'un seul patient, et encore n'est-il resté que quelques mois. Pour essayer d'attirer une clientèle plus motivée, Monique W.-L. a alors dirigé ses annonces vers des catégories plus précises : les acteurs, susceptibles d'être intéressés et aidés par une formation psychanalytique ; et les adolescents, milieu avec lequel elle a été en contact. Dans les deux cas aucun résultat.

Est-ce vraiment à la crise qu'il faut imputer l'insuccès actuel des petites annonces « psy », comme les difficultés des jeunes thérapeutes à se constituer une clientèle ? Ou faut-il dissocier ces deux problèmes et simplement incriminer l'inadéquation de la démarche choisie avec l'objet de l'annonce ?

Tout d'abord (et beaucoup d'« annonceurs » insistent sur ce point), les gens sont un peu déroutés, et, surtout, comprennent de travers la fonction de l'annonce ; à moins qu'ils n'abusent avec machiavélisme de la situation offerte. Pervertis en quelque sorte par les nombreuses émissions de radio qui font du conseil psychologique et de la confession anonyme par téléphone interposé un élément apprécié et populaire de la société du spectacle, ils croient là aussi appeler un conseiller « désintéressé », disposé à les écouter et à les aider par des recommandations avisées. « *J'ai souvent l'impression qu'on me prend pour Gonzague de Saint-Bris*, se plaint Anne D. *J'ai ainsi passé des heures avec un jeune homme qui me demandait comment faire pour ne plus continuer à se masturber devant des*



JYH

هكذا من الاصل

petites filles. A chaque fois que ça allait mal il m'appelait. Comme il m'avait raconté tout ça, il n'osait plus venir... et me proposait une rencontre à l'extérieur. »

Publicitaire qui rougit de recourir à la publicité, le thérapeute en herbe ou chevronné est finalement coincé dans un rôle impossible et une relation faussée dès le départ. Voulant à tout prix prouver à son correspondant qu'il vaut mieux que sa prospection, il doit tout à la fois répondre avec précision aux questions, démontrer sa compétence, faire l'éloge de sa méthode, le tout en restant le plus neutre possible, afin de ne pas effaroucher par une initiative malheureuse celui que, survie oblige, il voudrait étendre pour quelques années sur son divan...

« *Je crois que je ne recommencerai plus ! C'est trop pénible de s'entendre demander son âge, de devoir donner des détails sur son physique, pour ensuite jouer à la secrétaire, discuter les tarifs, pour à la fin écouter les malheurs de gens qui abusent souvent de notre temps ou de notre patience et qui nous remercient en posant un lapin* », soupire Marie-Claude R., analyste jungienne, qui, pour gagner sa vie, est secrétaire.

Concurrence

Une autre catégorie d'annonceurs « psy » n'a pas les mêmes difficultés ni les mêmes doutes : la psychologie « humaniste » ou « émotionnelle », importée des États-Unis depuis une dizaine d'années, fait une redoutable concurrence aux thérapeutes traditionnels. Si l'on en croit les petites annonces, selon ses états d'âme, ses symptômes, ses intérêts du moment, son emploi du *temps ou les moyens dont on dispose*, on peut, dans le cadre d'un groupe et assisté par un animateur formé outre-Atlantique, se débarrasser de ses névroses en un week-end, ou pendant un stage *intensif* d'une ou deux semaines... Gestalt, Bio-énergie, Analyse transactionnelle, Primal, Rebirth, Hypno-Sophrologie, Sexothérapie, Rencontre..., les produits sont aussi nombreux que précis (si l'on est initié ou si l'on dispose d'un lexique). On y trouve aussi la possibilité de « *revivre sa naissance* » ou, mieux encore, de « *suivre une préparation à la mort* ». Et le lecteur, tenté de tâter d'un peu tout, goûtera du panaché que certains centres spécialisés proposent de ces différentes techniques. Joignant l'utile à l'agréable, on peut alors trouver un moyen original de rentabiliser ses vacances en s'inscrivant pour un séjour dans une île grecque, dans un hôtel-club du Sud marocain ou mieux encore pour une croisière en Méditerranée. Là, dans un décor paradisiaque, on participera à des stages intensifs de « *Gestalt, bio-énergie, méditation transcendantale, danse, théâtre, rencontre, bicyclette, bateau, pêche...* » Épuisé mais libéré, un psychisme sain dans un corps bronzé, raffermi et débarrassé de ses tensions, n'est-ce pas le concept parfait des vacances réussies ?...

Ces « nouveaux thérapeutes » peuvent, comme les analystes, avoir une formation psychologique ou pas. Encore qu'une forte majorité, dès la sortie des études, choisit le secteur mieux rémunéré de la psychologie d'entreprise. Transfuges de la publicité et du marketing, animateurs de créativité et de formation, ils sont bien armés pour réussir leur promotion. Pour échapper aux contraintes administratives (URSSAF...), ils ont parfois recours à des centres ayant pignon sur rue. Ainsi le Centre d'évolution, dirigé par Jacques Durand-Dassier, lui-même docteur en psychologie, présente et cautionne les animateurs à qui il accepte de prêter ses locaux. Ces centres mettent en outre leur fichier à leur disposition, ce qui leur permet de faire une prospection dans une clientèle potentielle ; ils diffusent également des brochures pour faire connaître leurs programmes et leurs nouveaux animateurs. Mais sans garanties : J. Fourcade, directeur du Centre d'évolution en psychologie humaniste, diplômé d'H.E.C. et brillant gestionnaire, renouvelle ses « produits » et ses animateurs dès qu'il sent leur usure à travers une fréquentation moindre.

Le bouche-à-oreille ne suffit pas toujours, et les petites annonces sont alors le moyen de drainer une clientèle différente, davantage concernée par ces techniques. Il s'agit plutôt d'une population d'un niveau socio-culturel moyennement élevé : *étudiants, employés, ingénieurs,* techniciens, infirmières. La crise, le chômage et les menaces sur l'emploi sont à l'origine de nombreux troubles et malaises, et les gens préfèrent alors s'orienter vers des traitements plus courts et moins onéreux.

La mode

Il semble aussi que des phénomènes de mode interviennent activement, comme partout ailleurs, dans le domaine de la thérapie, ainsi que le démontre l'impact qu'eurent les deux annonces publiées par Colette E. fin 1979. Se contentant de mettre l'accent sur sa formation obtenue à l'« Institut primal de Los Angeles », elle reçut pendant un an d'innombrables appels, de province comme de l'étranger. On vint la voir de Belgique et de Grèce. En deux mois, Colette E. avait presque son plein de patients. Aujourd'hui elle est saturée au point de chercher des gens à former, pour se décharger sur eux d'une partie de son travail.

Christian J., sexologue, qui passe des annonces presque chaque semaine, est lui aussi très content du résultat. Pour une vingtaine d'appels, six clients en moyenne demandent une consultation puis entreprennent un traitement. « *Les annonces pour moi sont indispensables, car la sexologie n'étant pas une pratique reconnue par les pouvoirs publics, nous ne figurons nulle part. C'est le seul moyen dont nous disposons pour nous faire connaître.* » Nicole B., de retour à Toulouse après plusieurs années passées aux États-Unis, où elle pratiquait la bio-énergie, n'a eu aucun mal à se constituer une clientèle importante. Affichettes dans la librairie féministe de la ville, une annonce dans la presse étudiante, contacts avec les médecins, rien n'a été vain. On lui a même envoyé en traitement des religieuses. « *Je crois qu'à Toulouse j'étais l'une des rares à travailler avec des techniques corporelles, et j'ai reçu des gens très bloqués que des thérapies plus classiques n'avaient pas aidés...* »

En revanche, les « produits » ayant des noms trop sophistiqués ou étranges n'intéressent personne. Paul C., qui pratique la « sophrologie médicale », n'a reçu qu'un seul appel, alors qu'il était certain, en intriguant, de recevoir de nombreuses demandes d'explication.

Versant psychologie américaine, aucun doute, la publicité a du bon et l'appel d'offre touche la « cible » visée. En revanche, versant thérapie classique, la « méthode de prospection » reste à améliorer, tout autant que la qualité de la « prestation téléphonique ». En effet, pour l'instant, les analystes en herbe commettent à chaque fois la même erreur en se laissant coincer par d'interminables confessions téléphoniques qu'ils sont incapables d'interrompre. Tout compte fait, le correspondant sera le principal bénéficiaire de l'annonce, puisqu'elle lui aura permis de profiter, d'une part, d'une oreille privilégiée où déverser ses fantasmes, d'autre part, d'une consultation gratuite... ■

(1) Robert Castel est l'auteur du « Psychanalisme » (éditions Maspéro). Cette estimation a été avancée lors d'une émission de France-Culture le 10 mars 1979.

(2) Selon la formule désormais célèbre du docteur Lacan.

(3) L'Union pour le recouvrement de la Sécurité sociale et des allocations familiales reçoit les cotisations des employeurs.

(4) P.M.I. : Protection maternelle et infantile ; C.M.P.P. : Centre médico-psycho-pédagogique.

(5) Le métier de psychologue clinicien peut, dans certains contextes, être soumis à un code déontologique. En revanche, les psychanalystes, dans la mesure où leur formation échappe à un cursus universitaire précis, ne sont soumis à aucune réglementation. Ainsi des figures marquantes de l'« establishment » psychanalytique n'ont jamais subi les épreuves initiatiques imposées en théorie par les statuts de l'École freudienne par exemple.

MILLIARDAIRES

L'appartement volant

Le Suisse Carl Hirschmann transforme des Boeing-707 en quatre-pièces-cuisine-bain. Il en coûte 4 à 5 milliards de centimes pour prendre une douche à 10 000 mètres d'altitude. Ses carnets de commande sont pleins.

JEAN-JACQUES SCHAETTEL

A gauche de l'entrée, le coin cuisine. L'épaisse moquette au sol et le revêtement cuir des murs sont de même couleur : saumon. Les robinets de l'évier sont en métal doré. *Au-dessus du plan de travail* en carrelage émaillé, la vaisselle blanche frappée d'un écusson est bien calée dans un placard intégré. Tout est fonctionnel. Immédiatement après la cuisine, la chambre d'enfant. Un fauteuil moelleux en velours marron, une petite table basse et un lit sur lequel trône un « Snoopy » en peluche. Plus loin le salon. Avec coin-bar, table de bridge et deux grands canapés pour huit à dix personnes. La moquette saumon est toujours aussi épaisse. Deux lampes à pied avec abat-jour métallisé diffusent dans la pièce une lumière douce. Sur l'écran de la télévision couleur, deux plongeurs cueillent du corail. Au bout du salon, la porte donne directement sur le bureau ; l'aménagement est simple, mais luxueux : T.V., téléphone, une petite table et un fauteuil. Tout au bout du couloir enfin, la chambre à coucher. Un grand lit, T.V. encore, et une armoire incorporée dans le mur. Une porte donne sur la salle de bains, lavabo doré et douche. Une grande glace murale agrandit ce petit espace.

Le « quatre-pièces-cuisine » dégage un luxe hors du commun. Hier à Bâle, aujourd'hui quelque part au Moyen-Orient. A moins que son propriétaire ne soit en train de prendre une douche à *10 000 mètres d'altitude* quelque part dans le ciel entre Ryad et Londres. Cet appartement est un avion. Très exactement un Boeing-707-137 B. C'est la pièce maîtresse de Jet Aviation, une entreprise suisse de transformation d'avions dont les ateliers se trouvent sur le terrain de l'aéroport de Mulhouse-Bâle.

« *Il y a au monde six sociétés d'aménagement d'avions vraiment sérieuses. Nous sommes l'une d'entre elles. Et la seule européenne* », dit avec un brin de fierté le P.-D.G. de Jet Aviation, Carl Hirschmann Junior. Ce jeune homme sage et soigné de trente et un ans dirige les activités aéronautiques de Jet Aviation : gestion d'une quinzaine de jets privés, entretien, service au sol à Bâle, Zurich, Genève, Düsseldorf et Djeddah (Arabie Saoudite). L'aménagement d'avions est, depuis 1977, l'activité de prestige de l'entreprise fondée après guerre par Carl Hirschmann Senior, un self-made-man qui a fait carrière aussi bien dans l'agriculture, les machines-outils et les voyages, avant de passer la main à son fils il y a cinq ans.

« *Pour aménager un avion, ce n'est pas compliqué* », explique Carl Hirschmann. « *Il faut d'abord acheter un jet* (les compagnies aériennes changent souvent de modèle). Il en coûte en moyenne 5 millions de dollars, soit 25 millions de francs. Selon la qualité de l'aménagement intérieur, il faut compter encore une fois de 5 à 25 millions de francs *pour la transformation. « Dans ce cas, il s'agit d'un grand avion, Boeing-707, 727 ou DC-8* », précise le P.-D.G. Mais il y a moins cher : pour 1,50 million de francs, on peut très bien aménager un petit jet de dix à douze places, comme le Mystère-20 de Dassault.

« Lifting »

Dans trois immenses hangars *de 7 500 m², dont le plus grand* peut abriter un DC-8, Jet Aviation emploie pour son activité « aménagement d'avions » 250 personnes. Des corps de métier aussi différents que plombier, sellier, tôlier, menuisier-ébéniste, électronicien et « designer ». L'avion d'occasion qui arrive à Bâle va ressortir des ateliers après un « lifting » qui l'aura complètement rajeuni.

Les équipements de navigation d'abord. Ils sont entièrement *revus, et généralement* modernisés. Sécurité avant tout. L'avion est ensuite déshabillé intérieurement pour une vérification complète des circuits électriques. Parallèlement interviennent les trois « designers » de Jet Aviation. Ils traduisent en *formes, volumes* et couleurs les souhaits du client. Les esquisses passent ensuite chez l'un des seize ingénieurs, qui y ajoutent leurs contraintes techniques. Installer un appartement dans une maison qui monte ou descend et se trouve soumise à des forces de freinage ou d'accélération pose quelques problèmes supplémentaires. Fauteuils, lits, douches doivent être arrimés au sol pour être être capables de résister à de fortes pressions de freinage. Autre contrainte : le poids. Pas question de poser armoires et tables en bois massif ou en aluminium. Seules les structures de bas et les parties apparentes seront « vraies ». Le reste est du trompe-l'œil : une matière synthétique aussi légère que du carton, aussi résistante que le bois.

Pour ces Rolls Royce du ciel, pas question de fabrication en série. Tout est unique, fait sur mesure pour chaque avion. Résultat : 100 000 heures de travail pour l'aménagement d'un Boeing-707. Huit mois de présence dans les hangars de Bâle pour un DC-8 destiné à un émir du golfe Persique.

Pour 60 %, les clients de Jet Aviation viennent du Proche-Orient. « *Ce sont eux qui choisissent les gros avions, Boeing-707 ou DC-8. Ils voyagent souvent avec leur famille. Leurs temps de vol sont assez longs. Entre Djeddah et Paris, il y a de six à huit heures de vol. Ils exigent un maximum de confort et aiment bien l'or et les bois précieux.* » Eux seuls peuvent payer 4 milliards de centimes un avion, est-on tenté d'ajouter. Les autres clients de Jet Aviation sont européens. « *Ils préfèrent généralement les avions plus petits, type Mystère-20 ou Mystère-50. En général, ce sont des avions de société* », indique Carl Hirschmann, qui reconnaît n'avoir pas encore eu de clients français.

Discrétion

Des banquiers suisses, Carl Hirschmann a visiblement retenu le sens de la discrétion. Pas moyen de le faire parler de ses clients. Il reste vague et élude toutes les questions : « *Nos clients arabes sont émirs, princes, chefs d'État ou de gouvernement. Ils ont choisi l'avion privé pour des questions de sécurité. Pour éviter terrorisme et détournements. Nous devons donc respecter leur désir d'anonymat.* » Tout juste Carl Hirschmann reconnaît-il : « *Oui, nous avons aménagé l'avion de la société Grundig et celui du P.-D.G. de la firme américaine Essex.* »

Pour la société de Carl Hirschmann, l'avenir est rose. Les carnets de commande sont pleins. Pour les propriétaires d'avions privés du Proche et Moyen-Orient, Jet Aviation est géographiquement mieux située que ses concurrents américains. A Bâle, on transforme en moyenne six avions par an, dont trois « gros ». L'activité est en plein développement et le chiffre d'affaires (240 millions de francs français en 1980) affiche une progression régulière de 30 %. Carl Hirschmann n'exclut pas d'aménager demain des avions plus gros et plus chers encore. Techniquement, il n'y a pas de problème. Le roi Khaled d'Arabie possède d'ailleurs un Boeing-747, qui a été directement aménagé par le constructeur.

L'histoire a montré que l'argent non plus n'est pas un obstacle. En 1978, un client arabe (« *ce n'était pas le shah d'Iran, mais un pays proche* ») a fait effectuer des études de transformation d'un Concorde. L'affaire ne s'est pas faite. Simplement à cause du bruit et des réticences de trop nombreux pays à accorder des autorisations de survol de leur territoire à un supersonique privé. ■

هكذا من الاصل

MONDANITÉS

Petit guide du rallye

Trouver un gendre pour leur fille reste une préoccupation pour les mères dans beaucoup de « bonnes familles ». Une petite industrie en vit : les rallyes mondains.

PATRICIA MOUNIER

DIFFICILE à croire : en 1981, au moment où la contraception, l'avortement et l'union libre entrent dans les mœurs, des parents font encore rencontrer leurs enfants en vue du mariage. Et pourtant, les rallyes mondains sont là pour ça, et pour donner un semblant de spontanéité à ces rencontres qui restent « arrangées », comme au début du siècle.

La recette est simple : prendre quelques mères de famille aisées, attentives aux bonnes fréquentations de leur fille. Les réunir avec d'autres mamans soucieuses des bonnes relations de leur fils. Y ajouter quelques activités B.C.-B.G. (Bon Chic-Bon Genre) : bridge et danse. Regrouper filles et garçons sous l'œil protecteur des parents. Quelques pincées de tradition et de snobisme. Servir le dimanche après-midi ou le samedi soir. Et vous obtiendrez, peut-être, des mariages entre jeunes gens spontanément réunis par le dieu de l'Amour et décidément bien faits pour se rencontrer. Un problème toutefois : la jeune fille fréquente effectivement le garçon-bien-sous-tous-rapports, mais ils ne se marient plus, ils flirtent.

L'origine du rallye mondain remonte aux rallyes automobiles organisés par les familles bourgeoises et qui se terminaient par une soirée dansante. Le rallye-auto a disparu en tant que moyen de rencontre. Seule a subsisté la soirée de clôture qui a pris le nom de rallye mondain. Mais il reste un point commun entre les deux types de rallyes : la compétition. L'une est sportive, l'autre est mondaine.

C'est un des rites sociaux les plus solides d'une certaine jeune bourgeoisie. Un principe : rester entre soi. Une réalité : un moyen de reproduction — et de sclérose — d'une partie des classes aisées.

On entre dans un rallye mondain parce que « ça se fait ». Et ça se fait dans toutes les grandes villes : Paris (VIIe, VIIIe, XVe, XVIe, XVIIe arrondissement) et sa banlieue chic (Versailles, Neuilly, Meudon) et dans toutes les villes de province où existe une bourgeoisie suffisamment importante et traditionnelle, à Bordeaux, par exemple.

On y apprend le code de bonne tenue indispensable pour faire son entrée dans le monde et, si possible, trouver un mari, ou, à défaut « un petit ami ». L'idée peut venir spontanément à la jeune fille. *« J'étais dans un collège religieux du XVIe arrondissement de Paris »*, raconte Laura, dix-huit ans, shetland bleu marine et collier de perles, le ton posé et la voix appliquée ; *à force d'entendre toutes les filles de ma classe se vanter de leurs soirées du samedi, de leur rallye et de leurs relations, j'ai demandé à mes parents d'y entrer.* » La maman, satisfaite des velléités de sociabilité de sa fille, prend des contacts pour trouver un rallye qui lui convienne. Et ce n'est pas si facile. Chaque caste a le sien : la bourgeoisie catholique a ses « petits rallyes », la *jet society* a ses boîtes de nuit déjà fréquentées par les parents, et l'aristocratie traditionnelle a ses réunions prestigieuses.

Aristocratie

Les rallyes les plus en vue de la capitale sont très demandés. En tête : le rallye Pommeray-Latour. Deux mille jeunes de dix-sept à vingt ans y sont inscrits et il y a une liste d'attente de deux ans. Quand on sait que ce rallye reçoit au château d'Ermenonville, au Cercle Interallié ou au château de Maisons-Laffitte, on ne s'étonne pas du prix de la soirée : près de 20 millions de centimes... champagne compris.

Autre rallye bien coté, la rallye Poncin. Là, pas de surprise. On y rencontre la vieille aristocratie à principes, liée par alliance à une noblesse plus fortunée ; le tout courtisé par une foule d'arrivistes qui y cherchent l'argent, le mari et la propriété.

Dans ce contexte, il n'est pas si facile d'y faire inscrire sa fille. Comme dans un rallye auto, il faut réunir certaines conditions.

Première exigence : le niveau social de la candidate. *« Lorsque j'ai voulu rentrer dans un rallye du XVIe arrondissement à Paris,* poursuit Laura, *j'habitais Boulogne-Billancourt. L'une des mères de famille organisatrices a fait prendre des renseignements sur moi. Elle ne voulait pas que son fils rencontre n'importe quelle jeune fille. »* Seconde exigence : pour faire face à la pénurie de garçons, elle devra se faire accompagner d'un ou deux danseurs. Lorsqu'elle est enfin admise, la jeune fille de quatorze ans s'engage dans un parcours beaucoup plus long que celui du rallye auto.

La première année, elle apprend avec une vingtaine de camarades les secrets du bridge, tradition oblige. En fait, ils ne pensent qu'à danser. Et c'est toujours à domicile que, le dimanche après-midi, un professeur leur apprend les danses les plus désuètes : tango, charleston, valse. Le rock fait valser les lustres, le slow fait pâlir d'inquiétude les parents : est-ce une danse bien morale ?

L'année suivante, un brin de laxisme est introduit dans le règlement. Les soirées ont lieu le samedi soir jusqu'à minuit, mais l'alcool est prohibé. Exception faite d'une *sangria* savamment dosée : tout « excès de comportement » entraînerait l'exclusion du rallye. Enfin, la dernière année, les jeunes gens vont sur leur dix-huit ans. La majorité leur confère des droits sur l'alcool (à volonté) et sur les horaires (jusqu'à l'aube).

Comment se déroule une de ces soirées ? Pas n'importe comment. Le rituel est précis. Pas question de s'y dérober. D'abord, la préparation : c'est sans doute le plus important. *« La plupart des filles du rallye sont des copines de classe et on n'échappe pas à leur jugement corrosif. Alors on s'habille bien »*, explique Marie, dix-sept ans, jean sage et mocassins américains. La tenue de soirée est exigée sur le carton d'invitation : robe longue bon ton pour les filles (la tunique-pantalon est à la rigueur acceptée), costume sombre pour les garçons. *« Surtout, il convient d'y faire bonne figure,* poursuit-elle ; *le maquillage discret est bien vu. La conversation doit être courtoise et souriante. »*

Tout est en place. La soirée peut maintenant commencer. Pour cela, il faut un château ou, plus modestement, une salle. Place Saint-Augustin à Paris, samedi soir. Le Cercle militaire, une des salles les plus prestigieuses de la ville (à retenir six mois à l'avance), accueille un rallye. Un immense salon dans le plus pur style « lambris de ministère » permet de recevoir de deux cents à six cents personnes (120 F par tête). Le plafond, imposant par la hauteur, laisse entrevoir des lustres, rendus méconnaissables par les lumières disco. Dans le boudoir attenant, les parents reçoivent leurs relations. Dès 22 heures, les jeunes gens se pressent à la porte. L'arrivée à la soirée est à elle seule un cérémonial. D'abord, à l'entrée, la vérification d'identité, destinée à éviter toute intrusion d'éléments extérieurs — donc nocifs — au rallye. Ce qui n'empêche pas le trafic de cartons d'invitation.

« Parfois un aboyeur déclame votre nom à l'assistance, raconte Alain, dix-sept ans, rencontré dans une soirée. *Puis, la maîtresse de maison et sa fille sont plantées là à l'entrée, jusqu'à minuit, pour recevoir les salutations des invités : baise-main pour les garçons et révérence pour les filles. »*

Enfin, la salle de danse est accessible : quatre cents personnes s'y côtoient, les couples de danseurs se forment, les flirts naissent. Car, *« là comme ailleurs la raison d'être de la soirée, c'est la drague, seulement le fric cache tout »*, note Agathe, dix-neuf ans, le cheveu bouclé et l'oreille percée. Les garçons sont sans cesse sollicités : courant de soirées en soirées ils n'ont qu'à tendre la main pour danser et draguer les filles qui sont là pour ça. Les filles, en revanche, sont en position de demandeuses ; ce sont leur mère qui organisent le rallye et font la dépense de recevoir, et ce sont toujours les jeunes filles qui attendent d'être invitées à danser. Mathilde, seize ans, kilt et corsage bleu marine, avoue qu'elle *« fait souvent tapisserie » : « On a des trucs pour se faire inviter, et puis, il y a toujours le quart d'heure américain pendant lequel on peut inviter les garçons. Encore faut-il qu'ils ne s'enfuient pas tous au buffet, juste à ce moment-là. »*

Ce qui ne signifie pas qu'elles soient des victimes. Si jeu il y a, eilles acceptent de jouer. Elles y trouvent des « petits amis » et un moyen d'affirmer une certaine supériorité sociale.

Au buffet, on se bouscule : champagne et petits fours à volonté. Certains garçons, se trompant de cible, font la cour aux mères de famille. Et puis, on discute. De n'importe quoi. Des études ou de religion, souvent, de l'avenir, de temps en temps, de politique rarement. Mais toujours sur le même ton : copie conforme à l'original parental. Il n'y a aucun problème de communication entre jeunes gens de

ÉDUCATION

Le yoga au cours d'anglais

Au bout de quelques minutes, en classe d'anglais, un exercice de yoga. On respire et on repart. L'expérience de « Miss Flak », au lycée Condorcet, dure depuis 1973.

NATHALIE DES GAYETS

LA longue galerie du collège Condorcet résonne tout entière d'un brouhaha enfantin. Les élèves criaillent et chahutent en attendant leur cours de 11 h. 30. Ceux de sixième piaffent devant la salle d'anglais. Le professeur ouvre la grande porte vitrée et fait face à la meute. *« Slowly ! Stop talking ! OK ? »* Le ton ne souffre aucune contradiction. Muets, les élèves s'engouffrent dans la classe. Tumulte de chaises et de tables. Le mobilier en « tube de bois » très classique est disposé en arc de cercle. Le « prof » se contente d'une table parmi d'autres. Derrière son dos, un immense « mur peint » inspiré du *Livre de la jungle.* Partout, des plantes vertes.

Très décontractée, Micheline Flak suit des yeux les mouvements de sa troupe à nouveau excitée et bruyante. Elle amorce un échange de questions et de réponses en anglais. Puis elle fait signe : *« Etes-vous prêts ? Etes-vous assis bien droits ? »* Tous se redressent et la fixent. Un silence étonnant succède à l'agitation. Miss Flak donne le signal et compte la mesure en quatre petits gestes de la main. L'assemblée « inspire » quatre temps, puis « expire » quatre temps... Dans le plus grand calme, on reprend le travail. Révision du vocabulaire corporel et des prépositions en joignant le geste à la parole. Suit l'exercice de conversation : d'un bond les enfants se précipitent devant leurs tables. Ils s'ébrouent dans un joyeux tintamarre en imitant des gens qui marchent dans la rue, jusqu'au « stop » du professeur qui les fige. Rendus à la vie, ils dialoguent entre eux en anglais et font en équipe des mots croisés.

15 heures : entrée des troisièmes. Sifflements, rires gras, les voix déraillent. *« Je voudrais d'abord que vous veniez ici, au milieu... »* Les adolescents obéissent non sans sourire. *« Je voudrais vous dynamiser après le repas »*, annonce Micheline Flak. On récapitule ensemble les méfaits dus aux mauvaises attitudes, on rappelle les vertus d'une respiration bien domptée, puis les élèves passent à l'acte. Tous se mettent les deux mains sur le ventre, posées à plat et gonflent le thorax d'une profonde « inspiration » pour « expirer » dans un tonitruant *« Hâ ! Hâ ! Hâ ! »* le corps cassé en deux. Des rires fusent, peu nombreux. Debout, les bras le long du corps, les yeux fermés, les élèves écoutent la « Miss » qui leur suggère : *« Vous aspirez le soleil, la joie le beau temps, vous expirez, chassez de votre tête les nuages accumulés... Vous sentez la chaleur du soleil qui entre en vous... »* Des visages s'éclairent, guoguenards. L'ensemble du groupe se laisse convaincre et s'abandonne.

Emotion

Retour de chacun à sa place. Tout le monde chante la chanson des Beatles : *Yesterday*, sans oublier le moindre couplet. Minute d'émotion complice. Dans la foulée, on apprend à raconter ses virées du week-end, en anglais toujours. Les élèves s'expriment avec aisance. Ils s'amusent.

Depuis 1973, Micheline Flak enseigne l'anglais aux élèves de la sixième à la troisième avec ce cocktail tonique de yoga et de cours de langue. Elle lâche du lest, autorise parfois un certain défoulement, suscite ensuite une véritable détente, puis retient l'attention de ses élèves par un enseignement attrayant : *« Je les mets dans un état tel que pour eux apprendre soit sympathique, agréable, même au prix d'un certain effort... En aimant ce qu'il apprend, l'enfant ne sera pas fatigué. »* L'alternance de repos et d'actions diversifiées correspond au rythme des enfants et à leur besoin de mouvement. Leur intérêt capté pendant de courts instants permet une assimilation plus intense.

La recette : transmettre aux enfants le pouvoir de se relaxer pour mieux se maîtriser et se concentrer. Ils apprennent le profit à tirer d'une bonne respiration, avant de commencer un devoir, comme un athlète au bord de l'exploit. Par cette pratique du yoga à petite dose, adapté à l'enfance et au milieu scolaire, ils améliorent leur réceptivité, utilisent mieux leur potentiel intellectuel. Le programme imposé par l'administration est respecté : *« Moi, personnellement, si je suis une révolutionnaire, je ne suis pas une casseuse. »* Micheline Flak se borne à *« redonner une importance au contenu en rétablissant la « motivation » : c'est le trait caractéristique de l'enfant de vouloir apprendre ; comment se fait-il que le lieu privilégié de l'apprentissage soit détesté ? »*

L'idée d'introduire le yoga dans l'enseignement (et pas seulement celui de l'anglais) part d'un constat simple : comme les adultes, les enfants subissent les méfaits du *stress* dans leur vie quotidienne. Ils arrivent à l'école, souvent agités, angoissés, nerveux, noués. L'univers scolaire accroît cette tension par le système des notes, des punitions, les rapports d'autorité, l'obligation d'immobilité, etc. L'objectif de Micheline Flak est d'apaiser l'enfant et d'accepter sa vitalité au lieu de la réprimer. Le yoga (union), rappelle-t-elle, contribue à unifier les contraires : le conscient et l'inconscient, le rationnel et le sensoriel, le mathématicien et le poète, l'oriental et l'occidental, la Lune et le Soleil, le yin et le yang chinois, le Hâ et le tha... Elle considère le yoga comme une *« valeur de sagesse universelle applicable à notre temps ». « Aux professeurs, je dis : « Si un « prof » agité crie aux enfants d'être calmes, ça ne passe pas. »*

De part et d'autre, on recouvre le droit de devenir soi-même. *« Une classe est un lieu habité. »* Micheline préfère un minimum de bruits au silence obtenu par la contrainte ou la peur. C'est au professeur de savoir — et de pouvoir — quand il faut reprendre le dessus, en souplesse. Pas facile. Micheline Flak, en 1968, usée par sept ans d'enseignement, a changé sa vie par la pratique du yoga et de sa philosophie. Elle reprit alors le chemin de l'école, résolue à changer ce qui était à sa portée.

Un « côté secte »

Certains ont dénoncé dans cette forme originale d'enseignement un « côté secte ». Pour Micheline, c'était une trahison, une absurdité. *« Pour beaucoup de gens, le yoga représente une recherche religieuse. Pour moi, il n'y a rien de religieux. Quand on fait une bonne respiration, on n'a pas à en rendre compte à Shiva, à Brahma ou au Christ... Je ne suis pas une mystique, ce n'est pas mon rayon ! »* Son but à long terme serait plutôt de prévenir le fanatisme quel qu'il soit par cette éducation à l'autodiscipline. L'expérience bénéficie, y compris dans la hiérarchie administrative, de nombreux soutiens. La principale du collège Condorcet a informé longuement les parents. Un inspecteur général d'anglais s'est montré enthousiaste.

Et les parents ? *« Au début, ils étaient un peu sceptiques ! »*, répond une élève de cinquième ; *« Ils attendent de voir »*, constate son camarade. Quelques-uns redoutent que leur progéniture ne perde son temps. Les enfants semblent accueillir l'expérience avec une complicité critique. Curieux et en même temps ravis. *« C'est original !* s'exclame une jeune fille de troisième, *et meilleur pour l'oral ! L'année dernière, on avait sans arrêt des « interros » ! « Ah ! oui, on aime bien »*, reconnaît un garçon de sa classe. Un autre affirme, narquois : *« Dehors, on en rigole ! »*

Certains enseignants s'intéressent aujourd'hui à l'expérience. Celle-ci fait tache d'huile à Paris, à Dijon, à Caen, à Lille, à Strasbourg. L'association Recherche sur le yoga dans l'éducation (R.Y.E., collège Condorcet, 61, rue d'Amsterdam, 75008 Paris) tente d'offrir aux enseignants épuisés, stressés, suicidaires, des techniques de communication, de « bien-être », de « relation à l'autre » et à soi-même. On y travaille sa respiration, sa voix, on y apprend à se connaître dans le sens socratique du terme, à connaître la fonction de notre machine corps et âme. Pour modifier le monde, ne doit-on pas commencer par se modifier soi-même, se comporter différemment ? *« Je suis révolutionnaire de l'intérieur »*, dit Micheline Flak. Les enseignants partis à la recherche de la sagesse pourront, en résumé, demander légitimement à leurs élèves d'être sages. Un vaste programme. ■

هكذا من الأصل

bonne famille : même éducation, mêmes valeurs, mêmes préoccupations. *« Vers 4 heures du matin, la soirée s'essouffle,* conclut Marie, *on se quitte jusqu'au prochain rallye, un mois après. »*

Snobisme

Certains inconditionnels poursuivent cette pratique dans des « rallyes de vieux » autour d'un cocktail dansant. Moyenne d'âge : vingt-trois ans.

« Le rallye mondain n'est qu'une suite logique à l'éducation qu'on reçoit dans les collèges religieux, déclare Agathe, visiblement trop « farfelue » pour avoir été totalement intégrée dans un rallye. *On y est toutes préparées à notre rôle d'épouse modèle qui sait se tenir dans le monde.* » Voilà pour l'avis des filles. Et les garçons ? *« Sous prétexte qu'on est des jeunes gens de bonne famille, on met tout à notre disposition : la bouffe, la danse et les filles,* ironise Alain, *on aurait tort de ne pas en profiter. »*

Alors, scandaleux tout cet argent dépensé par snobisme ? *« Non,* rétorque Mathilde, *ça fait vivre un tas de gens. »* Un alibi comme un autre, mais qui n'est pas sans fondement.

Outre les professeurs de bridge et de danse, il y a toute une série de petits métiers qui en vit : les couturières de quartier, dont les mères de famille se passent les bonnes adresses, les loueurs d'habits et de smokings pour les soirées prestigieuses, tous ceux qui s'occupent du matériel nécessaire à une soirée digne de ce nom (fleurs, décoration, vestiaire, chaises, tables...), en passant par les étudiants, passionnés de hi-fi, qui arrondissent leur fins de mois en « faisant des sonos », jusqu'aux entreprises professionnelles de sonorisation.

Mais c'est surtout autour de la soirée elle-même que le personnel est le plus nombreux. Pour une soirée de quatre cents personnes, le Cercle militaire fait appel à un maître d'hôtel, dix chefs de rang, trois dames de vestiaire, deux personnes aux cuisines, un membre de la direction, une personne chargée de la sécurité et un huissier, soit un total de dix-neuf personnes. Sans compter les traiteurs et tous les fournisseurs exclusifs en champagne et autres produits de luxe.

Les rallyes ne sont pas cependant une ressource essentielle pour les spécialistes de réception. Ils ne représentent qu'un dixième du total des réceptions au Cercle militaire. Il est vrai que là, comme à la Maison des polytechniciens, le parrainage est exigé, d'un militaire, dans le premier cas, d'un membre de la « famille polytechnicienne » dans le second. En outre, les rallyes mondains constituent une activité saisonnière, d'octobre à mars, qui a généralement lieu le samedi soir. Ce qui limite leur rentabilité.

Tous reconnaissent que le rallye mondain a encore de beaux jours devant lui : *« La preuve : la floraison des boîtes de nuit parisiennes ne les a pas fait disparaître, ce qui prouve qu'ils correspondent à un besoin et une clientèle très spécifiques. »*

Les rallyes connaissent cette année un certain renouveau. Le snobisme, la tradition et « la course au gendre » ne semblent décidément pas atteints par la crise. ■

CROQUIS

La dompteuse

Rougeaude, hommasse, taciturne, elle faisait bien le ménage, sans fignoler, mais sans rechigner devant les grosses besognes. On ne savait rien d'elle ou presque, et puis, un jour, on apprit qu'elle avait été dompteuse pendant quinze ans.

Elle en avait vingt quand un cirque était passé dans la ville. Elle était allée voir, avec d'autres jeunes, et le dompteur, après son exhibition avait dit : *« Maintenant, messieurs, mesdames, qui veut venir avec moi dans la cage aux lions ? »* Elle avait hésité, puis lancé aux camarades : *« Chiche que j'y vais ? »* Au moment d'entrer dans la cage, prise de panique, elle avait failli reculer, puis elle avait fait front, à côté du dompteur, face aux lions un peu las et blasés. En sortant, l'homme lui avait proposé de rester : *« Mademoiselle, vous avez le don. »* Elle avait ri et les camarades l'avaient plaisantée.

Mais l'année d'après, le cirque était revenu, l'expérience avait été renouvelée, et elle avait dit oui.

Après, ç'avait été quinze ans d'aventures et de voyages..., jusqu'en Amérique, mais elle n'aimait pas en parler... Elle était revenue dans sa ville natale, et maintenant elle domptait la poussière à la place des lions.

Tante Marie était ravie d'apprendre que la dompteuse voulait bien venir chez elle une fois par semaine. Elle l'accueillit avec empressement et lui dit : *« Bonjour, madame, comme c'est gentil à vous de venir faire mon ménage ! »*

Placide, la dompteuse répondit : *« D'abord, je ne suis pas madame, je suis mademoiselle, mademoiselle Marcelle. Tenez, je vais m'asseoir et on va causer un peu pour faire connaissance.*

» Oui, je suis d'ici, mais j'y suis pas toujours restée. A vingt ans, je voulais me marier avec un gars que j'aimais bien. Mes parents ont pas voulu. Alors, j'ai ficha l'camp...

» Faut vous dire : j'avais un frère, un frère jumeau. Seulement c'est moi qui avais pris toute la masculinité. Alors, vous comprenez, je m'en suis payé ! Je ne craignais rien... Ah ! oui, j'ai eu du bon temps ! Je ne regrette rien. Maintenant, je soigne mon bonhomme. Il a plein d'ulcères aux jambes.

» Vous savez, j'suis pas malheureuse. J'élève des lapins. J'les vends bien. J'gagne ma vie avec des ménages. Y a rien à dire. Mais j'aime pas qu'on me commande. Faut que j'en fasse à ma tête. J'ai idée qu'on va quand même bien s'entendre toutes les deux... »

« Mais bien sûr, mademoiselle Marcelle », dit tante Marie convaincue.

Comment deux vraies philosophes pourraient-elles ne pas s'entendre ?

ETIENNETTE PARMENTIER.

Félicité

A cinquante-cinq ans, Félicité est, comme on dit, une femme vieillie avant l'âge, usée. Depuis ses seize ans, elle n'a pas cessé de travailler. Elle a eu sept enfants, qu'elle a élevés dans la misère, sans aucune aide sociale. Comme travail salarié, pas d'autre issue pour elle que les ménages, les lessives à la main. La chasse à la saleté des autres pour pouvoir vivre. Et ça continue. Elle n'est pas aigrie par cette vie si dure, mais, par je ne sais quelle force intérieure, elle est généreuse, souriante, attentive aux autres. Et solide, si solide, les pieds dans le rude pas drôle. Elle prend la vie à pleines mains, elle a du cœur et, surtout, de l'humour.

Le petit pays où elle vit est pauvre, elle y est née et ne l'a jamais quitté. Les loisirs ou les vacances, elle ne connaît pas. Elle est de ceux qui ne se reposent pas, et surtout pas en allant voir ailleurs ce qui se passe. Ce n'est pas la curiosité qui lui manque, mais l'argent et le temps. D'ailleurs, elle s'est faite à cet immobilisme. Elle est bien chez elle, ses amis l'entourent et la réchauffent. Maintenant, tous ses enfants sont partis. Elle vit dans une minuscule maison avec son mari, maçon à la retraite. Il est malade, rongé par l'alcool, et passe ses journées assis devant la fenêtre, complètement inactif, hébété. Félicité en a un peu honte, de son mari. Elle ne supporte pas bien son alcoolisme ni l'abrutissement qui en découle. Ils s'engueulent pas mal quand elle essaie de le secouer, de temps en temps.

Elle me raconte que lorsque les enfants étaient encore chez eux, il l'a souvent battue. Elle parle d'un passé plus que douloureux, sa voix tremble et elle est rose d'indignation : *« Je n'ai jamais admis qu'un homme batte sa femme. »* Elle cherche mon approbation, regrettant cette époque où elle a admis, d'une certaine manière : *« Je ne sais pas pourquoi, je n'osais rien dire, j'avais trop peur. Sauf une fois, je lui ai dit que j'allais lui tirer un coup de fusil dessus. Je te jure qu'il a vite caché le fusil chez un de ses copains. Plus de fusil chez nous, heureusement. »* Elle continue : *« L'autre soir, il a commencé à râler, comme d'habitude, pour je ne sais plus quoi. Il a levé la main comme pour me frapper, et je lui ai fichu une gifle ! »* Elle a un rire de défense, gênée et fière à la fois de me raconter cette audace inhabituelle, cette gifle chargée de tant de rancœurs et de malheurs subis dans une crainte muette. Vengeance tardive contre ce mari maintenant si rabougri, si pitoyable. Elle a des mots durs pour lui. Mais l'amour et la tendresse bourrue sont bien là, sous la couche épaisse des ressentiments accumulés en trente ans. Un attachement indéfectible, les liens tissés au cours d'une vie passée ensemble, côtoyant souvent le pire.

« Allez ! Il faut que je rentre, ça va être l'heure de la soupe pour mon bonhomme. Tu sais, ça fait du bien de parler, de temps en temps. Ça fait du bien de se décharger. »

Elle part sur son vieux vélo, en pédalant contre le vent.

CLAIRE LAROCHE.

Conte froid

Le Fisc

Toute sa vie il avait vécu endetté avec le Trésor Public, toujours poursuivi, criblé de dernières injonctions et d'avis avant poursuites. Quand il mourut, on eut à peine le temps de l'enterrer : le lendemain, on venait saisir son tombeau.

JACQUES STERNBERG.

TENNIS

Les « marines » de Nick Bollettieri

Nick Bollettieri dirige en Floride une académie de tennis dont les trois préceptes sont : *Capacité, discipline, vocation.* Cent dix jeunes de vingt-deux pays y mènent une vie spartiate dans l'espoir d'accéder un jour à l'existence des champions professionnels.

GÉRARD ALBOUY

MISTER HYDE ou docteur Jekyll du tennis ? A la fois adoré et haï par ses propres élèves, auteur, avec Julie Anthony, une psychologue ancienne joueuse professionnelle, d'un ouvrage dont le titre résume son programme et sa personnalité, *A Winning Combination* (Une combinaison gagnante), Nick Bollettieri préfère se dépeindre comme le Michel-Ange du tennis. L'été dernier, il a fait sensation à Flushing-Meadow en révélant simultanément Kathleen Horvath, quatorze ans, la plus jeune joueuse qualifiée pour le tableau final des championnats américains, et Jimmy Arias, quinze ans, le plus jeune joueur de tous les temps à accéder au classement de l'Association des tennismen professionnels.

« Vous devez vouloir devenir le numéro un. Sinon vous n'accepterez jamais de faire tout ce qu'on vous impose ici », dit Chriss Conk, quinze ans, l'un des pensionnaires de la Nick Bollettieri Tennis Academy. *« Au début, j'avais l'impression d'être un esclave,* raconte Jimmy Arias. *J'avais les boyaux noués par la façon dont Nick hurlait. C'était comme à l'armée. Pourtant, quand ma mère, qui me passait tous mes caprices, me téléphonait pour me demander pourquoi je ne revenais pas plus souvent à la maison, j'étais embarrassé pour lui répondre que c'était parce que je ne le voulais pas. »*

Par la fascination et l'emprise que Nick Bollettieri exerce sur ces jeunes, cette académie, implantée dans un ancien motel de dix-huit chambres avec sa piscine, évoquerait plutôt une communauté ou même une de ces sectes qui font florès aux Etats-Unis. Les élèves ne peuvent retourner dans leurs foyers qu'une fois par trimestre, et les communications téléphoniques ne sont autorisées que du vendredi soir au dimanche. Les seuls moments de détente ou d'évasion se résument à une sortie de deux heures, le samedi soir, au centre commercial voisin, et, quand il n'y a pas de tournoi de tennis, aux après-midi du dimanche autour de la télévision ou de la piscine.

Du lever à 6 h. 45 à l'extinction obligatoire des lumières à 22 heures, les élèves n'ont que deux préoccupations : leurs études, de 8 h. 30 à midi, à l'école Saint-Stephen ou au collège de Bradenton, puis, après avoir avalé les sandwiches préparés la veille, le tennis, de 13 heures à 17 heures, sur les dix-neuf courts du club tout proche. Le dîner à 18 heures, les travaux ménagers, et deux heures consacrées aux devoirs et aux leçons clôturent les journées à l'académie.

Deux ou trois après-midi par semaine, selon les groupes, les élèves délaissent pourtant les courts du club pour ceux de la Colony. Un luxueux ensemble de résidences-hôtel, bâti à même la plage de Longboat-Key, l'une des stations à la mode sur le golfe du Mexique, entre Tampa et Sarasota. La Colony, dont Nick Bollettieri est aussi directeur des tennis (vingt et un courts), est la vitrine de l'académie.

Sur le court numéro un, juste devant l'hôtel, opère Steve. Peut-être n'est-il pas le meilleur des moniteurs, mais il possède un talent incomparable de bonimenteur de foire. Muni d'un chariot de supermarché rempli de balles et de sa raquette, il semble déclamer des litanies. En fait, il exhorte sans répit, juge chaque frappe et rythme de la voix les exercices. De l'autre côté du filet, les élèves, répartis sur deux files, s'entrecroisent pour venir effectuer une demi-volée ou une volée, puis se replacent aussitôt au bout de l'autre file. Accroupi au fond du court, derrière les élèves, Nick Bollettieri regarde, supplie, hurle pour corriger une attitude. Gare à celui qui perturbera ce ballet par manque de concentration !

Attirés par le manège, les clients de l'hôtel ou des résidences ne manquent jamais de s'extasier. Nick Bollettieri s'approche alors, commente, se rengorge, prend à témoin : *« Vous pouvez regarder. Ce gentleman vient de Paris pour voir ça... »* Il inviterait volontiers tout le monde à passer dans son bureau tapissé des reportages que les revues américaines ou étrangères lui ont consacrés. Les meilleurs sont mis sous verre et encadrés.

Né voici quarante-neuf ans dans un faubourg du Bronx, où ses grands-parents, d'origine napolitaine, avaient cru fuir la misère, Nick Bollettieri est fier de sa réussite. Joueur médiocre, il n'a jamais été retenu dans la moindre équipe de collège. Entré à l'université de Miami pour y suivre des cours de droit, c'est sur les courts de... tennis qu'il passait son temps à donner des leçons pour 3 dollars l'heure. C'est là qu'en 1961 il découvrira un jeune garçon de neuf ans, nommé Brian Gottfried, qui deviendra le quatrième joueur du monde en 1977.

Un million de dollars

Chaleureux, exubérant, volontiers flatteur, il sait se faire rapidement des relations et en tirer profit. Invité pour trois jours chez les Rockefeller, il y restera plusieurs années, passant les étés dans leur domaine de Pocanto-Hills, dans le comté de Westchester, près de New-York, et travaillant l'hiver dans leur résidence de Dorado-Beach, à Porto-Rico. C'est là qu'il rencontrera Hy Zausner, un financier qui fondera avec lui l'académie de tennis de Port-Washington, où il accueillera un autre entraîneur célèbre : Harry Hopman, le « sorcier » australien. L'expérience sera de courte durée, les rapports avec Hy Zausner s'étant rapidement dégradés. Nick Bollettieri retournera alors en Floride, où, pendant quatre ans, il conduira un bus avant de recréer une académie de tennis à Longboat-Key.

Aujourd'hui, il peut tirer vanité de son chiffre d'affaires, qui a dépassé le million de dollars en 1980, de ses projets, avec la construction de quarante-cinq nouveaux courts dès l'an prochain et l'ouverture d'une école d'entraîneurs. Derrière son masque de parade, ses exclamations et ses gesticulations pour la galerie, Nick Bollettieri cache en fait un bourreau de travail, méticuleux et perfectionniste à l'extrême. Ses manies font la joie des moniteurs. Il possède quatre véhicules : une Mercedes, une Cadillac, une Mazda et un « van ». Symbole de sa réussite, la Mercedes est lavée après chaque utilisation et aussitôt recouverte d'une couverture. Ses moniteurs l'ont baptisée « la chenille ».

Absorbé par son travail seize heures par jour, Nick Bollettieri est aussi intransigeant avec ses élèves. Florence Martin, une junior du Racing Club de France, qui séjournait à l'académie, raconte les tournées d'inspection des chambres. L'intendant y traque la poussière, passant son doigt sur tous les meubles. S'il n'en trouve pas trace, il va vers le rideau, le secoue et, parvenu à ses fins, décide une semaine de corvée de vaisselle pour la chambrée. Le comble de l'injustice pour la jeune Française.

« Cela fait aussi partie de mon système d'éducation, répond Nick Bollettieri. *Il faut aussi que les jeunes s'habituent à ce qu'ils considèrent comme une injustice. La prochaine fois qu'un arbitre leur comptera faute une balle qu'ils jugeaient bonne, j'espère qu'ils l'accepteront plus facilement. Ou au moins que cela perturbera moins leur concentration et leur jeu. »*

Cette intransigeance se retrouve sur le court et au-dehors. Tabac, bonbons, chewing-gum, boissons gazeuses, sont rigoureusement interdits, de même que la nourriture dans les chambres. Nick Bollettieri ne supporte pas non plus de voir un élève faire tourner sa raquette dans la main ou prendre son temps entre deux exercices. Il peut alors l'envoyer faire un footing supplémentaire de 3 ou 4 kilomètres et lui refuser de l'eau à son retour. Parce qu'elle commençait à moins bien accepter cette discipline, il n'a pas hésité à renvoyer en décembre sa meilleure joueuse, Kathleen Horvath. *« L'académie et le programme sont plus importants que n'importe lequel des élèves »*, dit-il. D'ailleurs, 3 à 4 % d'entre eux seulement renoncent en cours d'expérience.

Malgré la discipline, les coups de gueule, les corvées, les élèves lui manifestent une dévotion visible. *« Des milliers de professeurs peuvent dire la même chose. La différence avec moi,* affirme Nick Bollettieri, *c'est que les gens m'écoutent. Je suis capable de capter leur attention, de les motiver, de créer une excitation. »*

« Le milieu du tennis professionnel est une jungle, poursuit-il, *avec des tentations pour ceux qui réussissent. Le caractère, la volonté de vaincre, s'acquièrent entre onze et quinze ans. Un bon joueur et, à plus forte raison, un champion se fabriquent très tôt. A quinze ans, le mental est formé. Seul le physique peut être modifié. »*

Jimmy Arias, Carling Bassett, Pam Casale, Pablo Arraya, Mike Depalmer, ne se sont pas encore fait un nom dans le monde du tennis professionnel, mais, pour les jeunes joueurs qu'ils rencontrent dans les tournois de Floride, ils ont déjà un surnom : les « marines » de Nick Bollettieri. ■

هكذا من الاصل

REFLETS DU MONDE

Daily Mail

L'égalité part en fumée

La loi britannique reconnaît désormais la parfaite égalité des femmes et des hommes, mais son application quotidienne ne va pas toujours sans difficulté, comme en témoigne cet incident relaté par le quotidien londonien *Daily Mail* : *« Au cours d'un dîner syndical, l'égalité des sexes a pris fin à l'heure du cigare. Pour accompagner porto et brandy, on a offert aux convives masculins un havane, dont les femmes ont été privées. Leurs vives protestations ont abouti à une décision radicale : plus de cigares lors des futurs dîners, ont décrété les responsables du syndicat. »*

Solution rejetée par les contestataires, qui ont exposé leur revendication : chacun, hommes et femmes, a droit à ce havane : *« Nous sommes profondément irritées par l'attitude des hommes qui parlent d'un incident mineur. Il démontre au contraire que l'égalité des droits reste encore, pour beaucoup, une formule creuse »*, a déclaré Mme Moira Gomes, porte-parole de l'*« opposition »*. M. Max Bowen, organisateur du dîner, a dénoncé cette position : *« Je n'aurais jamais imaginé que les femmes puissent agir avec tant de légèreté. Nous devons faire face à de terribles problèmes (menace d'excédents, remise en cause de certaines dépenses, près de trois millions de chômeurs) ... et elles se lamentent pour un cigare ! »*

LE SOIR

Un autel-bar à Malaga

On peut dire la messe ailleurs que dans les lieux prévus *à cet effet, lorsque nécessité* fait loi. C'est manifestement ce qu'a estimé un prêtre de Malaga, si l'on en croit *le Soir*. Le quotidien belge raconte : *« Le curé de la paroisse du Bon Pasteur, à Malaga, dit la messe tous les dimanches, et cela depuis des années, dans un bar de son quartier.*

» La raison en est simple : il n'a pas d'église, bien que sa paroisse en possède une, « sur le papier », qui n'a jamais été construite. Les propriétaires du bar Casa Luis lavent leur établissement tous les dimanches matin à grande eau, avant de dresser l'autel, sur le zinc, où le Père Cacho donne ensuite la communion à ses « fidèles clients » de la messe de 10 heures. »

Pariser Kurier

Trente millions de bricoleurs

Selon le *Pariser Kurier*, *« le marché du bricolage va enregistrer, d'ici à 1985, la plus forte augmentation de consommation de tous les marchés de loisirs. Bricoler, faire chez soi des petits travaux manuels, fabriquer quelque chose de ses propres mains est apparemment devenu l'un des passe-temps favoris des Allemands. Tel est du moins l'avis de l'Institut munichois de l'industrie des loisirs qui a récemment examiné de près le secteur du « do-it-yourself ». Le vif intérêt manifesté par le public à l'égard du grand centre de bricolage à la foire-exposition de la quincaillerie qui a eu lieu à Cologne confirme le rôle économique de ces activités. 700 exposants sur 1 341, soit plus de la moitié, proposaient des matériaux et des outils destinés au bricolage.*

» Ce qui n'a rien de surprenant, car environ 10,8 millions d'Allemands sont des bricoleurs, pour ainsi dire des artisans semi-professionnels. Ils consacrent plus de 100 heures et même davantage par an à cette occupation. Près de 30 millions d'Allemands, ce qui représente presque la moitié de la population, font au moins de temps en temps des travaux de bricolage. (...)

» L'Institut munichois des loisirs a pu constater que le bricoleur typique est masculin et âgé de 40 à 60 ans. Il est propriétaire d'un appartement ou d'une maison ou est en train de faire construire son logement. C'est un ouvrier qualifié ou un employé qui touche un revenu moyen. Il est père de deux ou trois enfants, se montre très serviable et sociable. Il aime bricoler et embellir sa maison mais la possibilité de réaliser des économies par ce moyen joue aussi un rôle primordial pour lui. Il veille cependant à la qualité des outils et matériaux qu'il achète et n'hésite pas à dépenser un peu plus d'argent s'il le faut.

» L'équipement des bricoleurs ne cesse d'ailleurs de s'améliorer. Un ménage sur trois possède aujourd'hui une perceuse électrique... »

DIE WELT
UNABHÄNGIGE TAGESZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND

Safari en Suisse

La soif de dépaysement de nos voisins allemands ne recule devant aucun danger. Le correspondant à Lausanne du journal ouest-allemand *Die Welt* propose un nouveau style de voyage pour touristes téméraires à la recherche d'émotions fortes : *« Safari à dos de mulet à travers le canton du Valais. Welcome Swiss Tours propose un safari d'un genre particulier : sept jours d'activités pédestres et équestres à dos de mulet dans les montagnes valaisannes. Les caravanes de vingt personnes au plus seront conduites sur des chemins de mulet à travers des vallées isolées, traverseront des petits villages et passeront la nuit dans des auberges typiques. Au menu, spécialités suisses et vin de pays. »*

Le journal ne précise pas quelles espèces de bêtes sauvages seront chassées ni avec quelles armes !

BOLIVIE

Dans l'enfer des mines d'étain

Les conditions de travail des 15 000 Indiens de Potosi n'ont pas changé depuis la conquête espagnole. Dans l'enfer des mines d'étain, ils espèrent malgré tout vivre jusqu'à trente-sept ans...

GÉRY FERRERO-DAUBERT

LE matin, 8 heures. A 4 200 mètres, il ne fait pas chaud. Tout juste si le soleil qui vient d'apparaître arrive à effacer les morsures du vent. Le camion, un vieux Dodge, a commencé à gravir péniblement la route poussiéreuse du Cerro-Ricò. Appuyé contre la ridelle grinçante, coincé au milieu d'une vingtaine de mineurs qui s'entassent dans la benne, nous venons de plonger *dans un autre monde*. Celui des mines d'étain. Le *metal del Diablo*, a écrit Augusto Cespedes, l'un des plus célèbres écrivains boliviens.

Le métal du diable, c'est l'histoire de la Bolivie de Potosi donc. Ces visages indiens, marqués par la rudesse de l'Altiplano, sont – dit-on – ceux des descendants de l'Empire inca. Peut-être... sûrement les héritiers de ces dizaines de milliers de déracinés que les Espagnols amenèrent de force au seizième siècle dans les mines pour extraire l'argent. Depuis 1545, l'histoire de Potosi est celle d'une montagne saignée aux quatre veines.

Les virages, la route défoncée manquent à chaque fois de nous envoyer par-dessus bord. Antonio, le mineur qui nous accompagne, éclate de rire : il a l'habitude de ce genre de transport. Comme ses compagnons de travail, il s'est forgé une philosophie : *« On est du* ganado – (du bétail). *La journée commence, il vaut mieux savourer ce dernier moment de lumière, car ça sera bien pire tout à l'heure au fond de la mine. »* Une chaîne vallonnée, désertique, composée de montagnes de rocaille et de terre grise. Au milieu de ce paysage de désolation, la ville apparaît posée par hasard. Cité irréelle, que seule explique la présence du minerai. Les deux femmes du chargement sont indifférentes au spectacle. Assises en tailleur, elles ressemblent à ces Indiennes de tous les marchés boliviens, avec leur *pollera*, cette superposition de jupons repliés sous elles. Position séculaire figée à travers le temps et la vie.

Ça devait arriver : le Dodge a calé. Les pierres et les ornières ont eu raison du moteur poussif. *« Vamos !*, crie Antonio en sautant par-dessus la ridelle, *on va continuer à pied. Nous y sommes presque. »* Drôle de bonhomme, Antonio. Jeune, à peine vingt-cinq ans. La mine, il la connaît bien, ça fait plus de dix ans qu'il y travaille. Qu'il y travaillait plutôt, car bourré de rhumatismes, il a cessé toute activité.

Fortunes

Antonio a passé dix ans dans les mines privées du Cerro-Rico, « la colline riche ». Si riche qu'avec tout l'argent extrait depuis la conquête espagnole, on aurait pu fabriquer un pont de Potosi à Madrid. La légende s'est parée des vertus de l'histoire lorsque, en 1825, le libérateur du pays, Simon Bolivar, déclara du haut du Cerro : *« Cette montagne fait l'étonnement et l'envie de l'univers. »* Avec l'épuisement de l'argent, est venu à la fin du siècle dernier le temps de l'étain qui a donné naissance aux plus fabuleuses fortunes de Bolivie. Celles de Rothschild, d'Aramayo et de Patino, l'un des hommes les plus riches du monde pendant l'entre-deux-guerres. Avec celui de « Siglo Veinte » plus au nord, le gisement de Potosi a hissé la Bolivie au deuxième rang des producteurs d'étain.

La ville est écrasée par le Cerro-Rico. La masse conique de la montagne culmine à 4 800 mètres. Au-dessus des toits, au bout des rues en enfilade, le Cerro barre l'horizon comme un mur de cauchemar. Montagne tout à la fois adulée et maudite, elle renferme à tout jamais les millions de cadavres des Indiens déportés par les Espagnols. De nos jours, le travail se poursuit dans le Cerro mais, de la ville, aucune activité ne transparaît. Seule trace humaine, une chapelle découpe ses murs blancs à mi-hauteur.

« Tout le Cerro est bourré de mines, dit Antonio, *il y en a environ cinq cents. Des mines privées ou des coopératives qui emploient chacune de cinq à quarante personnes, même plus pour les coopératives. »* Nous sommes devant l'entrée d'une galerie. 1,50 mètre de haut. Désagréable impression d'un trou de souris. Deux gamins sont assis sur un caillou, quinze ans à peine. Leur tignasse brune disparaît sous une casquette de para. Tous les deux fixent le sol, engoncés dans des jeans et des blousons sans forme, blanchis par la poussière. L'un porte des tennis, l'autre des chaussures de football qui n'ont plus de crampons. Deux mineurs du Cerro comme des milliers d'autres.

Ils relèvent la tête pour murmurer un *buenos dias* timide et reprennent leur attitude immobile. Leur visage, à peine sorti de l'enfance, est déjà recouvert du masque paisible et résigné, hérité des siècles de fatalité. Une bosse leur déforme la joue : ils mâchent une boule de coca, *lentement*, inlassablement, pour lutter contre la faim, le temps et l'adversité.

Le labyrinthe

La lumière du jour éclaire la galerie sur une trentaine de mètres, puis c'est le noir total. On sort la lampe de poche et on continue à avancer, courbé en deux. Au premier embranchement, *Antonio prend* la galerie de gauche qui descend en pente douce. Il commence à faire frisquet. La faible lumière de la torche éclaire les cailloux sur le sol. Nous progressons depuis cinq, dix minutes. Le boyau se rétrécit au point de ne laisser la place qu'à une personne. Les épaules raclent la rocaille. La galerie fait un coude et débouche sur un véritable carrefour.

Antonio se dirige sans hésiter dans ce labyrinthe souterrain. Premier signe de vie : un mineur pousse une brouette chargée de terre. *Nous nous plaquons contre* la paroi et enfilons une galerie encore plus étroite. Plus question d'avancer debout. Nous commençons à ramper sur les cailloux et la terre. La poussière, qui pénètre sous nos vêtements, nous empêche de respirer. La température ambiante ne doit pas être très élevée. Le silence, la fatigue, le noir, nos *souffles nous* enveloppent au point d'oublier pourquoi nous sommes ici. Il semble qu'il y a des heures qu'Antonio avance dans ce labyrinthe sans fin. Soudain, devant nous, des coups. Il y a donc des hommes au fond de ce trou noir ! Des gamins plutôt, dont les plus jeunes ont douze-treize ans. Les autres à peine la vingtaine. Ils cassent la pierre avec leur marteau. Plus loin, d'autres mineurs attaquent la paroi avec des outils *dérisoires* : un pic, une pioche. Pas de casque. La petite lumière posée à côté d'eux dans une boîte en fer blanc dessine un sinistre ballet d'ombres. Personne ne dit mot, le marteau s'abat sur la roche pour tailler le sillon verdâtre : l'étain. Il n'y a pas un seul étai dans toute la galerie.

« Tu sais, ici, dans les mines privées, explique Antonio, *la mort est presque quotidienne. La semaine où j'ai arrêté le travail à la mine, les trois gars avec qui je travaillais sont morts, ensevelis dans un boyau. Le plus dangereux, c'est quand on creuse à la dynamite. C'est plus rapide, mais ça coûte cher. Alors on rogne sur les mèches. Le plus courtes possible pour économiser le temps. Tu n'as pas le temps de t'abriter... »* Antonio laisse sa phrase en suspens, il fait une grimace pour ne pas nommer la mort, la compagne de tous les jours. Un peu plus loin, le boyau *descend* presque à *pic*.

Il faut se contorsionner dans un goulet de 50 centimètres de diamètre et se laisser glisser dans un toboggan de terre et de cailloux. La galerie s'élargit, mais *elle se termine par un autre goulet*. Les passages sont aménagés en fonction des mineurs ; les Indiens *Quechuas sont* assez *petits*. Pour l'Occidental moyen, c'est une autre histoire. Il faut renoncer. Nous retournons par une autre galerie. Antonio montre un boyau vertical : des mineurs le grimpent à mains nues avec, parfois, 30 ou 50 kilos de minerai sur le dos. Un coup de lampe vers le fond. Rien. Le néant, le trou noir sur plusieurs dizaines de mètres.

Sans loi

Le Cerro-Rico est un énorme gruyère où presque toutes les galeries communiquent les unes avec les autres. Il faut y travailler pour ne pas s'y perdre. Nous visiterons beaucoup d'autres mines ; toutes semblent appartenir à une autre époque. *Germinal* au pays des Incas. Au fond de la mine, rien n'a changé. Il y a eu la nationalisation de l'industrie minière en 1952. Sous la pression des syndicats, le président Estenssoro a créé la COMIBOL, *l'organisme d'Etat chargé* d'administrer le secteur minier qui fournit l'essentiel de ses ressources au pays. Mais, à Potosi, la COMIBOL n'emploie que deux mille personnes qui produisent d'ailleurs 70 % de l'étain local. Restent deux mille mineurs dans les mines privées et les coopératives, qui ne se plient à aucune loi.

L'hiver, ils sont le double lorsque les paysans descendent de *leur montagne*. Les conditions de vie à la COMIBOL sont certes meilleures : pas d'embauche avant dix-huit ans, dimanches payés triple, il y a la sécurité sociale, et la nourriture indispensable (viande, riz, sucre, pain) est vendue à bas prix dans les *pulperias*, les épiceries de la COMIBOL. Toutefois, ces avantages ont leurs limites ; logés – mal – par la COMIBOL, les mineurs sont dépendants de ses services : expulsion à tout moment, pas d'eau courante ni d'électricité *dans la journée. Pour bénéficier* de la sécurité sociale, le mineur qui s'inscrit doit attendre la publication tous les deux ou trois ans de décrets gouvernementaux. Pendant ce laps de temps, il ne bénéficie d'aucune protection sociale. Enfin, les conditions de travail dans les puits, jusqu'à 800 mètres de fond, sont très dures.

Antonio, dont le père est contremaître à la COMIBOL, m'assure qu'ils sont des dizaines chaque début de mois à vouloir se faire embaucher dans les mines de l'Etat. Deux, trois seulement, les plus costauds, y parviendront. Pour les autres, l'issue demeure la mine privée. Se vouer corps et âme à un petit propriétaire qui, chaque mois, fait le bilan du tas de minerai. Sans s'occuper du reste : les éboulements, les gaz *« comme chez vous en France »*, précise Antonio, les boyaux à escalader dans la terre friable, les explosions à la dynamite.

Sans compter cette lèpre silicose qui ronge lentement les poumons. *« Temps de travail moyen pour être silicosé : neuf ans »*, chiffre officiel cité en 1975 par *Mario Paz Zamora*, le directeur de l'Institut national de santé publique, qui fixe l'espérance de vie des mineurs à trente-sept ans, avant de conclure à un *« véritable fléau social »*.

Lors de la conquête, les Espagnols avaient imposé dans les mines la *mita*, le travail obligatoire. *Un esclavage qui a décimé* des millions d'Indiens, puis le système s'est fait un peu plus subtil, mais rien n'a vraiment changé. Qu'ils soient *contratistas*, payés à la tâche à la COMIBOL, *locatarios* ou *veneristas*, à leur compte dans les galeries privées, les Indiens continuent à extraire le minerai comme au temps de la vice-royauté de La Plata. Dans la poussière, la chaleur et la peur. Pendant des dizaines d'heures d'affilée.

Le sang des lamas

A chaque coup d'Etat, la révolte explose dans les bassins miniers, durement réprimée par l'armée. Sursauts désespérés contre l'adversité. Dans le travail de tous les jours, les Quechuas s'en remettent aux esprits de la mine. Au fond de chaque mine veillent des images pieuses et le *tio*, une figurine qui symbolise Huari, l'esprit de la montagne. Ils offrent chaque semaine, au cours du *challa*, des cigarettes et de la coca pour conjurer leur peur de la mort.

Aux endroits dangereux des galeries, à l'entrée des mines, les parois sont rouges du sang des lamas sacrifiés. Vieux legs des mythes précoloniaux, conjugués à l'entrée forcée des Indiens dans les *mines* espagnoles, ces rites sont destinés à conjurer le viol de la terre et la descente au royaume de Huari.

Toutes les années, en février, a lieu sur le Cerro la grande fête des *Compadres*. Le premier jour, les Indiens aspergent l'entrée des mines de 6 litres de bière. Puis c'est la grande défonce à l'alcool et à la *chicha*. Les *lameros*, ceux qui trient le minerai dans les eaux boueuses des mines à ciel ouvert, là où travaillent les enfants dès l'âge de cinq ans, se joignent aux *veneristas*. Et aussi les *palliris*, qui passent leurs journées sur les flancs du Cerro. Femmes ou veuves de mineurs, elles tentent de récupérer du résidu de minerai. Moment de folie. La dynamite pète de partout, noyant la montagne dans la fumée âcre. *« De Potosi, on ne voit plus le Cerro*, dit Antonio, *c'est la seule fois de l'année où l'enfer disparaît. »* ■

هكذا من الأصل

ESAIAS BAITEL/RUSH

VIRAGES

Entreprises : concilier stratégie et identité

Des changements sont en cours dans la conduite des entreprises. A la rigidité pourrait succéder davantage de souplesse.

PIERRE ZÉMOR

CRISE, jeu international tendu, montée d'une autre *culture*, les *années 80* feront de la conduite des entreprises un exercice différent. La nature du management va changer : plus d'attention à la diversité des situations économiques, concurrentielles, psycho-sociales, plus de lucidité dans les diagnostics, plus de rapidité et de patience à la fois dans la mise en œuvre des changements recherchés. On peut avancer deux mots d'ordre : *efficacité* stratégique et organisationnelle ; capacité à communiquer appuyée sur une meilleure connaissance de l'entreprise.

Les entreprises chercheront à accroître leur mobilité par des choix stratégiques plus tranchés. Élaborés depuis plus de dix années aux États-Unis et credo récent des directions générales et de quelques hauts fonctionnaires, les modèles d'analyse stratégique (1) *permettent* de classer les activités d'un groupe en croisant deux types de considérations : la valeur – taux de croissance, maturité – d'un secteur et la position de l'entreprise dans le jeu de la concurrence sur ce secteur – parts de marché, atouts spécifiques, forces et faiblesses relatives... Dans la gamme des « produits-marchés » de l'entreprise, on peut opérer une partition relativement nette : *produits vedettes* en bonne position sur des marchés « porteurs », financièrement gourmands mais prometteurs car, avec le vieillissement *de leur secteur, ils* permettent de dégager des revenus *d'exploitation* – *cash* flow – et seront les « vaches à *lait* » *capables* d'alimenter les activités « problématiques » pour *tenter* d'en *faire des vedettes*. On abandonnera hors du « portefeuille » d'activités les *poids morts* qui ne sont plus dans la course : pour Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, le papier-carton, contre l'informatique et la bureautique – dont les taux de croissance et les rentabilités attendues sont beaucoup plus intéressants ; pour B.S.N., dégagement du verre plat vers l'alimentaire ; pour Texas Instruments, choix systématique des meilleures positions de produits nouveaux – après l'électronique professionnelle, calculateurs, montres *analogiques, puis* électronique grand public.

La *stratégie* des *entreprises* requiert aujourd'hui beaucoup moins que par le passé une planification formelle, mais un mode de réflexion et d'affectation de moyens qui préserve l'agilité. Le mouvement technologique, l'innovation, ne se sont en effet pas ralentis, et les grands groupes, notamment, sont à *la merci* d'initiatives plus promptes que les *leurs*.

Les grandes entreprises ont engendré des rigidités bureaucratiques, des « déséconomies » d'échelle et des comportements qui gênent une bonne perception de leur environnement. La longueur et la complexité des procédures attachées aux systèmes de gestion, la multiplication de rituels dans les prises de décision, le cloisonnement des postes, l'isolement des niveaux hiérarchiques, la *confrontation plus* que la collaboration aboutissent à pervertir le *fonctionnement collectif* de l'entreprise. Celle-ci devient *alors trop souvent* une immense organisation qui, au lieu d'être *tournée* vers l'extérieur, vers ses clients, ses concurrents, ses fournisseurs, tend vers des comportements réplétifs, centrés sur l'entreprise elle-même, plus sujette à une forte déperdition interne d'énergie que terrain favorable aux synergies tant vantées.

L'entreprise, dans une telle situation, doit être capable d'inventer des structures souples et démultipliées, formées de cellules autonomes qui auront négocié leurs plans d'activité et leurs objectifs avec le centre. Plutôt que monstre ingouvernable, l'entreprise serait un ensemble fédéré de pseudo-entreprises de petite *taille* – *small is beautiful !* – où les « produits-marchés », les savoir-faire particuliers, les informations et les pressions de l'environnement seront pris en charge de manière non seulement décentralisée, mais surtout différenciée. Et aussi, sur la voie de l'autonomie, polyvalence des postes, enrichissement des tâches et plus grande liberté *dans la détermination des* conditions de travail. En fait des responsabilités accrues à la base !

Le discours autogestionnaire s'appliquerait-il à la recherche d'efficacité du capitalisme pour temps de crise ? Ce serait faire peu de cas du poids des logiques financières, des volontés de puissance, des tendances fortes vers les grands organismes multinationaux qui sont à la fois réponse et encouragement à la division internationale du travail. Les grands ensembles industriels, les groupes multidivisionnels, les holdings privés ou publics resteront *des réalités de demain et* d'après-demain. Alors, parallèlement *au mouvement de différen*ciation des structures de gestion, les *entreprises auront* donc à répondre à une exigence croissante de coordination entre divisions fabriquant des produits différents – pour prendre l'exemple de Rhône-Poulenc : pétrochimie, chimie fine, textiles, films, pharmacie, phyto-sanitaire – et les vendant à des clients naturellement très différents : industriels, tranformateurs, laboratoires, grand public...

Intégration (2) de différents métiers, langage commun pour assurer une cohérence stratégique, procéder aux arbitrages financiers, veiller aux relations fonctionnelles entre services et individus aux formations et aux méthodes de travail assez éloignées, *réduire les conflits* internes, les tensions centrifuges, *plus profondément maintenir* l'intégrité de la personnalité de l'entreprise.

L'agilité des choix et des structures n'est-elle pas, en effet, à la merci de la capacité de l'organisation à communiquer ? D'abord écouter.

Prendre en compte les désirs et les attentes, exprimés ou non, du personnel, des sous-traitants, des fournisseurs, des clients, c'est quelquefois faire du bon marketing ou bien comprendre l'importance des relations humaines. Mais il y a plus : les facteurs affectifs, les habitudes contractées dans les relations interpersonnelles, les attitudes de coopération ou de rivalité à l'intérieur de l'entreprise conditionnent directement les chances des orientations stratégiques.

Bien communiquer, c'est être au clair avec soi-même. L'identité de l'entreprise (3) est la résultante d'une histoire et d'une vocation ; de la personnalité du *principal dirigeant* ; d'*un style* d'animation charismatique ou *par consensus* ; d'une « *culture* » interne développée au fil des ans par des habitudes de travail, un discours, des modes de formation et de transmission du savoir, une place plus ou moins grande réservée à la tradition ou à la modernité, une plus ou moins grande aptitude à écouter et informer – *entreprise introvertie ou extravertie* ; d'une image interne *construite sur un vécu institutionnel et un imaginaire collectif* ; de l'influence des images externes perçues par les divers interlocuteurs et les clients touchés par la publicité et la symbolique : label, logos, emplacement et aménagement du siège *social... Identité* : dosage subtil, sédimentation fine, équilibre fragile. A côté de choix stratégiques opérés chirurgicalement, on est ici dans le domaine de la psychothérapie !

Les virages à 180 degrés sont possibles ; encore faut-il s'assurer de la qualité du pivot autour duquel on opère : *quel* savoir-faire ? quelles méthodes de travail ? quel fonctionnement interne ? Si B.S.N. a été capable de renouveler complètement, en dix ans, son portefeuille d'activités, c'est parce que son « inconscient organisationnel » était suffisamment fort en termes de concertation, de participation, d'image sociale – et son identité *assez bien équilibrée pour* supporter le choc du changement *stratégique*.

Le style et l'idéologie interne *d'un* Jacques *Ribourel* faciliteront-ils bien la diversification (préparée par une régionalisation des structures) vers le secteur du tourisme et des loisirs ?

Chez Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, les structures et les rituels de gestion patiemment mis au point relèvent-ils d'une identité qui permettra au colosse de mener à bien sa pirouette stratégique actuelle.

Quant au récent rachat de Hachette par Matra, si l'on *entrevoit un tronc commun* stratégique – l'innovation technologique dans le déplacement et la communication, – on imagine encore mal autour de quelle identité se consommera ce mariage entre mousquetaire de l'industrie moderne et puissante vieille dame au charme désuet.

Les interrogations que suscitent les grands groupes sont plus facilement sur la place publique. Les moyennes entreprises, les artisans tentés par une activité nouvelle (les systèmes de protection et de sécurité *pour un* serrurier, par exemple) ou obligés de *se reconvertir, auront à résoudre* à l'échelle familiale, ou à celle d'une équipe restreinte, des contradictions de même nature entre objectifs visés et pesanteurs psycho-institutionnelles.

La conduite d'une entreprise exige aujourd'hui plus que jamais une maîtrise simultanée de l'analyse stratégique et de l'introspection organisationnelle. La prise de conscience par l'entreprise de son identité apparaît *comme un préalable. Dans un* environnement dur et aléatoire, le volontarisme *se révélera* moins utile dans le choix des orientations, qu'*un* bon système de valeur, inhérent à l'identité. ■

---

(1) Proposés notamment par le B.C.G. (Boston Consulting Group) ou Arthur D. Little, groupes de consultants multinationaux dont l'audience respectivement au Plan et à la direction générale de l'industrie a été importante ; également sous une troisième forme de présentation par Mac Kinsey.

(2) Notion qui apparaît dès 1967 : Lawrence et J.W. Lorsh « *Organization and Environment : managing differentiation and integration* » (Harvard).

(3) Voir *Structures de pouvoir et identité de l'entreprise*, J.-P. Larçon et Roland Reitter, Nathan 1979.

هكذا من الاصل

INFORMATIQUE

Sacrées souris !

« Intelligente », indépendante, bardée de capteurs, la micro-souris électronique ne craint aucun labyrinthe. Une préfiguration du jeu à l'ère de la robotique.

RICHARD CLAVAUD

LES courses de micro-souris arrivent en France. La première aura lieu à Paris, le 9 mai prochain, dans le cadre de la semaine Micro-Expo 81 (1). Ces souris ne sont pas des Mickey à dossard et n'ont de souris que le nom et la taille. Il s'agit de petits robots mobiles et autonomes dotés d'une « intelligence artificielle » qui leur permet de reconnaître un environnement donné. Toutes proportions gardées, ces souris électroniques ressemblent plutôt au robot Hilare (2) développé à Toulouse par le LAAS : comme lui, elles possèdent un châssis, des roues, des capteurs et un micro-ordinateur embarqués.

Les premières courses ont eu lieu aux Etats-Unis en 1977 et en Europe en 1980, à Londres, lors du cinquième symposium d'Euromicro, une association européenne qui étudie les utilisations des micro-processeurs. La « piste » consiste en un carré de deux cent cinquante-six cases formant un labyrinthe que la souris doit apprendre à reconnaître pour aller à la rencontre d'un objet (généralement un petit piquet) placé dans une des cases et ressortir. Les souris courent chacune, à leur tour, et celle qui réalise le meilleur temps gagne.

La souris est mue par un ou plusieurs moteurs électriques et s'oriente grâce à des capteurs de contact qui suivent les parois des cases ou des diodes émettrices-réceptrices de lumière qui permettent de déceler les passages libres dans le labyrinthe. L'alimentation est assurée par des batteries embarquées.

En fonction des informations transmises par les capteurs, le micro-processeur élimine les solutions inintéressantes (cul-de-sac) et donne des ordres aux moteurs et au système de direction. Grâce à sa mémoire, le micro-ordinateur enregistre le trajet, ce qui permet à la souris de sortir très vite du labyrinthe dont elle connaît alors les détours.

L'intérêt d'avoir des capteurs très performants est évident : si la souris commet des erreurs dans son parcours, par exemple si elle se retrouve bloquée dans un angle, le programme stocké en mémoire doit être refait pour aboutir à un plan correct afin de ressortir du labyrinthe.

Huit roues

Les modèles de souris peuvent être très différents. Un des concurrents, Alain Labreuille, professeur de physique en classe terminale au lycée technique Diderot à Paris, a préparé une souris à huit roues et quatre moteurs. Le châssis est un carré d'une quinzaine de centimètres de côté, articulé, ce qui permet de mettre alternativement au contact du sol soit un système de roues pour le déplacement avant-arrière, soit l'autre pour le déplacement latéral. Chaque côté du carré est équipé d'une paire de diodes, émettrice-réceptrice. Le micro-ordinateur est fixé sur le châssis. Un autre candidat, Huor Té, ingénieur, a conçu une machine à deux moteurs et trois roues, dont une motrice, située à l'avant.

Le prix de revient d'une souris varie actuellement entre 3 000 et 5 000 F, ce qui n'est pas hors de proportion avec ceux de certaines maquettes motorisées. Il devrait très vite baisser du fait de la diminution du coût des micro-processeurs, qui représente 80 % du coût de la souris.

D'autre part, si les courses se multiplient, comme l'espèrent les organisateurs, un nouveau marché peut s'ouvrir. Certaines firmes s'intéressent déjà à la fabrication en série de ces souris, dont les exemplaires, conçus et fabriqués par des particuliers, ne seraient que des prototypes. Un produit plus « fini » et meilleur marché, du genre kit, pourrait viser une cible plus large, les jeunes.

Grâce à l'opération « L'ordinateur à l'école » (3), des milliers de lycéens représentent dès aujourd'hui une très bonne clientèle pour l'ensemble des applications des micro-processeurs. Alain Labreuille constate que, dans son lycée, certains élèves (d'un milieu aisé) hésitent parfois, au moment des cadeaux d'anniversaire, entre le vélomoteur et le micro-ordinateur. Le club informatique du lycée a un gros succès, au point que les élèves prennent tout juste le temps de manger pour aller travailler sur une voiture-robot dont le principe est le même que celui des souris. Ces élèves sont d'ailleurs régulièrement invités à participer aux courses de voitures-robots, où ils se classent parmi les premiers.

« Pour le lycée »

L'un des intérêts de la course est de permettre un échange d'informations entre individus. *« C'est le seul moyen pour se rencontrer, se confronter et pour savoir qui sait faire quoi »*, constate Alain Labreuille, qui ajoute : *« C'est aussi l'occasion de faire un peu de publicité. Certains la font pour des fabricants de composants électroniques, moi c'est pour le lycée. »* Dans ce domaine, les souris n'en sont qu'à leurs premiers pas, mais on peut prévoir que, à l'image des courses de voitures-robots, on verra bientôt des écuries de course avec leurs « sponsors ».

Les amateurs de ce hobby nouveau – qui est en train de gagner le monde des informaticiens – reconnaissent qu'ils passent beaucoup de temps à préparer leur machine. La course de micro-souris de Paris ayant été annoncée assez tardivement, il a fallu aller vite : *« Je ne m'attendais pas à tout ce travail,* affirme Huor Té, *surtout pour la mise au point. Mais ce n'est pas trop gênant, quand on est pris là-dedans, on ne voit pas le temps passer. C'est un travail de recherche sérieux, mais aussi une distraction. Entre les stations de métro, je pense à ma micro-souris comme d'autres pensent à autre chose. »* Avec, au bout du compte, le plaisir d'être le meilleur et de gagner la course.

Le monde des constructeurs de micro-souris ou de voitures-robots ressemble à celui du modélisme, bien qu'il existe une certaine rivalité entre les amateurs de modèles réduits téléguidés, généralement propulsés par des moteurs à explosion – qui dégagent pas mal de fumée – et ceux qui préfèrent les voitures-robots. Ces dernières sont propulsées par des moteurs électriques, moins polluants, et sont beaucoup plus sophistiquées, certaines étant équipées de micro-caméras embarquées qui leur permettent de suivre la piste sur laquelle elles courent. Seul avantage des voitures téléguidées, leur vitesse, qui peut atteindre 60 kilomètres/heure.

Les souris, elles, n'ont pas de concurrence directe. Point commun de tous ces amoureux de la technique : leur passion sans borne pour leur passe-temps favori. Dans l'atelier qu'il a aménagé dans son appartement, Alain Labreuille travaille dur pour mettre au point sa souris, pendant que sa fille Lucie, quatre ans, tape son prénom sur un clavier d'ordinateur et voit avec ravissement les lettres s'inscrire sur l'écran. *« Vous savez,* constate son père, *les micro-processeurs, c'est un peu comme un virus. »* ■

(1) Du 4 au 9 mai 1981, Palais des Congrès. Renseignements : Sybex, 18, rue Planchat, 75020 Paris. Tél. : 370-32-75.

(2) *Le Monde Dimanche* du 14 septembre 1980.

(3) *Le Monde de l'éducation* de janvier 1981.

HERTZ

Le téléphone relayé par château d'eau

Des chercheurs expérimentent, à Lannion, des liaisons téléphoniques par faisceau hertzien. Les transmissions sont codées, ce qui garantit leur secret.

XAVIER WEEGER

UN petit millier d'abonnés au téléphone, en France, bénéficient du réseau sans y avoir jamais été directement raccordés : *« Tirer un fil »* pour établir une liaison avec un site isolé – en montagne ou sur une île, par exemple – revient fort cher. Et la ligne, bien souvent difficile d'accès, pourra poser des problèmes de maintenance. Les P.T.T. préfèrent alors installer des systèmes de télécommunication par radio. Mais ceux-ci sont encore très coûteux et... peu discrets : un équipement simple permet en effet à des oreilles curieuses de capter les conversations, dont les P.T.T. sont en principe tenues de garantir le secret.

Le Centre national d'études des télécommunications (CNET) expérimente actuellement, à Lannion (Côtes-du-Nord), en collaboration avec Thomson-C.S.F., un nouveau système utilisant des faisceaux hertziens qui pourrait servir, *d'ici deux ans environ*, à raccorder des abonnés isolés (1).

Il y a déjà longtemps, en France et dans d'autres pays, que les télécommunications utilisent des faisceaux hertziens dans leur réseau téléphonique. Mais il ne s'agit jusqu'à présent que de liaisons entre centraux, à très grand débit. Ces véritables *« autoroutes téléphoniques »*, qui peuvent transmettre plus de quinze mille voies téléphoniques, justifient des investissements très lourds et visibles : ces grandes tours hertziennes, équipées de matériel très sophistiqué, font aujourd'hui partie du paysage français.

Dans la cas du raccordement d'abonnés, on recherche, au contraire, des matériels souples d'emploi et bon marché : à une dizaine de kilomètres du centre du CNET à Lannion, près d'un groupe de maisons isolées, *se* dresse ainsi un poteau en béton *« type E.D.F. »* de 12 *mètres* de haut. Au sommet, un petit émetteur-récepteur est branché sur une antenne de 30 centimètres de diamètre, pointée vers une antenne similaire installée sur le toit d'un des bâtiments du CNET.

Une pour dix

Au sol, la ligne aboutit, chez l'un des deux abonnés concernés, à une grosse boîte où se cache une électronique de commande. La liaison est, en effet, conçue pour raccorder une dizaine d'abonnés. Les conversations sont « numérisées » – l'information est convertie en une suite de 0 et 1 – et « multiplexées » – enchevêtrées pour que les différents messages puissent passer sur deux voies seulement (une dans chaque sens).

La fiabilité recherchée n'est évidemment pas la même que pour les liaisons hertziennes à grand débit. Les P.T.T. estiment qu'un quart d'heure de coupure par an au total (plusieurs brèves coupures, en fait) est parfaitement supportable. En dehors des problèmes proprement techniques qui peuvent survenir – par exemple les ruptures d'approvisionnement électrique, – le facteur limitant est essentiellement... climatique : en cas de très fortes précipitations, la liaison peut être coupée.

Les abonnés isolés seront de bons candidats pour ces liaisons hertziennes. Mais ils n'en seront probablement pas les seuls bénéficiaires. Un des intérêts de ces liaisons (discrètes, cette fois, puisque l'information est codée sous forme numérique) est leur très grande facilité d'installation. Et l'un des gros problèmes que rencontrent les P.T.T., dans l'extension rapide du réseau téléphonique, est celui de la planification au niveau de la distribution : il est relativement facile de faire des prévisions à moyen terme pour des agglomérations. C'est beaucoup plus difficile au niveau local : bien des candidats au téléphone sont condamnés à attendre que l'administration décide enfin de faire l'investissement lourd d'une liaison par poteaux pour deux, trois ou quatre abonnés.

Les chercheurs du CNET pensent donc que les liaisons hertziennes devraient permettre de satisfaire – et dans un certain nombre de cas provisoirement – ces demandes d'abonnés défavorisés : ils pourraient rapidement se voir installer un tel équipement, qui serait éventuellement relayé par une installation « classique » définitive.

Dans cette optique, l'équipe du CNET fait des recherches pour mettre au point des méthodes automatiques capables, à partir des relevés de l'Institut géographique national (I.G.N.), de déterminer les périmètres de couverture possible autour d'un « nœud » du réseau : il faut, en effet, que les deux extrémités de la liaison soient presque en *« vue directe »* (2).

Les relais hertziens actuels, le toit des centraux téléphoniques ou d'autres bâtiments publics, pourront recevoir l'extrémité, côté P.T.T., de la liaison. Mais les chercheurs du CNET s'intéressent aussi de près à d'autres *« hauteurs artificielles »* du paysage français, en particulier les châteaux d'eau. Il y en a près de dix mille, qui pourraient donc contribuer à distribuer, en plus de l'eau, cet autre élément indispensable à l'homme moderne l'information. ■

(1) Un autre système, de capacité moyenne (une centaine d'abonnés), est étudié par le CNET et la société T.R.T. Il serait bien adapté aux besoins des pays en voie de développement.

(2) Les informations de l'I.G.N. ne sont d'ailleurs pas suffisantes : elles ne donnent rien sur la hauteur des bâtiments et la présence de végétation. Les chercheurs du CNET cherchent donc à les compléter avec celles que peut fournir la photographie aérienne.



ANNIE BATLLE

REPÈRES

Le coût d'une vie

Quel seuil fixer au coût de la vie humaine ? C'est à cette question brutale et aux problèmes d'éthique et de morale qu'elle implique que la France et les autres Etats occidentaux vont se trouver confrontés dans un futur proche.

Devant la formidable croissance du coût des soins médicaux et l'augmentation très importante du nombre des personnes âgées, des décisions vont s'imposer ; en un mot, il faudra « choisir », choisir celles qu'on fera vivre et celles qu'on laissera mourir. Totalement occulté à l'heure actuelle par les nombreux débats sur le financement des caisses de retraite et la politique sociale, ce problème dramatique se pose pourtant déjà aux Etats-Unis et en Europe, où des solutions plus ou moins officieuses sont mises en application ; en Grande-Bretagne, où il a été décidé que l'on ne traiterait plus par hémodialyse les personnes de plus de soixante-cinq ans, mais aussi en Suède, où les transplantations d'organes les plus coûteuses ne sont plus pratiquées sur les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans... (*Futuribles*, 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 222-63-10.)

Les microbes au travail

Les Anciens, en trouvant du cuivre et d'autres métaux dans les eaux de drainage des gisements de minerais, ont découvert que les microbes pouvaient extraire le métal en le solubilisant. Ces réactions se font, grâce aux microbes, sans dépense d'énergie, à la température ambiante et à une vitesse plus grande que celle de l'industrie classique.

De nos jours, les spécialistes essaient d'améliorer les performances des micro-organismes qui agissent spontanément pour extraire les métaux des minerais ; ils s'efforcent également de fabriquer de nouvelles races de microbes susceptibles de travailler mieux. Pour l'instant, les seules réalisations industrielles connues sont celles de Rio Tinto, où les microbes extraient 15 à 20 % du cuivre produit aux U.S.A., et celles d'Ontario pour l'uranium. (Energie, 26, rue Cadet, 75009 Paris.)

BOITE A OUTILS

Éducation à la paix

Que la sécurité des nations dépende des systèmes militaires conventionnels est si profondément ancré dans la pensée moderne qu'un effort éducatif global est nécessaire pour démontrer leurs limites, pour explorer, comprendre et développer d'autres solutions. C'est pourquoi l'Institut pour l'ordre mondial (The Institute for the World Order) constitue à travers le monde un réseau destiné à diffuser une véritable information/éducation sur les problèmes de sécurité.

Inspiré par la proposition de M. Kurt Waldheim que 0,1 % du budget annuel des armements soit consacré à des efforts positifs de désarmement, le réseau éducatif pour la sécurité mondiale propose l'établissement d'un fonds de désarmement administré par les Nations unies, dévolu à l'éducation pour la paix et la sécurité mondiales. Si toutes les nations du monde répondaient à cette proposition, un fonds d'environ 500 millions de dollars par an serait disponible. Consacrer cet argent à l'éducation permettrait l'édification d'une société globale plus encline à procéder à la réduction des armements et à leur remplacement par des moyens plus rationnels et plus productifs de mener les affaires mondiales. L'animatrice du réseau, Caroline Keebs, a déjà recueilli de nombreuses adhésions et met à la disposition des groupes et individus intéressés une série d'outils de sensibilisation : argumentaires, articles sur le projet et son état d'avancement, les retombées à ce jour, brochures, matériel audiovisuel. (*Network to educate for World Security*, 777 United Nations Plaza, New-York - NY 10017. Tél. : 212 490 0010).

Faire reculer le racisme

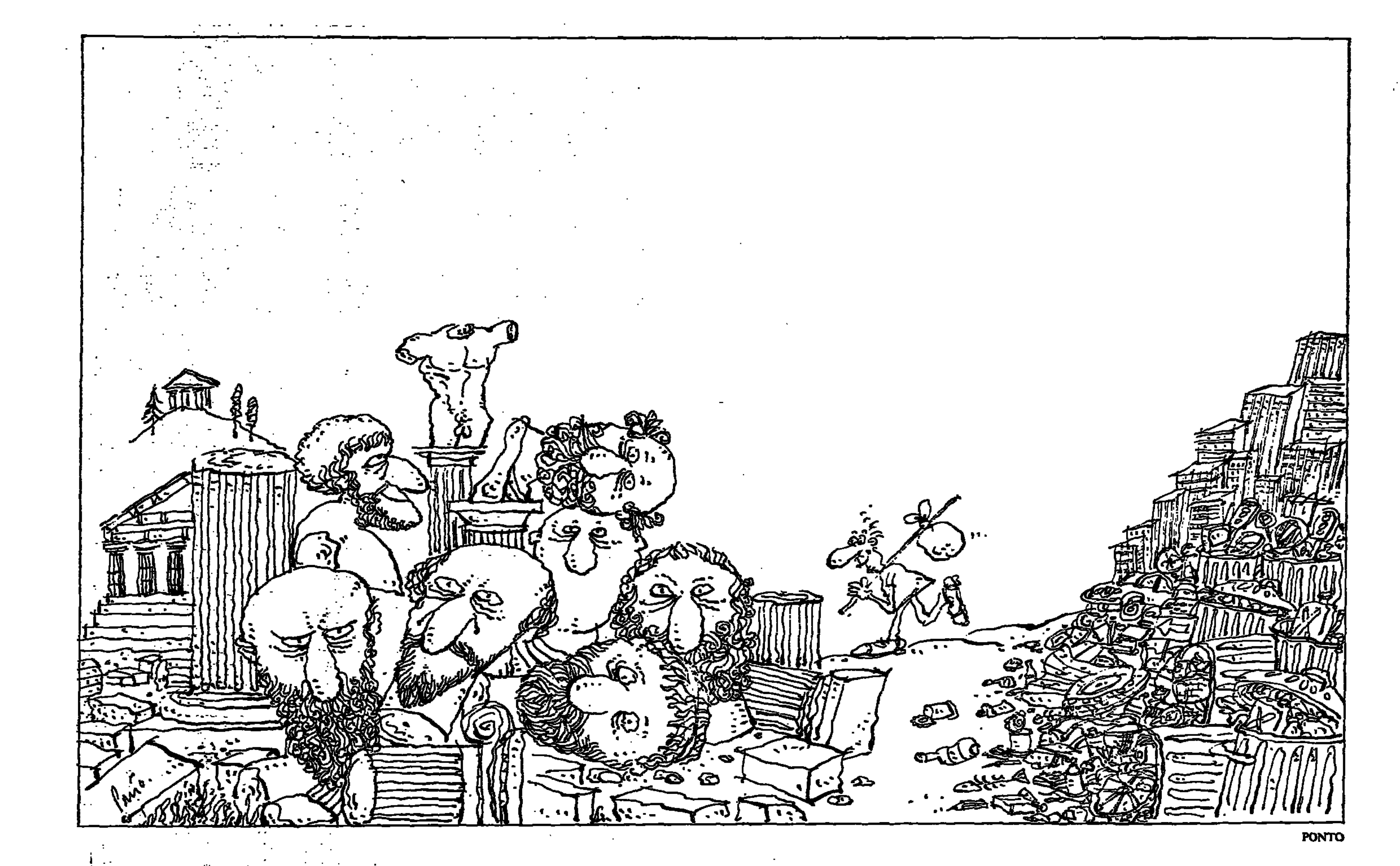
Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) lance un magazine mensuel *Différences*. Son objectif est de développer la compréhension entre les groupes et de faire reculer le racisme. Le magazine, dont le premier numéro a paru le 7 avril, sera donc un magazine d'opinion où les sensibilités antiracistes les plus diverses, les courants de pensée les plus variés trouvent leur place.

Au sommaire du numéro 1 (64 pages, nombreuses illustrations, 12 F., abonnement 1 an, 140 F.) : « Actualité », avec une étude sur la bombe bactériologique à effets sélectifs ; « Notre temps », avec une enquête sur les onze millions de Français qui ont un ascendant proche étranger et sur les aborigènes d'Australie qui reprennent le chemin du désert ; « Ailleurs », avec un reportage sur les mosquées de la boucle du Niger et les Maliens ; « Histoire », avec la révolte des Noirs de la Guadeloupe contre le rétablissement de l'esclavage ; « Culture », avec une interview du Pr Grassé, un reportage sur les champions du rock antiraciste, les « Clash » ; « Débat », sur l'affaire Faurisson et la liberté d'expression, avec notamment Elisabeth Badinter et Alexandre Minkowski ; plus le courrier des lecteurs, un agenda, de l'humour, des mots croisés...

Différences, 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris. Tél. : 508-95-47.

BLOC-NOTES

● L'AVENIR DE LA FINANCE ET DE L'INDUSTRIE. – « Financiers et industriels face aux défis de l'avenir ». Deux journées d'études sont organisées sur ce thème au Bischenberg, près de Strasbourg, par Eurépargne (Centre d'étude des problèmes de l'épargne, de la monnaie et des finances à Luxembourg) et la Banque fédérative du crédit mutuel à Strasbourg. Parmi les intervenants, on trouvera Théo Braun, Jean de la Martinière, Rudolph Boos, Yvon Gattaz, Paul Helminger, Michel Albert, Dr H.J. Dudler, Alain de Romefort, Jean-Paul Roth, Jean-Luc Gentry, Jean-Philippe Mallet. Eurépargne – Maison du crédit mutuel, 34, rue de Wacken, B.P. 116/R3, 67003 Strasbourg cedex. Tél. : (88) 32-48-41.



PONTO

REFUS

René Garrigues, paria de la philosophie

Le 6 mai, René Garrigues, « pion » dans un lycée d'Auvergne, va – comme chaque mois de mai depuis des années – se présenter à l'agrégation de philosophie. Avec l'espoir secret de ne pas être reçu : « Le philosophe moderne, estime-t-il, ne peut être qu'un paria. »

FRANÇOIS GEORGE

RENÉ GARRIGUES a édité lui-même, en 1979, un recueil intitulé *Leçons de philosophie pour une révolution culturelle* (1) qui fit quelque bruit aux états généraux de la philosophie réunis à la Sorbonne la même année. Il y retrace ses pérégrinations au sein d'une institution universitaire à laquelle il ne ménage pas ses critiques. Il y livre quelques dissertations-modèles, sur des sujets tels que « la négligence » ou « l'immonde ». Il consacre également un remarquable exposé critique à la notion de nature humaine, qui lui donne l'occasion de discuter Marx et de faire l'éloge de Freud... comme poète.

Il y joint une lettre aux correcteurs du CAPES où l'on peut lire notamment ceci : « *A la fin, j'en viens à me demander, Messieurs, ce qui se passerait si ce même Platon venait à se présenter au concours du CAPES, à supposer qu'il vous expose pour la première fois les éléments de son idéalisme. Je me demande si, dans votre commentaire, vous ne lui signifieriez pas que sa thèse des objets mathématiques immatériels, et cependant plus réels que l'arbre auquel on se cogne, est tout à fait farfelue et hors du sens commun. Ne dites pas, je vous en conjure,* « Platon c'est Platon et vous c'est vous », *car c'est le plus mauvais service à rendre à un penseur que de l'isoler sur un piédestal et d'interdire à quiconque de chercher tout au moins à l'imiter. N'est-ce pas justement pour avoir considéré Platon comme un objet d'études, et non point comme un maître aimé dont on souhaite être le disciple, que la plupart des étudiants que vous avez distingués au concours vont se révéler d'une incuriosité intellectuelle affligeante ?... Messieurs les correcteurs, quelle que soit votre indignation à la lecture de cette lettre, j'espère que vous observerez tout au moins la haute tenue morale dont elle fait preuve à une époque où chaque candidat essaie comme il peut de flatter l'autorité qui décide, et que vous honorerez le mépris dans lequel je tiens mes propres intérêts.* » Cette lettre, signale l'auteur en note, est restée sans réponse.

Actuellement, René Garrigues prépare un essai tendant à fonder une morale et une politique sur l'esthétique de Bach et de Brueghel. A part cela ? Il est « pion » – il tient au mot – dans une ville moyenne du centre de la France. Selon lui, le philosophe est nécessairement en marge, hors système, déplacé. « *Il sied, écrit-il, à un philosophe d'occuper un poste en retrait. Un philosophe est la mauvaise conscience honteuse d'une société. Il me semble que le philosophe moderne doit être un paria, un raté, et que ce serait bien mauvais signe pour lui d'être couvert de gloire.* »

A une époque où les intellectuels se distinguent par leur capacité à adapter leurs principes aux contraintes de la réalité, René Garrigues passera pour une curiosité : lui, il fait comme il dit.

« Vous avez eu des démêlés avec l'institution universitaire ?

– Moi ? Pas du tout. J'ai au contraire établi avec l'Université des relations régulières, et, j'ose le dire, exemplaires. Chaque année, rituellement, je passe l'agrégation. Ce jour-là, je me lève à cinq heures du matin. Je me rends en voiture, en écoutant le « Clavecin bien tempéré », à Clermont-Ferrand : c'est le mois de mai, la route à travers l'Auvergne est magnifique. J'arrive dans la ville fraîche, matinale, remplie de fleurs. Pour ce qui est de l'épreuve elle-même, j'ai maintenant une grande habitude. En moins de deux heures, j'ai rédigé ma copie. Je quitte la salle et je vais me recueillir à Notre-Dame-du-Port, une merveilleuse église romane. Ensuite, je fais l'ascension du puy Pariou, avant de descendre au fond du cratère goûter quelques instants d'exquise solitude. » Chaque année donc, je revis cette journée-type. J'espère bien accomplir ce rite régénérateur jusqu'à ma retraite. La dissertation me donne aussi l'occasion d'exprimer une opinion critique qui devra être prise en considération par des lecteurs informés, qui devront justifier leur appréciation. Mon problème est justement que je manque un peu de lecteurs. Je crois avoir trouvé un moyen de m'en procurer qui n'est pas déloyal.

» Un simple fait montre que les choses sont faites sérieusement à l'Université. Quand j'ai commencé mes études, il y a plus de vingt ans, j'avais des seize sur vingt. Depuis, très régulièrement, je suis descendu jusqu'à un sur vingt. L'an dernier, curieusement, je suis un peu remonté. Cela m'inquiéterait presque.

Fayots

– Et si jamais vous étiez reçu ?...

– A vrai dire, je n'y tiens pas démesurément. Je n'ai pas cherché à profiter du plan d'intégration des adjoints d'enseignement. Je ne pense pas qu'en enseignant je pourrais mieux satisfaire ma passion. Dans le système universitaire prévaut cette conception hydraulique de la transmission du savoir que Socrate raille dans *le Banquet*, quand Agathon se place auprès de lui, espérant bénéficier d'un effet de vases communicants, pensant enrichir ses connaissances par la simple proximité. Qu'est-ce aujourd'hui que le professeur ? Un meuble parlant, intarissable et doux, rival disgracié de la télévision. L'institution s'emploie à recruter ceux qui sont les plus dénués d'inventivité. Attention ! je ne dis pas des fainéants ou des imbéciles, ce serait tout à fait injuste. Mais le critère de l'institution, et c'est bien normal, c'est la soumission. J'ai longtemps observé les mœurs de l'étudiant. Eh bien, j'ai le regret de dire que l'étudiant est un fayot. Un fayot qui se mue en terne professeur. On me dit : il faut jouer le jeu pendant le temps nécessaire, ensuite on récupère sa liberté. Je réponds : quand on a courbé l'échine pendant des années, on a contracté une voussure, et on ne peut plus se redresser.

– Mais ne souffrez-vous pas des circonstances dans lesquelles vous vous êtes placé ?

– Je vis dans une solitude intellectuelle à peu près complète, mais serait-ce différent ailleurs ? Le lycée est le désert de l'habitude. Je vois sourdre l'ennui des murailles. De surcroît, il y a désormais une emprise croissante de l'administration, en fait une véritable caporalisation. Un proviseur, dorénavant, c'est souvent un adjudant qu'on place au-dessus des capitaines : c'est une pure créature de la hiérarchie, qui le manipule à son gré, alors qu'un agrégé, par exemple, serait moins malléable.

– Voilà que vous faites l'éloge des agrégés...

– Je n'oublie pas l'étymologie : agrégé, c'est-à-dire celui qui est rentré, *ad*, dans le troupeau, *grex*... Mais je ne pense pas me contredire en suggérant qu'un agrégé est préférable à un adjudant. Je vais vous donner un petit exemple. Le proviseur d'un lycée que je connais bien a déclaré que ce serait jeter l'argent par les fenêtres que d'organiser des cours de grec. Vous me direz que le président Pompidou, qui était agrégé, avait prétendu pour sa part que le grec devait être réservé aux érudits. Eh bien, je ne vous cacherai pas que j'ai un grief inexpiable envers le président Pompidou. Parler ainsi du grec, c'est pécher contre l'esprit. L'essentiel de ma formation a consisté dans l'apprentissage du grec. Pour moi, faire de la philosophie, c'est faire du grec.

– N'avez-vous pas parfois, tout de même, le sentiment que votre situation est étrange ?

– Cette étrangeté me rassure. Je pense que, dans notre société, il ne peut y avoir de place pour le philosophe qui, s'il persiste, se retrouvera nécessairement sur une voie de garage. Voilà pourquoi j'ai pu considérer que la position de pion n'était pas la plus mauvaise. Je pouvais lire pendant les heures de permanence ; les gamins n'étaient pas trop nombreux et ne faisaient pas trop de bruit. Cela a changé aussi. Mais je ne vais pas vous entretenir du problème de la surveillance dans les lycées...

Ecologie

– Pourriez-vous plutôt résumer en quelques mots votre itinéraire philosophique ?

– J'ai commencé, je ne le nie pas, par être positiviste. A mes yeux, seule valait la raison analytique. L'idée d'intuition me paraissait irrecevable. Et je ne faisais pas de distinction entre le tout et la somme des parties. J'étais alors très influencé par un auteur injustement oublié : Julien Benda. Je me fondais sur un de ses aphorismes provocateurs, suivant lequel « *il n'y a pas de science du tout* », entendez de la totalité. Mais aujourd'hui des auteurs comme Prigogine, Edgar Morin ou Philippe Lebreton décrivent en termes scientifiques des systèmes qui se comportent comme des touts. L'approche globale apparaît non seulement comme possible, mais comme nécessaire.

» Je vais vous dire quelque chose qui vous paraîtra peut-être aberrant : pour moi, la forme moderne de la philosophie, c'est l'écologie. Faisons un peu de grec : écologie vient d'*oikos*, la maison, le cadre de vie, que nous devons gérer non dans le détail, mais de manière synthétique.

(Lire la suite page XIII.)

(1) Cet ouvrage est en vente à la librairie des Presses universitaires de France, 49, boulevard Saint-Michel, Paris-5e. On peut aussi le commander à l'auteur : René Garrigues, poste restante, 03000 Moulins (50 F, frais d'envoi compris).

HISTOIRE

Busr, le bédouin amiral

Après avoir connu la gloire comme général, le fils du désert Busr Ibn Abi Artât reçut une mission aussi prestigieuse qu'inattendue : mener la flotte musulmane à l'assaut de Constantinople.

ANDRÉ MIQUEL (*)

LA Mekke, au début du septième siècle. Depuis quelques années, une voix s'élève : celle du prophète de l'islam. Mais sans succès ou presque. Désavouée en tout cas par ceux qui font l'opinion publique : les grands marchands, les aristocrates de la ville. Muhammad, le prophète, va bientôt prendre le chemin de l'exil, vers Médine : ce sera l'Hégire, l'an I de l'ère musulmane, 622 de la nôtre. Rien ne présage encore ce que sera le destin, fulgurant, d'un petit garçon nommé Busr Ibn Abi Artât.

Celui-là n'est sorti de l'ombre que par à-coups non pas dans sa vie, mais dans le souvenir que l'histoire nous en a laissé. Busr appartient au clan des Banû Amir, l'un de ceux qui composent la famille, très en vue, du prophète : les Quraïch. Nous sommes dans une ville très riche, clé du trafic caravanier en ces régions, avec des foires et un temple connus de toute l'Arabie. Mais le désert est proche, il est aux portes, sur les pistes que les marchands empruntent vers l'Egypte, la Syrie et l'Irak ; il est dans les esprits. La morale du bédouin, avec ses valeurs de liberté, d'honneur et de solidarité, continue d'être hautement affirmée, sinon suivie dans la réalité pratique du commerce et du bien-vivre. L'islam, bientôt, va transfigurer et rajeunir le vieux code, donner aux vertus traditionnelles de l'Arabie une vigueur et une destination nouvelles. Le jeune Busr est sans doute, comme les autres, citadin de fait et nomade de cœur. En 630, il verra La Mekke, sa ville, capituler devant le nouveau message, et s'ouvrir une autre, une formidable histoire.

Il sera général. Il a dans les vingt ans lorsqu'il participe à l'expédition de secours qui, surgie en Syrie, va marquer l'un des succès décisifs de la conquête. Il y gagne ses galons, se retrouve ensuite des premiers raids qui préparent la prochaine conquête de l'Afrique du Nord. Le second successeur du prophète, le calife Omar, qui règne de 634 à 644, appelle officiellement sur lui la *bénédiction divine et les remerciements de la communauté*. Militaire, d'une façon ou d'une autre, Busr le restera jusqu'à sa mort : s'il faut en croire certains, il serait réapparu en Afrique au tout début du huitième siècle. Difficile, dira-t-on, d'imaginer en *selle le vieil homme, à quatre-vingt-dix-ans*, peut-être plus, peut-être moins. Et pourquoi pas ?

Chiisme

Pourtant, la grande histoire des Arabes – celle que nous pouvons lire, aujourd'hui encore, *dans leurs livres* – n'a pas accordé à Busr la même place qu'aux autres grandes figures des premières chevauchées de l'islam, Khâlid Ibn Al-Walîd pour la Syrie, Amr Ibn Al-As pour l'Egypte, Sa'd Abî Waqqâs pour l'Irak, et tant d'autres. C'est que le général se double, chez Busr, d'une politique ; plus précisément, l'engagement, assumé ici jusqu'au bout et presque sans nuances, rend difficile le *consensus, et même jette* une ombre de discrédit, un voile au moins, sur les exploits les moins contestables. Capitaine hors pair, Busr ne l'a pas été seulement sur des théâtres d'opérations extérieures, quand il s'agissait de gagner le monde à la foi nouvelle. Il l'a été aussi chez lui : dans les frontières du monde gagné. Avec autant de fougue et de conviction que s'il se fût agi d'en découdre avec des armées étrangères, Busr a mis son sabre au service du pouvoir central, contre l'opposition.

Celle-ci pouvait être multiforme, mais son visage le plus dangereux portait un nom bien précis : chiisme. Les luttes pour la succession du Prophète, dramatique parfois, ont culminé en 661 ; le guide (imâm) de tous les chiites, Ali, cousin, gendre et quatrième successeur de Muhammad, est assassiné, et son rival Muâwiya peut définitivement affirmer sa prétention à diriger, depuis Damas, l'ensemble des terres conquises par l'islam. Encore lui faut-il extirper la rébellion chiite exacerbée. C'est là que les militaires interviennent, avec Busr au premier rang. Partout, il affiche, les armes à la main, un loyalisme sans faille à *l'égard de la dynastie* omeyyade fondée par Muâwiya. Il est de ce qu'on pourrait appeler la seconde campagne d'Egypte, qui reconquiert le pays pour le compte du calife de Damas. Il intervient en Arabie, y traque un peu partout les partisans de la famille alide, détruit leurs maisons, commande l'avant-garde des troupes qui obtiendront du second fils d'Ali, Hasan, sa renonciation au pouvoir.

Bref, au péril de sa postérité (mais y pensait-il seulement ?), il joue l'empire. Car la nouvelle histoire passe par là, par une communauté rassemblée autour *des définitions essentielles* de la civilisation en marche : le Coran, la tradition du Prophète et, justement, la communauté, impatiente d'un destin qu'elle pressent à l'échelle du monde et qui ne peut mieux trouver sa cohésion que par un grand dessein promis à l'ensemble de ses *fils*.

Mais ce destin qui se joue au-dehors exige que l'empire en ces provinces soit fort d'un minimum de cohésion et de stabilité. Busr *s'est, plus que d'autres, employé* à cette double mission. Moyennant quoi, l'histoire arabe classique, largement ouverte aux influences chiites, opposera au brillant conquérant une sorte de sinistre commissaire politique à la solde de Muâwiya. Si tranchant, au propre et au *figuré, que* les textes se feront un malin plaisir de nous le montrer parfois désavoué par Muâwiya lui-même, qui trouvait qu'il en faisait trop. En un mot, si implacable, quand il le fallut, qu'on arrive à lui contester le beau titre de Compagnon du Prophète *attribué* à nombre de pionniers de l'islam.

Constantinople

Général, préfet des hautes et basses œuvres de l'empire, il aurait manqué, pour parfaire la figure historique de Busr, un autre emploi, prestigieux, sans réserve pour le coup, et inattendu, celui d'amiral. Prestigieux, d'abord, parce que la cible désignée est ici l'ennemi exemplaire, irréconciliable : cette *Constantinople* que les textes, bientôt, vont montrer comme une institution incomparable, la réplique de la grande ville et de l'Etat musulmans, mais une réplique dévoyée et perverse ; impériale, monumentale, surgie devant les yeux éblouis des cavaliers, au terme de la longue course anatolienne, ou, à l'inverse, pour les navigateurs, lovée comme un monstre confus au fond des replis de la mer, des détroits, sur cet étrange « fleuve » que nous nommons aujourd'hui le Bosphore.

C'est sans doute de cet œil-ci que Busr la rêve lorsqu'il se lance sur les eaux. Histoire et légende, c'est tout un : elles ajoutent les assauts aux assauts. Trois au total. En 653, Busr, qui a quarante ans environ, arme une flotte sur les rivages syro-libanais et double, par voie de mer, l'expédition lancée en Anatolie par Muâwiya. L'une et l'autre seront sans suite, mais Busr aura fait ses preuves : au large des côtes de Lycie, il a trouvé sur son chemin une flotte byzantine, et il l'a battue. Il récidive quelques années *plus tard, le plan étant le même*, mais le succès mieux dessiné : l'armée de terre est arrivée cette fois jusqu'à Perame, et la flotte de Busr, de son côté, a pu venir voir de près la muraille de la capitale ennemie.

Simples préludes à la grande aventure. Dans les années 670, pendant que Yazîd, le fils de Muâwiya, vient superviser les opérations en Anatolie et pousser jusqu'au Bosphore, Busr, lui, *jette l'ancre en mer de Marmara*, avec une flotte, nous dit-on, considérable. Après quoi, on nous parle de combats, d'avril à septembre, puis du repos hivernal, de la *reprise* de l'assaut au printemps, et ainsi de suite pendant sept ans. Légende ? Au moins sommes-nous sûrs d'une campagne longue, avec de multiples péripéties, et de l'échec final : la flotte musulmane décimée par le feu grégeois et le reste éprouvé, *sur le chemin du retour*, par les colères de la mer. Constantinople reprendra souffle et durera encore, comme ville sinon comme empire, jusqu'au 29 mai 1453, huit siècles ou presque après Busr, lorsque les Turcs auront repris, pour leur compte, le flambeau de l'expansion.

Les textes sont avares. Ce Busr amiral, nous aimerions le mieux connaître. Imaginons, pourtant. Il n'a pu se faire marin tout seul. Aux bords de la Méditerranée, il a trouvé pour son entreprise les vieilles populations d'Egypte, du Liban et de Syrie, depuis tout temps rompues à cette mer. Peut-être *même a-t-il bénéficié de* l'expérience de certains Arabes, navigateurs de la mer Rouge, ou, comme le pensait Lammens, yéménites. Il est vrai aussi que Busr a pu n'être, avec tous les guerriers qui l'accompagnaient, qu'un soldat embarqué pour la circonstance, destiné moins au combat naval qu'à la lutte sur la terre ferme, une fois achevée la mission dévolue à la flotte, de transport des troupes, et le contact repris avec le sol.

Tout cela est sans doute vrai. Mais il nous reste l'éblouissante image du bédouin lâché sur la mer. Bédouin au moins de cœur *et de culture. Dans la littérature* de l'époque de Busr, poétique massivement, la mer est absente ou sinon aux lisières du texte comme de l'horizon. Les traits que nous lui prêtons, la nappe immense, reflet de notre liberté, c'est le désert, ici, qui les prend en charge, *illimité comme la mer*, dans ses plaines, les vagues, exaltées ou molles, de son relief, et le dialogue avec le ciel. Qui nous dira de quels yeux Busr l'a vue pour la première fois, quand la conquête l'a jeté aux rives de la Méditerranée, et s'il n'a pas été *conquis d'emblée par cette substitution* possible d'un infini à un autre ? Pas les textes, dans l'état où ils sont parvenus... Mais Busr lui-même, peut-être, aux portes de la mort. Son regard nous signifie qu'il a voulu vivre la forme la plus haute, la plus exigeante de ces conquêtes qui ont crevé l'espace de notre vieux continent. Car ce regard est d'un autre monde : l'histoire écrit, platement, qu'au soir de sa longue vie Busr est retombé en enfance, tandis que la tradition chiite voit dans les divagations de raison le châtiment divin pour les malheurs infligés à Ali et à sa famille. Mais qui sait si cet *homme* n'a pas vécu son rêve jusqu'au bout ? A la vérité, on ne substitue pas l'infini à l'infini : on veut y ajouter ; et cette tentative, parce qu'elle est absolue et irrationnelle dans ses termes, n'a pas d'autre issue que l'infini véritable, celui de la folie, qui attend Busr, venu, par paliers, du désert à la conquête de la terre et de celle-ci à la mer. ■

(*) Professeur au Collège de France.

COURSE

Des Indiens rapides comme l'éclair

Chasse, embuscades, compétitions, communications, rituels... la course à pied tenait un rôle capital dans la vie des Indiens...

PHILIPPE JACQUIN

DEPUIS plusieurs années, les travaux des archéologues et des ethno-historiens mettent en lumière des aspects peu connus de la civilisation indienne, dont la course n'est pas l'un des moins surprenants. L'été dernier, des courses se sont *déroulées pour commémorer* la grande insurrection pueblo de 1680 contre les Espagnols. Les coureurs, hopis ou zunis, ont porté de village en village une corde nouée en plusieurs endroits : en 1680, leurs ancêtres avaient employé ce code (chaque nœud représentant un jour), afin que tous les clans commencent l'insurrection en même temps. Malheureusement, les Espagnols capturèrent deux jeunes coureurs qui avouèrent, *sous la torture*, la signification de ce message, ce qui évita une catastrophe aux Espagnols.

Dans le Sud-Ouest, bien avant l'arrivée des Espagnols, la plupart des villages hopis ou zunis étaient reliés par un système de routes qui permettaient à un bon coureur de porter messages et nouvelles en quelques heures. Les Hopis avaient d'ailleurs l'habitude de parcourir 40 ou 50 kilomètres pour cultiver leurs champs, trajet effectué le plus souvent en courant. Ainsi l'Indien pouvait acquérir une endurance peu commune. Dès l'enfance, garçons ou *filles étaient entraînés* à la course ; à la chasse ou dans les travaux quotidiens, ils accompagnaient leurs oncles ou leurs pères qui encourageaient leurs efforts *ou n'hésitaient pas à les asperger* d'eau glacée, l'hiver, pour les stimuler.

La célérité et l'endurance de l'Indien prenaient toute leur valeur à la chasse et à la guerre. Avant l'introduction du cheval, les bisons étaient poussés vers des enclos ou forcés à la course par un groupe de jeunes guerriers particulièrement adroits. Les Indiens pistaient un gibier pendant plusieurs jours et finissaient par le capturer... à *la main*. Les Hopis poursuivaient les lapins, armés d'un bâton, jusqu'à les approcher pour les assommer. Dans les plaines, chaque tribu possédait plusieurs coureurs chargés de surveiller les grands troupeaux de bisons et de signaler, au plus vite, leurs mouvements pour avertir le gros des chasseurs de la conduite à tenir.

L'Indien adorait raconter ses exploits de chasse, et, comme chez nous, la vantardise et l'humour tenaient une large place dans ces récits. Certaines histoires rappellent étonnamment celles qu'on peut encore entendre *au coin d'un bar ou autour d'une* bonne table :

« Un Hopi chassait le lièvre du désert, c'est l'animal le plus rapide de la terre ; à peine avez-vous levé votre fusil qu'il est déjà au fond de son trou ! Cet Indien demanda conseil à son oncle, qui lui répondit : « Si tu veux tuer ce lièvre, à peine le coup parti, tu cours à son trou pour le saisir. » *Il suivit ce conseil : ayant aperçu un lièvre, il épaula, tira, puis s'élança. Au moment où il allait saisir le lièvre au bord de son trou, il reçut un coup dans les fesses : il était allé plus vite que la balle. Depuis on l'a surnommé le Coureur rapide... »*

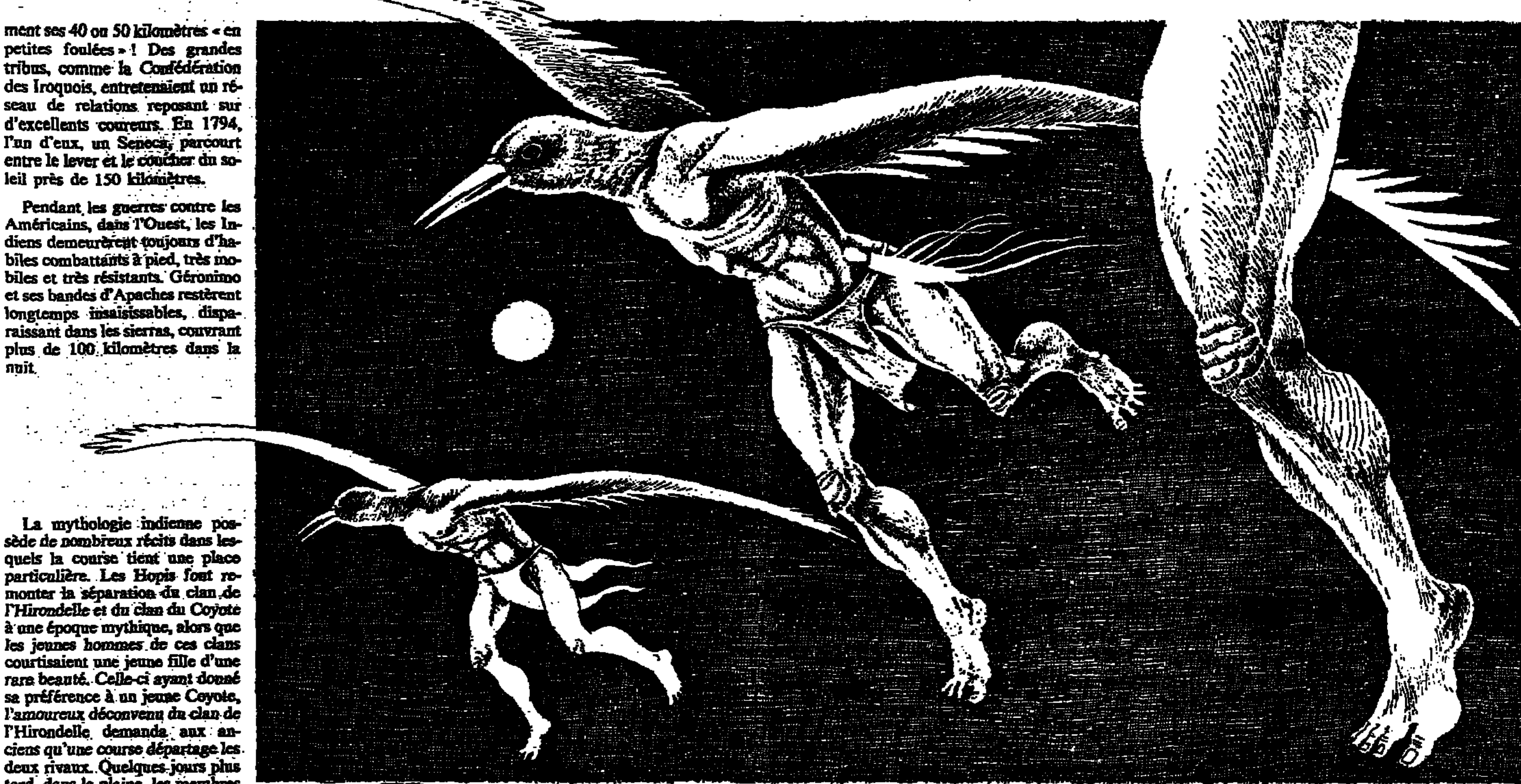
Embuscade

En temps de guerre, la force de l'Indien reposait sur l'effet de surprise et sa rapidité à se replier après le raid. La notion de territoire et de champ de bataille était inconnue. La tactique la plus répandue consistait à tendre une embuscade, le plus souvent très loin de son propre campement. A l'époque coloniale, Français et Anglais devaient ainsi faire face à des attaques très vives suivies de repli et de dispersion qui rendaient toute contre-offensive inutile. Les Indiens opérant jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres de leur base, toute *poursuite* s'avérait vaine dans la mesure où le guerrier pouvait courir allègre-

هكذا من الأصل

ment ses 40 ou 50 kilomètres « en petites foulées » ! Des grandes tribus, comme la Confédération des Iroquois, entretenaient un réseau de relations reposant sur d'excellents coureurs. En 1794, l'un d'eux, un Seneca, parcourt entre le lever et le coucher du soleil près de 150 kilomètres.

Pendant les guerres contre les Américains, dans l'Ouest, les Indiens demeurèrent toujours d'habiles combattants à pied, très mobiles et très résistants. Géronimo et ses bandes d'Apaches restèrent longtemps insaisissables, disparaissant dans les sierras, couvrant plus de 100 kilomètres dans la nuit.



MORGAN

La mythologie indienne possède de nombreux récits dans lesquels la course tient une place particulière. Les Hopis font remonter la séparation du clan de l'Hirondelle et du clan du Coyote à une époque mythique, alors que les jeunes hommes de ces clans courtisaient une jeune fille d'une rare beauté. Celle-ci ayant donné sa préférence à un jeune Coyote, l'amoureux déconvenu du clan de l'Hirondelle demanda aux anciens qu'une course départage les deux rivaux. Quelques jours plus tard, dans la plaine, les membres des clans assistaient à la préparation des deux « champions » qui portaient chacun une plume de la couleur de leur clan. Le parcours consistait à atteindre le rio Grande, puis à remonter vers la rivière San-Juan, avant de se diriger vers l'est, jusqu'au rio Colorado. Sur la ligne d'arrivée, le vainqueur devait trancher la tête du malheureux perdant.

Rapidement le jeune Hirondelle distança son concurrent. Le jeune Coyote s'efforçait de le suivre, mais perdit sa trace. Décontenancé, il lança le cri de son clan et fit appel aux anciens. Ils découvrirent que son rival se servait des pouvoirs magiques de son clan pour se transformer en hirondelle. Mais où trouver un oiseau plus rapide que l'hirondelle ? Bourrant leurs pipes, ils décidèrent d'employer également leur pouvoir magique, la fumée qui s'échappa alors se transforma en nuages d'orage, qui éclatèrent tout au long du parcours. Pluie et grêle contraignèrent le jeune Hirondelle à s'arrêter pour se mettre à l'abri.

Ce répit permit au jeune Coyote de distancer son adversaire. Mais le sol imprégné d'eau freinait sa vitesse, la boue ralentissait sa course et l'Hirondelle le dépassa à nouveau. Le jeune Coyote se souvint alors que les anciens lui avaient confié une coque de courge sèche. Se glissant à l'intérieur, il s'éleva dans les airs. En quelque temps il avait rattrapé l'Hirondelle. A proximité du rio Grande, il rencontra des amis de son clan embusqués pour abattre l'Hirondelle s'il continuait à garder sa forme d'oiseau. Mais, averti par son clan, l'Hirondelle retrouva sa forme humaine, et la course reprit de plus belle. Tout près du but final, les deux rivaux couraient épaule contre épaule. Dans un sursaut d'énergie le Coyote plongea sur la ligne d'arrivée. A peine eut-il le temps de saisir son poignard d'obsidienne que déjà l'Hirondelle arrivait. Sans hésiter, il trancha la tête de son adversaire. Depuis, le clan de l'Hirondelle vit dans un village éloigné du clan du Coyote.

Rituels

Chaque année, les Hopis perpétuaient ce souvenir par des courses rituelles à l'occasion de leur fête d'été. Toutes les courses ne revêtaient pas un caractère aussi dramatique. Les Dakotas racontaient à leurs enfants la manière dont leur ancêtre originel, le Vieil Homme, échoua devant le Coyote. Le Viel Homme était en train de faire cuire des lapins dodus qu'il avait attrapés par ruse, lorsque le Coyote le défia à la course. Ce dernier boîtait et le Vieil Homme semblait confiant dans le résultat final. Vite distancé, le Vieil Homme revint à son feu pour découvrir le Coyote savourant les restes de son repas. Morale de l'histoire : la course était aussi juste que la manière dont le Vieil Homme avait attrapé les lapins ou en d'autres termes : à malin, malin et demi !

Courir était profondément ancré dans le rituel religieux de certains peuples. Pour les Hopis et les Zunis, les courses avec balle constituaient un des grands événements de la vie religieuse collective. Durant l'année, les adolescents s'entraînaient à frapper avec leur gros orteil une balle que l'on poussait devant de soi en courant. Opposant des équipes, ce jeu avait pour but, dès le mois de février, d'encourager la venue des pluies, l'eau déferlant le long des pentes comme les coureurs frappent la balle dans le désert. En été, les Zunis pratiquaient une course avec bâton. Le bâton symbolisait des pouvoirs, l'endurance et la vitesse. Le parcours sillonnait les champs du village afin de protéger les futures récoltes. Dans toutes les cérémonies du printemps et de l'été, les Katchinas, ces danseurs masqués représentant les esprits, apparaissaient, poursuivant les enfants, infligeant des punitions aux coureurs les plus lents.

Chez les Pueblos du rio Grande, on courait sur un parcours orienté d'est en ouest, avec un sytème de relais : ainsi chaque année les Indiens aidaient symboliquement le soleil dans son trajet cosmique. La veille, le chaman observait dans un cristal de roche si des embûches ou des vents contraires ne risquaient pas d'être fatals aux participants. C'est à l'occasion d'un décès que les Omahas se livraient à la course : si le mort était une fille, une jeune femme parcourait rapidement le campement, dans le cas contraire ce rôle était dévolu à un jeune homme. Les femmes participaient également à certaines courses, et les Pueblos se plaisaient à opposer maris et célibataires ; les jeunes filles se moquaient alors des hommes : *« Nous courons comme le daim ou l'oiseau ; vous courez comme l'âne ou le chien ! »*

Les Navajos pratiquaient au moment de la puberté un rite que leur avait transmis leur héros culturel, la Femme qui change, symbole de l'endurance. Pendant cinq jours, les jeunes filles couraient trois fois, dans la direction de l'est, entre le lever et le coucher du soleil, aussi loin qu'elles le souhaitaient. Chaque matin, on les massait et on les coiffait pour mieux les identifier à la Femme qui change. Chacun des trajets devait être plus long que le précédent : plus la jeune fille courait longtemps, plus sa vie serait longue ; un trajet trop court suggérait l'indolence et portait malchance pour l'avenir.

Sur la plage

Mais l'un des rituels les plus surprenants se déroulait au moment du pèlerinage qu'entreprenaient les Papagos de l'Arizona vers les plages de Californie, afin de collecter le sel déposé par la mer dans des marais salants naturels. Après quatre jours de voyage, conduits par un chaman, les Papagos atteignaient les bancs de sel dont ils faisaient le tour en courant quatre fois de suite. Puis le chaman leur confiait un bâton en leur disant : *« Maintenant vous allez courir, vous allez entrer dans l'eau et jeter du maïs dans les vagues. »* Hommes des déserts, les Papagos craignaient la « force » de l'océan. Courant vers la mer, ils criaient : *« Sois-moi favorable, permets-moi de courir et de voir ce que je dois voir. »* Bravant les vagues : *« Fais que je sois un chasseur, un coureur, un chaman ! »* Le moindre signe aperçu dans l'eau pouvait leur révéler une attention du surnaturel. Certains étaient emportés, engloutis ; pas la peine de les secourir, ils reviendraient plus tard sous la forme d'un chaman très puissant.

Mais l'épreuve la plus dure ne commençait qu'après ce « bain rituel ». Epuisés, les Papagos devaient courir, le long de la plage, sur plusieurs dizaines de kilomètres. Pendant ce trajet, s'établissait un dialogue avec le surnaturel, des visions leur apparaissaient : autant de messages pour leur vie future. Un Indien racontait que des crânes blancs le devançaient rapidement ; il s'efforça de les rattraper, réalisa qu'il avait distancé tous les autre Papagos et il comprit qu'il serait un « grand coureur ». Une autre histoire rapporte qu'un coureur entendit ces mots : *« Le chaman de la mer veut te voir. »* Il pénétra dans une grotte où des chants magiques lui furent révélés. En sortant, il s'aperçut que quatre années s'étaient écoulées. Dans son village, on avait célébré ses funérailles. Son retour fut triomphal parce qu'il était devenu *un chaman puissant.*

Les Indiens ignoraient-ils la compétition ? Les courses intertribales, notamment chez les Indiens des plaines, étaient fort appréciées. Chaque camp regroupait ses supporters, demandait l'aide des chamans pour envoyer, grâce à la magie, embûches et mauvais sort sur les rivaux. Les participants avaient soin de ne pas consommer, avant la course, un animal qui leur porterait préjudice, tel le lièvre ou le lapin. Les « dopants magiques » n'étaient pas interdits : se frictionner la taille ou les épaules avec des pattes de tortue pour acquérir son endurance et sa stabilité, mâcher un mélange d'herbes spéciales, avaler des infusions préparées dans le secret par un chaman. L'épreuve se déroulait sur un parcours bien précis, aménagé à l'occasion de cette compétition. Ainsi les Mandans se défiaient sur une piste en forme de fer à cheval. Le vainqueur ne pouvait espérer, en plus de la gloire, qu'une simple plume peinte en rouge.

Même dans les réserves, au XIX[e] siècle, la tradition de la course se perpétua. La puissance du coureur indien se concrétisa sur les stades de l'homme blanc : deux coureurs, retombés maintenant dans l'oubli, le Hopi Tewanima et le Fox James Thorpe, héros du décatlon, glanèrent des médailles aux Jeux olympiques. Cet été encore, en commémorant par la course la révolte des Pueblos, les Indiens ont découvert que le passé est une arme dont ils peuvent se servir pour la pérennité de leur culture et leur désir d'être. ■

SOURCES : Alice Marriott et Carol K. Rachlin, *American Indian Mythology*, Crowell, New-York, 1968. Sith Thompson, *Tales of the North American Indians*, Indiana University Press, Bloomington, 1966. Ruth M. Underhill, *Red Man's Religion*, The University of Chicago Press, 1965. Peter Naboko et Margaret Mac Lean, *Ways of Native American Running*, Coevolution Quarterly, été 1980.

René Garrigues

(Suite de la page XI.)

Pour moi, la philosophie peut se définir comme une approche globale des problèmes, permettant de dégager des règles d'action. Je ne suis peut-être plus positiviste comme je l'ai été, mais je pense toujours, sans vouloir trahir le grec, que la philosophie n'est pas tant amour de la sagesse qu'amour de la science.

» La réflexion écologique met en évidence le caractère illusoire de la rationalité économique qui domine de nos jours. L'économie est incapable de définir son objet, la richesse, autrement que par le jeu de l'offre et de la demande. Donc la drogue, qui s'achète et qui se vend, est une richesse, tandis que la couche d'ozone n'en est pas une : peu importe si on la détruit ; en termes marchands ce n'est pas une perte. On peut dire que l'économie n'est qu'une idéologie, ou plus simplement une conception d'abrutis qui s'est imposée à tout le monde, hélas. L'économie apparaît même comme la seule politique qui vaille. Je me situe à l'opposé de ce consensus : je me rallie à une écologie politique ou à une politique écologique. Au-delà des circonstances électorales, je pense que l'écologie ne permet pas seulement de faire face à l'immense problème de l'environnement, mais répond aussi à des préoccupations philosophiques, politiques et morales. L'écologie prolonge la critique de l'économie politique qu'avait entreprise Marx.

» D'ailleurs, à propos de Marx, j'ai changé aussi. Je ne puis plus lui reprocher aujourd'hui, pas plus qu'à Hegel, d'avoir cherché à faire prévaloir le point de vue du tout, bien que l'on sache que le point de vue du tout risque fort de devenir totalitaire. Cela dit, j'ai de sérieux griefs envers Marx, comme envers Freud d'ailleurs... »

Le vieux Kant

— Vraiment ? Pourriez-vous préciser lesquels ?

— Je ne laisse pas d'admirer Marx et Freud, qui sont les deux maîtres de la pensée moderne. Mais précisément je leur reproche d'avoir disqualifié la pensée et par là d'avoir démoralisé notre époque. Marx et Freud expliquent que notre pensée est toujours déterminée par autre chose, par des conflits, sociaux ou individuels, qui ne sont pas de son ordre. En faisant de la pensée, finalement, une sorte de reflet, je crois qu'ils méconnaissent sa spécificité. La pensée est un organe miraculeux — je dis cela sans faire aucunement appel à l'idée de Dieu — qui renvoie à une expérience accumulée en des millions d'années. Elle constitue un principe d'ordre unique dans l'univers. Il suffit de songer que la pensée crée de l'information sans dépenser d'énergie, ou presque. C'est pourquoi je considère que le vieux Kant a raison contre Freud. Kant dit qu'il y a deux choses qui forcent son admiration : le ciel étoilé au-dessus de lui et la loi morale en lui. La loi morale, pour Kant, c'est à peu près la même chose que la Raison. Eh bien, Kant, ici, ne mérite pas les sarcasmes de Freud. Car ce qu'il appelle la Raison est, comme le cosmos, un prodige d'ordre, d'organisation. Et si l'on prive l'homme de ce qui le caractérise, cette capacité autonome de faire de l'ordre, eh bien, évidemment, on le démoralise. Je vais dire, si vous me le permettez, quelque chose de très réactionnaire : Freud a parlé certainement, à juste titre, du malaise dans la civilisation ; mais, pour moi, il y a une part du malaise dans la civilisation qui s'appelle Sigmund Freud.

Elitisme

— A Marx et à Freud, il semble que vous préfériez Bach et Brueghel...

— Je ne voudrais pas vous paraître trop conservateur. Il y a pourtant un aveu que je dois vous faire : je suis élitiste. Je n'en suis pas fier, mais je pense, par exemple, que tout le monde n'est pas apte à faire de la philosophie, alors que la philosohie prétend à l'universel. Il y a là une contradiction odieuse, mais qu'on ne peut éluder. Par exemple, j'ai voulu apprendre le piano, pour jouer Bach. En quatre ans d'efforts, je suis tout juste arrivé à ânonner les « Inventions ».

» Je reviens à votre question. Je pense en effet qu'il y a des artistes exceptionnels, dont le travail donne des leçons de rigueur intellectuelle et morale. Ces leçons, ou si l'on veut ces principes philosophiques, sont précisément à dégager de leur œuvre. Par exemple, pour reprendre ce que nous disions tout à l'heure, quand Brueghel rassemble dans un tableau comme *la Journée sombre* des parties de paysage qui ne pourraient être associées pour la perception normale, qui ne peuvent coexister dans la vision ordinaire, eh bien, il crée de l'ordre. Par là il compense et même surcompense la perte qui se produit entre la réalité et la représentation. Si bien que l'œuvre en vient à se donner comme la véritable réalité, elle est habitée par l'être. Les principes que l'artiste met à l'œuvre dans sa tâche qui est toujours, en fait, de représenter le réel, sont de nature à éclairer l'action, à suggérer des idées morales. Des œuvres comme celles de Bach ou de Brueghel — par tempérament je suis un peu sectaire, on pourrait certainement en citer d'autres — ne doivent donc pas être abandonnées aux spécialistes. Elles recèlent des ressources qui n'ont pas encore été exploitées, et qui pourraient redonner confiance à l'homme moderne, contribuer à lui rendre foi en lui-même. ■

هكذا من الأصل

JEUX

Pouvoir à prendre

BERNARD SPITZ

BLUFF, coups de poker, main de fer, partie truquée, cartes sur table : si le vocabulaire ludique a envahi la campagne présidentielle à ce point, rien d'étonnant à ce qu'un peu partout des éditeurs aient choisi le thème des élections et de la vie politique pour confectionner des jeux.

« Presidential Campaign » – la campagne présidentielle – (1) nous vient des Etats-Unis et respecte fidèlement le déroulement de la campagne telle qu'elle existe outre-Atlantique. Cette « aventure politique inoubliable » que nous promettent les auteurs se décompose en deux temps : les « primaires » puis l'élection elle-même. Les « primaires », c'est ce système original pratiqué par vingt-trois des Etats américains, qui consiste à confier aux électeurs eux-mêmes le soin de désigner, d'une part, les délégués à la convention nationale, d'autre part, celui des candidats à la présidence qui a leur préférence. La convention nationale choisit en fin de compte le candidat du parti.

Dans la première phase de la partie, les joueurs doivent donc s'efforcer de trouver les soutiens qui leur permettront de décrocher l'investiture du parti. Le consensus social est ici manifesté par l'ambiguïté de l'engagement politique des concurrents : ils engrangent tous les appuis qu'ils peuvent, du côté républicain comme du côté démocrate, et ce dans toutes les régions du pays, avant de choisir leur camp au dernier moment. Cette condition satisfaite, ils peuvent alors passer sur le deuxième parcours qui peut les conduire à la Maison Blanche.

Fidèle au processus constitutionnel et bien présenté, *« Presidential Campaign »* ne brille pas par son audace. Certes des cases « scandale » immobilisent les joueurs de temps en temps, mais on se garde bien d'apporter de quelconques précisions.

Bénéficiant d'un cadre *a priori* moins propice, les Anglais n'en ont pas moins gardé le sens de l'humour.

En dépit d'un système électoral qui n'a rien à voir avec le grand spectacle des élections américaines, *« The Administrative Waltz »* – la valse de l'administration (2) rend l'accession au pouvoir bien plus divertissante que dans le jeu précédent.

L'originalité d'*« Administrative Waltz »*, c'est que l'accession au 10 Downing Street se fait parallèlement aux tentatives des autres concurrents d'arriver à la tête des services secrets, à la direction des affaires ou à la dictature militaire, la victoire revenant à celui qui accède le premier au sommet dans son domaine de prédilection. La réussite politique est ainsi replacée dans le contexte plus général de la course au pouvoir.

Mais *quelle que soit* la voie choisie, la marche est longue et souvent pénible. Ainsi, pour les ambitieux *qui souhaitent* devenir chef du gouvernement, il faudra passer par toutes les étapes préliminaires : le parti, les antichambres ministérielles, les élections, le secrétariat d'Etat, le ministère, avant d'aboutir au couronnement de leurs efforts. Et que de négociations, de compromissions, de manipulations, auront été nécessaires pour en arriver là...

Inspiré par un ouvrage satirique du même nom (3), ce jeu développe en fait les principes de base que tout fonctionnaire ambitieux se doit d'assimiler pour le bon déroulement de sa carrière. *Ce sont les cartes de « références »* qui énoncent ces recommandations en distinguant ce qui est bien vu dans un dossier de ce qui est impitoyablement rejeté. Ainsi parmi les « bonnes références » on peut trouver : *« Ne fais jamais confiance à personne. Absence totale de sens de l'humour, caractère effacé. »* En revanche, *« Avoir tendance à s'en tenir aux faits, à rechercher des améliorations, à assumer les erreurs de ses subordonnés et par dessus tout à écouter les autres »*, constitue – selon les auteurs – des handicaps considérables. Le jeu s'évertue en outre à nous introduire dans le sérail de la très haute administration : de derrière des portes capitonnées nous parviennent ainsi des conversations aussi confidentielles que *« je croyais que vous n'embrassiez que la tête des bébés. » – « Juste une rumeur, Mlle Smith »* ; ou *« Non, M. Brown, je ne veux pas être sous-secrétaire. »*.

« Le jeu du président » (4) offre en France le pendant de ces jeux anglo-saxons. L'introduction de la notice d'emploi nous raconte ce qui nous attend au cours de cette *« fantastique bataille »* : *« Parcourir la France dans tous les sens..., faire des discours et des promesses que peut-être plus tard vous ne serez pas en mesure de tenir »*. Cette dernière phrase est à souligner car c'est la seule où l'on puisse trouver une ombre de semblant d'impertinence dans un jeu qui porte par ailleurs la marque d'un respect scrupuleux de toutes les institutions : photo de l'Elysée en illustration de la boîte, cartes frappées de l'image de Marianne, prise en compte uniquement des grands partis politiques, plateau de jeu tricolore. Cette volonté de ne déplaire à personne a poussé l'auteur à se réfugier dans un pseudo-réalisme qui, conjugué avec le caractère fastidieux et répétitif des mécanismes de jeu, ôte tout intérêt aux parties. ■

(1) Edité par Banovac Corporation. 1038 Redwood HWY. Mill Valley CA 94.941.

(2) Edité par Philmar Ltd. 47/53 Dace Road, London, E3 2N6.

(3) The Administrative Waltz, G. Singer et M. Wallace, Pergamon Press, Oxford, 1976.

(4) Edité chez Robert Laffont.

MODE

Retour de la « fripe »

PATRICE BOLLON

ELLE était autrefois le symbole même du dénuement, évoquant ces « ventes de charité » où les classes aisées cédaient au prix du chiffon leurs vieux effets. A l'opposé, elle pouvait aussi révéler l'appartenance de qui la portait à un monde marginal, se moquant des apparences. Symboliquement, son commerce s'opérait à la périphérie de la ville ou dans des quartiers populaires un peu « faune ».

Aujourd'hui, la fripe a bien changé. Intégrée, banalisée, elle se conjugue volontiers avec des vêtements neufs, voire luxueux, auxquels elle donne un semblant d'histoire ou une originalité manquante. Attribut d'un nouveau chic, elle fait partie de la garde-robe obligée de tout snob, quels que soient ses ressources et le milieu auquel il appartient. Symboliquement encore, la fripe réintègre le centre de la ville, investissant des quartiers entiers – comme aujourd'hui les Halles à Paris ou Covent Garden à Londres, – où elle côtoie sans honte le neuf.

Comme la mode institutionnelle, la fripe a ses tendances – mode « année 60 », « année 50 », *style militaire, etc.*, – *ses* « griffes », – la chemise Arrow ou le Burberrys recyclé – et ses grands classiques, presque ses « indémodables » : le trench-coat kaki de l'armée américaine, la canadienne en cuir, la veste en tweed, le chemisier ou la robe en soie.

La nostalgie et tous ces mouvements « revivalistes » des périodes passées ne sont pas étrangers à cette vogue.

« Chic pas cher »

Des raisons plus prosaïques se mêlent à cette nostalgie. *« A qualité égale et style équivalent*, explique, Alain Z..., qui tient un stand de vêtements des années 60, à Saint-Ouen, *la fripe est de dix à cinquante fois moins chère que le neuf, selon le degré d'usure, la propreté ou encore l'opportunité. »*

Bref, avec un petit budget, le prospecteur des « puces » pourra se constituer une garde-robe complète et variée. Mieux même, avec de la patience et du goût, il arrivera à dénicher ce vêtement ou cet accessoire qui donnera à son habit ce cachet original, cet aspect d'exemplaire unique, que seule la haute couture aurait pu lui conférer. De la pauvreté assumée au « chic pas cher » : la crise produit, ici comme ailleurs, un appel à l'imagination.

Pourtant, malgré ces différences de prix appréciables, la vogue de la fripe a d'autres ressorts, plus subtils et peut-être plus essentiels. Robe cerceau, ballerines et un incroyable bustier en faux léopard, un blouson en jean au bras, Sandrine confie volontiers qu'elle ne s'habille qu'aux « puces » de Montreuil, où elle « zone » deux samedis matin par mois.

« Les vieux habits, explique-t-elle, *sont en général de meilleure qualité, mieux coupés, mieux finis. Surtout, poursuit-elle, ils permettent d'élaborer sa propre mode, et non, comme le veut le prêt-à-porter, de suivre la mode et les diktats des couturiers. »*

Contrairement à la mode institutionnelle, la fripe permet en effet tous les mélanges, toutes les rencontres. *« Les stylistes et couturiers imposent une silhouette, une norme à laquelle on se doit, sous peine d'être « out », de ressembler. Au contraire,* explique encore Sandrine, *la fripe, parce qu'elle n'a pas de statut et qu'elle n'est au fond qu'un chiffon amélioré, autorise toutes les manipulations. Bref, c'est le règne de la liberté absolue. »*

Vêtement désacralisé, parce que déjà porté, la fripe, en effet, est de toute évidence plus perméable, plus adaptée à l'intervention de l'individu. En ce sens, elle réhabilite une attitude active face au vêtement : non plus consommation d'un modèle culturel délivré d'en haut, mais bien élaboration de son propre aspect vestimentaire, en fonction de sa personnalité, de sa sensibilité.

Tout cela définit au fond une nouvelle attitude face au vêtement : *non plus alignement sur* un code central, mais élaboration de son propre code vestimentaire. Bref, d'enveloppe sociale, le vêtement devient libération d'un imaginaire individuel, jeu gratuit sur les signes. ■

هكذا من الأصل

La social-démocratie européenne en débat

Le succès même du modèle social-démocrate européen l'a-t-il mené à la limite de l'usure et parfois de l'affaissement ? *Le débat sur sa réforme n'est pas encore vraiment engagé*, mais il apparaît de plus en plus nécessaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI

LA réflexion sur la social-démocratie tend à devenir essentielle. C'est une bonne chose, car il est important de savoir si les politiques social-démocrates peuvent *fournir* aux pays qui les pratiquent, ou qui souhaitent les pratiquer, les moyens de sortir de la crise, ou bien si cette sortie n'est possible qu'à la condition de réformer le modèle social-*démocrate*.

Les sociaux-démocrates et les socialistes, qui se posent en experts du réformisme, ne devraient pas *a priori* être hostiles à l'idée de réformer leur propre modèle ; mais ce débat n'est pas encore véritablement engagé : l'Internationale socialiste prévoit, *par exemple*, de renouveler sa doctrine pour son congrès de 1984.

La nécessité d'un réexamen se fait pourtant ressentir : un colloque de l'ISER (Institut socialiste d'études et de recherches, dans *le Monde* du 14 octobre 1980) comme les propos de M. Michel Rocard (*le Monde* du 26 novembre 1980) en font foi. Le député des Yvelines avait relevé qu'un peu partout en Europe se produit *« un certain tassement de l'esprit socialiste »*, tandis que *« le modèle de développement social-démocrate s'affaisse en même temps que le capitalisme »*.

Le contexte européen est en effet celui d'un recul de la gauche et d'un rapport de forces favorable au capital. A l'Assemblée européenne, les élections au suffrage universel de juin 1979 ont donné la victoire, et la majorité, aux partis conservateurs, libéraux et démocrates-chrétiens. En outre, dans chaque pays européen, excepté la R.F.A., l'Autriche et le Danemark, *la droite* a soit conservé, soit reconquis le pouvoir. Enfin, dans chacun, ou presque, des partis socialistes ou sociaux-démocrates, existent des difficultés internes. Le S.P.D. est divisé entre partisans et adversaires du chancelier Schmidt, ces derniers paraissant regroupés derrière le président du parti et président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt. Le parti travailliste britannique connaît une scission. Le secrétaire général du P.S.O.E., M. Felipe Gonzales, avait dû remettre sa démisssion, puis revenir en force afin d'imposer l'abandon de toute référence au marxisme ; le P.S. français a connu les remous nés de la querelle entre MM. Mitterrand et Rocard ; quant au parti socialiste portugais, il a connu trois crises graves en six ans.

Passe encore que les partis de droite une fois revenus au pouvoir remettent en cause les acquis des programmes sociaux-démocrates (comme s'efforcent de le faire les gouvernements conservateurs britanniques et suédois) ; mais les gouvernements réformistes qui restent en place paraissent être voués à l'immobilisme, comme s'ils étaient victimes de leur propre succès : le modèle social-démocrate est atteint.

C'est que la remise en cause des fondements de l'Etat-providence *(welfare state)* est générale. Et ce pour une raison principale : au temps de la croissance exponentielle des années 60, il y avait convergence d'intérêts entre le système mis en place par les sociaux-démocrates et le projet industriel du patronat, *et donc compromis* possible entre le capital et le travail.

A l'inverse, la crise actuelle — crise et restructuration du capitalisme — fait disparaître cette convergence d'intérêts et laisse le champ libre à la logique de l'accumulation privée, sans compromis possible.

Le défi est donc multiple — politique, idéologique, économique — pour ceux qui entendent préserver leur pouvoir comme pour ceux qui tentent de le conquérir. Il n'est possible d'y répondre qu'en recréant un rapport de forces favorable au travail.

Dans cette perspective, la question la plus intéressante est peut-être de savoir comment la social-démocratie sera, ou non, capable de relever le défi idéologique, en proposant un projet social qui lui rende une capacité d'attraction et de mobilisation.

Dans le passé, chaque crise sociale ou politique, chaque mutation en profondeur, ont entraîné un intense débat idéologique d'où sont sorties des orientations à long terme. Les discussions sur le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste, sur la guerre et l'impérialisme, sont restées célèbres. Dans l'entre-deux-guerres, alors que la social-démocratie s'était débarrassée des éléments révolutionnaires, la question prit un tour aigu à l'occasion de la grande crise *de 1929. Le* débat ne fut pas seulement économique mais aussi politique (la crise alimentant la montée du fascisme et le désarroi des classes moyennes). C'est alors qu'apparurent les thèses planistes (inspirées par le Belge Henri De Man), la référence aux nationalisations et la réévaluation systématique du rôle de l'Etat. A la même époque, le New Deal rooseveltien se caractérisait par une approche similaire.

Depuis, aucun débat doctrinal d'une ampleur analogue n'est apparu dans un mouvement marqué par une très nette « désidéologisation » (1) et une *politique de* compromis qui propose une définition toujours plus modérée du socialisme, et qui, en matière économique, continue d'utiliser Keynes.

La difficulté actuelle est donc double : d'un côté, la social-démocratie, sevrée depuis trente *ans de toute réflexion doctrinale*, a beaucoup de difficultés à répondre politiquement à la crise ; de l'autre, et contrairement à 1929, ce n'est pas la politique libérale qui est en crise et qui se voit opposer une politique social-démocrate (le *welfare state*), mais l'inverse. C'est l'Etat-providence qui est en crise, qui subit les assauts des écoles néo-libérales et doit trouver les moyens de son dépassement.

Pour l'heure, les réponses sont purement techniques : il est significatif que la seule nouveauté doctrinale apparue ces dernières années — l'autogestion — n'ait encore *conduit à aucun projet* concret à l'occasion de la crise.

En d'autres termes, la social-démocratie n'offre guère que des recettes et non plus des idées. Il y a là l'une des raisons qui expliquent le rapprochement de la social-démocratie européenne (notamment le S.P.D.) avec les partis eurocommunistes (surtout le P.C.I.), dans le cadre d'une future eurogauche ; celle-ci étant non seulement l'occasion pour les *socialistes et les sociaux*-démocrates d'une sorte de « régénération » idéologique, mais aussi le moyen de contrer politiquement une droite dominante.

Il y a là également un constat qui permet d'expliquer que l'effort des sociaux-démocrates porte surtout sur la rénovation de ces « recettes », en attendant de pouvoir élaborer un nouveau modèle de développement. ■

(1) Le débat a trouvé une conclusion tardive avec l'abandon du marxisme opéré par le S.P.D. puis par le P.S.O.E.

L'eurogauche

Pour recréer un rapport de force favorable au travail, qui permette l'élaboration d'*un* nouveau compromis, il ne suffit pas de rechercher un nouveau mode de développement ; il faut aussi voir la gauche européenne. Du moins est-ce là une idée qui semble faire son chemin.

Apparu concrètement lors des débats de l'Assemblée des Communautés européennes en *1979 et 1980*, le rapprochement entre partis eurocommunistes (P.C.I. et P.C.E.) et partis socialistes et sociaux-démocrates (symbolisé par les rencontres entre MM. Brandt et Berlinguer, Berlinguer et Mitterrand) peut aujourd'hui être poussé plus loin. Les déclarations des principaux intéressés vont en tout cas dans ce sens. *« Le développement de l'eurogauche répond à des intérêts urgents »*, avait affirmé M. Fernando Claudin, représentant du P.S.O.E. : *« Il faut refaire l'unité du mouvement ouvrier car le destin du socialisme se joue en Europe occidentale »*, avait renchéri M. José Sandoval, représentant du P.C.E., tous deux s'exprimant devant le colloque de l'ISER au mois d'octobre 1980.

Plus récemment (au mois de février 1981), et tandis qu'eurocommunistes et eurosocialistes continuent de défendre des positions sinon communes du moins analogues devant l'Assemblée de Strasbourg, les délégués des centres de recherches et des fondations liés aux deux composantes du mouvement ouvrier se sont réunis à Madrid (l'écho de cette réunion dans la presse des pays concernés offrait d'ailleurs un contraste saisissant avec le silence de la presse française).

Certes, *Rinascita*, hebdomadaire du P.C.I., a contesté que l'on puisse voir dans cette réunion l'ébauche d'une internationale unitaire autour d'un axe S.P.D.-P.C.I., comme cela avait *été suggéré*, notamment par le quotidien *la Repubblica*. Mais les communistes italiens n'en ont pas moins souligné que *« la crise de la gauche européenne met en évidence la nécessité de retrouver un discours commun »*. Quant au délégué du S.P.D., il a affirmé que les sociaux-démocrates allemands *« se reconnaissent dans plus d'une formulation des communistes italiens ou espagnols plutôt que dans celles des travaillistes britanniques »*.

Affirmation significative mais aussi révélatrice d'un des obstacles qui se dressent devant les promoteurs de l'eurogauche : ce mouvement s'ébauche en effet non seulement en dehors du Labour Party, mais aussi en dehors du P.C.F. Mieux, l'aspect tactique a paru l'emporter sur des considérations à plus long terme, notamment de la part du P.S. français. Ainsi M. Mitterrand cherchait-il, et il n'a pas manqué de le faire, à exploiter à son profit l'isolement du P.C.F. au sein de cette gauche européenne. Il est vrai que l'idée même d'eurogauche, vivement critiquée par le P.C.F., suscite de vives réserves parmi les socialistes français, et notamment au CERES (1).

Un autre obstacle tient aux rapports qu'entretiennent communistes et socialistes dans leurs propres pays : *« Il est plus aisé, lorsque l'on est à Paris, de trouver des convergences avec les communistes italiens que lorsque l'on est socialiste à Rome »*, selon l'expression de M. Mitterrand.

Enfin l'attitude du P.C.I. n'est pas *exempte d'ambiguïté*. La richesse des réflexions théoriques sur l'euroganche masque mal les hésitations stratégiques des communistes italiens. Il n'est donc pas étonnant que, jusqu'à présent, eurocommunistes et eurosocialistes aient surtout débattu des rapports Est-Ouest plutôt que des réponses possibles à la crise.

La réunion de Madrid elle-même était centrée sur *« la sécurité et les droits de l'homme »* ; car il importe, selon M. Giancarlo Pajetta (P.C.I.), de *« réunifier, face au péril d'une nouvelle guerre, le mouvement ouvrier européen »*.

Aussi les communistes italiens ont-ils salué comme *« un fait politique nouveau, important et positif »*, la recherche, par les partis de l'eurogauche, de convergences sur les questions de sécurité. Celles-ci se limitent à l'expression d'une crainte commune : celle de voir le retour des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. conduire à *« la fermeture de chaque bloc sur lui-même »* et réduire ainsi *« la marge d'autonomie »* de l'Europe. *« Toute la gauche ferait les frais d'une telle évolution »*, selon le P.C.I. Toute la gauche, à commencer par la social-démocratie. Tant il est vrai que le succès du modèle social-démocrate soit lié non seulement à la croissance économique, mais aussi au maintien de la détente. ■

(1) Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement estiment qu'une alliance entre MM. Brandt et Berlinguer *« ne signifie rien d'autre que le* statu quo *social, politique et militaire en Europe occidentale, les grands partis communistes jouant, là où ils sont seuls, le rôle dévolu ailleurs à la social-démocratie »*.

Cette analyse conduit le CERES à affirmer que l'eurogauche, *« c'est une Europe sans gauche »*, c'est-à-dire avec une gauche qui renonce à l'objectif fondamental de rompre avec le capitalisme.

« Redéployer » l'État-providence

L'élaboration d'un nouveau modèle de développement qui permettrait de nouvelles avancées est donc au centre de la réflexion des socialistes européens : des colloques commencent à être organisés sur ce thème, le dernier en date étant celui qui a réuni, au mois de mars 1981, près de Bonn, à l'initiative du S.P.D. et de la Friedrich-Ebert-Stiftung, de nombreux experts, pour beaucoup membres (socialistes) de l'Assemblée des Communautés européennes, venus débattre d'une *« nouvelle qualité de la croissance en Europe »*.

A condition, toutefois, que celle-ci puisse être relancée, les participants à cette réunion sont convaincus que cette possibilité existe. Parce qu'ils interprètent la crise économique mondiale comme *« la conséquence d'une dynamique régressive de la demande »*, selon l'expression de M. Zinn, professeur à l'université d'Aix-la-Chapelle, qui ajoute qu'il ne peut être remédié à cette insuffisance de la demande qu' *« en modifiant de façon fondamentale la répartition du pouvoir d'achat sur le plan aussi bien national qu'intellectuel »*. M. Zinn conclut : *« La politique économique de l'avenir doit être axée sur une* « socialisation des activités d'investissement », *ce qui signifie que les investissement doivent être dissociés de l'objectif de réaliser des profits et être orientés vers les besoins sociaux ; afin de créer la base d'information nécessaire, une planification pour l'ensemble de l'économie est indispensable. »*

Il s'agit là, en fait, de la survie du modèle social-démocrate, tel qu'il s'est forgé depuis Keynes, plus que de l'ébauche d'un nouveau modèle de développement. A l'impossible, nul n'est tenu ; cette ébauche ne pourra apparaître du jour au lendemain. ■

Le cas français

La question du « projet de *société* », *qui alimentait les dé*bats électoraux français pendant toute la période de l'union de la gauche, n'a pas été, tant s'en faut, au centre de la campagne précédant le premier tour de l'élection présidentielle. *Il est vrai que le principal* concurrent de M. Giscard d'Estaing avait choisi d'axer son argumentation sur la nécessité de changer d'équipe plus que sur l'aspiration à changer la société. De son côté, le président *sortant pouvait difficilement* invoquer le programme commun de la gauche pour agiter la menace du *« collectivisme »*.

Le projet du candidat socialiste est fidèle aux thèses de la social-démocratie européenne. *Le choix de ses principaux* conseillers économiques — MM. Jacques Delors, président de la commission économique de l'Assemblée européenne, et Claude Cheysson, membre de la Commission des Communautés *européennes* — en fait foi : de même que la référence *faite par les socialistes français* au *« modèle autrichien »*.

Outre les difficultés nées de la crise économique mondiale, la promotion puis la mise en œuvre éventuelle d'un tel projet se heurteraient, en France, à des obstacles spécifiques.

La première difficulté réside dans le fait que le pouvoir en place est parvenu à accréditer l'idée que les Français ont profité, pendant trente ans, des avantages de la social-démocratie et qu'ils commencent à en subir les inconvénients. Le sentiment est à ce *point répandu que le candidat* socialiste, qui ne craint pas de se réclamer lui-même de la social-démocratie, a dû promettre de ne pas accroître le pourcentage des prélèvements obligatoires par rapport au pro*duit national (soit 42 %, c'est*-à-dire un taux inférieur à celui que pratiquent les gouvernements sociaux-démocrates).

La réalité est pourtant plus nuancée : la structure des inégalités n'est pas la même dans tous les pays européens ; pour ceux d'entre eux, dont la France, *où celles-ci sont encore* fortes, la marge de manœuvre est plus grande, et la *référence* à la social-démocratie peut être encore opérationnelle.

Encore faut-il — il s'agit là d'une seconde difficulté — dis*poser des bases politiques* et syndicales d'une telle expérience. A cet égard, l'union de la gauche présentait un certain nombre de garanties, le P.C. assurant la base ouvrière et le relais syndical qui font défaut aux socialistes, le P.S. faisant valoir sa vocation à être un *parti de gouvernement. La dé*sunion ne met-elle pas fin à ce projet d'une *« social-démocratie à deux »* ? Telle est la question que pose, à juste titre, M. Hugues Portelli dans un ouvrage remarqué et récent, et qui conduit à s'interroger sur l'ampleur de la tâche qui attend un éventuel président socialiste.

★ *Le Socialisme français tel qu'il est*, par Hugues Portelli, PUF éditeur.

« Le moins mauvais régime » selon François Fejtö

Avant de pouvoir engager le débat, *il est utile de dresser le* bilan d'un demi-siècle de réfor*misme : tel est l'objet*, et le mérite, de l'ouvrage de M. François Fejtö intitulé *la Social-Démocratie quand même*. Spécialiste des pays de l'Europe de l'Est, l'auteur incline à penser que la social-démocratie est sans doute le régime *« le moins mauvais »*.

Son ouvrage s'ordonne en trois parties. La première est consacrée à un *« survol historique »*. Elle permet un certain *nombre de rappels* opportuns. A savoir que, progressivement, les courants révisionnistes (symbolisés par Edouard Bernstein), en l'emportant sur les marxistes révolutionnaires (Rosa Luxembourg) ou sur les marxistes orthodoxes (Kautsky), ont imprimé leur *marque à la social-démocratie*, au point d'en être l'unique réfé*rence aujourd'hui*. Le conflit entre « orthodoxes » et « révisionnistes » a longtemps occupé le devant de la scène, mais c'est bien avant les années 50 que la social-démocratie pratiquait le révisionnisme sans l'avouer.

La deuxième partie, intitulée « Portraits sociaux-démocrates », permet précisément *de prendre une bonne mesure* de ces réalisations dans six pays marqués par le gouvernement des sociaux-démocrates : l'Autriche, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège et la Suède. *Liés organiquement aux* syndicats ouvriers, authenti*ques représentants* de la classe ouvrière de leur pays, les partis qui ont gouverné ces pays ne se sont sans doute pas servi de leur politique pour supprimer le capitalisme, mais ils ont obtenu, au bénéfice de leurs mandants, *« le maximum de sécurité et de bien-être compatibles avec la bonne marche de l'économie »*.

Ces deux premières parties s'accompagnent d'une critique bienvenue de la gauche des mouvements socialistes qui, depuis le début du siècle, préfère *« l'opportunisme dissimulé sous la toge austère de la pureté doctrinale »* au *« réformisme conséquent des révisionnistes »*.

La troisième partie — « Problèmes et tendances » — nous *conduit au cœur des* difficultéss des années 80. M. Fejtö *montre très bien* que la social-démocratie n'est menacée ni par sa propre gauche ni par le modèle soviétique, mais par la crise économique. Elle a développé ses bienfaits pendant une phase de croissance exceptionnelle de l'Europe de l'Ouest : la crise provoque la *remise* en cause des acquis de la période faste, au point que l'on se demande si la social-démocratie peut continuer à jouer son rôle, alors que la croissance se ralentit, quand elle ne s'arrête pas. En d'autres termes, le sort du réformisme n'est-il pas lié au dynamisme de l'économie de marché ?

Cette question est traitée dans la revue *le Débat*, avec les contributions riches et variées sur les difficultés de l'Etat-providence. *« Incertitudes, d'abord, des social-démocraties « réelles » sur elles-mêmes : flottement passager ou amorce d'irrémédiable déclin ? Blocage du* « welfare state » *et des politiques sociales, partout menacées de faillite : asphyxie temporaire ou maladie de structure ? Ebranlement enfin du lien intime entre la fonction de l'Etat et la perspective de l'avenir qui a fait la dynamique originale de l'Occident : nous sommes là au fondement même de notre univers politique, peut-être au cœur caché de la crise générale de la gauche »*, indique l'avant-propos de la revue *le Débat*.

M. Fejtö, pour sa part, considère que, malgré ces interrogations fondamentales et malgré son recul électoral en Europe, *« on n'a rien trouvé de mieux »* que la social-démocratie.

★ François Fejtö : *la Social-Démocratie quand même*. Robert Laffont éditeur, collection « Libertés 2000 », 287 pages, environ 65 F.

★ *Le Débat*, revue dirigée par M. Pierre Nora, numéro 7 (décembre 1980), Gallimard éditeur, 28 F.

Le Monde
DIMANCHE

COURRIER

AUJOURD'HUI

DEMAIN

CLEFS

CHRONIQUES

DOSSIER

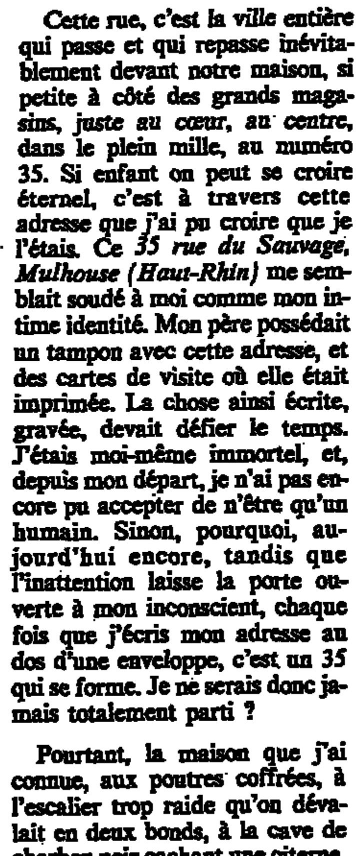
UNE NOUVELLE INÉDITE DE PIERRE-PASCAL FURTH

Un kaddich pour Mulhouse

MULHOUSE c'est la rue du Sauvage : ma rue. Malgré le temps qui m'en sépare, je la possède encore par cœur, dans ses moindres palpitations. Le vide brusque du « midi-et-deux », boutiques fermées, à se demander où sont passés soudain tous ces gens ; la désertion du soir, dès six heures et demie, qui fait la ville abandonnée ; la foule du samedi qui se presse dans ce boyau, mais qui n'achète pas ; celle des veilles de fêtes qui achète tout, mais jamais rien chez nous ; celle des fins de mois qui écluse le porte-monnaie en quêtant la réduction. Et dans les cloches de Saint-Étienne, les passants du dimanche qui vont à la messe, en gris, en bleu, en austérité pieuse, avec les cierges des premières communions, les myrtes des Rameaux et les paquets de gâteaux.

Si j'aime la ville, c'est parce que j'ai dû aimer cette rue du Sauvage. Petit, je regardais son mouvement avant même de le comprendre : les autos, les vélos, les trams, les bus, les trolleys, je les attendais comme autant de diversions à mon ennui. Les grands magasins, les petits, les gens qui sortent, qui rentrent, je les observais de la fenêtre de la grande chambre, et aussi l'automate humain dans la vitrine d'en face, avant Noël, et les grandes marmites de l'Armée du Salut accompagnées du tintement incessant des clochettes et du chant pieux des soldats de Dieu. Mes saisons, ce n'était pas la couleur des arbres, l'herbe qui pique les jambes, et les châtaignes qui pètent, c'était seulement le brillant des vitrines, le blanc de janvier aux piles de draps et de linge, le chocolat des œufs de Pâques et les agneaux de biscuit, c'était seulement les orphelins qui vendaient des jonquilles, la vieille qui grelottait devant la vitrine du magasin à qui j'apportais une tasse de café, les chrysanthèmes et les couronnes d'avent qui se mettaient à pousser sur le trottoir. Mes saisons, c'était l'horreur de la neige, qui fond toujours trop vite et fait de la gadoue, les caleçons longs détestés, les culottes courtes abominées et le patin à roulettes le soir, au milieu des cris des vendeurs de feuilles jaunes : « E-di-tion-spé-ciale-du-tour de France-DE-man-dez-les-résultats du tour ». Et j'avais passé mes premiers jours d'été à vendre sur le trottoir, pour la grande braderie, juste avant de filer en colo.

Cette rue, c'est mon monde, celui des réalités, celui aussi de mes phantasmes d'enfant. C'est là que j'ai vu mes premières « funérailles nationales », aux fenêtres ouvertes qui tenaient lieu de télévision. On enterrait le maire, avec le roulement sourd des tambours en deuil, les voitures noires à cheval, les uniformes, la mort civilisée, aseptisée, honorable. J'en voulais une pareille, pas maintenant, mais plus tard, pour moi ou pour mon père, quelque chose qui nous grandisse, nous qui vivions si penchés. C'est là aussi que j'ai subi les carnavals, et que j'ai pris en horreur les liesses publiques. Fanfares, rires grossiers, amplification, exagération, toutes choses qui m'étaient



insupportables, tant elles venaient encore peser sur ma solitude au lieu de la troubler.

Cette rue, c'est la ville entière qui passe et qui repasse inévitablement devant notre maison, si petite à côté des grands magasins, *juste au cœur, au centre*, dans le plein mille, au numéro 35. Si enfant on peut se croire éternel, c'est à travers cette adresse que j'ai pu croire que je l'étais. Ce *35 rue du Sauvage, Mulhouse (Haut-Rhin)* me semblait soudé à moi comme mon intime identité. Mon père possédait un tampon avec cette adresse, et des cartes de visite où elle était imprimée. La chose ainsi écrite, gravée, devait défier le temps. J'étais moi-même immortel, et, depuis mon départ, je n'ai pas encore pu accepter de n'être qu'un humain. Sinon, pourquoi, aujourd'hui encore, tandis que l'inattention laisse la porte ouverte à mon inconscient, chaque fois que j'écris mon adresse au dos d'une enveloppe, c'est un *35* qui se forme. Je ne serais donc jamais totalement parti ?

Pourtant, la maison que j'ai connue, aux poutres coffrées, à l'escalier trop raide qu'on dévalait en deux bonds, à la cave de charbon noir cachant une citerne, cette maison, MA maison, a été éventrée pour une vitrine bombée de boutique Pop, vidée, renivelée, de telle sorte modifiée qu'il me faut chaque fois un effort de mémoire pour retrouver son image originelle dans ce qui m'a l'air d'un simple simulacre. Effacé mon bureau, rayée ma chambre, fini la grande chambre, la petite chambre, la cuisine, le cagibi derrière la chambre. TERMINE. Et, pourtant, c'est bien encore elle, malgré son nouveau toit de tuiles artificielles, écrasée par ses grandes voisines, trapue *et résistante, connotée* de ma vie, hantée encore de l'image de mon père qui s'était identifié à elle.

Quand je la regarde, c'est la minuscule courette sur l'arrière, et la maisonnette d'aisance que je vois. Au printemps, nous y faisions un feu pour brûler le *hametz*, le levain, interdit durant la semaine de Pessah. A l'automne, nous y construisions la cabane de Souccoth, au toit de branchages, aux murs de toile, et nous la décorions de fruits, de légumes, de guirlandes et de dessins. Un garçon et une fille y jouent à la balle : *« Bobi, boba, la belle à moi, certificat de bonnes études... »*, dans un cageot une poule caquette en attendant que le Chohet lui coupe le cou, par l'égout l'eau monte et inonde la cave, et nous écopons. Le navire est en perdition.

PAPA, tu as failli à ton honneur de capitaine. La maison est vidée, abandonnée aux caisses et aux cartons sur lesquels tu viens d'esquinter ton cœur malade. J'attends les déménageurs dans cette maison devenue soudain trop grande, obsurde de ton absence. Moi, venu liquider les séquelles de l'enfance, la poisse collée aux murs, les plafonds qui croulent, et quelques trop rares tout petits bonheurs. Et toi parti de la veille pour ne pas voir tout ça. Nous sombrons.



JACQUES TARDI

Mon père était allé une dernière fois au cimetière dire adieu à ses morts. Il quittait tout en même temps : sa maison, son passé, sa rue, sa ville, sa place dans le monde. Et il avait pleuré une fois encore sur cette vie suspendue, absurde entre deux guerres, inutile et ratée, passée dans le commerce au lieu des livres, qu'il sentait s'achever sans avoir pu la transformer. Il avait voulu son exil si douloureux qu'il s'était interdit de jamais reposer ici, dans le cimetière de sa ville, à *côté de son père et de sa mère*. Et cette place d'après la mort, il l'avait vendue aussi, au même acquéreur. Sans sa maison dans la ville, il n'avait plus de raison d'être.

Tant il est vrai qu'à Mulhouse, au moins, il existait. Silhouette familière de la ville, il appartenait à son âme balayée par le temps. Il s'était trop longtemps alimenté d'elle pour ne pas venir la hanter jour et nuit dans le silence de ses dernières années. Et si, courbé, il regardait le sol qui allait l'ensevelir, son cœur était autre part, au cœur d'une cité qui l'avait déjà presque oublié. Avant son départ, il avait lui-même tracé un trait rageur sur son passé : à soixante-quinze ans, c'était se rayer soi-même. Il ne pouvait alors que s'étioler lentement, jusqu'à devenir diaphane. Rien ne pouvait plus avoir de sens.

Est-ce son visage encadré de barbe blanche que je cherche à éviter, chaque fois que je passe devant la maison, mal à l'aise, bouleversé, n'osant pas la regarder trop longtemps ? N'est-ce pas plutôt ce garçon *pâlot qui porte* une calotte sur la tête et qui me ressemble tant ? J'ai honte de ce fils, connu de tous comme le fils *de son père, et qui se débat tant* pour avoir un prénom qu'il accolerait à son nom, de ce « fils Furth » qui voudrait être anonyme et ne peut pas se reconnaître dans le reflet multiple qu'on lui renvoie.

Dans cette ville de deux cent mille habitants à l'esprit plus mesquin que le plus arriéré des clochers, où les événements se font ragots, les regards inquisiteurs et la vie privée vie publique, chacun se charge de colporter ce que ce fils exemplaire peut faire. Modèle de piété religieuse *pour les uns, de piété filiale pour* les autres, il se retrouve ligoté par son image comme dans la plus étroite des camisoles. Pas un geste, pas un pas dans la rue qui ne soit immédiatement rapporté au Q.G. familial par les commères qui viennent souffler un peu, entre deux achats, dans l'arrière-boutique. On l'a vu avec untel qu'on connaît ou pis, avec une telle qu'on ne connaît pas. Il a grandi ou grossi ou maigri, changé ou pas changé du tout, il a dit bonjour ou pas bonjour, il est allé là ou là, et, avant son retour, père et mère connaissent tout ou presque de ses petites échappées.

C'est de là sans doute que me vient ce goût sans fin des villes inconnues, où l'on peut se perdre dans la foule sans risque de croiser un visage familier. C'est de là sans doute que me vient ce regard inquiet vers la porte des bistrots qui s'ouvre : qui va rentrer, me regarder, me reconnaître, me saluer ? Laissez-moi être enfin deux, ignorés, enlacés, embrassés. Le monde est trop petit quand on croise Mulhouse à Paris, à New-York, à Montréal, à *Jérusalem, et qu'on est reconnu...* Quand donc cesserai-je d'être de ma ville, de ma rue, et de mon père, ce père si vieux qu'on le disait grand-père, cette rue inhabitée où nous étions si seuls toujours entourés, cette ville qui sue ma haine, haine de ma ville. J'en porte encore le poids insupportable, sans pouvoir m'en décharger, dégoût que mon cœur vient décharger au bord de mes lèvres ; j'en traîne encore la marque comme *le sceau du forçat, et son* odeur m'imprègne et son image me colle : chewing-gum sparadra.

MULHOUSE. Il reste le visage distinct de ceux qui m'ont montré du doigt. Il reste la main chaude de Tata Lutz me sortant dans le silence des églises, pour *voir les crèches d'avant* la Noël, et le goût des *lacritsias* qu'elle tirait de son cabas. Il reste l'abîme déchiré d'un premier amour, quelques copains partis trop tôt pour Strasbourg où ils feraient leurs études sans moi, rivé ici, près de mes parents. Près d'eux. Et le bruit du rideau de fer qu'on descendait le dimanche, et les itinéraires quotidiens. Il reste vingt ans à fuir, vingt ans à nuire et l'impossible distance, entre Elle, et moi.

Je n'ai plus besoin de presser le pas aujourd'hui, je n'ai plus ma maison, je n'ai plus mon père. Pourtant, je me dépêche, dans ce dimanche après-midi de visites et d'attentes, vers l'hospice où ma mère se ronge lentement. Aujourd'hui qu'elle m'écrit qu'elle ne vivra plus qu'autant que Dieu le voudra, aujourd'hui qu'elle rumine ses cinq années de veuvage qui s'ajoutent seulement à vingt ans de fiancailles, dans une même attente, elle cherche à rejoindre son homme : « papa », qui est mon père, son mari, et son propre père. Et dans sa maladie, son corps aussi l'appelle, encore lui, l'homme de juillet au signe du zodiaque, et c'est encore une fois Mulhouse qui répond.

- La ville ainsi l'a reprise. Elle y vient finir son existence en toute connaissance de cause, dans un semblable hasard qui l'y a fait venir, au tout début du siècle, petite, dans les bras de sa mère, fuyant les pogromes d'un fin fond de l'est. Elle a gardé, pieusement, comme des reliques, la couverture qui l'enveloppait au cours de ce voyage à pied de plusieurs mois, et les deux bougeoirs du Chabbat. Toi, ma mère, un train de nuit te berce dans les bras de ta propre mère, morte si jeune que tu n'en es pas remise. Vous allez ensemble près de *Bâle, en Suisse*, à Dornach, et parce qu'il y a un autre Dornach, près de Mulhouse cette fois, vous vous trompez, et vous descendez. *C'est la nuit*. Ta mère *dort* encore un peu, elle s'est dépêchée de descendre quand elle a entendu : *« Dornach, Dornach, aussteigen !!! »*, l'*Alsace* est allemande, elle se trouve sur le quai, parlant russe, et bien sûr yiddich. Personne ne l'attend, elle est seule. Son mari a *déserté* l'armée des cosaques et il la rejoindra, s'il reste en vie. Tu pleures sans doute, toi ma mère, l'enfant, et elle te berce, ma grand-mère, et vous êtes maintenant près du poêle, dans le bureau du chef de gare qui ne comprend rien. Le lendemain, il a compris que vous êtes juives. Il vous amène à la *Schule* (synagogue). Vous y resterez un jour, ou deux, ou trois tout au plus, puis vous repartirez. Mais rien ni personne ne vous appelle, alors...

— Alors, ce Dornach-là en vaut bien un autre, grand-mère. Grand-mère que je n'ai pas connue, mère de ma mère, fatiguée, vous avez abandonné le bâton ferré de l'errance et posé dans un berceau cet enfant qui deviendra ma mère. La ville lentement vous englue dans ses petits commerces de la cité ouvrière : *le Stressla*. Vous vous y faites, vous vous habituez, vous osez vous installer, et vous continuez la vie. C'est là, près de Dornach, à Mulhouse, que tout pour moi va commencer.

Je ne devrais *donc* la vie qu'à une simple homonymie ? ■

PIERRE-PASCAL FURTH, né à Mulhouse, dans le Haut-Rhin en 1948, est enseignant et journaliste. Collaborateur permanent de la revue EUROPE, il y a publié des nouvelles ainsi que diverses études sur Erckmann-Chatrian, Jack London, Maurice Sendak et P.-J. Hetzel.